Pendant de longs siècles, la Terre fut le grand laboratoire, selon l'expression de Marx; il n'y a pas très longtemps que la ville a pris ce rôle. Le phénomène urbain manifeste aujourd'hui son énormité, déconcertante pour la réflexion théorique, pour l'action pratique et même pour l'imagination. Sens et fin de l'industrialisation, la société urbaine se forme en se cherchant. Elle oblige à reconsidérer la philosophie, l'art et la science. La philosophie? Elle retrouve le « médium » (milieu et médiation) de ses débuts, la Cité, à une échelle colossale et complètement dégagée de la nature. L'art? Reconnaissant aussi ses conditions initiales, il va vers un nouveau destin, celui de servir la société urbaine et la vie quotidienne dans cette société. Quant aux sciences, elles ne peuvent éviter cette confrontation avec cet objet nouveau. Sans qu'elles renoncent à leur spécificité en laissant le champ libre à l'une d'elles (mathématique, informatique, économie politique, démographie, etc.), elles rencontrent de plus en plus pressante une exigence de totalité et de synthèse. Ce qui oblige à concevoir une stratégie de la connaissance, inséparable de la stratégie politique, bien que distincte. Selon quel axe et dans quel horizon penser cette stratégie du savoir? vers l'entrée en pratique d'un droit : le droit à la ville, c'est-à-dire à la vie urbaine, condition d'un humanisme et d'une démocratie renouvelées.

HENRI LEFEBVRE

le droit à la ville

I

éditions anthropos paris

HENRI LEFEBVRE

le droit à la ville

I

société et urbanisme

éditions anthropos paris

A N.B., à nos amis, à nos rencontres.

DEUXIEME EDITION

AVERTISSEMENT

« Les grandes choses, il faut les taire ou parler d'elles avec grandeur, c'est-à-dire avec cynisme et innocence...

« Je revendiquerai comme la propriété et le produit de l'homme toute la beauté, toute la noblesse que nous avons prêtées aux choses réelles ou imaginaires... »

Frédéric NIETZSCHE.

Cet écrit aura une forme offensive (que certains jugeront peut-être offensante). Pourquoi?

Parce que vraisemblablement chaque lecteur aura déjà en tête un ensemble d'idées systématisées ou en voie de systématisation. Vraisemblablement, chaque lecteur cherche un « système » ou a trouvé son « système ». Le Système est à la mode, tant dans la pensée que dans les terminologies et le langage.

Or tout système tend à **clore** la réflexion, à fermer l'horizon. Cet écrit veut briser les systèmes, non pour leur substituer un autre système mais pour **ouvrir** la pensée et l'action vers des **possibilités** en montrant l'horizon et la route. Contre une forme de réflexion qui tend vers le formalisme, une pensée qui tend vers l'ouverture mène son combat.

L'urbanisme, presque autant que le système, est à la mode. Les questions et réflexions urbanistiques sortent des cercles de techniciens, de spécialistes, d'intellectuels qui se veulent à l'avant-garde. Elles passent dans le domaine public à travers les articles de journaux et les écrits de portée et d'ambition diverses. Simultanément, l'urbanisme devient idéologie et pratique. Et cependant, les questions relatives à la Ville et à la réalité urbaine ne sont pas pleinement connues et reconnues; elles n'ont pas encore pris **politiquement** l'importance et le sens qu'elles ont **dans la pensée** (dans l'idéologie) et dans la **pratique** (nous montrerons une stratégie urbaine déjà à l'ouvrage et en action). Ce petit livre ne se propose pas seulement de passer au crible de la critique les pensées et les activités qui concernent l'urbanisme. Il a pour objectif de faire entrer ces problèmes dans la conscience et dans les programmes politiques.

De la situation théorique et pratique, des problèmes (de la problématique) concernant la ville, la réalité et les possibilités de la vie urbaine, commençons par prendre ce qu'on appelait jadis une « vue cavalière ».

INDUSTRIALISATION ET URBANISATION

PREMIERS APERÇUS

Pour présenter et pour exposer la « problématique urbaine », un point de départ s'impose : le processus d'industrialisation. Sans contestation, ce processus est le moteur des transformations dans la société depuis un siècle et demi. Si l'on distingue **l'inducteur** et **l'induit,** l'on peut dire que le processus d'industrialisation est inducteur et que l'on peut compter parmi les induits les problèmes relatifs à la croissance et à la planification, les questions concernant la ville et le développement de la réalité urbaine, sans omettre l'importance grandissante des loisirs et des questions relatives à la « culture ».

L'industrialisation caractérise la société moderne. Ce qui n'entraîne pas inévitablement les termes de « société industrielle », si l'on veut la définir. Bien que l'urbanisation et la problématique de l'urbain figurent parmi les effets induits et non parmi les causes ou raisons inductrices, les préoccupations que ces mots désignent s'accentuent de telle façon que l'on peut définir comme **société urbaine** la réalité sociale qui naît autour de nous. Cette définition retient un trait qui devient capital.

L'industrialisation fournit le point de départ de la réflexion sur notre temps. Or la Ville préexiste à

l'industrialisation. Remarque en elle-même banale mais dont les implications n'ont pas été pleinement formulées. Les créations urbaines les plus éminentes, les œuvres les plus « belles » de la vie urbaine (« belles », comme on dit, parce qu'œuvres plutôt que produits) datent des époques antérieures à l'industrialisation. Il y eut la ville orientale (liée au mode de production asiatique), la ville antique (grecque et romaine, liée à la possession d'esclaves), puis la ville médiévale (dans une situation complexe : insérée dans des rapports féodaux mais en lutte contre la féodalité terrienne). La ville orientale et antique fut essentiellement politique; la ville médiévale, sans perdre le caractère politique, fut principalement commerciale, artisanale, bancaire. Elle s'intégra les marchands auparavant quasi nomades, relégués hors de la cité.

Quand débute l'industrialisation, quand naît le capitalisme concurrentiel avec la bourgeoisie spécifiquement industrielle, la Ville a déjà une puissante réalité. Après la quasi-disparition des villes antiques, en Europe occidentale, au cours de la décomposition de la romanité, la Ville a repris son essor. Les marchands plus ou moins errants ont élu pour centre de leurs activités ce qui subsiste d'antiques noyaux urbains. Inversement, on peut supposer que ces noyaux dégradés firent fonction d'accélérateurs pour ce qui restait d'économie d'échanges, entretenue par des marchands ambulants. A partir du surproduit croissant de l'agriculture, au détriment des féodaux, les Villes accumulent des richesses : objets, trésors, capitaux virtuels. Il existe déjà dans ces centres urbains une grande richesse monétaire, obtenue par l'usure et le commerce. L'artisanat y prospère, production bien distincte de l'agriculture. Les villes appuient les communautés paysannes et l'affranchissement des paysans, non sans en profiter pour leur propre compte. Bref, ce sont des centres de vie sociale et politique où s'accumulent non seulement les richesses mais les connaissances, les techniques et les œuvres (œuvres d'art, monuments). Cette ville est elle-même **œuvre,** et ce caractère contraste avec l'orientation irréversible vers l'argent, vers le commerce, vers les échanges, vers les **produits.** En effet, l'œuvre est valeur d'usage et le produit valeur d'échange. L'usage éminent de la ville, c'est-à-dire des rues et des places, des édifices et des monuments, c'est la Fête (qui consomme improductivement, sans autre avantage que le plaisir et le prestige, des richesses énormes en objets et en argent).

Réalité complexe, c'est-à-dire contradictoire. Les villes médiévales, à l'apogée de leur développement, centralisent les richesses; les groupes dirigeants investissent improductivement une grande part de ces richesses dans la ville qu'ils dominent. En même temps, le capitalisme commercial et bancaire a déjà rendu **mobile** la richesse et constitué des circuits d'échanges, des réseaux permettant les transferts d'argent. Lorsque va commencer l'industrialisation avec la prééminence de la bourgeoisie spécifique (les « entrepreneurs »), la richesse a déjà cessé d'être principalement immobilière. La production agricole n'est plus dominante, ni la propriété foncière. Les terres échappent aux féodaux et passent aux mains des capitalistes urbains enrichis par le commerce, la banque, l'usure. Il s'ensuit que la « société » dans son ensemble, comprenant la ville, la campagne et les institutions qui réglementent leurs relations, tend à se constituer comme **réseau de villes,** avec une certaine division du travail (techniquement, socialement, politiquement) entre ces villes reliées par des routes, par des voies fluviales et maritimes, par

des relations commerciales et bancaires. On peut penser que la division du travail entre les villes ne fut ni assez poussée ni assez consciente pour déterminer des associations stables et mettre fin aux rivalités et concurrences. Ce système urbain n'arriva pas à s'instaurer. Ce qui s'érige sur cette base, c'est l'Etat, pouvoir centralisé. Cause et effet de cette centralité particulière, celle de la puissance, une ville l'emporte sur les autres : la capitale.

Un tel processus se déroule très inégalement, très différemment, en Italie, en Allemagne, en France et dans les Flandres, en Angleterre, en Espagne. La Ville prédomine, et cependant ce n'est plus comme dans l'antiquité la Ville-Etat. Trois termes se distinguent : la société, l'Etat, la Ville. Dans ce système urbain, chaque ville tend elle-même à se constituer en système clos, fermé, achevé. La ville conserve un caractère organique de communauté, qui lui vient du village, et se traduit dans l'organisation corporative. La vie communautaire (comportant des assemblées générales ou partielles) n'interdit en rien les luttes de classes. Au contraire. Les violents contrastes entre la richesse et la pauvreté, les conflits entre les puissants et les opprimés, n'interdisent ni l'attachement à la Ville ni la contribution active à la beauté de l'œuvre. Dans le cadre urbain, les luttes de fractions, de groupes, de classes, renforcent le sentiment d'appartenance. Les affrontements politiques entre le « minuto popolo », le « popolo grasso », l'aristocratie ou oligarchie, ont la Ville pour terrain, pour enjeu. Ces groupes rivalisent en amour pour leur ville. Quant aux détenteurs de la richesse et de la puissance, ils se sentent toujours menacés. Ils justifient leur privilège devant la communauté en dépensant somptuairement leur fortune : édifices, fondations, palais, embellissements, fêtes. Il convient

de souligner ce paradoxe, ce fait historique mal élucidé : des sociétés très oppressives furent très créatrices et très riches en œuvres. Ensuite, la production de produits a remplacé la production d'œuvres et de rapports sociaux attachés à ces œuvres, notamment dans la Ville. Lorsque l'exploitation remplace l'oppression, la capacité créatrice disparaît. La notion même de « création » s'estompe ou dégénère en se miniaturisant dans le « faire » et la « créativité » (le « faites-le vous-même », etc.). Ce qui apporte des arguments pour étayer une thèse : **la ville et la réalité urbaine relèvent de la valeur d'usage. La valeur d'échange, la généralisation de la marchandise par l'industrialisation tendent à détruire en se la subordonnant la ville et la réalité urbaine,** refuges de la valeur d'usage, germes d'une virtuelle prédominance et d'une revalorisation de l'usage.

Dans le système urbain que nous cherchons à analyser s'exerce l'action de ces conflits spécifiques : entre valeur d'usage et valeur d'échange, entre la mobilisation de la richesse (en argent, en papier) et l'investissement improductif dans la ville, entre l'accumulation du capital et sa dilapidation dans les fêtes, entre l'extension du territoire dominé et les exigences d'une organisation sévère de ce territoire autour de la ville dominatrice. Cette dernière se protège contre toute éventualité par l'organisation corporative qui paralyse les initiatives du capitalisme bancaire et commercial. La corporation ne réglemente pas seulement un métier. Chaque organisation corporative entre dans un ensemble organique; le système corporatif règle la répartition des actes et activités dans l'espace urbain (rues et quartier) et le temps urbain (horaires, fêtes). Cet ensemble tend à se figer dans une structure immuable. Il en résulte que l'industrialisation suppose la rupture de ce système urbain

préexistant; elle implique la déstructuration des structures établies. Les historiens (depuis Marx) ont mis en évidence le caractère figé des corporations. Il reste peut-être à montrer la tendance du système urbain entier à une sorte de cristallisation et de fixation. Là où ce système se consolida, il y eut retard du capitalisme et de l'industrialisation : en Allemagne, en Italie. Retard lourd de conséquences.

Il y a donc une certaine discontinuité entre l'industrie naissante et ses conditions historiques. Ce ne sont ni les mêmes choses ni les mêmes hommes. L'extension prodigieuse des échanges, de l'économie monétaire, de la production marchande, du « monde de la marchandise » qui va résulter de l'industrialisation, implique une mutation radicale. Le passage du capitalisme commercial et bancaire ainsi que de la production artisanale à la production industrielle et au capitalisme concurrentiel s'accompagne d'une crise gigantesque, bien étudiée par les historiens, sauf peut-être en ce qui concerne la Ville et le « système urbain ».

L'industrie naissante tend à s'implanter hors des villes. Ce n'est d'ailleurs pas une loi absolue. Aucune loi n'est tout à fait générale et absolue. Cette implantation des entreprises industrielles, d'abord sporadiques et dispersées, dépendit de circonstances multiples, locales, régionales, nationales. Par exemple, **l'imprimerie** semble avoir passé de façon relativement continue, dans le cadre urbain, du stade artisanal à celui de l'entreprise. Il en va autrement du **textile,** de l'extraction minière, de la **métallurgie.** L'industrie naissante s'installe près des sources d'énergie (rivières, bois, puis charbon), des moyens de transport (fleuves et canaux, puis chemins de fer), des matières premières (minerais), des réserves de main-d'œuvre

(l'artisanat paysan, les tisserands et forgerons, fournissaient une main-d'œuvre déjà qualifiée).

De ces circonstances résulte encore aujourd'hui, en France, l'existence de nombreux petits centres textiles (vallées normandes, vallées des Vosges, etc.) qui survivent parfois difficilement. N'est-il pas remarquable qu'une partie de la grosse métallurgie soit établie dans la vallée de la Moselle, entre deux villes anciennes, Nancy et Metz, seuls véritables centres urbains de cette région industrielle?

En même temps, les villes anciennes sont : des marchés, des sources de capitaux disponibles, les lieux où ces capitaux sont gérés (banques), les résidences des dirigeants économiques et politiques, les réservoirs de main-d'œuvre (c'est-à-dire les lieux où peut subsister « l'armée de réserve du prolétariat », comme dit Marx, qui pèse sur les salaires et permet l'accroissement de la plus-value). De plus la Ville, comme l'atelier, permet la concentration sur un faible espace des moyens de production : outils, matières premières, main-d'œuvre.

L'implantation hors des villes n'étant pas satisfaisante pour les « entrepreneurs », l'industrie se rapproche dès que possible des centres urbains. Inversement, la ville antérieure à l'industrialisation accélère le processus (en particulier, elle permet l'accroissement rapide de la productivité). La Ville a donc joué un rôle important dans le **take off** (Rostow), c'est-à-dire dans le démarrage de l'industrie. Les concentrations urbaines ont accompagné les concentrations de capitaux au sens de Marx. Dès lors l'industrie devait produire ses propres centres urbains, villes et agglomérations industrielles tantôt petites (Le Creusot), tantôt moyennes (Saint-Etienne), parfois géantes (la Ruhr, considérée comme « conurbation »). Il faudrait revenir sur la détériora-

tion de la centralité et du caractère urbain dans ces villes.

Le processus apparaît maintenant, à l'analyse, dans toute sa complexité, que recouvre mal le mot « industrialisation ». Cette complexité se manifeste dès que l'on cesse de penser en termes **d'entreprise,** d'une part, et d'autre part en chiffres globaux de production (tant de tonnes de charbon, d'acier) — dès que l'on réfléchit en distinguant **l'induction** et **l'induit,** en observant l'importance des phénomènes induits et leur interaction sur les inducteurs.

L'industrie peut se passer de la ville ancienne (préindustrielle, précapitaliste) mais en constituant des agglomérations dans lesquelles le caractère urbain se détériore. N'est-ce pas le cas aux Etats-Unis et en Amérique du Nord, où les « villes » au sens où l'on prend ce mot en France et en Europe, sont peu nombreuses : New York, Montreal, San-Francisco? Cependant, là où préexiste un réseau de villes anciennes, l'industrie l'assaille. Elle s'empare du réseau, le remanie selon ses besoins. Elle attaque aussi la Ville (chaque ville), lui livre l'assaut, la prend, la ravage. Elle tend à briser les noyaux anciens en s'en emparant. Ce qui n'empêche pas l'extension du phénomène urbain, villes et agglomérations, cités ouvrières, banlieues (avec adjonction de bidonvilles là où l'industrialisation ne parvient pas à occuper et à fixer la main-d'œuvre disponible).

Nous avons devant nous un **double processus** ou si l'on veut un processus à deux aspects : industrialisation et urbanisation, croissance et développement, production économique et vie sociale. Les deux « aspects » de ce processus, inséparables, ont une unité, et cependant le processus est conflictuel. Il y a, historiquement, heurt violent entre la réalité urbaine et la réalité industrielle. Quant à la complexité du processus, elle se révèle de plus en plus difficile à saisir, d'autant que l'industrialisation ne produit pas seulement des entreprises (des ouvriers et des chefs d'entreprise) mais des **bureaux** divers, des centres bancaires et financiers, techniques et politiques.

Ce processus **dialectique,** loin d'être élucidé, est aussi loin d'être terminé. Il provoque encore aujourd'hui des situations « problématiques ». On se contentera ici de citer quelques exemples. A Venise, la population active quitte la ville pour l'agglomération industrielle qui la double, sur le continent, Mestre. Cette ville parmi les villes, l'une des plus belles léguées par les époques préindustrielles, est menacée non pas tant par la détérioration matérielle due à la mer ou à l'affaissement du terrain, que par l'exode des habitants. A Athènes, une industrialisation relativement considérable a attiré vers la capitale les gens des petites villes, les paysans. L'Athènes moderne n'a plus rien de commun avec la cité antique, recouverte, absorbée, étendue démesurément. Les monuments et emplacements (agora, acropole) qui permettent de retrouver la Grèce antique ne représentent plus qu'un lieu de pèlerinage esthétique et de consommation touristique. Pourtant le noyau organisationnel de la ville reste très fort. Son entourage de quartiers récents et de semi-bidonvilles, peuplés de gens déracinés et désorganisés, lui confère un pouvoir exorbitant. La gigantesque agglomération presque informe permet aux détenteurs des centres de décision les pires entreprises politiques. D'autant que l'économie de ce pays dépend étroitement de ce circuit : spéculation foncière, « création » de capitaux par cette voie, investissement de ces capitaux dans la construction et ainsi de suite. Circuit fragile pouvant à chaque instant se rompre, qui définit un **type** d'urbanisation sans industrialisation ou avec

faible industrialisation mais avec extension rapide de l'agglomération, spéculation sur les terrains et les immeubles, prospérité facticement entretenue par le circuit.

En France, l'on pourrait citer de multiples villes récemment submergées par l'industrialisation : Grenoble, Dunkerque, etc. Dans d'autres cas, il y a extension massive de la ville et urbanisation (au sens large de ce terme) avec peu d'industrialisation. Tel serait le cas de Toulouse. Tel est le cas général des villes d'Amérique du Sud et d'Afrique cernées par un environnement de bidonvilles. Dans ces régions et pays les anciennes structures agraires se dissolvent; des paysans dépossédés ou ruinés affluent vers les villes pour y trouver travail et subsistances. Or ces paysans viennent d'exploitations vouées à disparaître par le jeu des prix mondiaux, lequel dépend étroitement des pays et des « pôles de croissance » industriels. Ces phénomènes dépendent encore de l'industrialisation.

Actuellement donc s'approfondit un processus induit que l'on peut nommer « implosion-explosion » de la ville. Le phénomène urbain s'étend sur une grande partie du territoire, dans les grands pays industriels. Il franchit allègrement les frontières nationales; la Mégalopolis de l'Europe du Nord va de la Ruhr à la mer et même aux villes anglaises, et de la région parisienne aux pays scandinaves. Ce territoire est enserré dans un **tissu urbain** de plus en plus serré, non sans différenciations locales et sans extension de la division (technique et sociale) du travail aux régions, agglomérations et villes. En même temps, dans ce tissu et même ailleurs, les concentrations urbaines deviennent gigantesques; les populations s'amassent en atteignant des densités inquiétantes (par unité de surface ou d'habitation). En même temps encore, beaucoup de noyaux urbains anciens se détériorent ou éclatent. Les gens se déplacent vers des périphéries lointaines, résidentielles ou productives. Des bureaux remplacent les logements dans les centres urbains. Parfois (aux Etats-Unis) ces centres sont abandonnés aux « pauvres » et deviennent des ghettos pour les défavorisés. Parfois au contraire, les gens les plus aisés conservent de fortes positions au cœur de la ville (autour de Central Park à New York, au Marais à Paris).

Examinons maintenant le **tissu urbain.** Cette métaphore n'est pas claire. Plus qu'un tissu jeté sur le territoire, ces mots désignent une sorte de prolifération biologique et une sorte de filet à mailles inégales, laissant échapper des secteurs plus ou moins étendus : hameaux ou villages, régions entières. Si l'on met en perspective les phénomènes à partir des campagnes et des structures agraires anciennes, on peut analyser un mouvement général de concentration : de la population dans les bourgs et dans les villes petites ou grandes — de la propriété et de l'exploitation — de l'organisation des transports et des échanges commerciaux, etc. Ce qui aboutit à la fois au dépeuplement et à la « dépaysanisation » des villages qui restent ruraux en perdant ce qui fit la vie paysanne ancienne : artisanat, petit commerce local. Les anciens « genres de vie » tombent dans le folklore. Si l'on analyse le phénomène à partir des villes, on observe l'extension non pas seulement des périphéries fortement peuplées mais des réseaux (bancaires, commerciaux, industriels) et de l'habitation (résidences secondaires, espaces et lieux de loisirs, etc.).

Le tissu urbain peut se décrire en se servant du concept d'**oecosystème,** unité cohérente constituée autour d'une ou de plusieurs villes, anciennes ou

récentes. Une telle description risque de laisser fuir l'essentiel. En effet, l'intérêt du « tissu urbain » ne se limite pas à sa morphologie. Il est le support d'une « façon de vivre » plus ou moins intense ou dégradée : **la société urbaine.** Sur la base économique du « tissu urbain » apparaissent des phénomènes d'un autre ordre, à un autre niveau, celui de la vie sociale et « culturelle ». Portées par le tissu urbain, la société et la vie urbaine pénètrent les campagnes. Une telle façon de vivre comporte des systèmes d'objets et des systèmes de valeurs. Les plus connus des éléments du système urbain d'objets, sont l'eau, l'électricité, le gaz (butane dans les campagnes) qui ne vont pas sans la voiture, la télévision, les ustensiles en plastique, le mobilier « moderne », ce qui comporte des exigences nouvelles en ce qui concerne les « services ». Parmi les éléments du système de valeurs, indiquons les loisirs à la façon urbaine (danses, chansons), les costumes, l'adoption rapide des modes venant de la ville. Et aussi les préoccupations de sécurité, les exigences de prévision concernant l'avenir, bref une rationalité diffusée par la ville. Généralement la jeunesse, groupe d'âge, contribue activement à cette assimilation rapide des choses et représentations venues de la ville. Ce sont des trivialités sociologiques qu'il convient de rappeler pour montrer leurs implications. Entre les mailles du tissu urbain persistent des îlots et des îles de **ruralité** « pure », terroirs souvent pauvres (pas toujours), peuplés de paysans vieillissants, mal « adaptés », dépouillés de ce qui fit la noblesse de la vie paysanne dans les temps de la plus grande misère et de l'oppression. Le rapport « urbanité-ruralité » ne disparaît donc pas; au contraire : il s'intensifie, et cela jusque dans les pays les plus industrialisés. Il interfère avec d'autres représentations et d'autres

rapports réels : ville et campagne, nature et facticité, etc. Ici ou là, les tensions deviennent conflits, les conflits latents s'exaspèrent; alors apparaît en plein jour ce qui se cachait sous le « tissu urbain ».

D'autre part, les noyaux urbains ne disparaissent pas, rongés par le tissu envahissant ou intégrés à sa trame. Ces noyaux résistent en se transformant. Ils restent des centres de vie urbaine intense (à Paris, le Quartier latin). Les qualités esthétiques de ces noyaux anciens jouent un grand rôle dans leur maintien. Ils ne contiennent pas seulement des monuments, des sièges d'institutions, mais des espaces appropriés aux fêtes, aux défilés, aux promenades, aux réjouissances. Le noyau urbain devient ainsi produit de consommation d'une haute qualité pour étrangers, touristes, gens venus de la périphérie, banlieusards. Il survit grâce à ce double rôle : lieu de consommation et consommation du lieu. Ainsi les centres anciens entrent plus complètement dans l'échange et la valeur d'échange, non sans rester valeur d'usage en raison d'espaces offerts à des activités spécifiques. Ils deviennent centres de consommation. La résurgence architecturale et urbanistique du **centre commercial** ne donne qu'une version affadie et mutilée de ce que fut le noyau de la ville ancienne, à la fois commercial, religieux, intellectuel, politique, économique (productif). La notion et l'image du centre commercial datent en fait du moyen âge. Il correspond à la petite et moyenne ville médiévale. Mais aujourd'hui la valeur d'échange y prime à tel point sur l'usage et la valeur d'usage qu'elle supprime à peu près celle-ci. Cette notion n'a donc rien d'original. La création qui correspond à notre époque, à ses tendances, à son horizon (menaçant) ne serait-ce pas le **centre de décisions?** Ce centre réunissant la formation et l'information, les capacités d'organisa-

tion et de décisions institutionnelles, apparaît comme projet en voie de réalisation d'une centralité nouvelle, celle du **pouvoir.** A ce concept, à la pratique qu'il dénote et justifie, il convient d'attacher la plus grande attention.

En fait donc, nous avons en présence plusieurs termes (au moins trois) en rapports complexes, définissables par des oppositions terme à terme, mais non épuisés par ces oppositions. Il y a la ruralité et l'urbanité (la société urbaine). Il y a le tissu urbain porteur de cette « urbanité » et la centralité, ancienne, rénovée, nouvelle. D'où une problématique inquiétante, surtout quand on veut passer de l'analyse à une synthèse, des constatations à un projet (au « normatif »). Faut-il (mais que signifie ce mot?) laisser proliférer spontanément le tissu? Convient-il de capturer cette force, d'orienter cette vie étrange, sauvage et factice à la fois? Comment fortifier les centres? Est-ce utile? Est-ce nécessaire? Et quels centres, quelle centralité? Que faire enfin des îles de ruralité?

Ainsi s'entrevoit, à travers les problèmes distincts et l'ensemble problématique, la **crise de la ville.** Crise théorique et pratique. Dans la théorie, le **concept de la ville** (de la réalité urbaine) se compose de faits, de représentations et d'images empruntés à la ville ancienne (pré-industrielle, pré-capitaliste) mais en cours de transformation et de nouvelle élaboration. Dans la pratique le **noyau urbain** (part essentielle de l'image et du concept de la ville) craque, et pourtant se maintient; débordé, souvent détérioré, parfois pourrissant, le noyau urbain ne disparaît pas. Si quelqu'un proclame sa fin et sa résorption dans le tissu, c'est un postulat et une affirmation sans preuves. De même, si quelqu'un proclame l'urgence d'une restitution ou reconstitution des noyaux urbains, c'est

encore un postulat et une affirmation sans preuves. Le noyau urbain n'a pas laissé place à une « réalité » nouvelle et bien définie, comme le village laissa naître la ville. Et cependant, son règne semble finir. A moins qu'il ne s'affirme plus fortement encore, comme centre de pouvoir...

Nous avons montré jusqu'à présent l'assaut de la ville par l'industrialisation et dressé un tableau dramatique de ce processus, considéré globalement. Cette tentative d'analyse pourrait laisser croire qu'il s'agit d'un processus naturel, sans intentions, sans volontés. Or, il y a bien quelque chose de tel, et cependant cette vision serait tronquée. Dans un tel processus interviennent activement, volontairement, des classes ou fractions de classes dirigeantes, possédant le capital (les moyens de production) et gérant non seulement l'emploi économique du capital et les investissements productifs, mais la société entière, avec emploi d'une partie des richesses produites dans « la culture », l'art, la connaissance, l'idéologie. A côté, ou plutôt en face des groupes sociaux dominants (classes et fractions de classes), il y a la classe ouvrière : le prolétariat, lui-même divisé en couches, en groupes partiels, en tendances diverses, selon les branches d'industrie, les traditions locales et nationales.

La situation au milieu du XIXe siècle, à Paris, est à peu près la suivante. La bourgeoisie dirigeante, classe non homogène, a conquis la capitale de haute lutte. En témoigne aujourd'hui encore, de façon sensible, le Marais : quartier aristocratique avant la Révolution, (malgré la tendance de la capitale et des gens riches à dériver vers l'ouest), quartier de jardins et hôtels particuliers. Le Tiers-état, en quelques dizaines d'années, pendant la période balzacienne, s'en empare; un certain nombre d'hôtels magnifiques dis-

paraissent; des ateliers, des boutiques, occupent les autres; des maisons de rapport, des magasins et dépôts et entrepôts, des entreprises, remplacent parcs et jardins. La laideur bourgeoise, l'âpreté au gain visible et lisible dans les rues, s'installent à la place de la beauté un peu froide et du luxe aristocratique. Sur les murs du Marais se lisent la lutte des classes et la haine entre les classes, la mesquinerie victorieuse. Impossible de mieux rendre perceptible ce paradoxe de l'histoire, qui échappe en partie à Marx. La bourgeoisie « progressiste » prenant en charge la croissance économique, dotée d'instruments idéologiques aptes à cette croissance rationnelle, qui va vers la démocratie et remplace l'oppression par l'exploitation, cette classe en tant que telle ne crée plus; elle remplace l'œuvre par le produit. Ceux qui gardent le sens de l'œuvre, y compris les romanciers et les peintres, se pensent et se sentent « non bourgeois ». Quant aux oppresseurs, aux maîtres des sociétés antérieures à la démocratie bourgeoise — princes, rois, seigneurs, empereurs — ils eurent le sens et le goût de **l'œuvre,** en particulier dans le domaine architectural et urbanistique. En effet, l'œuvre relève de la valeur d'usage plus que de la valeur d'échange.

Après 1848, solidement assise sur la ville (Paris), la bourgeoisie française y possède ses moyens d'action, des banques à l'Etat, et non seulement des résidences. Or elle se voit cernée par la classe ouvrière. Les paysans affluent, s'installent autour des « barrières », les portes, l'immédiate périphérie. Anciens ouvriers (dans les métiers artisanaux) et nouveaux prolétaires pénètrent jusqu'au cœur de la ville; ils habitent dans des taudis mais aussi dans les maisons de rapport où des gens aisés occupent les étages inférieurs et des ouvriers les étages supérieurs. Dans ce « désordre », les ouvriers menacent les parvenus, danger rendu évident par les journées de juin 1848 et que confirmera la Commune. **Une stratégie de classe** s'élabore donc, visant le réaménagement de la ville, sans égard à sa réalité, à sa vie propre. C'est entre 1848 et Haussmann que la vie de Paris atteint la plus grande intensité : non pas la « vie parisienne » mais la vie urbaine de la capitale. Elle entre alors dans la littérature, dans la poésie, avec une puissance et des dimensions géantes. Puis ce sera fini. La vie urbaine suppose rencontres, confrontations des différences, connaissance et reconnaissance réciproques (y compris dans l'affrontement idéologique et politique) des façons de vivre, des « patterns » qui coexistent dans la Ville. Au cours du XIX[e] siècle, la démocratie d'origine paysanne dont l'idéologie anima les révolutionnaires, aurait pu se transformer en démocratie urbaine. Ce fut et c'est encore pour l'histoire un des sens de la Commune. Comme la démocratie urbaine menaçait les privilèges de la nouvelle classe dominante, celle-ci l'empêcha de naître. Comment? En expulsant du centre urbain et de la ville elle-même le prolétariat, en détruisant « l'urbanité ».

Premier acte. — Le baron Haussmann, homme de cet Etat bonapartiste qui s'érige au-dessus de la société pour la traiter cyniquement comme le butin (et pas seulement l'enjeu) des luttes pour le pouvoir, le baron Haussmann remplace par de longues avenues les rues tortueuses mais vivantes, par des quartiers embourgeoisés les quartiers sordides mais animés. S'il perce des boulevards, s'il aménage des espaces vides, ce n'est pas pour la beauté des perspectives. C'est pour « peigner Paris avec les mitrailleuses » (Benjamin Péret). Le célèbre baron ne s'en cache pas. Plus tard, on saura gré à Haussmann

d'avoir ouvert Paris à la circulation. Tels n'étaient pas le but, la finalité de « l'urbanisme » haussmanien. Les vides ont un sens : ils disent haut et fort la gloire et la puissance de l'Etat qui les aménage, la violence qui peut s'y déployer. Plus tard s'opèrent des transferts vers d'autres finalités qui justifient d'une autre manière les entailles dans la vie urbaine. Il est à noter que Haussmann n'a pas atteint son but. Un des sens de la Commune de Paris (1871), c'est le retour en force vers le centre urbain des ouvriers rejetés vers les faubourgs et les périphéries, leur reconquête de la Ville, ce bien entre les biens, cette valeur, cette œuvre, qui leur avaient été arrachés.

Second acte. — Le but stratégique devait être atteint par une manœuvre beaucoup plus vaste, aux résultats encore plus importants. Dans la deuxième moitié du siècle, des gens influents, c'est-à-dire riches ou puissants ou les deux à la fois, tantôt idéologues (Le Play) à conceptions très marquées par les religions (catholique ou protestante), tantôt hommes politiques avisés (appartenant au centre droit) et qui d'ailleurs ne constituent pas un groupe unique et cohérent, bref quelques notables, découvrent une notion nouvelle. La IIIe République en assurera la fortune, c'est-à-dire la réalisation sur le terrain. Ils conçoivent **l'habitat.** Jusqu'alors, « habiter », c'était participer à une vie sociale, à une communauté, village ou ville. La vie urbaine détenait entre autres cette qualité, cet attribut. Elle donnait à habiter, elle permettait aux citadins-citoyens d'habiter. C'est ainsi que « les mortels habitent alors qu'ils sauvent la terre, alors qu'ils attendent les Dieux,... alors qu'ils conduisent leur être propre dans la préservation et l'usage... » Ainsi parle de **l'habiter,** en poète, le philosophe Heidegger (**Essais et Conférences,** p. 177-178). En dehors de la philosophie et de la poésie les mêmes choses ont été dites sociologiquement (dans le langage de la prose du monde). A la fin du XIXe siècle, les Notables isolent une fonction, la détachent de l'ensemble hautement complexe qu'était et que reste la Ville, pour la projeter sur le terrain, non sans manifester et signifier de cette manière la société à laquelle ils fournissent une idéologie et une pratique. Les banlieues, certes, ont été créées sous la pression des circonstances, pour répondre à la poussée aveugle (encore que motivée et orientée) de l'industrialisation, à l'arrivée massive des paysans conduits vers les centres urbains par « l'exode rural ». Le processus n'en a pas moins été orienté par une stratégie.

Stratégie de classe typique, cela signifie-t-il suite d'actes concertés, planifiés, avec un seul objectif? Non. Le caractère de classe semble d'autant plus profond que plusieurs actions concertées, axées sur plusieurs objectifs, ont cependant convergé vers un résultat final. Il va de soi que tous ces Notables ne se proposaient pas d'ouvrir une voie à la spéculation; certains d'entre eux, hommes de bonne volonté, philanthropes, humanistes, semblent même souhaiter le contraire. Ils n'en ont pas moins étendu autour de la Ville la mobilisation de la richesse foncière, l'entrée dans l'échange et la valeur d'échange sans restriction du sol et du logement. Avec les implications spéculatives. Ils ne se proposaient pas de démoraliser la classe ouvrière mais au contraire de la moraliser. Ils considéraient comme bénéfique d'impliquer les ouvriers (individus et familles) dans une hiérarchie bien distincte de celle qui règne dans l'entreprise, celle des propriétés et des propriétaires, des maisons et des quartiers. Ils voulaient leur attribuer une autre fonction, un autre statut, d'autres

rôles que ceux attachés à la condition de producteurs salariés. Ils prétendaient leur accorder ainsi une vie quotidienne meilleure que celle du travail. Ainsi, ils imaginèrent avec l'habitat l'accession à la propriété. Opération remarquablement réussie (encore que ses conséquences politiques n'aient pas toujours été celles qu'escomptaient les promoteurs). Toujours est-il qu'un résultat est atteint, prévu ou imprévu, conscient ou inconscient. La société s'oriente idéologiquement et pratiquement vers d'autres problèmes que ceux de la production. La conscience sociale va cesser peu à peu de se référer à la production pour se centrer autour de la quotidienneté, de la consommation. Avec la « banlieurisation » un processus s'amorce, qui décentre la Ville. Ecarté de la Ville, le prolétariat achèvera de perdre le sens de l'œuvre. Ecarté des lieux de production, disponible à partir d'un secteur d'habitat pour des entreprises éparses, le prolétariat laissera s'estomper dans sa conscience la capacité créatrice. La conscience urbaine va se dissiper.

Avec la création de la banlieue débute en France une pensée urbanistique acharnée contre la Ville. Singulier paradoxe. Pendant des dizaines d'années, sous la IIIe République, paraissent les textes autorisant et réglementant la banlieue pavillonnaire et les lotissements. Autour de la ville s'installe une périphérie désurbanisée et cependant dépendante de la Ville. En effet, les « banlieusards », les « pavillonnaires », ne cessent pas d'être des urbains même s'ils en perdent conscience et se croient proches de la nature, du soleil et de la verdure. Urbanisation désurbanisante et désurbanisée, peut-on dire, pour souligner le paradoxe.

Cette extension se freinera elle-même à cause de ses excès. Le mouvement déclenché par elle entraîne la bourgeoisie et les couches aisées. Elles installent les banlieues résidentielles. Le centre de la ville se vide au profit des bureaux. L'ensemble alors commence à se débattre dans l'inextricable. Mais ce n'est pas fini.

Troisième acte. — Après la dernière guerre, chacun sent que le tableau se modifie en fonction d'urgences, de contraintes diverses : poussée démographique, poussée d'industrialisation, afflux des provinciaux vers Paris. La crise du logement, avouée, avérée, tourne à la catastrophe et risque d'aggraver la situation politique encore instable. Les « urgences » débordent les initiatives du capitalisme et de l'entreprise « privée », laquelle d'ailleurs ne s'intéresse pas à la construction, jugée insuffisamment rentable. L'Etat ne peut plus se contenter de réglementer les lotissements et la construction pavillonnaire, de lutter (mal) contre la spéculation immobilière. Par organismes interposés, il prend en charge la construction de logements. La période commence des « nouveaux ensembles » et des « villes nouvelles ».

On pourrait dire que la fonction publique se saisit de ce qui auparavant entrait dans une économie de marché. Sans doute. Mais le logement ne devient pas pour autant un service public. Le droit au logement affleure pour ainsi dire dans la conscience sociale. Il se fait reconnaître en fait, dans l'indignation soulevée par les cas dramatiques, dans le mécontentement engendré par la crise. Il n'est cependant pas reconnu formellement et pratiquement, sinon comme un appendice des « droits de l'homme ». La construction prise en charge par l'Etat ne transforme pas les orientations et conceptions adoptées par l'économie de marché. Comme l'avait prévu Engels, la question du logement, même aggravée, n'a

joué politiquement qu'un rôle mineur. Les groupes et partis de gauche se contenteront de réclamer « davantage de logements ». D'autre part, ce n'est pas une pensée urbanistique qui guide les initiatives des organismes publics et semi-publics, c'est simplement le projet de fournir le plus vite possible au moindre coût le plus possible de logements. Les nouveaux ensembles seront marqués d'un caractère fonctionnel et abstrait : le concept de **l'habitat** porté jusqu'à sa forme pure par la bureaucratie d'Etat.

Cette notion, l'habitat, restait encore « incertaine ». Les pavillons permettaient des variantes, interprétations particulières ou individuelles de l'habitat. Une sorte de plasticité permettait des modifications, des appropriations. L'espace pavillonnaire — clôture, jardin, coins divers et disponibles — laissait à **l'habiter** une marge d'initiative et de liberté, limitée mais réelle. La rationalité étatique va jusqu'au bout. Dans le nouvel ensemble s'instaure l'habitat à l'état pur, somme de contraintes. Le grand ensemble réalise le concept de l'habitat, diraient certains philosophes, en excluant l'habiter : la plasticité de l'espace, le modelage de cet espace, l'appropriation par les groupes et individus de leurs conditions d'existence. C'est aussi la quotidienneté complète, fonctions, prescriptions, emploi du temps rigide qui s'inscrit et se signifie dans cet habitat.

L'habitat pavillonnaire a proliféré autour de Paris, dans les communes banlieusardes, en étendant de façon désordonnée le domaine bâti. Seule loi de cette croissance urbaine et non urbaine à la fois : la spéculation sur les terrains. Les interstices laissés par cette croissance sans vides ont été comblés par les grands ensembles. A la spéculation sur les terrains, mal combattue, s'ajouta la spéculation sur les appartements lorsque ceux-ci étaient objet de co-propriété. Ainsi se poursuivait l'entrée du logement dans la richesse mobilière et du sol urbain dans la valeur d'échange, les restrictions disparaissant.

Si l'on définit la réalité urbaine par la dépendance vis-à-vis du centre, les banlieues sont urbaines. Si on définit l'ordre urbain par un rapport perceptible (lisible) entre la centralité et la périphérie, les banlieues sont désurbanisées. Et l'on peut dire que la « pensée urbanistique » des grands ensembles s'est littéralement acharnée sur la ville et l'urbain pour les extirper. Toute la réalité urbaine perceptible (lisible) a disparu : rues, places, monuments, espaces de rencontre. Il n'est pas jusqu'au café (le bistrot) qui n'ait suscité le ressentiment des « ensemblistes », leur goût de l'ascétisme, leur réduction de l'habiter à l'habitat. Il a fallu qu'ils aillent jusqu'au bout de leur destruction de la réalité urbaine sensible pour qu'apparaisse l'exigence d'une restitution. Alors, on a vu réapparaître timidement, lentement, le café, le centre commercial, la rue, les équipements dits culturels, bref quelques éléments de réalité urbaine.

Ainsi l'ordre urbain se décompose en deux temps : les pavillons, les ensembles. Mais il n'y a pas de société sans ordre, signifié, perceptible, lisible sur le terrain. Le désordre banlieusard recèle un ordre : l'opposition des secteurs pavillonnaires et des ensembles, qui saute aux yeux. Cette opposition tend à constituer **un système de significations,** encore urbain jusque dans la désurbanisation. Chaque secteur se définit (dans et par la conscience des habitants) par rapport à l'autre, contre l'autre. Les habitants n'ont guère conscience d'un ordre interne à leur secteur, mais les gens des ensembles se voient et se perçoivent comme non-pavillonnaires. Et réciproquement. Au sein de l'opposition, les gens des grands ensembles s'installent dans **la logique de l'habitat** et les

gens des pavillons dans **l'imaginaire de l'habitat**. Aux uns l'organisation rationnelle (en apparence) de l'espace. Aux autres la présence du rêve, de la nature, de la santé, à l'écart de la ville malsaine et mauvaise. Mais la logique de l'habitat ne se perçoit que par rapport à l'imaginaire, et l'imaginaire que par rapport à la logique. Les gens se représentent à eux-mêmes par ce dont ils manquent ou croient manquer. Dans ce rapport, l'imaginaire a plus de puissance. Il surdétermine la logique : le fait d'habiter se perçoit par référence aux pavillons, chez les uns et chez les autres (les gens des pavillons regrettant l'absence d'une logique de l'espace, les gens des ensembles regrettant de ne pas connaître la joie pavillonnaire). D'où les résultats surprenants des enquêtes. Plus de quatre-vingts pour cent des Français aspirent au logement pavillonnaire, une forte majorité se déclarant « satisfaite » des ensembles. Résultat qui n'importe pas ici. Il convient seulement de souligner que **la conscience de la ville et de la réalité urbaine s'estompe** chez les uns comme chez les autres, jusqu'à disparaître. La destruction pratique et théorique (idéologique) de la ville ne peut d'ailleurs pas ne pas laisser un vide énorme. Sans compter les problèmes administratifs et autres de plus en plus difficiles à résoudre. Pour l'analyse critique, le vide importe moins que la situation conflictuelle caractérisée par la fin de la ville et par l'extension de la société urbaine, mutilée, détériorée, mais réelle. Les banlieues sont urbaines, dans une morphologie dissociée, empire de la séparation et de la scission entre les éléments de ce qui fut créé comme unité et simultanéité.

Dans cette perspective, l'analyse critique peut distinguer trois périodes (qui ne coïncident pas exactement avec le découpage du drame de la ville en trois actes précédemment esquissé).

Première période. — L'industrie et le processus d'industrialisation assaillent et ravagent la réalité urbaine préexistante, jusqu'à la détruire par la pratique et l'idéologie, jusqu'à l'extirper de la réalité et de la conscience. Menée selon une stratégie de classe, l'industrialisation se comporte en puissance **négative** de la réalité urbaine : le social urbain est nié par l'économique industriel.

Seconde période (en partie juxtaposée à la première). — L'urbanisation s'étend. La société urbaine se généralise. La réalité urbaine, dans et par sa destruction elle-même, se fait reconnaître comme réalité socio-économique. On découvre que la société entière risque de se décomposer si lui manquent la ville et la centralité : un dispositif essentiel pour l'organisation planifiée de la production et de la consommation a disparu.

Troisième période. — On retrouve ou l'on réinvente (non sans souffrir de leur destruction dans la pratique et dans la pensée) la réalité urbaine. On tente de restituer la centralité. La stratégie de classe aurait-elle disparu? Ce n'est pas certain. Elle s'est modifiée. Aux centralités anciennes, à la décomposition des centres, elle substitue le **centre de décision.**

C'est ainsi que naît ou renaît la réflexion urbanistique. Elle succède à un urbanisme sans réflexion. Les maîtres, jadis, rois et princes, n'eurent pas besoin d'une théorie urbanistique pour embellir leurs villes. Il suffisait de la pression qu'exerçait le peuple sur les maîtres et aussi de la présence d'une civilisation et d'un style pour que les richesses provenant du labeur de ce peuple s'investissent en œuvres. A cette tradition millénaire met fin la période bourgeoise. En même temps, cette période apporte une **rationa-**

lité nouvelle, différente de la rationalité élaborée par les philosophes depuis la Grèce.

La Raison philosophique proposait des définitions (contestables mais étayées de raisonnements mis en forme) de l'homme, du monde, de l'histoire, de la société. Sa généralisation démocratique donna ensuite lieu à un rationalisme d'opinions et d'attitudes. Chaque citoyen avait ou était censé avoir une opinion raisonnée sur chaque fait et chaque problème le concernant; cette sagesse repoussait l'irrationnel; de la confrontation des idées et opinions une raison supérieure devait sortir une sagesse générale incitant la volonté générale. Inutile d'insister sur les difficultés de ce rationalisme classique, liées aux difficultés politiques de la démocratie, aux difficultés pratiques de l'humanisme. Au XIXe siècle et surtout au XXe prend forme la rationalité organisatrice, opérationnelle aux divers échelons de la réalité sociale. Vient-elle de l'entreprise et de la gestion des unités de production? Naît-elle au niveau de l'Etat et de la planification? L'important, c'est que ce soit une **raison analytique** poussée jusqu'à ses dernières conséquences. Elle part d'une analyse méthodique, aussi fine que possible, des éléments (d'une opération productrice, d'une organisation économique et sociale, d'une structure ou d'une fonction). Ensuite, elle subordonne ces éléments à une finalité. D'où sort la finalité? Qui la formule, la stipule? Comment et pourquoi? C'est ici la faille et la faillite de ce rationalisme opératoire. Ses tenants prétendent tirer la finalité de l'enchaînement des opérations. Or il n'en est rien. La finalité, c'est-à-dire l'ensemble et l'orientation de l'ensemble, se décide. Dire qu'elle provient des opérations elles-mêmes, c'est s'enfermer dans un cercle vicieux : le découpage analytique se donnant pour son propre but, pour son propre sens. La

finalité est objet de décision. C'est une **stratégie,** justifiée (plus ou moins) par une **idéologie.** Le rationalisme qui prétend tirer de ses propres analyses le but poursuivi par ces analyses est lui-même une **idéologie.** La notion de **système** recouvre celle de stratégie. A l'analyse critique, le système se révèle stratégie, se dévoile comme décision (finalité décidée). Précédemment, il a été montré comment une **stratégie de classe** a orienté l'analyse et le découpage de la réalité urbaine, sa destruction et sa restitution, projections sur le terrain de la société où de telles décisions stratégiques ont été prises.

Cependant, du point de vue du rationalisme techniciste, le résultat sur le terrain des processus examinés ne représente qu'un chaos. Dans la « réalité » qu'ils observent de façon critique — banlieues et tissu urbain et noyaux subsistants — ces rationalistes ne reconnaissent pas les conditions de leur propre existence. Ce n'est devant eux que contradiction et désordre. Seule en effet la **raison dialectique** peut maîtriser (par la pensée réfléchissante, par la pratique) des processus multiples et paradoxalement contradictoires.

Comment mettre de l'ordre dans cette confusion chaotique? C'est ainsi que le rationalisme d'organisation pose son problème. Ce désordre n'est pas normal. Comment l'instituer à titre de norme et de normalité? C'est inconcevable. Ce désordre est malsain. Le médecin de la société moderne se voit comme médecin de l'espace social malade. La finalité? Le remède? C'est la **cohérence.** Le rationaliste va instaurer ou restaurer la cohérence dans la réalité chaotique, qu'il observe et qui s'offre à son action. Ce rationaliste risque de ne pas s'apercevoir que la cohérence est une forme, donc un moyen plus qu'une fin, et qu'il va systématiser la **logique de l'habitat,**

sous-jacente au désordre et à l'incohérence apparents, qu'il va prendre pour point de départ de ses démarches cohérentes vers la cohérence du réel. En fait, il n'y a pas de marche unique ou unitaire de la réflexion urbanistique, mais plusieurs tendances repérables par rapport à ce rationalisme opérationnel. Parmi ces tendances, les unes s'affirment **contre,** les autres **pour** le rationalisme, en le menant jusqu'à ses formulations extrêmes. Ce qui interfère avec la tendance générale de ceux qui s'occupent d'urbanisme à ne comprendre que ce qu'ils peuvent traduire en termes d'opérations graphiques : voir, sentir au bout du crayon, dessiner.

On distinguera donc :

a) l'urbanisme des hommes de bonne volonté (architectes, écrivains). Leurs réflexions et leurs projets impliquent une certaine philosophie. Généralement, ils se lient à un humanisme : à l'ancien humanisme classique et libéral. Ce qui ne va pas sans une bonne dose de nostalgie. On veut construire « à l'échelle humaine », pour « les hommes ». Ces humanistes se présentent à la fois comme médecins de la société et créateurs de rapports sociaux nouveaux. Leur idéologie, ou plutôt leur idéalisme, vient souvent de modèles agraires, adoptés de façon irréfléchie par leur réflexion : le village, la communauté, le quartier, le citadin-citoyen que l'on dotera d'édifices civiques, etc. On veut construire immeubles et villes « à l'échelle humaine », « à sa mesure », sans concevoir que dans le monde moderne « l'homme » a changé d'échelle et que la mesure d'autrefois (village, cité) se transforme en démesure. Au mieux, cette tradition aboutit à un **formalisme** (adoption de modèles qui n'ont ni contenu ni sens), ou à un **esthétisme** (adoption de modèles anciens pour leur beauté, que l'on jette en pâture aux appétits des consommateurs).

b) l'urbanisme des administrateurs liés au secteur public (étatique). Cet urbanisme se veut scientifique. Il se fonde tantôt sur une science, tantôt sur des recherches qui se veulent synthétiques (pluri ou multidisciplinaires). Ce scientisme, qui accompagne les formes délibérées du rationalisme opératoire, tend à négliger le « facteur humain » comme on dit. Il se divise lui-même en tendances. Tantôt, à travers telle science, une technique prend le dessus et devient le point de départ; c'est généralement une technique de circulation, de communication. On extrapole à partir d'une science, d'une analyse fragmentaire de la réalité considérée. On optimise dans un modèle les informations ou les communications. Cet urbanisme technocratique et systématisé, avec ses mythes et son idéologie (à savoir la primauté de la technique) n'hésiterait pas à raser ce qui reste de la Ville pour laisser place aux voitures, aux communications, aux informations ascendantes et descendantes. Les modèles élaborés ne peuvent entrer dans la pratique qu'en rayant de l'existence sociale les ruines elles-mêmes de ce qui fut la Ville.

Parfois, au contraire, les informations et connaissances analytiques venues de différentes sciences sont orientées vers une finalité synthétique. Mais **on ne conçoit pas tant une vie urbaine à partir des informations sur la société qu'une centralité urbaine disposant des informations fournies par les sciences de la société.** Ces deux aspects se confondent dans la conception des **centres de décision,** vision globale, urbanisme déjà unitaire à sa façon, lié à une philosophie, à une conception de la société, à une stratégie politique (c'est-à-dire à un système global et total).

c) l'urbanisme des promoteurs. Ils conçoivent et réalisent, sans le dissimuler, pour le marché, en vue du profit. Le nouveau, le récent, c'est qu'ils ne vendent plus du logement ou de l'immeuble, mais de **l'urbanisme.** Avec ou sans idéologie, l'urbanisme devient valeur d'échange. Le projet des promoteurs se présente comme occasion et lieu privilégiés : lieu du bonheur dans une vie quotidienne miraculeusement et merveilleusement transformée. L'imaginaire de l'habitat s'inscrit dans la logique de l'habitat et leur unité donne une pratique sociale qui n'a pas besoin d'un système. D'où ces textes publicitaires déjà fameux et qui méritent de passer à la postérité, parce que la publicité y devient idéologie. Parly II « fait naitre un nouvel art de vivre », un « nouveau style de vie ». La quotidienneté ressemble à un conte de fée. « Jeter son manteau au vestiaire de l'entrée et plus légère faire ses courses après avoir confié les enfants aux jardinières de la galerie, rencontrer ses amies, boire ensemble un verre au drugstore... » Voilà l'image réalisée de la joie de vivre. La société de consommation se traduit en ordres : ordre de ses éléments sur le terrain, ordre d'être heureux. Voici le cadre, le décor, le dispositif de votre bonheur. Si vous ne savez pas saisir l'occasion de prendre le bonheur offert pour en faire votre bonheur, c'est que... Inutile d'insister!

A travers les diverses tendances s'esquisse une **stratégie globale** (c'est-à-dire un système unitaire et un urbanisme déjà total). Les uns feront entrer dans la pratique et concrétiseront sur le terrain la société de consommation dirigée. Ils construiront non seulement des centres commerciaux mais des centres de consommation privilégiés : la ville renouvelée. Ils imposeront en la rendant « lisible » une idéologie du bonheur par la consommation, la joie par l'urbanisme adapté à sa nouvelle mission. Cet urbanisme programme une quotidienneté génératrice de satisfactions (notamment pour les femmes acceptantes et participantes). La consommation programmée et cybernétisée (prévue par les computeurs) deviendra règle et norme pour la société entière. D'autres édifieront les **centres décisionnels,** concentrant les moyens de la puissance : information, formation, organisation, opération. Ou encore : répression (contraintes, y compris la violence) et persuasion (idéologie, publicité). Autour de ces centres se répartiront sur le terrain, en ordre dispersé, selon des normes et contraintes prévues, les périphéries, l'urbanisation désurbanisée. Toutes les conditions se réunissent ainsi pour une domination parfaite, pour une exploitation raffinée des gens, à la fois comme producteurs, comme consommateurs de produits, comme consommateurs d'espace.

La convergence de ces projets comporte donc les plus grands dangers. Elle pose **politiquement** le problème de la société urbaine. Il est possible que des contradictions nouvelles naissent de ces projets, gênant la convergence. Si une stratégie unitaire se constituait et réussissait, ce serait peut-être irréparable.

LA PHILOSOPHIE ET LA VILLE

Après cette mise en perspective et cette « vue cavalière », il convient de mettre l'accent sur tel ou tel aspect, sur tel ou tel problème. Pour reprendre l'analyse radicalement critique, pour approfondir la problématique urbaine, le point de départ sera la philosophie. Ce qui ne manquera pas d'étonner. Et cependant au cours des pages qui précèdent, cette référence à la philosophie n'a-t-elle pas été fréquente? Il ne s'agit pas de présenter **une philosophie de la ville,** mais au contraire de réfuter une telle attitude en rendant à l'ensemble des philosophies sa place dans l'histoire : celle d'un **projet** de synthèse et de totalité que la philosophie comme telle ne peut accomplir. Après quoi viendra l'examen de **l'analytique,** c'est-à-dire des éclairages ou découpages de la réalité urbaine par les sciences parcellaires. Le rejet des propositions synthétiques basées sur les résultats de ces sciences spécialisées, particulières et parcellaires, permettra de mieux poser — en termes **politiques** — le problème de la synthèse. Au cours de ce cheminement, l'on retrouvera des traits déjà dégagés, des problèmes déjà formulés, qui réapparaitront dans une clarté plus grande. En particulier, l'opposition entre la **valeur d'usage** (la ville et la vie urbaine, le temps urbain) et la **valeur d'échange** (les espaces achetés et vendus, la consommation des produits, des biens, des lieux et des signes) viendra en pleine lumière.

Pour la méditation philosophique visant une totalité par la systématisation spéculative, c'est-à-dire pour la philosophie classique, de Platon à Hegel, la Ville fut beaucoup plus qu'un thème secondaire, un objet parmi d'autres. Les liens entre la pensée philosophique et la vie urbaine apparaissent clairement à la réflexion, encore qu'il y ait lieu de les expliciter. La Cité et la Ville ne furent pas pour les philosophes et pour la philosophie une simple condition objective, un contexte sociologique, une donnée extérieure. Les philosophes ont pensé la Ville; ils ont porté au langage et au concept la vie urbaine.

Laissons de côté les questions soulevées par la ville orientale, par le mode de production asiatique, par les rapports « ville-campagne » dans ce mode de production, et enfin par la formation des idéologies (philosophies) sur cette base. Ne considérons que la ville antique (grecque ou romaine) dont partent les sociétés et les civilisations dites « occidentales ». Cette cité résulte généralement d'un synoecisme, réunion de plusieurs villages ou tribus établis sur un territoire. Cette unité permet le développement de la division du travail et de la propriété mobilière (argent) sans toutefois détruire la propriété collective ou plutôt « communautaire » du sol. Ainsi se constitue une communauté au sein de laquelle une minorité de libres citoyens détient la puissance sur les autres membres de la cité : femmes, enfants, esclaves, étrangers. La cité lie ses éléments associés à la forme de propriété communale (« propriété privée commune », ou « appropriation privative ») des citoyens actifs, lesquels s'opposent aux esclaves. Cette forme d'association constitue une démocratie, mais les éléments de cette démocratie sont étroitement hiérarchisés et soumis aux exigences de l'unité de la cité elle-même. C'est la démocratie de la non-

liberté (Marx). Au cours de l'histoire de la cité antique, la propriété privée pure et simple (de l'argent, du sol, des esclaves) se raffermit, se concentre, sans abolir les droits de la cité sur le territoire.

La séparation de la ville et de la campagne prend place parmi les premières et fondamentales divisions du travail, avec la répartition des travaux selon les sexes et les âges (division biologique du travail), avec l'organisation du travail selon les instruments et les habiletés (division technique). La division sociale du travail entre la ville et la campagne correspond à la séparation entre le travail matériel et le travail intellectuel, et par conséquent entre le naturel et le spirituel. A la ville incombe le travail intellectuel : fonctions d'organisation et de direction, activités politiques et militaires, élaboration de la connaissance théorique (philosophie et sciences). La totalité se divise; des séparations s'instaurent, y compris la séparation entre la Physis et le Logos, entre la théorie et la pratique, et, dans la pratique, les séparations entre **praxis** (action sur les groupes humains), **poiésis** (création d'œuvres), **techné** (activité armée de techniques et orientée vers les produits). La campagne, à la fois réalité pratique et représentation, va porter les images de la nature, de l'être, de l'originel. La ville va porter les images de l'effort, de la volonté, de la subjectivité, de la réflexion, sans que ces représentations se disjoignent d'activités réelles. De ces images confrontées vont naître de grands symbolismes. Autour de la cité grecque, au-dessus d'elle, se dispose le **cosmos,** espaces ordonnés et lumineux, hiérarchie de lieux. La ville italiote a pour centre un trou sacré-maudit, fréquenté par les forces de la mort et de la vie, temps ténébreux d'efforts et d'épreuves, le **monde.** Dans la cité grecque triomphe, non sans lutte, l'esprit apollinien, le

symbole lumineux de la raison qui ordonne; par contre, dans la cité étrusco-romaine l'emporte le côté démoniaque de l'urbain. Mais le philosophe et la philosophie tentent de retrouver ou de créer la totalité. Le philosophe n'admet pas la séparation; il ne conçoit pas que le monde, la vie, la société, le cosmos (et plus tard l'histoire) puissent ne plus constituer un Tout.

La philosophie naît donc de la cité, avec la division du travail et ses modalités multiples. Elle devient elle-même activité propre, spécialisée. Cependant elle ne tombe pas dans le parcellaire. Sans quoi elle se confondrait avec la science et les sciences, elles-mêmes naissantes. De même que le philosophe refuse d'entrer dans les opinions des artisans, des soldats, des politiques, de même il réfute les raisons et arguments des spécialistes. Il a pour intérêt fondamental et pour fin la Totalité, retrouvée ou créée par le système, à savoir l'unité de la pensée et de l'être, du discours et de l'acte, de la nature et de la réflexion, du monde (ou du cosmos) et de la réalité humaine. Ce qui n'exclut pas mais inclut la méditation sur les **différences** (entre l'Etre et la pensée, entre ce qui vient de la nature et ce qui vient de la cité, etc.). Comme l'a dit Heidegger, le Logos (élément, milieu, médiation et fin pour les philosophes et pour la vie urbaine) fut simultanément : poser devant, rassembler et cueillir puis recueillir et se recueillir, parler et dire, exposer. Le rassemblement, c'est la récolte et même son achèvement. « On va chercher les choses et on les rentre. Là domine la mise à l'abri et avec celle-ci domine à son tour le souci de conserver... La récolte est en soi et d'avance une sélection de ce qui a besoin d'un abri. » La récolte est ainsi et déjà **pensée.** Ce qui se rassemble est mis en réserve. Dire, c'est l'acte recueilli qui ras-

semble. Ce qui suppose la présence d'un « quelqu'un » devant qui et pour qui et par qui s'énonce l'être de ce qui est ainsi réussi. Cette présence se produit dans la clarté (ou, comme dit Heidegger, dans la « non-occultation ») (Cf. **Essais et conférences, le Logos,** p. 251 et sq.). La Cité liée à la philosophie, rassemble donc par et dans son Logos les richesses du territoire, les activités dispersées et les gens, la parole et les écrits (dont chacun suppose déjà le recueillir et le recueillement). Elle rend **simultané** ce qui dans la campagne et selon la nature se passe et passe, se répartit selon des cycles et des rythmes. Elle saisit et met en sa garde « tout ». Si la philosophie et la cité sont ainsi associées dans le Logos (la Raison) naissant, ce n'est pas dans une subjectivité à la manière du « cogito » cartésien. Si elles constituent un système, ce n'est pas à la manière habituelle et dans l'acception courante de ce terme.

A cette unité primordiale de la forme urbaine et de son contenu, de la forme philosophique et de son sens, peut se rattacher l'organisation de la Cité elle-même : un centre privilégié, noyau d'un espace politique, siège du Logos et régi par le Logos devant lequel les citoyens sont « égaux », les régions et répartitions de l'espace ayant une rationalité justifiée devant le Logos (pour et par lui).

Le Logos de la Cité grecque ne peut se séparer du Logos philosophique. L'œuvre de la ville se continue et se concentre dans l'œuvre des philosophes, qui recueille les opinions et avis, les œuvres diverses, qui les réfléchit dans une simultanéité, qui rassemble devant eux les différences en une totalité : lieux urbains dans le cosmos, temps et rythmes de la ville dans ceux du monde (et inversement). C'est donc seulement pour une historicité superficielle que la philosophie porte au langage et au concept la vie

urbaine, celle de la Cité. En vérité, la Cité comme émergence, langage, méditation, monte jusqu'à la lumière théorique par le moyen du philosophe et de la philosophie.

Après cette première exposition du lien interne entre la Ville et la Philosophie, sautons dans le moyen âge occidental (européen). **Il part de la campagne.** La Cité romaine et l'Empire ont été détruits par les tribus germaniques, à la fois communautés primitives et organisations militaires. De cette dissolution de la souveraineté (ville, propriété, rapports de production) résulte la propriété féodale du sol, les serfs remplaçant les esclaves. Avec la renaissance des villes, il y a d'une part organisation féodale de la propriété et de la possession du sol (les communautés paysannes ayant une possession coutumière et les seigneurs la propriété « éminente » comme on dira plus tard) et d'autre part une organisation corporative des métiers et de la propriété urbaine. Bien qu'au début dominée par la propriété seigneuriale du sol, cette double hiérarchie contient la condamnation de cette propriété, et de la suprématie de la richesse immobilière. D'où un conflit profond, essentiel à la société médiévale. « La nécessité de s'associer contre les chevaliers pillards eux-mêmes associés, le besoin de halles communes à une époque où l'industriel était artisan, la concurrence des serfs en rupture de ban qui affluaient dans les villes dont croissaient les richesses, l'organisation féodale entière firent naître les corporations. Les petits capitaux lentement économisés par des artisans isolés et leur nombre stable au milieu d'une population croissante développèrent le système des compagnons et apprentis; ce qui établit dans les villes une hiérarchie semblable à celle des campagnes. » (Marx). Dans ces conditions, la théologie se subordonne la

philosophie. Cette dernière ne médite plus sur la Cité. Le philosophe (théologien) réfléchit sur la **double hiérarchie.** Il la met en forme, en tenant compte ou sans tenir compte des conflits. Les symboles et notions relatives au **cosmos** (espace, hiérarchie des substances dans cet espace) et au **monde** (devenir des substances finies, hiérarchies dans le temps, descente ou chute, ascension ou rédemption) effacent la conscience de la cité. A partir du moment où il y a non plus deux mais trois hiérarchies (la féodalité terrienne, l'organisation corporative, le Roi et son appareil d'Etat), la réflexion reprend une dimension critique. Le philosophe et la philosophie se retrouvent, n'ayant plus à opter entre le Diable et le Seigneur. La philosophie ne reconnaîtra pas pour autant son lien avec la ville. Bien que la montée du rationalisme accompagne la montée du capitalisme (commercial et bancaire, puis industriel) et l'expansion des villes, ce rationalisme s'attache soit à l'Etat soit à l'individu.

A l'apogée de l'élaboration philosophique (spéculative, systématique, contemplative), pour Hegel, l'unité entre la Chose parfaite, à savoir la cité grecque, et l'Idée qui anime la société et l'Etat, cette unité admirable a été irrémédiablement brisée par le devenir historique. Dans la société moderne, l'Etat se subordonne ses éléments et matériaux, dont la Ville. Celle-ci, toutefois reste une sorte de sous-système dans le système total, philosophico-politique, avec le système des besoins, celui des droits et des devoirs, celui de la famille et des états (métiers, corporations), celui de l'art et de l'esthétique, etc.

Pour Hegel, la philosophie et le « réel » (pratique et social) ne sont pas ou plutôt ne sont plus extérieurs l'un à l'autre. Les séparations tombent. La philosophie ne se contente pas de réfléchir (sur) le réel, de tenter la jonction du réel et de l'idéal; elle se réalise en réalisant l'idéal : le rationnel. Le réel ne se contente pas de donner prétexte à la réflexion, à la connaissance, à la conscience. Au cours d'une histoire qui a un sens — qui a ce sens — il devient rationnel. Ainsi le réel et le rationnel tendent l'un vers l'autre; chacun de son côté, ils vont vers leur identité (ainsi reconnue). Le rationnel, c'est essentiellement la Philosophie, le système philosophique. Le réel, c'est la société et le Droit et l'Etat qui cimente l'édifice en le couronnant. Dans l'Etat moderne, par conséquent, le système philosophique devient réel; dans la philosophie de Hegel, le réel se reconnaît rationnel. Le système a une double face : philosophique et politique. Hegel surprend le mouvement historique de ce passage du rationnel dans le réel et inversement. Il met à jour l'identité à l'instant où l'histoire la produit. **La philosophie se réalise.** Il y a pour Hegel, comme l'énoncera Marx, à la fois devenir philosophie du monde et devenir monde de la philosophie. Première conséquence : il ne peut plus être question d'une scission entre la philosophie et la réalité (historique, sociale, politique). Seconde conséquence : le philosophe n'a plus d'indépendance; il accomplit une fonction publique, comme les autres fonctionnaires. La philosophie et le philosophe s'intègrent (par la médiation du corps des fonctionnaires et de la classe moyenne) dans cette réalité rationnelle de l'Etat. Non plus dans la Cité, qui fut seulement Chose (parfaite, il est vrai, mais chose) démentie par une rationalité plus haute et plus totale.

On sait déjà que Marx n'a ni réfuté ni refusé l'affirmation hégélienne essentielle. **La philosophie se réalise.** Le philosophe n'a plus droit à l'indépendance vis-à-vis de la pratique sociale. La philosophie s'y insère. Il y a bien devenir-philosophie du monde et

devenir-monde de la philosophie, simultanément, donc tendance vers l'unité (connaissance et reconnaissance de la non-séparation). Et cependant Marx repousse l'hégélianisme. L'histoire ne s'achève pas. L'unité n'est pas atteinte, ni les contradictions résolues. Ce n'est pas dans et par l'Etat, avec la bureaucratie pour support social, que la philosophie se réalise. Le prolétariat a cette mission historique : lui seul peut mettre fin aux séparations (aux aliénations). Sa mission a un double aspect : détruire la société bourgeoise en construisant une autre société — abolir la spéculation et l'abstraction philosophiques, la contemplation et la systématisation aliénantes, pour réaliser le projet philosophique de l'être humain. C'est de l'industrie, de la production industrielle, de sa relation avec les forces productives et le travail, non point d'un jugement moral ou philosophique, que la classe ouvrière tient ses possibilités. Il faut renverser le monde à l'envers; c'est dans une autre société que s'opérera la jonction du rationnel et du réel.

Dans cette perspective, l'histoire de la philosophie en relation avec celle de la ville n'est qu'ébauchée, loin d'atteindre l'achèvement. En effet, cette histoire impliquerait également l'analyse de thèmes dont l'émergence se lie à la représentation de la nature et de la terre, à l'agriculture, à la sacralisation du sol (et à sa désacralisation). De tels thèmes, une fois nés, se déplacent et se reprennent parfois loin (dans le temps et dans l'espace) des points d'émergence. Points d'imputation et d'impact, conditions, implications, conséquences, ne coïncident pas. Les thèmes s'énoncent et s'insèrent dans des contextes sociaux et des catégories différentes de celles qui marquèrent leur naissance, pour autant qu'on puisse parler de « catégories ». La problématique urbaine, par exemple celle qui concernait le destin de la cité grecque, utilisa pour se dégager ou se dissimuler, des thèmes cosmiques antérieurs ou extérieurs à cette cité, des visions du devenir cyclique ou de l'immobilité cachée de l'être. Ces remarques ont pour but de montrer que le rapport considéré n'a pas encore reçu une formulation explicite.

Aujourd'hui, quel rapport y a-t-il entre la philosophie et la Ville? Un rapport ambigu. Les plus éminents philosophes contemporains n'empruntent pas leurs thèmes à la Ville. Bachelard a laissé d'admirables pages consacrées à la Maison. Heidegger a médité sur la cité grecque et le Logos, sur le temple grec. Pourtant les métaphores qui résument la pensée heideggerienne ne viennent pas de la ville mais d'une vie originaire et antérieure : les « bergers de l'être », les « chemins forestiers ». Il semble que ce soit à la Demeure et à l'opposition entre la **Demeure** et l'**Errance** que Heidegger emprunte ses thèmes. Quant à la réflexion dite « existentielle », elle se fonde sur la conscience individuelle, sur le sujet et les épreuves de la subjectivité plutôt que sur une réalité pratique, historique et sociale.

Il n'est cependant pas prouvé que la philosophie ait dit son dernier mot en ce qui concerne la Ville. Par exemple, on peut parfaitement concevoir une description **phénoménologique** de la vie urbaine. Ou construire une **sémiologie** de la réalité urbaine qui correspondrait pour la ville actuelle à ce que fut le Logos dans la cité grecque. Seule la philosophie et le philosophe proposent une **totalité** : la recherche d'une conception ou d'une vision globale. Considérer « la Ville » n'est-ce pas déjà prolonger la philosophie, réintroduire la philosophie dans la ville ou la ville dans la philosophie? Il est vrai que le concept de **totalité** risque de rester vide, s'il n'est que philoso-

phique. Ainsi se formule une problématique qui ne se réduit pas à celle de la Ville mais concerne le monde, l'histoire, « l'homme ».

Par ailleurs, un certain nombre de penseurs contemporains ont réfléchi sur la ville. Ils se veulent philosophes de la ville, plus ou moins clairement. A ce titre, ces penseurs veulent inspirer les architectes et urbanistes, et faire le lien entre les préoccupations urbaines et le vieil humanisme. Mais ces philosophies manquent d'ampleur. Les philosophes qui prétendent penser la cité et apporter une philosophie de la ville en prolongeant la philosophie traditionnelle discourent sur « l'essence » de la ville ou sur la ville comme « esprit », comme « vie » ou « élan vital », comme être ou « tout organique ». Bref, tantôt comme sujet, tantôt comme système abstrait. Ce qui ne mène à rien. D'où une double conclusion. Premièrement, l'histoire de la pensée philosophique peut et doit se reprendre à partir de sa relation avec la ville (condition et contenu de cette pensée). C'est une des mises en perspective de cette histoire. Secondement, cette articulation figure dans la problématique de la philosophie et de la ville (connaissance, formulation de la problématique urbaine, notion de ce cadre, stratégie à concevoir). Les concepts philosophiques n'ont rien d'opératoire et cependant ils situent la ville et l'urbain — et la société entière — comme unité, en deçà et au-delà des fragmentations analytiques. Ce qui s'énonce ici de la philosophie et de son histoire pourrait aussi s'affirmer de l'art et de son histoire.

LES SCIENCES PARCELLAIRES ET LA RÉALITÉ URBAINE

Au cours du XIXe siècle, contre la philosophie qui s'efforce de saisir le global (en enfermant dans sa systématisation rationnelle une totalité réelle) se constituèrent les sciences de la réalité sociale. Ces sciences fragmentent la réalité pour l'analyser, chacune ayant sa méthode ou ses méthodes, son secteur ou son domaine. Au bout d'un siècle, on discute encore pour savoir si ces sciences apportent des éclairages distincts sur une réalité unitaire, ou si la fragmentation analytique qu'elles opèrent correspond à des différences objectives, articulations, niveaux, dimensions.

On ne peut prétendre que la ville ait échappé aux recherches des historiens, des économistes, des démographes, des sociologues. Chacune de ces spécialités apporte sa contribution à une science de la ville. Que l'histoire permette d'élucider la genèse de la ville et surtout de cerner mieux que toute autre science la problématique de la société urbaine, on l'a déjà constaté et vérifié. Qu'inversement la connaissance de la réalité urbaine puisse porter sur du possible (ou des possibilités) et non seulement sur de l'accompli ou du passé, cela ne fait aucun doute. Si l'on veut construire un centre commercial ou culturel, en tenant compte des besoins fonctionnels et fonctionnalisables, l'économiste a son mot à dire.

Dans l'analytique de la réalité urbaine, le géographe, le climatologue, le botaniste interviennent. L'environnement, concept global et confus, se fragmente selon les spécialités. Sur le futur et les conditions du futur, les calculs mathématiques apportent des indications indispensables. Pourtant, qu'est-ce qui rassemble ces données? Un projet, autrement dit une stratégie. D'autre part, un doute subsiste et même se confirme. La ville, est-ce cette somme d'indices et d'indications, de variables et de paramètres, de corrélations, cette collection de faits, de descriptions, d'analyses fragmentaires parce que fragmentantes? Ces découpages analytiques ne manquent pas de rigueur, mais comme on l'a dit la rigueur est inhabitable. Le problème coïncide avec l'interrogation générale que posent les sciences spécialisées. D'un côté, le global, que seule cherche à atteindre une démarche qui rappelle étrangement celle des philosophies quand elle n'est pas ouvertement philosophique. De l'autre, du partiel, des données plus sûres, mais éparses. Peut-on tirer des sciences parcellaires une science de la ville? Pas plus qu'une science unitaire de la société, ou de « l'homme », ou de la réalité humaine et sociale. D'un côté, un concept sans contenu, de l'autre du contenu ou des contenus sans concept. Ou bien l'on déclare que « la ville », la réalité urbaine comme telle, n'existent pas, mais seulement des séries de corrélations. On supprime ce « sujet ». Ou bien on continue à affirmer l'existence du global; on l'approche, on le cerne, soit en partant d'extrapolations au nom d'une discipline, soit en misant sur une tactique « interdisciplinaire ». On ne le saisit pas. Sauf par une démarche qui transcende les découpages.

En regardant de près, on s'aperçoit que les spécialistes qui ont étudié la réalité urbaine ont presque

toujours (sauf dans le cas d'un positivisme logiquement extrêmiste) introduit une représentation globale. Ils ne peuvent guère se passer d'une synthèse, en se contentant d'une somme de connaissances, de découpages et montages de la réalité urbaine. Ils prétendent alors, en tant que spécialistes, aller légitimement de leurs analyses à la synthèse finale dont ils empruntent le principe à leur spécialité. Ils se veulent « hommes de synthèse » par le chemin d'une discipline ou d'une tentative interdisciplinaire. Le plus souvent, ils conçoivent la ville (et la société) comme un **organisme.** Les historiens ont fréquemment rattaché à une « évolution » ou à un « développement historique », ces entités : les villes. Les sociologues les ont conçues comme un « être collectif », comme un « organisme social ». Organicisme, évolutionisme, continuisme ont donc dominé les représentations de la ville élaborées par des spécialistes qui se croyaient savants et seulement savants. Philosophes sans le savoir, ils sautaient du partiel au global et aussi du fait au droit, sans légitimer leurs démarches.

Y a-t-il un dilemme? Une impasse? Oui et non. Oui, un butoir se dresse, ou si l'on veut une autre métaphore, un trou se creuse. Non. On devrait franchir l'obstacle parce qu'il y a une **pratique** d'origine récente, qui déjà déborde le problème spéculatif ou les données partielles du problème réel et qui tend à devenir globale, en rassemblant toutes les données de l'expérience et de la connaissance, à savoir **l'urbanisme.** Il ne s'agit pas d'une vue philosophique sur la **praxis,** mais du fait que la pensée dite urbanistique se transforme en pratique au niveau global. Depuis quelques années l'urbanisme déborde les techniques et applications partielles (réglementation et administration de l'espace bâti) pour devenir pratique sociale

concernant et intéressant l'ensemble de la société. **L'examen critique de cette pratique sociale** (en mettant l'accent bien entendu sur la critique) **ne peut pas ne pas permettre à la théorie de résoudre une difficulté théorique venant de ce que la théorie elle-même se séparait de la pratique.**

En tant que **pratique sociale** (ce qu'il devient sans avoir atteint un niveau d'élaboration et d'action qu'il ne peut d'ailleurs atteindre qu'à travers la confrontation des stratégies **politiques**) l'urbanisme a déjà dépassé le stade initial, celui de la confrontation et de la communication des experts, celui de la réunion des analyses parcellaires, en bref ce qu'on nomme **l'interdisciplinaire.** Ou bien l'urbaniste s'inspire dans sa pratique de connaissances partielles qu'il applique, ou bien il met en action des hypothèses ou des projets au niveau d'une réalité globale. Dans le premier cas, l'application des connaissances partielles donne des résultats qui permettent de déterminer l'importance relative de ces connaissances; ces résultats, montrant des vides et lacunes, permettent de préciser expérimentalement, sur le terrain, ce qui manque. Dans le second cas, l'échec (ou la réussite) permet de discerner ce qu'il y a d'idéologique dans les présuppositions, et de déceler ce qu'elles définissent au niveau global. Il s'agit donc effectivement d'un **examen critique** de l'activité dénommée « urbanisme » et non point de croire sur parole les urbanistes ni d'admettre sans les contester les effets de leurs propositions et décisions. En particulier, les décalages et distorsions entre pratique et théorie (idéologie), entre connaissances partielles et résultats, passent au premier plan au lieu de se dissimuler. L'interrogation sur **l'usage** et les **usagers** passe en même temps au premier plan.

PHILOSOPHIE DE LA VILLE ET IDÉOLOGIE URBANISTIQUE

Pour formuler la problématique de la ville (pour énoncer en les reliant les problèmes) il est donc indiqué de clairement distinguer :

a) les philosophes et les philosophies de la ville qui la définissent spéculativement comme globalité en définissant « l'homos urbanicus », au même titre que l'homme en général, le monde ou le cosmos, la société, l'histoire;

b) les connaissances partielles concernant la ville (ses éléments, ses fonctions et structures);

c) les applications techniques de ces connaissances (dans un certain contexte : dans le cadre fixé par des décisions stratégiques et politiques);

d) l'urbanisme comme doctrine, c'est-à-dire comme idéologie, interprétant les connaissances partielles, justifiant les applications, les élevant (par extrapolation) à une totalité mal fondée ou mal légitimée.

Les aspects ou éléments que cette analyse distingue ne se donnent pas séparément dans les ouvrages; ils se croisent, se renforçant ou se neutralisant. Platon propose un concept de la cité et une ville idéale dans le **Critias;** dans **La République** et dans **Les Lois,** l'utopie platonicienne se tempère d'analyses très concrètes. De même, chez Aristote, les écrits politiques qui étudient les constitutions des villes grecques et particulièrement Athènes.

Aujourd'hui, Lewis Mumford, G. Bardet, entre autres, imaginent encore une cité composée non point de citadins mais de libres citoyens, affranchis de la division du travail, des classes sociales et de la lutte de ces classes, constituant une communauté, associés librement pour la gestion de cette communauté. Ils composent ainsi, en philosophes, le modèle de la ville idéale. Ils se représentent la liberté au XXe siècle selon la liberté de la cité grecque (singulièrement travestie par une idéologie : seule la cité comme telle possédait la liberté, et non les individus et les groupes). Ils pensent donc la ville moderne selon le modèle de la cité antique, identifiée à la ville idéale et rationnelle à la fois. L'agora, lieu et symbole d'une démocratie limitée aux citoyens, excluant les femmes, les esclaves, les étrangers, reste pour une certaine philosophie de la ville le symbole de la société urbaine en général. Extrapolation typiquement idéologique. A cette idéologie, ces philosophes de la ville joignent des connaissances partielles, l'opération proprement idéologique consistant dans le passage (le saut) du partiel au global, de l'élémentaire au total, du relatif à l'absolu. Quant à Le Corbusier, il procède en philosophe de la ville lorsqu'il décrit le rapport de l'habitant et de l'habitat urbain avec la nature, avec l'air, le soleil et l'arbre, avec le temps cyclique et les rythmes du cosmos. A cette vision métaphysique, il joint d'incontestables connaissances sur les problèmes réels de la ville moderne, connaissances qui donnent une pratique urbanistique et une idéologie, le fonctionnalisme réduisant la société urbaine à l'accomplissement de quelques fonctions prévues et prescrites sur le terrain par l'architecture. Un tel architecte se considère comme un « homme de synthèse », penseur et praticien. Il croit et veut créer les rapports humains en les définissant, en concevant leur cadre et leur décor. Dans une perspective qui se rattache à des horizons bien connus de la pensée, l'Architecte se perçoit et se conçoit comme Architecte du Monde, image humaine du Dieu créateur.

La philosophie de la ville (ou si l'on veut l'idéologie urbaine) naquit comme superstructure d'une société dans les structures de laquelle entrait un certain type de ville; cette philosophie, précieux héritage du passé, se prolonge dans des spéculations qui souvent se travestissent en science parce qu'elles s'intègrent quelques connaissances réelles.

Quant à l'urbanisme comme idéologie, il a reçu des formulations de plus en plus précises. Etudier les problèmes de circulation, de transmission des ordres et des informations dans la grande ville moderne, conduit à des connaissances réelles et à des techniques d'application. Déclarer que la ville se définit comme réseau de circulation et de communication, comme centre d'informations et de décisions, c'est une idéologie absolue; cette idéologie procédant d'une réduction-extrapolation particulièrement arbitraire et dangereuse se donne pour vérité totale et dogme, utilisant des moyens terroristes. Elle conduit à l'urbanisme de tuyaux, de voirie et de comptages, que l'on prétend imposer au nom de la science et de la rigueur scientifique. Ou à pire encore!

Cette idéologie a deux aspects solidaires : un aspect mental, un aspect social. Mentalement, elle implique une théorie de la rationalité et de l'organisation dont on peut dater la formulation aux alentours de 1910, lors d'une mutation de la société contemporaine (début d'une crise profonde et de tentatives pour résoudre cette crise par des méthodes d'organisation à l'échelle de l'entreprise d'abord, puis à l'échelle globale). Socialement, c'est alors la notion

d'espace qui vient au premier plan, reléguant dans l'ombre le temps et le devenir. L'urbanisme comme idéologie formule tous les problèmes de la société en questions d'espace et transpose en termes spatiaux tout ce qui vient de l'histoire, de la conscience. Idéologie qui se dédouble aussitôt. Puisque la société ne fonctionne pas d'une manière satisfaisante, n'y aurait-il pas une pathologie de l'espace? Dans cette perspective, on ne conçoit pas la priorité presque officiellement reconnue de l'espace sur le temps comme indice de pathologie sociale : comme symptôme parmi d'autres d'une réalité qui engendre des maladies sociales. On se représente au contraire des espaces malsains et des espaces sains. L'urbaniste saurait discerner les espaces malades des espaces liés à la santé mentale et sociale, générateurs de cette santé. Médecin de l'espace, il aurait la capacité de concevoir un espace social harmonieux, normal et normalisant. Sa fonction serait dès lors d'accorder à cet espace (qui se trouve comme par hasard identique à l'espace des géomètres, celui des topologies abstraites) les réalités sociales préexistantes.

La critique radicale tant des philosophies de la ville que de l'urbanisme idéologique est indispensable, sur le plan théorique comme sur le plan pratique. Elle peut passer pour une opération de salubrité publique. Cependant, elle ne peut s'accomplir sans de longues recherches, sans analyses rigoureuses, sans étude patiente des textes et contextes.

SPÉCIFICITÉ DE LA VILLE

LA VILLE ET L'ŒUVRE

La philosophie de la ville répondait à des questions posées par la pratique sociale dans les sociétés précapitalistes (ou pré-industrielles, si l'on préfère cette terminologie). L'urbanisme comme technique et comme idéologie répond aux demandes venues de cette vaste crise de la ville déjà signalée, qui s'annonce dès l'aube du capitalisme concurrentiel (avec l'industrie proprement dite) et ne cesse de s'approfondir. Cette crise **à l'échelle mondiale** fait surgir de nouveaux aspects de la réalité urbaine. Elle éclaire ce qui fut peu ou mal compris; elle dévoile ce qui avait été mal perçu. Elle oblige à reconsidérer non pas seulement l'histoire de la ville et des connaissances sur la ville, mais l'histoire de la philosophie et celle de l'art. Jusqu'à ces derniers temps, la pensée théorique se représentait la ville comme une entité, comme un organisme ou un tout parmi d'autres (et cela dans les meilleurs cas, quand on ne la réduisait pas à un phénomène partiel, à un aspect secondaire, élémentaire ou accidentel, de l'évolution et de l'histoire). On y voyait ainsi un simple résultat, effet local reflétant purement et simplement l'histoire générale. Ces représentations, qui entrent dans des classements et peuvent recevoir des noms connus (l'organicisme, l'évolutionisme, le continuisme), ont été précédemment dénoncées. Elles ne contenaient pas une

connaissance théorique de la ville et ne menaient pas vers cette connaissance; bien plus, elles bloquaient à un niveau assez bas l'investigation, idéologies plutôt que concepts et théories.

Aujourd'hui seulement, nous commençons à saisir la **spécificité** de la ville (des phénomènes urbains). La ville eut toujours des rapports avec la société dans son ensemble, avec sa composition et son fonctionnement, avec ses éléments constitutifs (campagne et agriculture, puissance offensive et défensive, pouvoirs politiques, Etats, etc.), avec son histoire. Elle change donc lorsque la société dans son ensemble change. Cependant, les transformations de la ville ne sont pas les résultats passifs de la globalité sociale, de ses modifications. La ville dépend aussi et non moins essentiellement des relations d'immédiateté, des rapports directs entre les personnes et groupes qui composent la société (familles, corps organisés, métiers et corporations, etc.); elle ne se réduit pas davantage à l'organisation de ces rapports immédiats et directs, ni ses métamorphoses à leurs changements. Elle se situe dans un entre-deux, à mi-chemin entre ce que l'on appelle **l'ordre proche** (relations des individus dans des groupes plus ou moins vastes, plus ou moins organisés et structurés, relations de ces groupes entre eux) et **l'ordre lointain,** celui de la société, réglé par de grandes et puissantes institutions (Eglise, Etat), par un code juridique formalisé ou non, par une « culture » et des ensembles signifiants. L'ordre lointain s'institue à ce niveau « supérieur », c'est-à-dire doté de pouvoirs. Il s'impose. Abstrait, formel, suprasensible et transcendant en apparence, il ne se conçoit pas en dehors des idéologies (religieuses, politiques). Il comporte des principes moraux et juridiques. Cet ordre lointain se projette dans la réalité pratico-sensible. Il devient

visible en s'y écrivant. Dans l'ordre proche et par cet ordre, il persuade, ce qui complète son pouvoir contraignant. Il se rend évident par et dans l'immédiateté. La ville, c'est une **médiation** parmi les médiations. Contenant l'ordre proche, elle le maintient; elle entretient les rapports de production et de propriété; elle est le lieu de leur reproduction. Contenue dans l'ordre lointain, elle le soutient; elle l'incarne; elle le projette sur un terrain (le site) et sur un plan, celui de la vie immédiate; elle l'inscrit, elle le prescrit, elle **l'écrit,** texte dans un contexte plus vaste et insaisissable comme tel sinon à la réflexion.

Ainsi la ville est œuvre, à rapprocher de l'œuvre d'art plus que du simple produit matériel. S'il y a production de la ville, et des rapports sociaux dans la ville, c'est une production et reproduction d'êtres humains par des êtres humains, plus qu'une production d'objets. La ville a une histoire; elle est l'œuvre d'une histoire, c'est-à-dire de gens et de groupes bien déterminés qui accomplissent cette œuvre dans des conditions historiques. Les conditions, qui simultanément permettent et limitent les possibilités, ne suffisent jamais à expliquer ce qui naquit d'elles, en elles, par elles. Ainsi la ville que créa le moyen âge occidental. Animée, dominée par des marchands et des banquiers, cette ville fut leur œuvre. L'historien peut-il la concevoir comme un simple objet de trafic, une simple occasion de lucre? Absolument pas, justement pas. Ces marchands et banquiers agissaient pour promouvoir l'échange et le généraliser, pour étendre le domaine de la valeur d'échange; et cependant, la ville fut pour eux bien plus valeur d'usage que valeur d'échange. Ils aimaient leur ville comme une œuvre d'art, parée de toutes les œuvres de l'art, ces marchands des villes italiennes, flamandes, anglaises et françaises. De sorte que, paradoxale-

ment, la ville des marchands et des banquiers reste pour nous le type et le modèle d'une réalité urbaine où **l'usage** (la jouissance, la beauté, l'agrément des lieux de rencontre) l'emporte encore sur le lucre et le profit, sur la valeur d'échange, les marchés et leurs exigences et contraintes. En même temps, la richesse due au commerce des marchandises et de l'argent, la puissance de l'or, le cynisme de cette puissance, s'inscrivent aussi dans cette ville et y prescrivent un ordre. De sorte qu'à ce titre encore, elle reste modèle, prototype, pour certains.

En prenant le terme « production » dans un sens large (production d'œuvres et production de rapports sociaux), il y eut dans l'histoire production de villes comme il y eut production de connaissances, de culture, d'œuvres d'art et de civilisation, comme il y eut bien entendu production de biens matériels et d'objets pratico-sensibles. Ces modalités de la production ne se disjoignent pas, sans que l'on ait le droit de les confondre en réduisant les différences. La ville fut et reste **objet;** mais ce n'est pas à la manière de tel objet maniable, instrumental : ce crayon, cette feuille de papier. Son objectivité, ou « objectalité » pourrait plutôt se rapprocher de celle du **langage** que les individus ou groupes reçoivent avant de le modifier, ou de la **langue** (de telle langue, œuvre de telle société, parlée par tels groupes). On pourrait aussi comparer cette « objectalité » à celle d'une réalité culturelle, comme le **livre écrit,** plutôt qu'au vieil objet abstrait des philosophes ou à l'objet immédiat et quotidien. Encore faut-il prendre des précautions. Si je compare la ville à un livre, à une écriture (à un système sémiologique), je n'ai pas le droit d'oublier son caratère de médiation. Je ne puis la séparer ni de ce qu'elle contient ni de ce qui la contient, en l'isolant comme un système complet. Au plus, au mieux, la ville constitue un sous-système, un sous-ensemble. Sur ce livre, avec cette écriture, viennent se projeter des formes et des structures mentales et sociales. Or, l'analyse peut atteindre ce contexte à partir du texte, mais il n'y est pas donné. Des opérations intellectuelles, des démarches de la réflexion s'imposent pour l'atteindre (déduction, induction, traduction et transduction). La totalité n'est pas présente immédiatement dans ce texte écrit, la Ville. Il y a d'autres niveaux de réalité qui ne **transparaissent** pas (ne sont pas transparents) par définition. La ville **écrit** et **prescrit,** c'est-à-dire qu'elle signifie : elle ordonne, elle stipule. Quoi? A la réflexion de le découvrir. Ce texte a passé par les idéologies; il les « reflète » aussi. L'ordre lointain se projette dans/sur l'ordre proche. Cependant l'ordre proche ne **reflète** pas dans la transparence l'ordre lointain. Celui-ci se subordonne l'immédiat à travers les médiations; il ne se livre pas. Bien plus : il se dissimule sans se découvrir. C'est ainsi qu'il agit. Sans que l'on ait le droit de parler d'une transcendance de l'Ordre, du Global ou du Total.

Si l'on considère la ville comme **œuvre** de certains « agents » historiques et sociaux, cela conduit à bien distinguer l'action et le résultat, le groupe (ou les groupes) et leur « produit ». Sans pour autant les séparer. Pas d'œuvre sans une succession réglée d'actes et d'actions, de décisions et de conduites, sans messages et sans codes. Pas d'œuvre non plus sans choses, sans une matière à modeler, sans une réalité pratico-sensible, sans un site, une « nature », une campagne et un environnement. Les rapports sociaux s'atteignent à partir du sensible; ils ne se réduisent pas à ce monde sensible, et cependant ils ne flottent pas dans l'air, ils ne fuient pas dans la transcendance. Si la réalité sociale implique des for-

mes et des rapports, si elle ne peut se concevoir de façon homologue à l'objet isolé, sensible ou technique, elle ne subsiste pas sans attaches, sans accrochage aux objets, aux choses. Insistons bien sur ce point, méthodologiquement et théoriquement important. Il y a donc lieu et raison de distinguer la morphologie matérielle et la morphologie sociale. Peut-être devrions-nous ici introduire une distinction entre **la ville,** réalité présente, immédiate, donnée pratico-sensible, architecturale — et d'autre part « **l'urbain** », réalité sociale composée de rapports à concevoir, à construire ou reconstruire par la pensée. Toutefois cette distinction se révèle dangereuse et la dénomination proposée ne se manie pas sans risques. **L'urbain** ainsi désigné semble se passer du sol et de la morphologie matérielle, se dessiner selon le mode d'existence spéculatif des entités, des esprits et des âmes, s'affranchissant d'attaches et d'inscriptions dans une sorte de transcendance imaginaire. Si l'on adopte cette terminologie, les rapports entre « la ville » et « l'urbain » devront se déterminer avec le plus grand soin, en évitant la séparation comme la confusion, la métaphysique comme la réduction à l'immédiateté sensible. La vie urbaine, la société urbaine, en un mot « l'urbain » ne peuvent se passer d'une base pratico-sensible, d'une morphologie. Ils l'ont ou ne l'ont pas. S'ils ne l'ont pas, si « l'urbain » et la société urbaine se conçoivent sans cette base, c'est qu'on les perçoit comme des possibilités, c'est que les virtualités de la société réelle cherchent pour ainsi dire leur incorporation et leur incarnation à travers la pensée urbanistique et la connaissance : à travers nos « réflexions ». S'ils ne les rencontrent pas, ces possibilités dépérissent; elles sont vouées à disparaître. « L'urbain » ce n'est pas une âme, un esprit, une entité philosophique.

CONTINUITÉS ET DISCONTINUITÉS

L'organicisme avec ses implications, à savoir l'évolutionisme simplificateur de beaucoup d'historiens et le continuisme naïf de beaucoup de sociologues, a masqué les caractères spécifiques de la réalité urbaine. Les actes ou événements « producteurs » de cette réalité, en tant que formation et œuvre sociale, échappèrent à la connaissance. Produire, en ce sens, c'est créer : amener au jour « quelque chose » qui n'existait pas avant l'activité productrice. Depuis longtemps, la connaissance hésite devant la création. Ou bien celle-ci paraît irrationnelle, spontanéité surgissant de l'inconnu et de l'inconnaissable. Ou bien on la nie et on réduit ce qui naît à ce qui préexistait. La science se veut science des déterminismes, connaissance des contraintes. Elle abandonne aux philosophes l'exploration des naissances, des dépérissements, des transitions, des disparitions. Ceux qui contestent la philosophie abandonnent de ce fait l'idée de création. L'étude des phénomènes urbains se lie au franchissement de ces obstacles et dilemmes, à la solution de ces conflits internes à la raison qui connaît.

L'histoire et la sociologie ainsi conçues selon un modèle organiciste n'ont pas davantage su appréhender les **différences,** aussi bien dans le passé que dans l'actuel. Des réductions abusives s'opéraient au détriment de ces différences comme au détriment

de la création. Le lien entre ces opérations réductrices est assez facile à saisir. Le **spécifique** fuit devant les schémas simplificateurs. Dans la lumière un peu trouble dispensée par des crises multiples et enchevêtrées (dont celle de la ville et de l'urbain), parmi les fissures d'une « réalité » que trop souvent l'on croit pleine comme un œuf ou comme une page entièrement écrite, l'analyse peut maintenant percevoir pourquoi et comment des processus globaux (économiques, sociaux, politiques, culturels) ont façonné l'espace urbain et modelé la ville, sans que l'action créatrice découle immédiatement et déductivement de ces processus. En effet, s'ils ont influencé les temps et les espaces urbains, c'est en permettant à des groupes de s'y introduire, de les prendre en charge, de les **approprier;** et cela en inventant, en sculptant l'espace (pour employer une métaphore), en se donnant des rythmes. De tels groupes ont également innové dans la façon de vivre, d'avoir une famille, d'élever et d'éduquer les enfants, de laisser une place plus ou moins grande aux femmes, d'utiliser ou de transmettre la richesse. Ces transformations de la vie quotidienne modifièrent la réalité urbaine, non sans tenir d'elle leurs motivations. La ville fut à la fois le lieu et le milieu, le théâtre et l'enjeu de ces interactions complexes.

L'introduction de discontinuités temporelles et spatiales dans la théorie de la ville (et de l'urbain), dans l'histoire et la sociologie, ne donne pas le droit d'en abuser. A l'organicisme, au continuisme, on ne doit pas substituer, en les consacrant par la théorie, des séparations. Si la ville apparaît comme un **niveau spécifique** de la réalité sociale, les processus généraux (dont les plus importants et les plus accessibles furent la généralisation des échanges commerciaux, l'industrialisation dans tel cadre global, la constitution du capitalisme concurrentiel) ne se déroulèrent pas au-dessus de cette médiation spécifique. D'autre part, le niveau des relations immédiates, personnelles et interpersonnelles (la famille, le voisinage, les métiers et corporations, la division du travail entre les métiers, etc.) ne se sépare de la réalité urbaine que par une abstraction; la démarche correcte de la connaissance ne peut changer cette abstraction en séparations. La réflexion met l'accent sur les articulations pour que les découpages suivent les articulations et non pour désarticuler le réel. Eviter la confusion dans une continuité illusoire ainsi que les séparations ou discontinuités absolues, telle est la règle méthodologique. Par conséquent, l'étude des articulations entre les niveaux de la réalité permet de mettre en évidence les distorsions et décalages entre ces niveaux, et non de les estomper.

La ville se transforme non seulement en raison de « processus globaux » relativement continus (tels que la croissance de la production matérielle au cours des âges avec ses conséquences dans les échanges, ou le développement de la rationalité) mais en fonction de modifications profondes dans le mode de production, dans les relations « ville-campagne », dans les rapports de classe et de propriété. La démarche correcte consiste ici à aller des connaissances les plus générales à celles qui concernent les processus et les discontinuités historiques, à leur projection ou réfraction dans la ville et inversement des connaissances particulières et spécifiques concernant la réalité urbaine à leur contexte global.

La ville et l'urbain ne peuvent se comprendre sans les **institutions** issues des rapports de classe et de propriété. Elle-même, la ville, œuvre et acte perpétuels, donne lieu à des institutions spécifiques : municipales. Les institutions les plus générales, celles qui

relèvent de l'Etat, de la religion et de l'idéologie dominantes, ont leur siège dans la ville politique, militaire, religieuse. Elles y coexistent avec les institutions proprement urbaines, administratives, culturelles. D'où certaines continuités remarquables à travers les changements de la société.

On sait qu'il y eut, et qu'il y a encore la ville orientale, expression et projection sur le terrain, effet et cause, du mode de production asiatique; dans ce mode de production, le pouvoir étatique, assis sur la ville, organise économiquement une zone agraire plus ou moins vaste, régit et contrôle les eaux, l'irrigation, le drainage, l'utilisation du sol, bref la production agricole. Il y eut dans l'ère esclavagiste une ville organisatrice — par la violence et par la rationalité juridique — de l'aire agricole environnante, mais qui sapait sa propre base en remplaçant les paysans libres (propriétaires) par des propriétés de type latifundiaire. Il y eut aussi en Occident, la ville médiévale, solidaire du mode de production féodal où prédominait fortement l'agriculture, mais aussi lieu du commerce, théâtre de la lutte des classes entre la bourgeoisie naissante et la féodalité territoriale, point d'impact et levier de l'action étatique (royale). Enfin, en Occident, en Amérique du Nord, il y eut et il y a la ville capitaliste, commerciale et industrielle, marquée plus ou moins par l'Etat politique dont la formation accompagna la montée du capitalisme et dont la bourgeoisie sut s'emparer pour gérer l'ensemble de la société.

Les discontinuités ne se situent pas seulement entre les formations urbaines, mais entre les rapports sociaux les plus généraux, entre les rapports immédiats des individus et des groupes (entre les codes et les sous-codes). Cependant, la ville médiévale dure depuis près de huit siècles. L'éclatement actuel de

la grande ville tend à dissoudre des noyaux urbains d'origine médiévale; ils persistent dans beaucoup de villes moyennes ou petites. De nombreux centres urbains, qui protègent et perpétuent aujourd'hui l'image de la **centralité** (laquelle aurait peut-être disparu sans eux) remontent à la plus haute antiquité. Ce qui explique l'illusion continuiste, l'idéologie évolutionniste, sans pour autant les légitimer. Cette illusion et cette idéologie ont masqué le mouvement dialectique dans les métamorphoses de la ville et de l'urbain, et singulièrement dans les rapports « continuité-discontinuité ». Au cours du développement, des **formes** se changent en **fonctions** et entrent dans des **structures** qui les reprennent et les transforment. Ainsi l'extension des échanges commerciaux à partir du moyen âge européen donne cette formation remarquable, la ville commerciale (intégrant complètement les marchands, établie autour de la place, du marché, de la halle). Depuis l'industrialisation, ces marchés locaux et localisés n'ont plus qu'une fonction dans la vie urbaine, dans les rapports de la ville avec l'environnement campagnard. **Une forme, devenue fonction, entre dans des structures nouvelles.** Pourtant, les urbanistes ont cru récemment inventer le centre commercial. Leur pensée progressait : à l'espace dénudé, réduit aux fonctions de l'habitation, la centralité commerciale apportait une différence, un enrichissement; cependant ces urbanistes retrouvaient simplement la ville médiévale, dépouillée de son rapport historique avec la campagne, de la lutte entre la bourgeoisie et la féodalité, de la relation politique avec l'Etat royal et despotique, réduite par conséquent à l'unifonctionalité des échanges locaux.

Formes, structures, fonctions urbaines (dans la ville, dans les rapports de la ville avec le territoire influencé ou géré par elle, dans les relations avec la

société et l'Etat) agirent les uns sur les autres et se modifièrent, mouvement que la pensée peut aujourd'hui reconstruire et maîtriser. Chaque formation urbaine connut une ascension, une apogée, un déclin. Ses fragments et débris servirent ensuite à/dans d'autres formations. Considérée dans son mouvement historique, à son niveau spécifique (au-dessous et en-deçà des transformations globales, mais au-dessus des relations immédiates localement enracinées, liées fréquemment à la sacralisation du sol, donc durables et quasiment permanentes en apparence), la Ville a passé par des périodes critiques. Destructurations et restructurations se succèdent dans le temps et l'espace, toujours traduites sur le terrain, inscrites dans le pratico-sensible, écrites dans le texte urbain, mais provenant d'ailleurs : de l'histoire, du devenir. Non pas du suprasensible, mais d'un autre niveau. Des actes et agents locaux marquèrent les villes, mais aussi les rapports impersonnels de production et de propriété, et par conséquent des classes et luttes de classes, donc des idéologies (religieuses, philosophiques, c'est-à-dire éthiques et esthétiques, juridiques, etc.). La projection du global sur le terrain et sur le plan spécifique de la ville ne s'accomplirent qu'à travers des médiations. Médiation elle-même, la ville fut le lieu, le produit des médiations, le terrain de leurs activités, l'objet et l'objectif de leurs propositions. Processus globaux, rapports généraux ne s'inscrivaient dans le texte urbain que transcrits par des idéologies, interprétés par des tendances et des stratégies politiques. D'où la difficulté sur laquelle il convient maintenant d'insister, à concevoir la ville comme **un** système sémantique, sémiotique ou sémiologique, à partir de la linguistique, du langage urbain ou de la réalité urbaine considérée comme ensemble de signes. Au

cours de sa projection sur un niveau spécifique, le code général de la société se modifie; le code spécifique de l'urbain en est une modulation, une version, une traduction incompréhensibles sans l'original et l'originel. Oui, la ville se lit parce qu'elle s'écrit, parce qu'elle fut écriture. Il ne suffit cependant pas d'examiner ce texte sans recourir au contexte. Ecrire sur cette écriture ou sur ce langage, élaborer le **méta-langage** de la ville, ce n'est pas connaître la ville et l'urbain. Le contexte, ce qu'il y a **au-dessous** du texte à déchiffrer (la vie quotidienne, les relations immédiates, l'inconscient de « l'urbain », ce qui ne se dit guère et s'écrit encore moins, ce qui se cache dans les espaces habités, — la vie sexuelle et familiale, — et ne se manifeste guère dans les face-à-face), ce qu'il y a **au-dessus** de ce texte urbain (les institutions, les idéologies), cela ne peut se négliger dans le décryptage. Un livre ne suffit pas. Qu'on le lise et relise, fort bien. Que l'on aille jusqu'à sa lecture critique, encore mieux. Il pose à la connaissance des questions : « qui et quoi? comment? pour quoi? pour qui? » Ces questions annoncent et exigent la restitution du contexte. La ville ne peut donc se concevoir comme **un** système signifiant, déterminé et clos en tant que système. La prise en considération des **niveaux** de la réalité interdit, ici comme ailleurs, cette systématisation. Toutefois, la Ville eut la sigulière capacité de **s'emparer** de toutes les significations pour les dire, pour les écrire (les stipuler et les « signifier »), y compris celles venues de la campagne, de la vie immédiate, de la religion et de l'idéologie politique. Dans les villes, les monuments et les fêtes eurent ces **sens.**

Lors de chaque période critique, quand stagne la croissance spontanée de la ville et que s'arrête le développement urbain orienté et marqué par les rap-

ports sociaux jusque-là dominants, alors apparaît une réflexion urbanistique. Symptôme de mutation plus que d'une rationalité en ascension continue ou d'une harmonie intérieure (encore que les illusions sur ces points se reproduisent régulièrement), cette réflexion mêle la philosophie de la ville à la recherche d'une thérapeutique, aux projets d'action sur l'espace urbain. Confondre cette inquiétude avec la rationalité et l'organisation, c'est **l'idéologie** dénoncée précédemment. A travers cette idéologie, les concepts et la théorie se fraient difficilement leur chemin.

A ce point, il conviendrait de définir la ville. S'il est exact que le concept se dégage peu à peu des idéologies qui le véhiculent, il doit se formuler au cours de ce cheminement. Nous proposons donc ici une première définition de la ville comme **projection de la société sur le terrain,** c'est-à-dire non seulement sur le site sensible mais sur le plan spécifique, perçu et conçu par la pensée, qui détermine la ville et l'urbain. De longues controverses autour de cette définition en ont montré les lacunes. D'abord, elle appelle des précisions supplémentaires. Ce qui s'inscrit et se projette, ce n'est pas seulement un ordre lointain, une globalité sociale, un mode de production, un code général, c'est aussi un temps, ou plutôt des temps, des rythmes. La ville s'écoute comme une musique autant qu'elle se lit comme une écriture discursive. En second lieu, la définition appelle des compléments. Elle met en lumière certaines différences historiques et génériques ou génétiques, mais laisse de côté d'autres différences actuelles : entre les types de ville résultant de l'histoire, entre les effets de la division du travail dans les villes, entre les rapports persistants « ville-territoire ». D'où une autre définition qui ne détruit peut-être pas la première : la ville **comme ensemble des différences entre les villes.** A son tour, cette détermination se révèle insuffisante; mettant l'accent sur les particularités plutôt que sur les généralités, elle néglige les singularités de la vie urbaine, les façons de vivre de la ville, **l'habiter** proprement dit. D'où une autre définition, par la pluralité, par la coexistence et la simultanéité dans l'urbain de **patterns,** de façons de vivre la vie urbaine (le pavillon, le grand ensemble, la copropriété, la location, la vie quotidienne et ses modalités chez les intellectuels, les artisans, les commerçants, les ouvriers, etc.).

Ces définitions (relatives aux niveaux de la réalité sociale) ne se veulent pas exhaustives et n'excluent pas d'autres définitions. Si quelque théoricien voit dans la ville le lieu des confrontations et des rapports (conflictuels) entre **désir** et **besoin,** entre satisfaction et insatisfaction, s'il va jusqu'à décrire la ville comme « lieu du désir », ces déterminations seront examinées et prises en considération. Il n'est pas certain qu'elles n'aient qu'un sens limité au domaine d'une science parcellaire, la psychologie. De plus, il y aurait à mettre l'accent sur le rôle historique de la ville : accélération des processus (l'échange et le marché, l'accumulation des connaissances et des capitaux, la concentration de ces capitaux) et lieu des révolutions.

Aujourd'hui, en devenant centre de décision ou plutôt en groupant les centres de décision, la ville moderne intensifie en l'organisant **l'exploitation** de la société entière (pas seulement de la classe ouvrière mais des autres classes sociales non dominantes). C'est dire qu'elle n'est pas lieu passif de la production ou de la concentration des capitaux mais que « l'urbain » intervient comme tel dans la production (dans les **moyens** de production).

NIVEAUX DE RÉALITÉ ET D'ANALYSE

Les considérations précédentes suffisent à montrer que l'analyse des phénomènes urbains (de la morphologie sensible et sociale de la ville, ou, si l'on préfère, de **la ville** et de **l'urbain** et de leur connexion) demande l'emploi de tous les instruments méthodologiques : forme, fonction, structure — niveaux, dimensions — texte, contexte — champ et ensemble, écriture et lecture, système, signifiant et signifié, langage et métalangage, institutions, etc. L'on sait par ailleurs qu'aucun de ces termes n'atteint une rigoureuse pureté, ne se définit sans ambiguïté, n'échappe à la polysémie. Ainsi le mot **forme,** qui prend des significations diverses pour le logicien, pour le critique littéraire, pour l'esthéticien, pour le linguiste.

Le théoricien de la ville et de l'urbain dira que ces termes se définissent comme **forme de la simultanéité,** champ de rencontres et d'échanges. Cette acception du mot « forme » devra se préciser. Considérons encore le terme **fonction.** L'analyse distingue les fonctions internes à la ville, les fonctions de la ville par rapport au territoire (campagne, agriculture, villages et bourgades, villes plus petites et subordonnées dans un réseau), et enfin les fonctions de la ville — de chaque ville — dans l'ensemble social (division technique et sociale du travail entre les villes, réseaux divers de relations, hiérarchies administratives et politiques). De même, pour les **structures.**

Il y a la structure de la ville (de chaque ville, morphologiquement et socialement, topologiquement et topiquement), puis la structure urbaine de la société, et enfin la structure sociale des rapports ville-campagne. D'où un enchevêtrement de déterminations analytiques et partielles et les difficultés d'une conception globale.

Ici comme ailleurs se rencontrent le plus souvent **trois** termes, dont les relations conflictuelles (dialectiques) se dissimulent sous les oppositions **terme à terme.** Il y a la campagne, et la ville, et la société avec l'Etat qui la gère et la domine (non sans relations avec la structure de classes de cette société). Il y a aussi, comme on a tenté de le montrer, les processus généraux (globaux), la ville comme spécificité et niveau intermédiaire, puis les relations d'immédiateté (liées à une façon de vivre, d'habiter, de moduler le quotidien). Ce qui exige maintenant des définitions plus précises de ces niveaux, que l'on ne saurait ni séparer ni confondre, mais dont il convient de montrer les articulations et désarticulations, les projections de l'un sur l'autre, les connexions diverses.

Le niveau le plus élevé se situe **à la fois** au-dessus de la ville et dans la ville. Ce qui ne simplifie pas l'analyse. La structure sociale figure dans la ville, s'y rend sensible, y signifie un ordre. Inversement, la ville est un morceau de l'ensemble social; elle révèle, parce qu'elle les contient et les incorpore dans la matière sensible, les institutions, les idéologies. Les édifices royaux, impériaux, présidentiels, « sont » une part de la ville : la part politique (capitale). Ces édifices ne coïncident pas avec les institutions, avec les rapports sociaux dominants. Et cependant, ces rapports agissent sur eux, ils en représentent l'efficacité et la « présence » sociales. A son niveau spécifique, la ville contient ainsi la pro-

jection de ces rapports. Pour préciser en illustrant par un cas particulier cette analyse, l'ordre social à Paris se représente au niveau le plus élevé dans/par le ministère de l'Intérieur, au niveau spécifique par la préfecture de police, et aussi par les commissariats de quartiers, sans oublier les divers organismes de police qui agissent soit à l'échelle globale, soit dans l'ombre souterraine. L'idéologie religieuse se signifie à l'échelle supérieure par la cathédrale, par les sièges des grands organismes de l'Eglise, et aussi par les églises, les presbytères de quartier, les divers investissements locaux de la pratique religieuse institutionalisée.

A ce niveau, la ville se manifeste comme un groupe de groupes, avec sa double morphologie (pratico-sensible ou matérielle, d'une part, sociale d'autre part). Elle a un code de fonctionnement axé autour d'institutions particulières, telles que la municipalité avec ses services et ses problèmes, avec ses canaux d'information, ses réseaux, ses pouvoirs de décision. Sur ce plan se projette la structure sociale, ce qui n'exclut pas les phénomènes propres à la ville, à telle ville, et les plus diverses manifestations de la vie urbaine. Paradoxalement, prise à ce niveau, la ville se compose d'espaces inhabités et même inhabitables : édifices publics, monuments, places, rues, vides grands ou petits. Tant il est vrai que « l'habitat » ne constitue pas la ville et qu'elle ne peut se définir par cette fonction isolée.

Au niveau œcologique, l'habiter devient essentiel. La ville enveloppe l'habiter; elle est forme, enveloppe de ce lieu de vie « privée », départ et arrivée des réseaux permettant les informations et transmettant les ordres (imposant l'ordre lointain à l'ordre proche).

Deux démarches sont possibles. La première va

du plus général au plus singulier (des institutions à la vie quotidienne) et découvre alors la ville comme plan spécifique et comme médiation privilégiée (relativement). La seconde part de ce plan et construit le général en prélevant des éléments et des significations dans l'observable urbain. Elle procède de cette même manière pour atteindre, sur l'observable, le « privé », la vie quotidienne dissimulée : ses rythmes, ses occupations, son organisation spatio-temporelle, sa « culture » clandestine, sa vie souterraine.

A chaque niveau se définissent des **isotopies :** espace politique, religieux, culturel, commercial, etc. Par rapport à ces isotopies, les autres niveaux se découvrent comme **hétérotopies.** Cependant, à chaque niveau se découvrent des oppositions spatiales qui rentrent dans ce rapport : isotopie-hétérotopie. Par exemple l'opposition de « l'habitat » collectif et de « l'habitat » pavillonnaire. Les espaces sur le plan spécifique peuvent aussi se classer selon ce critère de l'isotopie-hétérotopie, la ville entière constituant l'isotopie la plus étendue, englobant les autres, ou plutôt se superposant aux autres (aux sous-ensembles spatiaux à la fois subordonnés et constitutifs). Un tel classement par oppositions ne saurait exclure l'analyse des niveaux, ni celle du mouvement d'ensemble avec ses aspects conflictuels (rapports de classes, entre autres). Au niveau œcologique, celui de « l'habiter », se constituent des ensembles signifiants, des systèmes partiels de signes, dont le « monde pavillonnaire » offre un cas particulièrement intéressant. La distinction des niveaux (chaque niveau impliquant à son tour des niveaux secondaires) a la plus grande utilité dans l'analyse des rapports essentiels, par exemple pour comprendre comment les « valeurs pavillonnaires », en France, deviennent le référentiel auquel se rapportent la conscience sociale et les

« valeurs » dans les autres types d'habitation. L'analyse des relations d'inclusion-exclusion, d'appartenance ou de non-appartenance à tel espace de la ville permet seule d'aborder ces phénomènes d'une grande importance pour la théorie de la ville.

Sur son plan spécifique, la ville peut s'emparer des significations existantes, politiques, religieuses, philosophiques. Elle s'en saisit pour les dire, pour les **exposer** par la voie — ou par la voix — des édifices, des monuments, et aussi par les rues et places, par les vides, par la théâtralisation spontanée des rencontres qui s'y déroulent, sans oublier les fêtes, les cérémonies (avec les lieux qualifiés et appropriés). A côté de l'écriture, il y a la parole de l'urbain, plus importante encore; ces paroles disent la vie et la mort, la joie ou le malheur. La ville a cette capacité qui fait d'elle un ensemble signifiant. Toutefois, pour renforcer une remarque précédente, la ville n'accomplit pas cette tâche gracieusement ni gratuitement. On ne le lui demande pas. L'esthétisme, phénomène de déclin, vient tard. Comme l'urbanisme! Sous forme de significations, dans la forme de la simultanéité et des rencontres, dans la forme enfin d'un langage et d'une écriture « urbaine », ce sont des **ordres** que transmet la ville. L'ordre lointain se projette dans l'ordre proche. Cet ordre lointain n'est jamais ou presque jamais unitaire. Il y a l'ordre religieux, l'ordre politique, l'ordre moral, chacun renvoyant à une idéologie avec ses implications pratiques. Entre ces ordres, la ville réalise sur son plan une unité ou plutôt un syncrétisme. Elle les dissimule et voile leurs rivalités et conflits en les rendant impérieux. Elle les traduit en **consignes** d'action, en emplois du temps. Elle stipule (signifie) avec l'emploi du temps une hiérarchie minutieuse des lieux, des instants, des occupations, des gens. De plus, elle

réfracte ces impératifs dans un style, pour autant qu'il y ait vie urbaine originale. Un tel style se caractérise comme **architectural** et relève de l'art et de l'étude des œuvres d'art.

La sémiologie de la Ville a donc le plus grand intérêt théorique et pratique. La Ville émet et reçoit des messages. Ces messages se comprennent ou ne se comprennent pas (se codent et se décodent ou non). Elle peut donc se saisir selon les concepts issus de la linguistique : signifiant et signifié, signification et sens. Toutefois, ce n'est pas sans les plus grandes réserves et sans précautions que l'on peut considérer la Ville comme un **système** (système unique) de significations et de sens, donc de valeurs. Ici comme ailleurs, il y a **plusieurs systèmes** (ou si l'on préfère plusieurs sous-systèmes). De plus, la sémiologie n'épuise pas la réalité pratique et idéologique de la ville. La théorie de la ville comme système de significations tend vers une idéologie; elle sépare « l'urbain » de sa base morphologique, de la pratique sociale, en le réduisant à un rapport « signifiant-signifié » et en extrapolant à partir des significations réellement perçues. Elle ne va pas sans une grande naïveté. S'il est vrai qu'un village Bororo signifie, et que la cité grecque est pleine de sens, allons-nous construire de vastes villages bororos remplis des signes de la Modernité? Ou bien restituer l'agora avec son sens au centre de la cité nouvelle?

La fétichisation du rapport formel « signifiant-signifié » comporte des inconvénients plus graves. Elle accepte passivement l'idéologie de la consommation dirigée. Ou plutôt elle y contribue. Dans l'idéologie de la consommation et dans la consommation « réelle » (entre guillemets), la consommation de **signes** joue un rôle de plus en plus grand. Elle ne supprime pas la consommation de « purs » specta-

cles, sans activité, sans participation, sans œuvre ni produit. Elle s'y ajoute et s'y superpose comme une surdétermination. C'est ainsi que la publicité pour les biens de consommation devient le principal bien de consommation; elle tend à s'incorporer l'art, la littérature, la poésie, et à les supplanter en les utilisant comme rhétoriques. Elle devient ainsi l'idéologie elle-même de cette société; chaque « objet », chaque « bien » se dédouble en une réalité et une image, celle-ci faisant partie essentielle de la consommation. On consomme des signes autant que des objets : signes du bonheur, de la satisfaction, de la puissance, de la richesse, de la science, de la technique, etc. La production de ces signes s'intègre à la production globale et joue un rôle intégrateur capital par rapport aux autres activités sociales productrices ou organisatrices. Le signe s'achète et se vend; le langage devient valeur d'échange. Sous l'allure de signes et de significations en général, ce sont les significations de cette société qui sont livrées à la consommation. Par conséquent, celui qui conçoit la ville et la réalité urbaine comme système de signes les livre implicitement à la consommation comme objets intégralement consommables : comme valeur d'échange à l'état pur. Changeant les lieux en signes et valeurs, le pratico-sensible en significations formelles, cette théorie change aussi en pur consommateur de signes celui qui les perçoit. Les Paris **bis** ou **ter** conçus par les promoteurs ne seraient-ils pas des centres de consommation promus à un degré supérieur par l'intensité de la consommation de signes? La sémiologie urbaine risque de se mettre à leur service, si elle perd sa naïveté.

En vérité, l'analyse sémiologique doit distinguer de multiples niveaux et dimensions. Il y a la **parole** de la ville : ce qui passe et se passe dans la rue, sur les places, dans les vides, ce qui s'y dit. Il y a la **langue** de la ville : les particularités propres à telle ville qui s'expriment dans les discours, dans les gestes, les vêtements, dans les mots et les emplois des mots par les habitants. Il y a le **langage urbain,** que l'on peut considérer comme langage de connotations, système secondaire et dérivé à l'intérieur du système dénotatif (pour employer ici la terminologie de Hjemslev et de Greimas). Enfin, il y a **l'écriture de la ville :** ce qui s'inscrit et se prescrit sur ses murs, dans la disposition des lieux et leur enchaînement, en bref **l'emploi du temps** dans la ville des habitants de la ville.

L'analyse sémiologique doit aussi distinguer les niveaux, celui des **sémantèmes** ou éléments signifiants (lignes droites ou courbes, graphismes, formes élémentaires des entrées, portes et fenêtres, coins, angles, etc.) — des **morphèmes** ou objets signifiants (immeubles, rues, etc.) — et enfin des ensembles signifiants ou super-objets, dont la ville elle-même.

Il faut étudier comment se signifie la globalité (sémiologie du **pouvoir**) — comment se signifie la ville (c'est la sémiologie proprement **urbaine)** — et comment se signifient les façons de vivre et d'habiter (c'est la **sémiologie de la vie quotidienne,** de l'habiter et de l'habitat). On ne peut pas confondre la ville en tant qu'elle capte et expose les significations venues de la nature, du pays et du paysage (par exemple : l'arbre) et la ville en tant que lieu de consommation de signes. Ce serait confondre la fête et la consommation courante.

N'oublions pas les **dimensions.** La ville a une dimension **symbolique;** les monuments mais aussi les vides, places et avenues, symbolisent le cosmos, le monde, la société ou simplement l'Etat. Elle a une dimension **paradigmatique;** elle implique et montre

des oppositions, le dedans et le dehors, le centre et la périphérie, l'intégré à la société urbaine et le non-intégré. Enfin, elle possède aussi la dimension **syntagmatique** : liaison des éléments, articulation des isotopies et des hétérotopies.

A son niveau spécifique, la ville se présente comme sous-système privilégié parce que capable de refléter, d'exposer les autres sous-systèmes et de se donner pour un « monde », pour une totalité unique, dans l'illusion de l'immédiat et du vécu. En cette capacité résident précisément le charme, la tonicité, la tonalité propre de la vie urbaine. Mais l'analyse dissipe cette impression et décèle plusieurs systèmes cachés dans l'illusion d'unicité. L'analyste n'a pas le droit de partager cette illusion et de la consolider en se maintenant sur le plan de « l'urbain », au lieu d'y discerner les aspects d'une connaissance plus vaste.

Nous n'avons pas ici terminé l'inventaire des sous-systèmes de significations et par conséquent de ce que l'analyse sémiologique peut apporter à la connaissance de la ville et de l'urbain. Si nous considérons les secteurs pavillonnaires et les « nouveaux ensembles », nous savons déjà que chacun d'eux constitue un système (partiel) de significations, et qu'un autre système qui surdétermine chacun d'eux s'établit à partir de leur opposition. C'est ainsi que les pavillonnaires se perçoivent et se conçoivent dans l'imaginaire de l'habitat et que les « ensembles » établissent la logique de l'habitat et se perçoivent selon cette rationalité contraignante. En même temps et du même coup, le secteur pavillonnaire devient le référentiel par rapport auquel s'apprécient l'habitat et la quotidienneté, que la pratique revêt d'imaginaire et de signes.

Parmi les systèmes de significations, il y a lieu d'étudier avec la plus grande attention (critique) celui

des **architectes.** Il arrive souvent que des hommes de talent croient se concevoir au sein de la connaissance et de l'expérience alors qu'ils restent au sein d'un système de graphismes, de projection sur le papier, de visualisations. Les architectes tendant de leur côté vers un système de significations qu'ils intitulent souvent « urbanisme », il n'est pas impossible que les analystes de la réalité urbaine groupant leurs données fragmentaires ne constituent un système de significations un peu différent, qu'ils baptisent aussi urbanisme et dont ils confient aux machines la programmation.

L'analyse critique dissipe le privilège du vécu dans la société urbaine. Ce n'est là qu'un « plan », un niveau. Pourtant l'analyse ne fait pas disparaître ce plan. Il existe : comme un livre. Qui lit ce livre ouvert? qui parcourt cette écriture? Ce n'est pas un « sujet » bien défini et cependant une succession d'actes et de rencontres constitue sur ce plan lui-même la vie urbaine, ou « l'urbain ». Cette vie urbaine tente de retourner contre eux-mêmes les messages, les ordonnances, les contraintes venus d'en haut. Elle essaie de **s'approprier** le temps et l'espace en déjouant les dominations, en les détournant de leur but, en rusant. Elle intervient aussi au niveau de la ville et de la façon d'habiter, plus ou moins. L'urbain est ainsi, plus ou moins, l'œuvre des citadins au lieu de s'imposer à eux comme un système : comme un livre déjà terminé.

VILLE ET CAMPAGNE

Un thème dont on a usé et abusé par superfétations et par extrapolations, à savoir « nature et culture », dérive du rapport de la ville à la campagne et le détourne. Dans ce rapport, il y a trois termes. De même, dans la réalité actuelle, il y a trois termes (la ruralité, le tissu urbain, la centralité) dont les rapports dialectiques se dissimulent sous les oppositions terme à terme, mais aussi viennent s'y révéler. La nature comme telle échappe à l'emprise de l'action rationnellement poursuivie, aussi bien à la domination qu'à l'appropriation. Plus exactement, elle reste hors de ces emprises; elle « est » ce qui fuit; elle s'atteint par l'imaginaire; on la poursuit et elle s'enfuit dans le cosmos, ou dans les profondeurs souterraines du monde. La campagne, elle, est lieu de production et d'œuvres. La production agricole fait naître des produits; le paysage, lui, est une œuvre. Cette œuvre émerge d'une terre lentement modelée, liée originairement aux groupes qui l'occupent par une sacralisation réciproque, ensuite profanée par la ville et la vie urbaine (qui captent cette sacralisation, la condensent, puis la dissolvent au cours des âges en l'absorbant dans la rationalité). D'où provient cette antique consécration du sol aux tribus, aux peuples, aux nations? de l'obscure et menaçante présence-absence de la nature? de l'occupation du sol qui exclut les étrangers de ce sol possédé? de la pyramide sociale, qui a sa base sur ce sol et qui exige de multiples sacrifices pour le maintien d'un édifice menacé? L'un n'empêche pas l'autre. L'essentiel, c'est

le mouvement complexe par lequel la ville politique utilise le caractère sacré-maudit du sol, afin que la ville économique (commerciale) le profane.

La vie urbaine comprend des médiations originales entre la ville, la campagne, la nature. Tel est le village, dont le rapport avec la ville, dans l'histoire et dans l'actuel, est loin d'être entièrement connu. Tels sont les parcs, les jardins, les eaux captives. Ces médiations ne se comprennent pas sans les symbolismes et **représentations** (idéologiques et imaginaires) de la nature et de la campagne comme telles par les citadins.

Le rapport ville-campagne a profondément changé au cours du temps historique, selon les époques et les modes de production : tantôt profondément conflictuel, tantôt apaisé et proche d'une association. Bien plus, à la même époque, des rapports très différents se manifestent. Ainsi, dans la féodalité occidentale, le seigneur territorial menace la ville renaissante, où les marchands trouvent leur point de rencontre, leur port d'attache, le lieu de leur stratégie. La ville réplique à cette action de la seigneurie foncière, et c'est une lutte de classes qui se déroule, tantôt latente, tantôt violente. La ville se libère, non sans s'intégrer en devenant seigneurie roturière, mais c'est à l'Etat monarchique (dont elle fournissait une condition essentielle) qu'elle s'intègre. Par contre, à la même époque, et pour autant que l'on puisse parler d'une féodalité islamique, le « seigneur » règne sur la ville artisanale et commerçante et de là sur une campagne environnante souvent réduite à des jardins, à des cultures exiguës et sans ampleur. Dans un tel rapport, il n'y a ni germe ni possibilité d'une lutte de classes. Ce qui enlève dès le départ à cette structure sociale le dynamisme et l'avenir historique, non sans lui conférer d'autres charmes, ceux d'une

exquise urbanité. Créatrice, productrice d'œuvres et de rapports nouveaux, la lutte de classes ne va pas sans une certaine barbarie qui marque l'Occident (y compris les plus « belles » de ses villes).

Aujourd'hui, le rapport ville-campagne se transforme, aspect important d'une mutation générale. Dans les pays industriels, la vieille exploitation de la campagne environnante par la ville, centre d'accumulation du capital, cède la place à des formes plus subtiles de domination et d'exploitation, la ville devenant centre de décision et apparemment d'association. Quoi qu'il en soit, la ville en expansion attaque la campagne, la corrode, la dissout. Non sans les effets paradoxaux précédemment notés. La vie urbaine pénètre la vie paysanne en la dépossédant d'éléments traditionnels : artisanat, petits centres qui dépérissent au profit des centres urbains (commerciaux et industriels, réseaux de distribution, centres de décision, etc.). Les villages se ruralisent en perdant la spécificité paysanne. Ils s'alignent sur la ville mais en résistant et en se repliant parfois farouchement sur eux-mêmes.

Le tissu urbain, à mailles plus ou moins larges, va-t-il saisir dans ses filets le territoire entier des pays industrialisés? Le dépassement de l'ancienne opposition ville-campagne s'opérera-t-il ainsi? On peut le supposer. Non sans réserves critiques. Si l'on nomme ainsi une confusion généralisée, la campagne se perdant au sein de la ville, la ville absorbant la campagne et s'y égarant, cette confusion peut se contester théoriquement, et la théorie réfute toute stratégie basée sur cette conception du tissu urbain. Les géographes ont trouvé, pour désigner cette confusion, un néologisme, laid mais significatif : le rurbain. Dans cette hypothèse, l'expansion de la ville et de l'urbanisation ferait disparaître l'urbain (la vie urbaine), ce qui semble inadmissible. Autrement dit, le dépassement de l'opposition ne peut se concevoir comme une neutralisation réciproque. Il n'y a aucune raison théorique d'admettre la disparition de la centralité au cours d'une fusion de la société urbaine avec la campagne. L'opposition « urbanité-ruralité » s'accentue au lieu de disparaître, alors que s'atténue l'opposition ville-campagne. Il y a déplacement de l'opposition et du conflit. Au surplus, à l'échelle mondiale, le conflit ville-campagne est loin d'être résolu, chacun le sait. S'il est vrai que la séparation et la contradiction ville-campagne (qui enveloppe sans s'y réduire l'opposition des deux termes) fait partie de la division du travail social, il faut admettre que cette division n'est pas surmontée ni maîtrisée. De loin. Pas plus que la séparation de la nature et de la société, du matériel et de l'intellectuel (spirituel). Le dépassement aujourd'hui ne peut pas ne pas s'effectuer à partir de l'opposition tissu urbain-centralité. Ce qui suppose l'invention de nouvelles formes urbaines.

En ce qui concerne les pays industriels, on peut concevoir des villes polycentriques, des centralités différenciées et renouvelées, voir des centralités mouvantes (culturelles, par exemple). La critique de l'urbanisme comme idéologie peut porter contre telle ou telle conception de la centralité (par exemple l'identification entre « l'urbain » et les centres de décision et d'information). Ni ville traditionnelle (séparée de la campagne pour mieux la dominer), ni Mégalopolis sans forme et « tissu » sans trame ni chaîne, telle serait l'idée directrice. La disparition de la centralité ne s'impose ni théoriquement ni pratiquement. La seule question qui se pose est celle-ci : « A quelles formes sociales et politiques, à quelle théorie va-t-on confier la réalisation sur le terrain d'une centralité et d'un tissu rénovés, délivrés de leurs dégradations? »

AUX ALENTOURS DU POINT CRITIQUE

Par hypothèse, traçons de gauche à droite un axe allant du zéro d'urbanisation (l'inexistence de la ville, la prédominance complète de la vie agraire, de la production agricole, de la campagne) à l'urbanisation cent pour cent (absorption de la campagne par la ville, prédominance complète de la production industrielle jusque dans l'agriculture). Ce schéma abstrait met entre parenthèses, momentanément, les discontinuités. Il va permettre, dans une certaine mesure, de situer les points critiques, c'est-à-dire les coupures et discontinuités elles-mêmes. Assez vite, sur l'axe, assez près de l'origine, marquons la ville politique (effectivement réalisée et maintenue dans le mode de production asiatique) qui organise en le dominant un environnement agraire. Un peu plus loin, marquons l'apparition de la ville commerciale, qui commence en reléguant le commerce à sa périphérie (hétérotopie des faubourgs, foires et marchés, des lieux assignés aux métèques, aux étrangers spécialisés dans les échanges) et qui ensuite intègre le marché en s'intégrant elle-même à une structure sociale fondée sur les échanges, les communications élargies, l'argent et la richesse mobilière. Vient alors un point critique décisif, où l'importance de la production agricole recule devant l'importance de la production artisanale et industrielle, du marché, de la valeur

d'échange, du capitalisme naissant. Ce point critique se situe en Europe occidentale au XVIe siècle environ. Bientôt, c'est l'avènement de la ville industrielle, avec ses implications (départ des populations paysannes dépossédées et désagrégées vers la ville, période des grandes concentrations urbaines). La société urbaine s'annonce longtemps après que la société dans son ensemble ait basculé du côté de l'urbain (de la domination urbaine). Vient alors la période où la ville en expansion prolifère, produit des périphéries lointaines (banlieues), envahit les campagnes. Paradoxalement dans cette période où la ville s'étend démesurément, la forme (morphologie pratico-sensible ou matérielle, forme de la vie urbaine) de la ville traditionnelle éclate. Le double processus (industrialisation-urbanisation) produit le double mouvement : explosion-implosion, condensation-dispersion (éclatement) déjà mentionné. C'est donc autour de ce point critique que se situe la problématique actuelle de la ville et de la réalité urbaine (de l'urbain).

Ville politique	Ville commerciale	Ville industrielle	point critique
			double processus (industrialisation et urbanisation)

Les phénomènes qui se déroulent aux alentours de la situation de crise ne le cèdent pas en complexité aux phénomènes physiques qui accompagnent la traversée du mur du son (simple métaphore). On pourrait aussi considérer par analogie ce qui se passe auprès d'un point d'inflexion d'une courbe. C'est dans

ce but — l'analyse au voisinage du point critique — que l'on a tenté précédemment de rassembler l'outillage conceptuel indispensable. La connaissance qui se désintéresserait de cette situation retomberait dans la spéculation aveugle ou dans la spécialisation myope.

Mal placer, en les accentuant, les points critiques, les coupures et lacunes, cela peut avoir des conséquences aussi graves que la négligence organiciste, évolutionniste ou continuiste. Aujourd'hui, la pensée sociologique et la stratégie politique, comme la réflexion dite urbanistique, tendent à sauter du niveau de l'habitat et de l'habiter (niveau œcologique, celui du logement, de l'immeuble, du voisinage, et par conséquent domaine de l'architecte) au niveau général (échelle de l'aménagement du territoire, de la production industrielle planifiée, de l'urbanisation globale) en passant par-dessus la ville et l'urbain. On met entre parenthèses la médiation; on omet le niveau spécifique. Pourquoi? Pour des raisons profondes, tenant d'abord à la méconnaissance du point critique.

Planification rationnelle de la production, aménagement du territoire, industrialisation et urbanisation globales sont des aspects essentiels de la « socialisation de la société ». Arrêtons-nous un instant sur ces mots. Une tradition marxiste à inflexion réformiste les emploie pour désigner la complexification de la société et des rapports sociaux, la rupture des compartimentages, la multiplicité croissante des connexions, des communications, des informations, le fait que la division technique et sociale du travail qui s'accentue implique une unité plus forte des branches d'industrie, des fonctions du marché et de la production elle-même. Cette formulation insiste sur les **échanges** et lieux d'échange; elle met l'accent

sur la quantité des échanges économiques et laisse de côté la qualité, la différence essentielle entre valeur d'usage et valeur d'échange. Dans cette perspective, les échanges de marchandises et de biens de consommation nivellent et alignent sur eux les échanges directs : les communications qui ne passent pas à travers les réseaux constitués, à travers les institutions (c'est-à-dire au niveau « inférieur » les rapports immédiats, — au niveau « supérieur » les rapports politiques résultant de la connaissance). Au continuisme réformiste réplique la thèse du discontinuisme et du volontarisme révolutionnaire radical : une rupture, une coupure sont indispensables pour que le caractère social du travail productif abolisse les rapports de production liés à la propriété privée de ces moyens de production. Or, la thèse de la « socialisation de la société », interprétation évolutionniste, continuiste et réformiste, prend un autre sens si l'on observe que ces mots désignent — mal, incomplètement — **l'urbanisation de la société.** La multiplication et la complexification des échanges au sens large du terme ne peuvent se poursuivre sans qu'il existe des lieux et moments privilégiés, sans que ces lieux et moments de rencontres s'affranchissent des contraintes du marché, sans que la loi de la valeur d'échange soit maîtrisée, sans que se modifient les rapports qui conditionnent le profit. Jusqu'alors la culture se dissout, devenant objet de consommation, occasion de profit, production pour le marché; le « culturel » dissimule plus d'un piège. L'interprétation révolutionnaire n'a pas tenu compte jusqu'à maintenant de ces éléments nouveaux. Ne se pourrait-il pas qu'en définissant plus rigoureusement les rapports entre l'industrialisation et l'urbanisation, dans la situation de crise, au voisinage du point critique, on contribue à surmonter la contra-

diction du continuisme et du discontinuisme absolu, de l'évolutionisme réformiste et de la révolution totale? Si l'on veut dépasser le marché, la loi de la valeur d'échange, l'argent et le profit, ne faut-il pas définir le lieu de cette possibilité : la société urbaine, la ville comme valeur d'usage?

Paradoxe de cette situation critique, donnée centrale du problème, la crise de la ville est mondiale. Elle se présente à la réflexion comme un aspect dominant de la mondialité en marche, au même titre que la technique et que l'organisation rationnelle de l'industrie. Pourtant, les causes pratiques et les raisons idéologiques de cette crise varient selon les régimes politiques, selon les sociétés et même selon les pays concernés. Une analyse critique de ces phénomènes ne saurait se légitimer que comparativement, mais beaucoup d'éléments de cette comparaison manquent. Pays en voie de développement, inégalement attardés — pays capitalistes hautement industrialisés — pays socialistes eux-mêmes inégalement développés, partout la ville, morphologiquement, éclate. La forme traditionnelle de la société agraire se transforme, mais de façon différente. Dans une série de pays mal développés, le bidonville est un phénomène caractéristique, alors que dans les pays hautement industrialisés, c'est la prolifération de la ville en « tissus urbains », en banlieues, en secteurs résidentiels dont le rapport avec la vie urbaine fait problème.

Comment rassembler les éléments d'une telle comparaison? Aux Etats-Unis, les difficultés de l'administration fédérale, ses démêlés avec les communautés locales, les modalités du « gouvernement urbain » partagé entre le manager, le boss politique, le maire et sa municipalité, ne s'expliquent pas de la même façon que les conflits de pouvoirs (d'administration

et de juridiction) en Europe et en France. Ici, l'industrialisation avec ses conséquences assiège les noyaux urbains datant des époques pré-capitalistes ou pré-industrielles et les fait voler en éclats. Aux Etats-Unis, le noyau urbain n'existe guère que dans quelques villes privilégiées; pourtant, les communautés locales ont des garanties juridiques plus grandes et des pouvoirs plus étendus qu'en France où la centralisation monarchique s'attaqua très tôt à ces « libertés » urbaines. En Europe comme ailleurs, on ne peut attribuer à la seule croissance quantitative des villes, ni aux seules questions de circulation, des difficultés à la fois différentes et comparables. Ici et là, d'un côté comme de l'autre, la société dans son ensemble se voit mise en question, d'une façon ou d'une autre. Telle qu'elle est, préoccupée (à travers les idéologues et les hommes de l'Etat) principalement d'aménager l'industrie et d'organiser l'entreprise, la société « moderne » apparaît peu capable d'apporter à la problématique urbaine des solutions et d'agir autrement que par petites mesures techniques prolongeant l'état actuel. Partout, le rapport entre les trois niveaux analysés ci-dessus devient confus et conflictuel, l'élément dynamique de la contradiction changeant selon le contexte social et politique. Dans les pays dits « en voie de développement », la dissolution de la structure agraire pousse vers les villes des paysans dépossédés, ruinés, avides de changement; le bidonville les accueille et joue le rôle de médiateur (insuffisant) entre la campagne et la ville, la production agricole et l'industrie; il se consolide souvent et offre un succédané de vie urbaine, misérable et cependant intense, à ceux qu'il héberge. Dans d'autres pays, et notamment dans les pays socialistes, la croissance urbaine planifiée attire dans les villes la main-d'œuvre recrutée à la campagne, et

c'est le surpeuplement, la construction de quartiers ou « rayons » résidentiels dont le rapport avec la vie urbaine ne se discerne pas toujours. En résumé, une crise mondiale de l'agriculture et de la vie paysanne traditionnelle accompagne, sous-tend, aggrave une crise mondiale de la ville traditionnelle. Une mutation à l'échelle planétaire se produit. Le vieil « animal rural » et l'animal urbain (Marx), simultanément, disparaissent. Laissent-ils place à « l'homme »? C'est le problème essentiel. La difficulté majeure, théorique et pratique, vient de ce que l'urbanisation de la société industrialisée ne va pas sans l'éclatement de ce que nous appelons encore « ville ». La société urbaine se constituant sur les ruines de la ville, comment saisir les phénomènes dans leur ampleur, dans leurs contradictions multiples? C'est là le **point critique.** La distinction des trois niveaux (processus global d'industrialisation et d'urbanisation — société urbaine, plan spécifique de la ville — modalités de l'habiter et modulations du quotidien dans l'urbain) tend à s'effacer, comme s'efface la distinction ville-campagne. Et cependant cette différence des trois niveaux s'impose plus que jamais pour éviter confusion et malentendus, pour combattre les stratégies qui trouvent dans cette conjoncture une occasion favorable en dissolvant l'urbain dans la planification industrielle ou/et dans l'habitation.

Oui, cette ville qui traverse tant de vissicitudes et de métamorphoses, depuis ses noyaux archaïques qui suivirent de près le village, cette forme sociale admirable, cette œuvre par excellence de la praxis et de la civilisation, se défait et se refait sous nos yeux. La question du logement, son urgence dans les conditions de la croissance industrielle ont d'abord masqué et masquent encore les problèmes de la ville. Les tacticiens politiques, attentifs surtout à

l'immédiat, n'ont vu et n'y voient guère que cette question. Lorsque les problèmes d'ensemble ont émergé, sous le nom **d'urbanisme,** on les a subordonnés à l'organisation générale de l'industrie. Attaquée à la fois par en haut et par en bas, la ville s'aligne sur l'entreprise industrielle; elle figure dans la planification comme rouage; elle devient dispositif matériel propre à organiser la production, à contrôler la vie quotidienne des producteurs et la consommation des produits. Tombée au rang de moyen, elle étend la programmation du côté des consommateurs et de la consommation; elle sert à régler, à ajuster l'une sur l'autre la production des marchandises et la destruction des produits par l'activité dévorante dite « consommation ». Elle n'avait, elle n'a de sens que comme œuvre, comme fin, comme lieu de jouissance libre, comme domaine de la valeur d'usage; or on l'assujettit aux contraintes, aux impératifs de « l'équilibre » dans des conditions étroitement limitatives; elle n'est plus que l'instrument d'une organisation qui n'arrive d'ailleurs pas à se consolider en déterminant ses conditions de stabilité et d'équilibre, organisation selon laquelle des besoins individuels répertoriés et téléguidés se satisfont en anéantissant des objets répertoriés dont la probabilité de durée (l'obsolescence) est elle-même objet de science. Jadis, la Raison eut dans la Cité son lieu de naissance, son siège, son foyer. Face à la ruralité, à la vie paysanne en proie à la nature, à la terre sacralisée et pleine de forces obscures, l'urbanité s'affirmait raisonnable. Aujourd'hui, la rationalité passe (ou semble passer, ou prétend passer) loin de la ville, au-dessus d'elle, à l'échelle du territoire national ou du continent. Elle refuse la ville comme moment, comme élément, comme condition; elle ne l'admet que comme outil et dispositif. En France et ailleurs, le rationalisme

bureaucratique de l'Etat et celui de l'organisation industrielle appuyé par les exigences de la grande entreprise, vont dans le même sens. Simultanément, on impose un fonctionnalisme simplificateur et des cadres sociaux qui débordent l'urbain. Sous prétexte d'organisation, l'organisme disparaît, de sorte que l'organicisme venu des philosophes apparaît comme un modèle idéal. L'ordonnance des « zones » et des « aires » urbaines se réduit à une juxtaposition d'espaces, de fonctions, d'éléments sur le terrain. Secteurs et fonctions sont subordonnés étroitement aux centres de décision. L'homogénéité l'emporte sur les différences venues de la nature (site), de l'entourage paysan (territoire et terroir), de l'histoire. La ville, ou ce qui en reste, on la construit ou on la remanie, à l'instar d'une somme ou d'une combinatoire d'éléments. Or, dès que la combinatoire est conçue et perçue et prévue comme telle, les combinaisons se discernent mal; les différences tombent dans la perception de leur ensemble. De sorte que l'on a beau chercher rationnellement la diversité, une impression de monotonie recouvre ces diversités et l'emporte, qu'il s'agisse des logements, des immeubles, des centres dits urbains, des aires organisées. L'urbain, non pensé comme tel mais attaqué de face et de biais, corrodé, rongé, a perdu les traits et caractères de l'œuvre, de l'appropriation. Seules les contraintes se projettent sur le terrain, dans un état de dislocation permanente. Du côté de l'habitation, le découpage et l'agencement de la vie quotidienne, l'usage massif de l'automobile (moyen de transport « privé »), la mobilité (d'ailleurs freinée et insuffisante), l'influence des mass-media, ont détaché du site et du territoire les individus et les groupes (familles, corps organisés). Le voisinage s'estompe, le quartier s'effrite; les gens (les « habitants ») se déplacent dans un espace

qui tend vers l'isotopie géométrique, rempli de consignes et de signaux, où les différences qualitatives des lieux et instants n'ont plus d'importance. Processus inévitable de dissolution des anciennes formes, certes, mais qui produit la dérision, la misère mentale et sociale, la pauvreté de la vie quotidienne dès lors que rien n'a remplacé les symboles, les appropriations, les styles, les monuments, les temps et rythmes, les espaces qualifiés et différents de la ville traditionnelle. La société urbaine, par dissolution de cette ville soumise à des pressions qu'elle ne peut supporter, tend donc à se fondre d'une part dans l'aménagement planifié du territoire, dans le « tissu urbain » déterminé par les contraintes de la circulation, et d'autre part dans des unités d'habitation telles que les secteurs pavillonnaires et les « grands ensembles ». L'extension de la ville produisit la banlieue, puis la banlieue engloutit le noyau urbain. Les problèmes ont été inversés, quand ils ne sont pas méconnus. Ne serait-il pas plus cohérent, plus rationnel et plus agréable, d'aller travailler en banlieue et d'habiter la ville, plutôt que d'aller travailler en ville, tout en habitant dans une banlieue peu habitable? La gestion centralisée des « choses » et de la « culture » cherche à se passer de cet échelon intermédiaire, la ville. Bien plus : l'Etat, les centres de décision, les pouvoirs idéologiques, économiques et politiques, ne peuvent que considérer avec une méfiance accrue cette forme sociale qui tend vers l'autonomie, qui ne peut vivre que spécifiquement, qui s'interpose entre eux et « l'habitant », ouvrier ou non, travailleur productif ou non, mais homme et citoyen en même temps que citadin. La ville, pour le pouvoir, depuis un siècle, quelle est son essence? Elle fermente, pleine d'activités suspectes, de délinquances; c'est un foyer d'agitation. Pouvoir étatique et grands intérêts éco-

nomiques ne peuvent guère concevoir qu'une stratégie : dévaloriser, dégrader, détruire la société urbaine. Dans les processus en cours, il y a des déterminismes et il y a des stratégies, des spontanéités et des actes concertés. Les contradictions subjectives et idéologiques, les soucis « humanistes » gênent mais n'arrêtent pas ces actions stratégiques. La ville empêche les puissances de manipuler à leur gré les citadins-citoyens, individus, groupes, corps. Par conséquent, la crise de la ville se lie non pas à la rationalité comme telle, définissable en partant de la tradition philosophique; elle se relie à des formes déterminées de la rationalité : étatique, bureaucratique, économique ou plutôt « économiste », l'économisme étant une idéologie dotée d'un appareil. Cette crise de la ville s'accompagne un peu partout d'une crise des institutions urbaines (municipales) due à la double pression de l'Etat et de l'entreprise industrielle. Tantôt l'Etat, tantôt l'entreprise, tantôt les deux (rivaux, concurrents, mais souvent associés) tendent à accaparer les fonctions, attributs, prérogatives de la société urbaine. Dans certains pays capitalistes, l'entreprise « privée » laisse-t-elle à l'Etat, aux institutions, organismes « publics » autre chose que ce dont elle refuse de se charger parce que trop onéreux?

Et cependant, sur ce fondement qui s'ébranle, la société urbaine et « l'urbain » persistent et même s'intensifient. Les rapports sociaux continuent à se complexifier, à se multiplier, à s'intensifier, à travers les contradictions les plus douloureuses. La forme de l'urbain, sa raison suprême, à savoir la simultanéité et la rencontre, ne peuvent disparaitre. La réalité urbaine, au sein même de sa dislocation, persiste et se densifie dans les centres de décision et d'information. Les habitants (lesquels? aux enquêtes et enquêteurs de le trouver!) reconstituent des centres, utilisent des lieux pour restituer, même dérisoires, les rencontres. L'usage (la valeur d'usage) des lieux, des monuments, des différences, échappe aux exigences de l'échange, de la valeur d'échange. C'est un grand jeu qui se joue sous nos yeux, avec des épisodes divers dont le sens n'apparait pas toujours. La satisfaction de besoins élémentaires n'arrive pas à tuer l'insatisfaction des désirs fondamentaux (ou du désir fondamental). En même temps que lieu des rencontres, convergence des communications et informations, l'urbain devient ce qu'il fut toujours : lieu du désir, déséquilibre permanent, siège de la dissolution des normalités et contraintes, moment du ludique et de l'imprévisible. Ce moment va jusqu'à l'implosion-explosion des violences latentes sous les terribles contraintes d'une rationalité qui s'identifie elle-même avec l'absurdité. De cette situation naît la contradiction critique : tendance à la destruction de la ville, tendance à l'intensification de l'urbain et de la problématique urbaine.

Cette analyse critique appelle un complément décisif. Attribuer la crise de la ville à la rationalité bornée, au productivisme, à l'économisme, à la centralisation planificatrice soucieuse avant tout de croissance, à la bureaucratie de l'Etat et de l'entreprise, ce n'est pas faux. Pourtant, ce point de vue ne dépasse pas complètement l'horizon du rationalisme philosophique le plus classique, celui de l'humanisme libéral. Il faut qu'il aille plus loin, celui qui veut proposer la forme d'une société urbaine nouvelle en fortifiant ce germe, « l'urbain », qui se maintient dans les fissures de l'ordre planifié et programmé. Si l'on veut concevoir un « homme urbain » qui ne ressemble plus aux imageries de l'humanisme classique, l'élaboration théorique se doit d'affiner les concepts. Jusqu'à ce jour, dans la théorie comme dans la pratique, le double

processus de l'industrialisation et de l'urbanisation n'a pas été maîtrisé. L'enseignement de Marx et de la pensée marxiste, incomplet, a été méconnu. Pour Marx lui-même, l'industrialisation avait en elle-même sa finalité, son sens. Ce qui a donné lieu par la suite à la dissociation de la pensée marxiste en économisme et en philosophisme. Marx n'a pas montré (en son temps, il ne le pouvait pas) que l'urbanisation et l'urbain contiennent **le sens** de l'industrialisation. Il n'a pas vu que la production industrielle impliquait l'urbanisation de la société, et que la maîtrise des potentialités de l'industrie exigeait des connaissances spécifiques concernant l'urbanisation. La production industrielle, après une certaine **croissance,** produit l'urbanisation; elle en fournit les conditions, elle en ouvre les possibilités. La problématique se déplace et devient celle du **développement** urbain. Les ouvrages de Marx (et notamment **le Capital**) contenaient de précieuses indications sur la ville et particulièrement sur les rapports historiques entre ville et campagne. Ils ne posent pas le problème urbain. Au temps de Marx, seul le problème du logement se posa, étudié par Engels. Or le problème de la ville déborde immensément celui du logement. Les limites de la pensée marxiste n'ont guère été comprises. Partisans comme adversaires ont jeté le trouble en assimilant mal les principes méthodologiques et théoriques de cette pensée. Ni la critique de droite ni la critique de gauche n'en ont marqué l'acquis et les bornes. Ces bornes n'ont pas encore été franchies par un dépassement qui ne rejette pas mais approfondisse l'acquis. Le sens implicite de l'industrialisation a donc été mal explicité. Ce processus, dans la réflexion théorique, n'a pas reçu son sens. Bien plus : on a cherché le sens ailleurs, ou bien on a abandonné le sens et la recherche du sens.

La « socialisation de la société » mal comprise par les réformistes a barré la route à la transformation urbaine (dans, par, pour la ville). On n'a pas compris que cette socialisation a pour essence l'urbanisation. Qu'a-t-on « socialisé »? Des signes, en les livrant à la consommation : les signes de la ville, de l'urbain, de la vie urbaine, comme les signes de la nature et de la campagne, comme ceux de la joie et du bonheur, sans qu'une pratique sociale effective fasse entrer « l'urbain » dans le quotidien. La vie urbaine n'entre dans les besoins qu'à reculons, à travers la pauvreté des besoins sociaux de la « société socialisée », à travers la consommation quotidienne et ses propres signes dans la publicité, la mode, l'esthétisme. Ainsi se conçoit, à ce nouveau moment de l'analyse, le mouvement dialectique qui emporte les formes et les contours, les déterminismes et les contraintes, les servitudes et les appropriations vers un horizon trouble.

La vie urbaine, la société urbaine et « l'urbain », détachés par une certaine pratique sociale (dont l'analyse continuera) de leur base morphologique à moitié ruinée, cherchant une nouvelle base, ainsi se présentent les alentours du point critique. « L'urbain » ne peut se définir ni comme attaché à une morphologie matérielle (sur le terrain, dans le pratico-sensible) ni comme pouvant s'en détacher. Ce n'est pas une essence intemporelle, ni un système parmi les systèmes ou au-dessus des autres systèmes. C'est une forme mentale et sociale, celle de la simultanéité, du rassemblement, de la convergence, de la rencontre (ou plutôt des rencontres). C'est une **qualité** qui naît de quantités (espaces, objets, produits). C'est une **différence** ou plutôt un ensemble de différences. « L'urbain » contient le sens de la production industrielle, comme **l'appropriation** contient le sens de la

domination technique sur la nature, celle-ci glissant dans l'absurde sans celle-là. C'est un **champ** de rapports comprenant notamment le rapport du temps (ou des temps; rythmes cycliques et durées linéaires) avec l'espace (ou les espaces : isotopies-hétérotopies). En tant que lieu du désir et lien des temps, l'urbain pourrait se présenter comme **signifiant** dont nous cherchons en cet instant les **signifiés** (c'est-à-dire les « réalités » pratico-sensibles qui permettraient de le réaliser dans l'espace, avec une base morphologique et matérielle adéquate).

Faute d'une élaboration théorique suffisante, le double processus (industrialisation-urbanisation) a été scindé et ses aspects séparés, donc voués à l'absurde. Saisi par une rationalité plus haute (dialectique), conçu dans sa dualité et ses contradictions, ce processus ne saurait laisser de côté **l'urbain.** Bien au contraire : **il le comprend.** Ce n'est donc pas la raison qu'il convient d'incriminer, mais un certain rationalisme, une rationalité bornée et les limites de cette rationalité. Le monde de la marchandise a sa logique immanente, celle de l'argent et de la valeur d'échange généralisée sans limites. Une telle forme, celle de l'échange et de l'équivalence, n'a qu'indifférence vis-à-vis de la forme urbaine; elle réduit la simultanéité et les rencontres à celle des échangistes, et le lieu de rencontre à celui où se conclut le contrat ou quasi-contrat d'échange équivalent : au marché. La société urbaine, ensemble d'actes se déroulant dans le temps, privilégiant un espace (site, lieu) et privilégiés par lui, tour à tour signifiants et signifiés, a une logique différente de celle de la marchandise. C'est un autre monde. L'urbain se fonde sur la valeur d'usage. Le conflit ne peut s'éviter. Au surplus, la rationalité économiste et productiviste, qui cherche à pousser au-delà de toute limitation la production de produits (d'objets échangeables, de valeur d'échange) en supprimant **l'œuvre,** cette rationalité productiviste se donne pour connaissance, alors qu'elle contient une composante idéologique liée à son essence même. Peut-être n'est-elle qu'idéologie, valorisant les contraintes, celles qui viennent des déterminismes existants, celles de la production industrielle et du marché des produits, celles qui viennent de son fétichisme du programme. Ces contraintes réelles, l'idéologie les fait passer pour rationnelles. Une telle rationalité n'a rien d'inoffensif. Le pire danger qu'elle recèle provient de ce qu'elle se veut et se dit **synthétique.** Elle prétend aboutir à la synthèse et former des « hommes de synthèse » (soit à partir de la philosophie, soit à partir d'une science, soit enfin à partir d'une recherche « interdisciplinaire »). Or, c'est là une illusion idéologique. Qui a **droit de synthèse?** Certainement pas un fonctionnaire de la synthèse, accomplissant cette fonction de façon garantie par les institutions. Certainement pas celui qui extrapole à partir d'une analyse ou de plusieurs analyses. Seule la capacité pratique de réalisation a le droit de rassembler les éléments théoriques de la synthèse, en l'effectuant. Est-ce le rôle de la puissance politique? Peut-être, mais pas de n'importe quelle force politique : pas de l'Etat politique comme institution ou somme d'institutions, pas des hommes de l'Etat comme tel. Seul l'examen critique des stratégies permet de répondre à cette interrogation. **L'urbain** ne peut se confier qu'à une stratégie mettant au premier plan la problématique de l'urbain, l'intensification de la vie urbaine, la réalisation effective de la société urbaine (c'est-à-dire de sa base morphologique, matérielle, pratico-sensible).

SUR LA FORME URBAINE

L'ambiguïté (ou plus exactement la **polysémie,** la pluralité des significations) de ce terme, la « forme », a déjà été signalée. Il n'en était guère besoin. Elle saute aux yeux. Elle ne le cède en rien à la polysémie des termes « fonction », « structure », etc. Toutefois, on ne peut en rester là et accepter cette situation. Que de gens croient avoir tout dit et tout résolu lorsqu'ils emploient un de ces mots-fétiches! La pluralité et la confusion des sens servent l'absence de pensée et la pauvreté qui se prend pour richesse.

Pour élucider la signification du terme, il n'y a qu'une voie : partir de son acception la plus abstraite. Seule l'abstraction scientifique, distinguée de l'abstraction verbale et sans contenu, opposée à l'abstraction spéculative, permet des définitions transparentes. Pour définir la forme, c'est donc de la logique formelle et des structures logico-mathématiques qu'il faut partir. Non pas pour les isoler et les fétichiser, mais au contraire pour surprendre leur rapport avec le « réel ». Ceci ne va pas sans quelques difficultés ni sans inconvénients. La transparence et la clarté de l'abstraction « pure » ne sont pas accessibles à tous. La plupart des gens, par rapport à cette lumière de l'abstraction, se comportent en aveugles ou en myopes. Pour saisir l'abstrait, une « culture » est nécessaire, et bien plus encore pour atteindre les frontières inquiétantes qui distinguent et unissent à la fois le concret et l'abstrait, la connaissance et

l'art, les mathématiques et la poésie. Pour élucider la signification du mot « forme », l'on va donc se trouver renvoyé à une théorie très générale, très abstraite, la **théorie des formes,** proche d'une théorie philosophique de la connaissance, prolongeant une telle théorie et cependant très différente, puisque d'une part elle désigne ses propres conditions historiques et « culturelles » et que d'autre part elle s'appuie sur de difficiles considérations logico-mathématiques.

Procédant par paliers, on va d'abord examiner une « forme » socialement reconnue, par exemple le **contrat.** Il y a une grande diversité de contrats : le contrat de mariage, le contrat de travail, le contrat de vente et d'achat, etc. Les contenus des actes sociaux définis comme contractuels sont donc très différents. Tantôt il s'agit de réglementer les rapports entre deux individus de sexe différent (le rapport sexuel passant au second plan dans sa réglementation sociale, qui porte sur les biens et la transmission des biens, sur les enfants et l'héritage). Tantôt il s'agit de régler les relations entre deux individus différents par le statut social et même par la classe sociale : l'employeur et l'employé, le patron et l'ouvrier. Tantôt il s'agit de soumettre à une régularité sociale le rapport entre le vendeur et l'acheteur, etc. Toutefois, ces situations particulières ont un trait commun : **la réciprocité** dans l'engagement constitué et institué socialement. Chacun s'engage vis-à-vis de l'autre à accomplir une certaine sorte d'actions stipulées explicitement ou implicitement. On sait d'ailleurs que cette réciprocité comporte une part de fiction ou plutôt qu'aussitôt conclue elle se révèle fictive, pour autant qu'elle ne tombe pas dans la stipulation contractuelle et sous le coup de la loi. La réciprocité sexuelle entre les époux devient fiction sociale

et morale (le « devoir conjugal »). La réciprocité d'engagement entre le patron et l'ouvrier ne les établit que fictivement sur le même plan. Et ainsi de suite. Cependant ces fictions ont une existence et une influence sociales. Elles sont les contenus divers d'une **forme** juridique générale, sur laquelle opèrent les juristes et qui entre dans une **codification** des rapports sociaux : le code civil.

Il en va de même pour la pensée réfléchissante. La réflexion a des contenus extrêmement divers : objets, situations, activités. De cette diversité émergent quelques domaines plus ou moins fictifs ou réels : science, philosophie, art, etc. Ces objets multiples, ces domaines en nombre assez petit, relèvent d'une formulation, la logique. La réflexion se codifie par la forme commune à tous les contenus, qui naît de leurs différences.

La forme se dégage du contenu ou plutôt des contenus. Ainsi libérée, elle émerge pure et transparente : intelligible. Et d'autant plus intelligible qu'elle est plus décantée de contenus, plus « pure ». Mais voici le paradoxe. Alors et ainsi, dans sa pureté, elle n'a pas d'existence. Elle n'est pas réelle, elle n'est pas. En se dégageant du contenu, la forme se dégage du concret. Sommet ou cime du réel, clef du réel (de sa pénétration par la connaissance, de l'action qui le modifie) elle se situe hors de lui. Depuis deux mille ans, les philosophes essaient de comprendre.

La philosophie cependant apporte les éléments théoriques de cette connaissance. La démarche procède en plusieurs temps, avec un objectif stratégique. Il convient de saisir, à travers le mouvement de la réflexion qui purifie les formes et sa propre forme, qui codifie et qui formalise, le mouvement inhérent et dissimulé du rapport entre la forme et le contenu. Pas de forme sans contenu. Pas de contenu sans

forme. Ce qui s'offre à l'analyse, c'est toujours une **unité** de la forme et du contenu. L'analyse brise l'unité. Elle fait apparaître la pureté de la forme, et la forme renvoie au contenu. L'unité, indissoluble et cependant brisée par l'analyse, est conflictuelle (dialectique). Tour à tour la pensée se renvoie de la forme transparente à l'opacité des contenus, de la substantialité de ces contenus à l'inexistence de la forme « pure », dans un mouvement sans repos sinon momentané. Cependant, d'un côté la réflexion tend à dissocier les formes (et sa propre forme logique) des contenus, en constituant des « essences » absolues, en instituant le règne des essences. Et d'un autre côté, la pratique, l'empirisme, tendent à constater des contenus, à se contenter du constat, à séjourner dans l'opacité des contenus divers, acceptés dans leurs différences. Pour la raison dialectique, les contenus débordent la forme et la forme donne accès aux contenus. La forme mène ainsi une « existence » double. Elle est et n'est pas. Elle n'a de réalité que dans les contenus, et cependant elle s'en dégage. Elle a une existence mentale et une existence sociale. Le contrat, mentalement, se définit par une forme bien proche de la logique : la réciprocité. Socialement, cette forme règle d'innombrables situations et activités; elle leur confère une structure, elle les maintient et même les valorise, comportant comme forme une évaluation et entraînant un « consensus ». Quant à la forme logico-mathématique, son existence mentale est évidente. Il est moins évident qu'elle comporte une fiction : l'homme théorique, désincarné, purement réfléchissant. Quant à son existence sociale, il conviendrait de la montrer longuement. A cette forme, en effet, s'attachent de multiples activités sociales : dénombrer, délimiter, classer (les objets,

les situations, les activités), organiser rationnellement, prévoir et planifier et même programmer.

La réflexion qui prolonge (en termes nouveaux) la longue méditation et la problématique des philosophes, peut élaborer **un tableau des formes.** C'est une sorte de grille pour déchiffrer les rapports entre le réel et la pensée. Ce tableau (provisoire, révisible) va du plus abstrait au plus concret, et par conséquent du moins immédiat au plus immédiat. Chaque forme se présente dans sa double existence, mentale et sociale.

A. FORME LOGIQUE

Mentalement : c'est le principe d'identité : A ≡ A. C'est l'essence vide, sans contenu. Dans la pureté absolue, c'est la transparence suprême (difficile à saisir, car la réflexion ne peut ni la tenir ni s'y maintenir et cependant elle a dans la **tautologie** son point de départ et de retour). Cette tautologie, en effet, est ce qu'il y a de commun à toutes les propositions qui n'ont d'ailleurs rien de commun l'une avec l'autre par le contenu, par le désigné (designatum, dénoté). Cette tautologie A ≡ A est le centre vidé de substance de tous les énoncés, de toutes les propositions, comme l'a montré Wittgenstein.

Socialement : L'entente et les conventions d'entente en deçà et au-delà des malentendus. La possibilité impossible à rendre effective de s'arrêter pour tout définir, tout dire et s'entendre sur les règles de l'entente. Mais aussi le verbalisme, le verbiage, les répétitions, la pure parlerie. Mais encore les pléonasmes, les cercles vicieux, les tourniquets (y compris les grands pléonasmes sociaux, par exemple la bureaucratie qui engendre la bureaucratie pour maintenir la forme bureaucratique — les logiques sociales

qui tendent à leur pur maintien jusqu'à détruire leur contenu et se détruire ainsi en montrant leur vide).

B. FORME MATHEMATIQUE

Mentalement : l'identité et la différence, l'égalité dans la différence. Le dénombrement (des éléments d'un ensemble, etc.). L'ordre et la mesure.

Socialement : les répartitions et classements (dans l'espace généralement privilégié à ce titre, mais aussi dans le temps). L'ordonnancement. La quantification et la rationalité quantitative. L'ordre et la mesure se subordonnant les désirs et le désir, la qualité et les qualités.

C. FORME DU LANGAGE

Mentalement : la cohérence, la capacité d'articuler des éléments distincts, de leur confier des significations et des sens, d'émettre et de décrypter des messages selon des conventions codées.

Socialement : la cohésion des rapports, leur subordination aux exigences et contraintes de la cohésion, la ritualisation des rapports, leur formalisation et codification.

D. FORME DE L'ECHANGE

Mentalement : la confrontation et la discussion, la comparaison et la péréquation (des activités, des besoins, des produits du travail, etc.), bref **l'équivalence.**

Socialement : la valeur d'échange, la forme de la marchandise (dégagée, formulée, formalisée par Marx dans le Chapitre I du **Capital,** avec référence implicite à la logique formelle et au formalisme logico-mathématique).

E. FORME CONTRACTUELLE

Mentalement : la réciprocité.

Socialement : la codification des rapports sociaux basés sur un engagement mutuel.

F. FORME DE L'OBJET (pratico-sensible)

Mentalement : l'équilibre interne perçu et conçu comme propriété « objective » (ou « objectale) de chaque objet et de tous. La **symétrie.**

Socialement : l'attente de cet équilibre et de cette symétrie, exigée des objets ou démentie par eux (en comprenant parmi ces objets, les « êtres » vivants et pensants, ainsi que les objets sociaux tels que les maisons, les édifices, ustensiles, instruments, etc.).

G. FORME SCRIPTURAIRE

Mentalement : la récurrence, la fixation synchronique de ce qui s'est déroulé dans le temps, le retour en arrière et la remontée le long du devenir fixé.

Socialement : l'accumulation dans le temps sur la « base » de la fixation et de la conservation de l'acquis, la contrainte de l'écrit et des écritures, la terreur devant l'Ecrit et la lutte de l'Esprit contre la Lettre, de la Parole contre l'Inscrit et le Prescrit, du Devenir contre l'immuable et le figé (le réifié).

H. FORME URBAINE

Mentalement : la simultanéité (des événements, des perceptions, des éléments d'un ensemble dans le « réel »).

Socialement : la rencontre et le rassemblement de ce qui existe aux alentours, dans « l'environnement » (biens et produits, actes et activités, richesses) et par conséquent la société urbaine comme lieu socialement privilégié, comme sens des activités (productrices et consommatrices), comme rencontre de l'œuvre et du produit.

Nous laisserons de côté la **répétition** que certains (parmi lesquels Nietzsche) ont considérée comme forme suprême, comme forme existentielle ou forme de l'existence.

Il est presque évident que dans la société dite moderne, la simultanéité s'intensifie, se densifie, et que les capacités de la rencontre et du rassemblement se raffermissent. Les communications s'accélèrent jusqu'à la quasi-**instantanéité.** Les informations affluent et se diffusent à partir de cette **centralité,** ascendantes ou descendantes. C'est là un aspect déjà souligné de « la socialisation de la société » (réserves faites sur le caractère « réformiste » de cette formulation connue).

Il est tout aussi évident que dans ces mêmes conditions la dispersion grandit : division du travail poussée jusqu'aux dernières conséquences, ségrégation des groupes sociaux, séparations matérielles et spirituelles. Ces dispersions ne se conçoivent et ne s'apprécient que **par référence** à la forme de la simultanéité. Sans cette forme, la dispersion et la séparation sont purement et simplement aperçues, acceptées, entérinées comme des faits. Ainsi la forme permet de désigner le contenu ou plutôt les contenus. Le mouvement dans son émergence fait apparaître un mouvement caché, le mouvement dialectique (conflictuel) du contenu et de la forme urbaine : la problématique. La forme dans laquelle s'inscrit cette problématique pose des questions qui en font partie. Devant qui et pour qui s'établit la simultanéité, le rassemblement des contenus de la vie urbaine?

L'ANAYSE SPECTRALE

En fait la rationalité que nous voyons en action dans la pratique (y compris l'urbanisme appliqué), cette rationalité limitée s'exerce surtout selon les modalités d'une intelligence analytique très poussée, très armée, dotée de grands moyens de pression. Cet intellect analytique se revêt des privilèges et prestiges de la synthèse; il dissimule ainsi ce qu'il recouvre : les stratégies. On peut lui imputer le souci péremptoire du fonctionnel, ou plutôt de **l'unifonctionnel** ainsi que la subordination des détails minutieusement comptabilisés à la représentation d'une globalité sociale. Ainsi disparaissent les **médiations** entre l'ensemble idéologique donné pour rationnel (techniquement ou économiquement) et les mesures détaillées, objets de tactique et de prévision. Cette mise entre parenthèses des médiations théoriques et pratiques, sociales et mentales, ne manque pas d'humour noir dans une société où les intermédiaires (commerçants, financiers, publicitaires, etc.) détiennent d'immenses privilèges. L'un couvre l'autre! Ainsi se creuse un goufre entre le global (qui plane au-dessus du vide) et le partiel, manipulé, réprimé, sur quoi pèsent les institutions.

Ce que nous mettons en question ici, ce n'est pas une « globalité » incertaine, c'est une **idéologie** et c'est la **stratégie** de classe qui utilise et soutient cette idéologie. A l'usage mentionné de l'intelligence analytique se rattachent aussi bien l'extrême parcel-

larisation du travail et la spécialisation poussée jusqu'aux dernières limites (y compris les études spécialisées des urbanistes) que la projection sur le terrain, après une sorte d'analyse « spectrale », des éléments de la société. La **ségrégation** doit être mise en lumière, avec ses trois aspects, tantôt simultanés, tantôt successifs : **spontané** (venant des revenus et des idéologies) — **volontaire** (établissant des espaces séparés) — **programmé** (sous couleur d'aménagement et de plan).

Incontestablement, de fortes tendances s'opposent dans tous les pays aux tendances ségrégationnistes. L'on ne peut affirmer que la ségrégation des groupes, des ethnies, des strates et classes sociales provient d'une stratégie constante et uniforme des pouvoirs, ni qu'il faille voir en elle la projection efficace des institutions, la volonté des dirigeants. Bien plus, des volontés, des actions concertées, tentent de la combattre. Et cependant, là même où la séparation des groupes sociaux n'apparaît pas avec une évidence criante sur le terrain, une pression en ce sens et des traces de ségrégation apparaissent à l'examen. Le cas-limite, le résultat dernier, c'est le ghetto. Observons qu'il y a plusieurs ghettos et types de ghetto : ceux des juifs et ceux des noirs, mais aussi ceux des intellectuels ou des ouvriers. Les quartiers résidentiels, à leur manière, sont les ghettos; les gens de haut standing par les revenus ou le pouvoir en viennent à s'isoler eux-mêmes dans des ghettos de la richesse. Le loisir a ses ghettos. Là où une action concertée a essayé de brasser les couches sociales et les classes, une décantation spontanée les sépare vite. Le phénomène de la ségrégation doit s'analyser selon divers indices et critères :**écologiques** (bidonvilles, taudis, pourrissement du cœur de la ville), **formels** (détérioration des signes et significations de

la ville, dégradation de « l'urbain » par dislocation de ses éléments architecturaux), **sociologiques** (niveaux de vie et modes de vie, ethnies, cultures et sub-cultures, etc.).

Les tendances anti-ségrégationnistes seraient plutôt idéologiques. Elles tiennent tantôt à l'humanisme libéral, tantôt à la philosophie de la ville, considérée comme « sujet » (communauté, organisme social). Malgré les bonnes intentions humanistes et les bonnes volontés philosophiques, la **pratique** va vers la ségrégation. Pourquoi? Pour des raisons théoriques et en vertu de causes sociales et politiques. Sur le plan théorique, la pensée analytique sépare, découpe. Elle échoue quand elle veut atteindre une synthèse. Socialement et politiquement, les stratégies de classes (inconscientes ou conscientes) visent la ségrégation.

Les pouvoirs publics, dans un pays démocratique, ne peuvent publiquement décréter la ségrégation comme telle. Ils adoptent donc souvent une idéologie humaniste qui se change en utopie au sens le plus désuet, quand ce n'est pas en démagogie. La ségrégation l'emporte jusque dans les secteurs de la vie sociale que ces pouvoirs publics régissent, plus ou moins facilement, plus ou moins profondément, mais toujours.

L'Etat et l'Entreprise, disons-nous, s'efforcent d'absorber la ville, de la supprimer comme telle. L'Etat procède plutôt par en haut et l'Entreprise par en bas (en assurant l'habitation et la fonction d'habiter dans les cités ouvrières et les ensembles qui dépendent d'une « société », en assurant aussi les loisirs, voire la culture et la « promotion sociale »). L'Etat et l'Entreprise, malgré leurs différences et parfois leurs conflits, convergent vers la ségrégation.

Laissons ouverte la question de savoir si les formes politiques de l'Etat (capitaliste, socialiste, transitoire, etc.) engendrent des stratégies différentes vis-à-vis de la ville. N'essayons pas pour l'instant de savoir où, comment, chez qui et avec qui s'élaborent ces stratégies. Nous constatons des stratégies, en les observant comme des orientations significatives. Les ségrégations qui détruisent morphologiquement la ville et menacent la vie urbaine ne peuvent passer pour l'effet ni de hasards, ni de conjonctures locales. Contentons-nous d'indiquer que le caractère **démocratique** d'un régime se discerne à son attitude envers la ville, les « libertés » urbaines, la réalité urbaine, et par conséquent envers la **ségrégation.** Parmi les critères à retenir, ne serait-ce pas l'un des plus importants? Pour ce qui regarde la ville et sa problématique, il est essentiel. Encore faut-il distinguer entre le pouvoir politique et les pressions sociales, qui peuvent anéantir les effets de la volonté (bonne ou mauvaise) des politiques. En ce qui concerne l'Entreprise, laissons également la question ouverte. Quels sont les rapports entre la rationalité en général (idéologie et pratique), entre la planification (générale et urbaine) d'une part, et d'autre part la gestion rationnelle des grandes entreprises? Emettons cependant une hypothèse, une direction de recherche. La rationalité de l'entreprise implique toujours une analyse poussée à l'extrême des travaux, des opérations, des enchaînements. De plus, les raisons et causes d'une stratégie de classe jouent à plein dans l'entreprise capitaliste. Il y a donc une très forte probabilité pour que l'entreprise comme telle aille dans le sens de la ségrégation extrême, pour qu'elle agisse en ce sens et intervienne dans la pression sociale quand ce n'est pas dans la décision.

L'Etat et l'Entreprise cherchent à accaparer les fonctions urbaines, à les assumer et à les assurer en

détruisant la forme de l'urbain. Le peuvent-ils? Ces objectifs stratégiques n'excèdent-ils pas leurs forces, conjuguées ou non? Des investigations sur ce point auraient le plus grand intérêt. La crise de la ville, dont se découvrent peu à peu les conditions et modalités, ne va pas sans une crise des institutions à l'échelle de la ville, de la juridiction et de l'administration urbaines. Ce qui relevait du niveau propre de la ville (municipalité, dépenses et investissements locaux, écoles et programmes scolaires, universités, etc.) passant de plus en plus sous contrôle de l'Etat et s'institutionnalisant dans le cadre global, la ville tend à disparaître comme institution spécifique. Ce qui l'abolit comme œuvre de groupes originaux, eux-même spécifiques. Pourtant (mais cela reste à prouver par des recherches de sociologie juridique, économique, administrative, culturelle), les instances et pouvoirs supérieurs peuvent-ils se passer de ce relais, de cette médiation, la ville? Peuvent-ils abolir l'urbain? C'est à ce niveau que la vie quotidienne, régie par des institutions qui la réglementent d'en haut, consolidée et agencée par de multiples contraintes, se constitue. La rationalité productiviste qui tend à supprimer la ville au niveau de la planification générale, la retrouve sur le plan de la consommation organisée et contrôlée, du marché surveillé. Après l'avoir écartée au niveau des décisions globales, les pouvoirs la reconstituent au niveau des exécutions, des applications. Il en résulte — pour autant que l'on puisse comprendre la situation en France et ailleurs — un invraisemblable enchevêtrement de mesures (toutes raisonnables), de règlements (tous très élaborés), de contraintes (toutes motivées). Le fonctionnement de la rationalité bureaucratique s'embrouille dans ses présuppositions et conséquences; elles le débordent et lui échappent. Conflits et contradictions

renaissent foisonnants des activités « structurantes » et des actions « concertées » destinées à les supprimer. Ici, sur le terrain, se rend manifeste l'absurdité du rationalisme limité (borné) de la bureaucratie et de la technocratie. Ici se saisit la fausseté de l'illusoire identification entre le rationnel et le réel dans l'Etat, et la véritable identité entre l'absurde et un certain rationalisme autoritaire.

La ville et l'urbain, à notre horizon, se profilent comme objets virtuels, comme projets d'une reconstitution synthétique. L'analyse critique constate l'échec d'une pensée analytique et non critique. De la ville, de l'urbain, que retient cette pratique analytique dont l'on peut constater les résultats sur le terrain? Des aspects, des éléments, des fragments. Elle met sous les yeux le spectre, l'analyse spectrale de la ville. Lorsque nous parlons **d'analyse spectrale,** que l'on prenne ces mots dans une acception quasiment littérale, et non pas comme une métaphore. Devant les yeux, sous nos regards, nous avons le « spectre » de la ville, celui de la société urbaine et peut-être de la société tout court. Si le spectre du communisme ne hante plus l'Europe, l'ombre de la ville, le regret de ce qui mourut parce qu'on le tua, le remords peut-être, ont remplacé l'ancienne hantise. L'image de l'enfer urbain qui se prépare n'est pas moins fascinante, et les gens se ruent vers les ruines des villes anciennes pour les consommer touristiquement, en croyant guérir leur nostalgie. Devant nous, comme un spectacle (pour spectateurs « inconscients » de ce qu'ils ont devant leur « conscience ») voici les éléments de la vie sociale et de l'urbain, dissociés, inertes. Voici des « ensembles » sans adolescents, sans personnes âgées. Voici des femmes somnolentes pendant que les hommes vont travailler au loin et rentrent harassés. Voici des secteurs pavillonnaires

qui forment un microcosme et cependant restent urbains parce qu'ils dépendent des centres de décision et que chaque foyer a la télévision. Voici une vie quotidienne bien découpée en fragments : travail, transport, vie privée, loisirs. La séparation analytique les a isolés comme des ingrédients et des éléments chimiques, comme des matériaux bruts (alors qu'ils résultent d'une longue histoire et qu'ils impliquent une appropriation de la matérialité). Ce n'est pas fini. Voici l'être humain démembré, dissocié. Voici les sens, l'odorat, le goût, la vue, le toucher, l'ouïe, les uns atrophiés, les autres hypertrophiés. Voici, fonctionnant séparément, la perception, l'intelligence, la raison. Voici la parole et le discours, l'écrit. Voici la quotidienneté et la fête, celle-ci moribonde. De toute évidence, de toute urgence, impossible de s'en tenir là. La **synthèse** s'inscrit donc à l'ordre du jour, à l'ordre du siècle. Mais cette synthèse, à l'intellect analytique, n'apparaît que comme **combinatoire** des éléments séparés. Or la combinaison n'est pas, n'est jamais synthèse. La ville et l'urbain ne se recomposent pas à partir des signes de la ville, des sémantèmes de l'urbain, et cela bien que la ville soit un ensemble signifiant. La ville n'est pas seulement un langage, mais une pratique. Personne donc, et nous ne craignons pas de le répéter en le soulignant, n'est habilité à prononcer cette synthèse, à l'annoncer. Pas plus le sociologue ou « l'animateur » que l'architecte, l'économiste, le démographe, le linguiste, le sémiologue. Personne n'en a ni le pouvoir ni le droit. Seul le philosophe aurait peut-être ce droit, si la philosophie au cours des siècles n'avait démontré son incapacité à atteindre des totalités concrètes (bien qu'elle ait toujours visé la totalité et posé les questions globales et générales). Seule une **praxis,** dans des conditions à déterminer, peut prendre en charge la

possibilité et l'exigence d'une synthèse, l'orientation vers cet objectif : le rassemblement de ce qui se donne dispersé, dissocié, séparé, et cela dans la forme de la simultanéité et des rencontres.

Voici donc devant nos yeux, projetés séparément sur le terrain, les groupes, les ethnies, les âges et les sexes, les activités, les travaux, les fonctions, les connaissances. Voici tout ce qu'il faut pour créer un monde, la société urbaine ou « l'urbain » développé. Mais ce monde est absent, cette société n'est devant nous qu'à l'état de virtualité. Elle risque de périr en germe. Dans les conditions existantes, elle meurt avant de naître. Les conditions qui font surgir les possibilités peuvent aussi les maintenir à l'état virtuel, dans la présence-absence. Ne serait-ce pas la racine du drame, le point d'émergence des nostalgies? L'urbain obsède ceux qui vivent dans le manque, dans la pauvreté, dans la frustration des possibles qui restent seulement des possibles. Ainsi l'intégration et la participation obsèdent les non-participants, les non-intégrés, ceux qui survivent parmi les fragments de la société possible et les ruines du passé : exclus de la ville, aux portes de « l'urbain ».

Le chemin parcouru se jalonne de contradictions entre le total (global) et le partiel, entre l'analyse et la synthèse. En voici une nouvelle qui se découvre, haute et profonde. Elle n'intéresse plus la théorie mais la pratique. Une même **pratique sociale,** celle de la société actuelle (en France, deuxième moitié du XX[e] siècle) offre à l'analyse critique un double caractère qui ne peut se réduire à une opposition signifiante, encore qu'elle signifie.

D'une part, cette pratique sociale est **intégrative.** Elle cherche à intégrer ses éléments et aspects en un tout cohérent. L'intégration s'accomplit à différents niveaux, selon des modalités diverses : par le

marché, dans le « monde de la marchandise », autrement dit par la consommation et par l'idéologie de la consommation — par la « culture », posée comme unitaire et globale — par les « valeurs » y compris l'art — par l'action de l'Etat, y compris la conscience nationale, celle des options et stratégies politiques à l'échelle du pays. Cette intégration vise d'abord la classe ouvrière mais aussi l'intelligentsia et les intellectuels, la pensée critique (sans exclure le marxisme). L'urbanisme pourrait bien devenir essentiel à cette pratique intégrative.

En même temps, cette société pratique la **ségrégation.** La même rationalité qui se veut globale (organisatrice, planificatrice, unitaire et unifiante) se concrétise au niveau analytique. Elle projette sur le terrain la séparation. Elle tend (comme aux Etats-Unis) à se composer de ghettos ou de parkings, celui des ouvriers, celui des intellectuels, celui des étudiants (le campus), celui ou ceux des étrangers, et ainsi de suite, sans oublier le ghetto des loisirs ou de la « créativité », réduite à la miniaturisation et au bricolage. Ghetto dans l'espace et ghetto dans le temps. Dans la représentation urbanistique, le terme « zoning » implique déjà séparation, ségrégation, isolement dans les ghettos aménagés. Le fait devient rationalité dans le projet.

Cette société se veut et se voit **cohérente.** Elle poursuit la cohérence, liée à la rationalité à la fois comme caractéristique de l'action efficace (organisatrice), comme valeur et critère. L'idéologie de la cohérence révèle à l'examen une incohérence cachée et cependant criante. La cohérence, ne serait-ce pas l'obsession d'une société incohérente, qui cherche sa voie vers la cohérence en voulant s'arrêter dans la situation conflictuelle, démentie, née comme telle?

Ce n'est pas la seule obsession. **L'intégration** devient aussi un thème obsédant, une aspiration sans but. Le terme « intégration » pris dans des acceptions très diverses, apparaît dans les textes (journaux, livres, et aussi discours) avec une fréquence si grande qu'elle révèle quelque chose. Ce terme désigne d'une part un **concept,** concernant et cernant la pratique sociale, décelant une stratégie. D'autre part, c'est un **connotateur social,** sans concept, sans objectif ni objectivité, révélant une obsession, celle de **s'intégrer** (à ceci, à cela : à un groupe, à un ensemble, à un tout). Comment en serait-il autrement dans une société qui superpose le tout aux parties, la synthèse à l'analyse, la cohérence à l'incohérence, l'organisation à la dislocation? C'est en partant de la ville et de la problématique urbaine que se révèle cette dualité constitutive, avec son contenu conflictuel. Qu'en résulte-t-il? Sans aucun doute des phénomènes paradoxaux **d'intégration désintégrante** qui portent notamment sur la réalité urbaine.

Ceci ne veut pas dire que cette société se désintègre, qu'elle tombe en pièces. Non. Elle fonctionne. Comment? Pourquoi? Cela fait problème. Cela veut aussi dire que ce fonctionnement ne va pas sans un malaise énorme : son obsession.

Autre thème obsédant : **la participation** (liée à l'intégration). Mais il ne s'agit pas d'une simple obsession. Dans la pratique, l'idéologie de la participation permet d'obtenir au moindre prix l'acquiescement des gens intéressés et concernés. Après un simulacre plus ou moins poussé d'information et d'activité sociale, ils rentrent dans leur tranquille passivité, dans leur retraite. N'est-il pas clair que la participation réelle et active porte déjà un nom. Elle se nomme **auto-gestion.** Ce qui pose d'autres problèmes.

Des forces très puissantes tendent à détruire la ville. Un certain urbanisme, devant nous, projette sur

le terrain l'idéologie d'une pratique qui vise la mort de la ville. Ces forces sociales et politiques ravagent « l'urbain » en formation. Ce germe, très puissant à sa manière, peut-il naître dans les fissures qui subsistent encore entre ces masses : l'Etat, l'Entreprise, la Culture (qui laisse périr la ville, en offrant son image et ses œuvres à la consommation), la Science ou plutôt la scientificité (qui se met au service de la rationalité existante, qui la légitime)? La vie urbaine pourra-t-elle recouvrer et intensifier les capacités **d'intégration** et de **participation** de la ville, presque entièrement disparues, et que l'on ne peut stimuler ni par la voie autoritaire ni par prescription administrative, ni par intervention de spécialistes? Ainsi se formule le problème théoriquement capital. Qu'il y ait ou non « sujet » auquel l'analyse puisse l'imputer, que ce soit le résultat global d'une suite d'actions concertées ou l'effet d'une volonté, le sens politique de la ségrégation comme stratégie de classe est clair. Pour la **classe ouvrière** victime de la ségrégation, expulsée de la ville traditionnelle, privée de la vie urbaine actuelle ou possible, un problème pratique se pose, donc **politique.** Même s'il n'a pas été posé politiquement et si la question du logement a masqué jusqu'ici pour elle et ses représentants la problématique de la ville et de l'urbain.

LE DROIT A LA VILLE

La réflexion théorique se voit astreinte à redéfinir les formes, fonctions, structures de la ville (économiques, politiques, culturelles, etc.) ainsi que les besoins sociaux inhérents à la société urbaine. Seuls jusqu'ici les besoins individuels, avec leurs motivations marquées par la société dite de consommation (la société bureaucratique de consommation dirigée) ont été prospectés et d'ailleurs plutôt manipulés qu'effectivement connus et reconnus. Les besoins sociaux ont un fondement anthropologique; opposés et complémentaires, ils comprennent le besoin de sécurité et celui d'ouverture, le besoin de certitude et et le besoin d'aventure, celui d'organisation du travail et celui de jeu, les besoins de prévisibilité et d'imprévu, d'unité et de différence, d'isolement et de rencontre, d'échanges et d'investissements, d'indépendance (voire de solitude) et de communication, d'immédiateté et de perspective à long terme. L'être humain a aussi le besoin d'accumuler des énergies et celui de les dépenser, et même de les gaspiller dans le jeu. Il a besoin de voir, d'entendre, de toucher, de goûter, et le besoin de réunir ces perceptions en un « monde ». A ces besoins anthropologiques élaborés socialement (c'est-à-dire tantôt séparés, tantôt réunis, ici comprimés et là hypertrophiés) s'ajoutent des besoins spécifiques, que ne satisfont pas les équipements commerciaux et culturels plus ou moins parcimonieusement pris en consi-

dération par les urbanistes. Il s'agit du besoin d'activité créatrice, d'œuvre (pas seulement de produits et de biens matériels consommables), des besoins d'information, de symbolisme, d'imaginaire, d'activités ludiques. A travers ces besoins spécifiés vit et survit un désir fondamental, dont le jeu, la sexualité, les actes corporels comme le sport, l'activité créatrice, l'art et la connaissance sont des manifestations particulières et des **moments,** surmontant plus ou moins la division parcellaire des travaux. Enfin, le besoin de la ville et de la vie urbaine ne s'exprime librement que dans les perspectives qui tentent ici de se dégager et d'ouvrir l'horizon. Les besoins urbains spécifiques ne seraient-ils pas besoins de lieux qualifiés, lieux de simultanéité et de rencontres, lieux où l'échange ne passerait pas par la valeur d'échange, le commerce et le profit? Ne serait-ce pas aussi le besoin d'un temps de ces rencontres, de ces échanges?

Une **science analytique de la ville,** nécessaire, n'est aujourd'hui qu'à l'état d'esquisse. Concepts et théories, au début de leur élaboration, ne peuvent avancer qu'avec la réalité urbaine en formation, avec la **praxis** (pratique sociale) de la société urbaine. Actuellement, le dépassement des idéologies et des pratiques qui bouchaient l'horizon, qui n'étaient que les goulots d'étranglement du savoir et de l'action, qui marquaient un seuil à franchir, ce dépassement s'effectue non sans peine.

La **science de la ville** a la ville pour objet. Cette science emprunte ses méthodes, démarches et concepts aux sciences parcellaires. La synthèse lui échappe doublement. D'abord, en tant que synthèse qui se voudrait totale et qui ne peut consister, à partir de l'analytique, qu'en une systématisation et une programmation stratégiques. Ensuite, parce que l'objet, la ville, en tant que réalité accomplie, se décompose. La connaissance tient devant elle, pour la découper et la recomposer à partir de fragments, la ville historique déjà modifiée. Comme texte social, cette ville historique n'a plus rien d'une suite cohérente de prescriptions, d'un emploi du temps lié à des symboles, à un style. Ce texte s'éloigne. Il prend l'allure d'un document, d'une exposition, d'un musée. La ville historiquement formée ne se vit plus, ne se saisit plus pratiquement. Ce n'est plus qu'un objet de consommation culturelle pour les touristes, pour l'esthétisme avides de spectacles et de pittoresque. Même pour ceux qui cherchent à la comprendre chaleureusement, la ville est morte. Pourtant « l'urbain » persiste, à l'état d'actualité dispersée et aliénée, de germe, de virtualité. Ce que les yeux et l'analyse perçoivent sur le terrain peut au mieux passer pour l'ombre d'un objet futur dans la clarté d'un soleil levant. Impossible d'envisager la reconstitution de la ville ancienne, mais seulement la construction d'une nouvelle ville, sur de nouvelles bases, à une autre échelle, dans d'autres conditions, dans une autre société. Ni retour en arrière (vers la ville traditionnelle), ni fuite en avant, vers l'agglomération colossale et informe — telle est la prescription. En d'autres termes, pour ce qui concerne la ville, l'objet de la science n'est pas donné. Le passé, le présent, le possible ne se séparent pas. C'est un **objet virtuel** qu'étudie la pensée. Ce qui appelle de nouvelles démarches.

Le vieil humanisme classique a terminé depuis longtemps, et mal terminé, sa carrière. Il est mort. Son cadavre momifié, embaumé, pèse lourd et ne sent pas bon. Il occupe beaucoup de lieux publics ou non, transformés ainsi en cimetières culturels sous les apparences de l'humain : musées, universités, publi-

cations diverses. Plus les cités nouvelles et les revues d'urbanisme. Trivialités et platitudes se couvrent de cet emballage. « Mesure humaine », dit-on. Alors que nous devons prendre en charge la démesure, et créer « quelque chose » à la taille de l'univers.

Ce vieil humanisme a trouvé la mort dans les guerres mondiales, pendant la poussée démographique qui accompagne les grands massacres, devant les exigences brutales de la croissance et de la compétition économique et sous la poussée des techniques mal maîtrisées. Il n'est même plus une idéologie, à peine un thème pour discours officiels.

Comme si la mort de l'humanisme classique s'identifiait à celle de l'homme, on a poussé récemment de hauts cris. « Dieu est mort, l'homme aussi. » Ces formules répandues dans des livres à succès, reprises par une publicité peu responsable, n'ont rien de neuf. La méditation nietzschéenne commença, il y a près d'un siècle, lors de la guerre de 1870-1871, mauvais présage pour l'Europe, sa culture et sa civilisation. Lorsque Nietzsche annonçait la mort de Dieu et celle de l'homme, il ne laissait pas un vide béant; il ne colmatait pas ce vide avec des matériaux de fortune, avec du langage et de la linguistique. Il annonçait aussi le Surhumain, qu'il pensait advenir. Il surmontait le nihilisme qu'il diagnostiquait. Les auteurs qui monnaient des trésors théoriques et poétiques avec un siècle de retard nous replongent dans le nihilisme. Depuis Nietzsche, les dangers du Surhumain sont apparus avec une cruelle évidence. D'autre part, « l'homme nouveau » que l'on voit naître de la production industrielle et de la rationalité planificatrice comme telle, n'a que trop déçu. Une voie s'ouvre encore, celle de la société urbaine et de l'humain comme œuvre dans cette société qui serait œuvre et non produit. Ou bien le dépassement simultané

du vieil « animal social » et de l'homme de la ville ancienne, l'animal urbain, vers l'homme urbain, polyvalent, polysensoriel, capable de rapports complexes et transparents avec « le monde » (l'environnement et lui-même); ou bien le nihilisme. Si l'homme est mort, pour qui allons-nous bâtir? Comment bâtir? Peu importe que la ville ait ou non disparu, qu'il faille la penser à nouveau, la reconstruire sur de nouveaux fondements ou bien la dépasser. Peu importe que la terreur règne, que la bombe atomique soit ou non lancée, que la planète Terre explose ou non. Qu'est-ce qui importe? Qui pense, qui agit, qui parle encore et pour qui? Si le sens et la finalité disparaissent, si nous ne pouvons même plus les déclarer dans une praxis, rien n'a d'importance ni d'intérêt. Et si les capacités de « l'être humain », la technique, la science, l'imagination, l'art, ou son absence s'érigent en puissances autonomes et que la pensée réfléchissante se contente de ce constat, l'absence de « sujet », que répliquer? que faire?

Le vieil humanisme s'éloigne, il disparaît. La nostalgie s'atténue et nous nous retournons de plus en plus rarement pour revoir sa forme étendue au travers de la route. C'était l'idéologie de la bourgeoisie libérale. Il se penchait sur le peuple, sur les souffrances humaines. Il couvrait, il soutenait la rhétorique des belles âmes, des grands sentiments, des bonnes consciences. Il se composait de citations gréco-latines saupoudrées de judéo-christianisme. Un affreux cocktail, une mixture à vomir. Seuls quelques intellectuels (de « gauche » — mais y a-t-il encore des intellectuels de droite?) ont encore du goût pour cette boisson triste, ni révolutionnaires, ni ouvertement réactionnaires, ni dionysiaques, ni apolliniens.

C'est donc vers un nouvel humanisme que nous devons tendre et nous efforcer, c'est-à-dire vers une

nouvelle praxis et un homme autre, celui de la société urbaine. En échappant aux mythes qui menacent cette volonté, en détruisant les idéologies qui détournent ce projet et les stratégies qui écartent ce trajet. La vie urbaine n'a pas encore commencé. Nous achevons aujourd'hui l'inventaire des débris d'une société millénaire dans laquelle la campagne a dominé la ville, dont les idées et « valeurs », les tabous et les prescriptions, étaient pour une grande part d'origine agraire, à dominante rurale et « naturelle ». Des cités sporadiques émergeaient à peine de l'océan campagnard. La société rurale était (elle est encore) celle de la non-abondance, de la pénurie, de la privation acceptée ou refusée, des interdits aménageant et régularisant les privations. Ce fut d'ailleurs celle de la Fête, mais cet aspect, le meilleur, n'a pas été retenu, et c'est lui qu'il faut ressusciter et non les mythes et les limites! Remarque décisive : la crise de la cité traditionnelle accompagne la crise mondiale de la civilisation agraire, également traditionnelle. Elles vont ensemble et même elles coïncident. A « nous » de résoudre cette double crise, notamment en créant avec la ville nouvelle la vie nouvelle dans la ville. Les pays révolutionnaires (dont l'U.R.S.S. dix ou quinze ans après la révolution d'Octobre) ont pressenti le développement de la société basée sur l'industrie. Seulement pressenti.

Dans les phrases précédentes, le « nous » a seulement la portée d'une métaphore. Il désigne les intéressés. Ni l'architecte, ni l'urbaniste, ni le sociologue, ni l'économiste, ni le philosophe ou le politique ne peuvent tirer du néant par décret des formes et des rapports nouveaux. S'il faut préciser, l'architecte, pas plus que le sociologue, n'a les pouvoirs d'un thaumaturge. Ni l'un ni l'autre ne créent les rapports sociaux. Dans certaines conditions favorables, ils aident des

tendances à se formuler (à prendre forme). Seule la vie sociale (la praxis) dans sa capacité globale, possède de tels pouvoirs. Ou ne les possède pas. Les gens nommés plus haut, pris séparément ou en équipe, peuvent déblayer le chemin; ils peuvent aussi proposer, essayer, préparer des formes. Et aussi (et surtout) inventorier l'expérience acquise, tirer la leçon des échecs, aider l'enfantement du possible, par une maïeutique nourrie de science.

Au point où nous en arrivons, signalons l'urgence d'une transformation des démarches et des instruments intellectuels. En reprenant des formulations employées ailleurs, certaines démarches mentales encore peu familières semblent indispensables.

a) **La transduction.** C'est une opération intellectuelle qui peut se poursuivre méthodiquement et qui diffère de l'induction, de la déduction classiques et aussi de la construction de « modèles », de la simulation, du simple énoncé des hypothèses. La transduction élabore et construit un objet théorique, un objet **possible** et cela à partir d'informations portant sur la réalité ainsi que d'une problématique posée par cette réalité. La transduction suppose un feed-back incessant entre le cadre conceptuel utilisé et les observations empiriques. Sa théorie (méthodologie) met en forme certaines opérations mentales spontanées de l'urbaniste, de l'architecte, du sociologue, du politique, du philosophe. Elle introduit la rigueur dans l'invention et la connaissance dans l'utopie.

b) **L'utopie expérimentale.** Aujourd'hui, qui n'est **utopien?** Seuls des praticiens étroitement spécialisés, qui travaillent sur commande sans soumettre au moindre examen critique les normes et contraintes stipulées, seuls ces personnages peu intéressants échappent à l'utopisme. Tous utopiens, y compris les

prospectivistes, les planificateurs qui projettent le Paris de l'an 2000, les ingénieurs qui ont fabriqué Brasilia, et ainsi de suite! Mais il y a plusieurs utopismes. Le pire, ne serait-ce pas celui qui ne dit pas son nom, qui se couvre de positivisme, qui impose à ce titre les contraintes les plus dures et la plus dérisoire absence de technicité?

L'utopie est à considérer expérimentalement, en étudiant sur le terrain ses implications et conséquences. Elles peuvent surprendre. Quels sont, quels seront les lieux socialement réussis? Comment les détecter? Selon quels critères? Quels temps, quels rythmes de vie quotidienne s'inscrivent, s'écrivent, se prescrivent dans ces espaces « réussis », c'est-à-dire favorables au bonheur? Voilà ce qui a de l'intérêt.

Autres démarches intellectuellement indispensables : discerner sans les dissocier les trois concepts théoriques fondamentaux, à savoir la structure, la fonction, la forme. Connaître leur portée, leurs aires de validité, leurs limites et leurs rapports réciproques — savoir qu'ils font un tout, mais que les éléments de ce tout ont une certaine indépendance et une autonomie relative —, ne pas privilégier l'un d'eux, ce qui donne une idéologie, c'est-à-dire un système dogmatique et fermé de significations : le structuralisme, le formalisme, le fonctionnalisme. Les utiliser tour à tour, sur un pied d'égalité, pour l'analyse du réel (analyse qui jamais n'est exhaustive et sans résidu) ainsi que pour l'opération dite « transduction ». Bien comprendre qu'une fonction peut s'accomplir par le moyen de structures différentes, qu'il n'y a pas de lien univoque entre les termes. Que fonction et structure se revêtent de formes qui les révèlent et les voilent — que la triplicité de ces

aspects constitue un « tout » qui est plus que ces aspects, éléments et parties.

Parmi les outils intellectuels dont nous disposons, il y en a un qui ne mérite ni le dédain ni le privilège de l'absolu, celui de **système** (ou plutôt de **sous-système)** de significations.

Les politiques ont leurs systèmes de significations — les idéologies — qui leur permettent de subordonner à leurs stratégies les actes et événements sociaux influencés par eux.

L'humble habitant a son système de significations (ou plutôt son sous-système) au niveau œcologique. Le fait d'habiter ici ou là comporte la réception, l'adoption, la transmission d'un tel système, par exemple celui de l'habitat pavillonnaire. Le système de significations de l'habitant dit ses passivités et ses activités; il est reçu mais modifié par la pratique. Il est perçu.

Les architectes semblent avoir établi et dogmatisé un ensemble de significations, mal explicité comme tel et mis sous divers vocables : « fonction », « forme », « structure », ou plutôt fonctionnalisme, formalisme, structuralisme. Ils l'élaborent non pas à partir des significations perçues et vécues par ceux qui habitent, mais à partir du fait d'habiter, interprété par eux. Il est verbal et discursif, tendant vers le métalangage. Il est graphisme et visualisation. Du fait que ces architectes constituent un corps social, qu'ils se lient à des institutions, leur système tend à se clore, à s'imposer, à éluder toute critique. Il y aurait lieu de formuler ce système, érigé souvent en **urbanisme** par extrapolation, sans autre procédure ni précaution.

La théorie que l'on pourrait nommer légitimement « urbanisme », qui rejoindrait les significations de la vieille pratique nommée « habiter » (c'est-à-dire

l'humain), qui ajouterait à ces faits partiels une théorie générale des **temps-espaces** urbains, qui indiquerait une pratique nouvelle découlant de cette élaboration, cet urbanisme existe virtuellement. Il ne peut se concevoir qu'en tant qu'implication pratique d'une théorie complète de la ville et de l'urbain, dépassant les scissions et séparations actuelles. Notamment la scission entre philosophie de la ville et science (ou sciences) de la ville, entre partiel et global. Sur ce trajet peuvent figurer les projets urbanistiques actuels, mais seulement à travers une critique sans défaillance de leurs implications idéologiques et stratégiques.

Pour autant que l'on puisse le définir, notre objet — l'urbain — ne sera jamais entièrement présent et pleinement actuel devant la réflexion, la nôtre, aujourd'hui. Plus que tout autre objet, il possède un caractère de totalité hautement complexe, à la fois en acte et potentielle, que vise la recherche, qui se découvre peu à peu, qui ne s'épuisera que lentement et peut-être jamais. Prendre cet « objet » pour réel, donné en vérité, c'est une idéologie, une opération mythifiante. La connaissance doit envisager un nombre considérable de méthodes pour saisir cet objet, sans se fixer sur une démarche. Les découpages analytiques suivront d'aussi près que possible les articulations internes de cette « chose » qui n'est pas une chose; ils seront suivis de reconstructions jamais achevées. Descriptions, analyses, tentatives de synthèse, ne peuvent jamais passer ni pour exhaustives ni pour définitives. Toutes les notions, toutes les batteries de concepts entreront en action : forme, structure, fonction, niveau, dimension, variables dépendantes et indépendantes, corrélations, totalité, ensemble, système, etc. Ici comme ailleurs mais plus qu'ailleurs, le résidu se révèle le plus précieux.

Chaque « objet » construit sera à son tour soumis à l'examen critique. Dans la mesure du possible, il sera réalisé et soumis à la vérification expérimentale. La science de la ville demande une période historique pour se constituer et pour orienter la pratique sociale.

Nécessaire, cette science ne suffit pas. En même temps que sa nécessité, nous percevons ses limites. La réflexion urbanistique propose l'établissement ou la reconstitution d'unités sociales (localisées) fortement originales, particularisées et centralisées, dont les liaisons et tensions rétabliraient une unité urbaine dotée d'un ordre intérieur complexe, non pas sans structure mais avec une structure souple et une hiérarchie. Plus précisément encore, la réflexion sociologique vise la connaissance et la reconstitution des capacités intégratives de l'urbain ainsi que les conditions de la participation pratique. Pourquoi pas? A une condition : de ne jamais soustraire ces tentatives parcellaires, donc partielles, à la critique, à la vérification pratique, à la préoccupation globale.

La connaissance peut donc construire et proposer des « modèles ». Chaque « objet », en ce sens, n'est autre qu'un modèle de réalité urbaine. Pourtant jamais une telle « réalité » ne deviendra maniable comme une chose, ne deviendra instrumentale. Même pour la connaissance la plus opératoire. Que la ville redevienne ce qu'elle fut : acte et œuvre d'une pensée complexe, qui ne le souhaiterait? Mais l'on se maintient ainsi au niveau des vœux et aspirations et l'on ne détermine pas une **stratégie urbaine.** Celle-ci ne peut pas ne pas tenir compte d'une part des stratégies existantes et d'autre part des connaissances acquises : science de la ville, connaissance tendant vers la planification de la croissance et la maîtrise du développement. Qui dit « stratégie » dit hiérarchie

des « variables» à prendre en considération, dont certaines ont une capacité stratégique, d'autres restant au niveau tactique — dit aussi force susceptible de réaliser cette stratégie sur le terrain. Seuls des groupes, classes ou fractions de classes sociales capables d'initiatives révolutionnaires peuvent prendre en charge et mener jusqu'à plein accomplissement les solutions aux problèmes urbains; de ces forces sociales et politiques la ville rénovée deviendra l'œuvre. Il s'agit d'abord de défaire les stratégies et les idéologies dominantes dans la société actuelle. Qu'il y ait plusieurs groupes ou plusieurs stratégies, avec des divergences (entre l'étatique et le privé, par exemple) ne modifie pas la situation. Des questions de propriété foncière aux problèmes de la ségrégation, chaque projet de **réforme urbaine** met en question les structures, celles de la société existante, celles des rapports immédiats (individuels) et quotidiens, mais aussi celles que l'on prétend imposer par la voie contraignante et institutionnelle à ce qui reste de réalité urbaine. En elle-même **réformiste**, la stratégie de rénovation urbaine devient « forcément » révolutionnaire, non par la force des choses mais contre les choses établies. La stratégie urbaine fondée sur la science de la ville a besoin d'un support social et de forces politiques pour devenir agissante. Elle n'agit pas par elle-même. Elle ne peut pas ne pas s'appuyer sur la présence et l'action de la classe ouvrière, seule capable de mettre fin à une ségrégation dirigée essentiellement contre elle. Seule cette classe, en tant que classe, peut décisivement contribuer à la reconstruction de la centralité détruite par la stratégie de ségrégation et retrouvée dans la forme menaçante des « centres de décision ». Cela ne veut pas dire qu'à elle seule la classe ouvrière fera la société urbaine, mais que sans elle rien n'est possible. L'intégration sans elle n'a pas de sens, et la désintégration continuera, sous le masque et la nostalgie de l'intégration. Il y a là non seulement une option mais un horizon qui s'ouvre ou se ferme. Lorsque se tait la classe ouvrière, lorsqu'elle n'agit pas et qu'elle ne peut accomplir ce que la théorie définit comme sa « mission historique », alors manquent le « sujet », et « l'objet ». La pensée qui reflète entérine cette absence. Cela veut dire qu'il convient d'élaborer deux séries de propositions :

a) **Un programme politique de réforme urbaine,** réforme non définie par les cadres et possibilités de la société actuelle, non assujettie à un « réalisme », bien que basée sur l'étude des réalités (autrement dit : la réforme ainsi conçue ne se limite pas au réformisme). Ce programme aura donc un caractère singulier et même paradoxal. Il sera établi pour être proposé aux forces politiques, c'est-à-dire aux partis. On peut même ajouter qu'il sera soumis préférentiellement aux partis « de gauche », formations politiques représentant ou voulant représenter la classe ouvrière. Mais il ne sera pas établi en fonction de ces forces et formations. Par rapport à elles, il aura un caractère spécifique, celui qui vient de la connaissance. Il aura donc une partie scientifique. Il sera **proposé** (quitte à être modifié par et pour ceux qui le prendraient en charge). Que les forces politiques prennent leurs responsabilités. Dans ce domaine qui engage l'avenir de la société moderne et celui des producteurs, l'ignorance, la méconnaissance, entraînent des responsabilités devant l'histoire dont on se réclame.

b) **Des projets urbanistiques** très poussés, comprenant des « modèles », des formes d'espace et de temps urbains, sans se préoccuper de leur caractère actuellement réalisable ou non, utopique ou non (c'est-à-dire lucidement « utopiens »). Il ne semble pas

que ces modèles puissent résulter soit d'une simple étude des villes et des types urbains existants, soit d'une simple combinatoire d'éléments. Les formes de temps et d'espace seront, sauf expérience contraire, inventées et proposées à la praxis. Que l'imagination se déploie, non pas l'imaginaire qui permet la fuite et l'évasion, qui véhicule des idéologies, mais l'imaginaire qui s'investit dans **l'appropriation** (du temps, de l'espace, de la vie physiologique, du désir). A la ville éternelle pourquoi ne pas opposer des villes éphémères et des centralités mouvantes aux centres stables? Toutes les audaces sont permises. Pourquoi limiter ces propositions à la seule morphologie de l'espace et du temps? Il n'est pas exclu que des propositions concernent le style de vie, la façon de vivre dans la ville, le développement de l'urbain sur ce plan.

Dans ces deux séries entreront des propositions à court terme, à moyen terme, à long terme, celles-ci constituant la stratégie urbaine proprement dite.

La société où nous vivons paraît tendue vers la plénitude ou du moins vers le plein (objets et biens durables, quantité, satisfaction, rationalité). En fait, elle laisse se creuser un vide colossal; dans ce vide s'agitent les idéologies, se répand la brume des rhétoriques. Un des plus grands desseins que puisse se proposer la pensée active, sortie de la spéculation et de la contemplation, et aussi des découpages fragmentaires et des connaissances parcellaires, c'est de peupler cette lacune, et pas seulement avec du langage.

Dans une période où les idéologues discourent abondamment sur les structures, la destructuration de la ville manifeste la profondeur des phénomènes de désintégration (sociale, culturelle). Cette société, considérée globalement, se découvre **lacunaire.** Entre

les sous-systèmes et les structures consolidées par divers moyens (contrainte, terreur, persuasion idéologique), il y a des trous, parfois des abîmes. Ces vides ne viennent pas du hasard. Ce sont aussi les lieux du possible. Ils en contiennent les éléments, flottants ou dispersés, mais non la force capable de les assembler. Bien plus : les actions structurantes et le pouvoir du vide social tendent à interdire l'action et la simple présence d'une telle force. Les instances du possible ne peuvent s'accomplir qu'au cours d'une métamorphose radicale.

Dans cette conjoncture, l'idéologie prétend donner un caractère absolu à la « scientificité », la science portant sur le réel, le découpant, le recomposant et de ce fait écartant le possible et fermant le chemin. Or la science (c'est-à-dire les sciences parcellaires) dans une telle conjoncture n'a qu'une portée **programmatique.** Elle apporte des éléments à un programme. Si l'on admet que ces éléments constituent d'ores et déjà une totalité, si l'on veut exécuter littéralement le programme, on traite l'objet virtuel comme un objet technique, déjà là. On accomplit un projet sans critique ni autocritique, et ce projet réalise en la projetant sur le terrain une idéologie, celle des technocrates. Nécessaire, le programmatique ne suffit pas. Au cours de l'exécution il se transforme. Seule la force sociale capable de s'investir elle-même dans l'urbain, au cours d'une longue expérience politique, peut prendre en charge la réalisation du programme concernant la société urbaine. Réciproquement, la science de la ville apporte à cette perspective un fondement théorique et critique, une base positive. L'utopie contrôlée par la raison dialectique sert de garde-fou aux fictions prétendument scientifiques, à l'imaginaire qui s'égarerait. Ce fondement et cette base, d'autre part, empêchent la réflexion de se

perdre dans le pur programmatique. Le mouvement dialectique se présente ici comme un rapport entre la science et la force politique, comme un dialogue, ce qui actualise les rapports « théorie-pratique » et « positivité-négativité critique ».

Nécessaire comme la science, non suffisant, **l'art** apporte à la réalisation de la société urbaine sa longue méditation sur la vie comme drame et jouissance. De plus et surtout, l'art restitue le sens de l'œuvre; il donne de multiples figures de temps et d'espaces **appropriés** : non subis, non acceptés par une résignation passive, métamorphosés en œuvre. La musique montre l'appropriation du temps, la peinture et la sculpture celle de l'espace. Si les sciences découvrent des déterminismes partiels, l'art (et aussi la philosophie) montre comment une totalité naît à partir de déterminismes partiels. A la force sociale capable de réaliser la société urbaine, il incombe de rendre effective et efficace l'unité (la « synthèse ») de l'art, de la technique, de la connaissance. Autant que la science de la ville, l'art et l'histoire de l'art entrent dans la méditation sur l'urbain, qui veut rendre efficaces les images qui l'annoncent. Cette méditation tendue vers l'action réalisatrice serait ainsi utopique et réaliste, en surmontant cette opposition. Il est même possible d'affirmer que le maximum d'utopisme rejoindra l'optimum de réalisme.

Parmi les contradictions caractéristiques de l'époque, il y a celles (particulièrement dures) entre les réalités de la société et les faits de civilisation qui s'y inscrivent. D'un côté le génocide, et de l'autre les performances (médicales et autres) qui permettent de sauver un enfant ou de prolonger une agonie. L'une des dernières contradictions, non la moindre, a été mise en lumière ici même : entre la **socialisation de la société** et la **ségrégation généralisée.** Il y a en a bien d'autres, par exemple entre l'étiquette de **révolutionnaire** et l'attachement aux catégories d'un rationalisme productiviste dépassé. Au sein des effets sociaux dus à la pression des masses, l'individuel ne meurt pas et s'affirme. Des **droits** se font jour; ils entrent dans des coutumes ou des prescriptions plus ou moins suivies d'actes, et l'on sait comment ces « droits » concrets viennent compléter les droits abstraits de l'homme et du citoyen inscrits au fronton des édifices par la démocratie lors de ses débuts révolutionnaires : droits des âges et sexes (la femme, l'enfant, le vieillard), droits des conditions (le prolétaire, le paysan), droits à l'instruction et à l'éducation, droit au travail, à la culture, au repos, à la santé, au logement. Malgré, ou à travers les destructions gigantesques, les guerres mondiales, les menaces, la terreur nucléaire. La pression de la classe ouvrière a été et reste nécessaire (mais non suffisante) pour la reconnaissance de ces droits, pour leur entrée dans les coutumes, pour leur inscription dans les codes, encore bien incomplets.

Assez étrangement, le **droit à la nature** (à la campagne et à la « pure nature ») entre dans la pratique sociale depuis quelques années à la faveur des **loisirs.** Il a cheminé à travers les vitupérations devenues banales contre le bruit, la fatigue, l'univers « concentrationnaire » des villes (alors que la ville pourrit ou éclate). Cheminement étrange, disons-nous : la nature entre dans la valeur d'échange et dans la marchandise; elle s'achète et se vend. Les loisirs commercialisés, industrialisés, organisés institutionnellement, détruisent cette « naturalité » dont on s'occupe pour la trafiquer et pour en trafiquer. La « nature » ou prétendue telle, ce qui en survit, devient le ghetto des loisirs, le lieu séparé de la jouissance, la retraite de la « créativité ». Les urbains transportent l'urbain avec

eux, même s'ils n'apportent pas l'urbanité! Colonisée par eux, la campagne a perdu les qualités, propriétés et charmes de la vie paysanne. L'urbain ravage la campagne; cette campagne urbanisée s'oppose à une ruralité dépossédée, cas extrême de la grande misère de l'habitant, de l'habitat, de l'habiter. Le droit à la nature et le droit à la campagne ne se détruisent-ils pas eux-mêmes?

Face à ce droit ou pseudo-droit, le **droit à la ville** s'annonce comme appel, comme exigence. Par des détours surprenants — la nostalgie, le tourisme, le retour vers le cœur de la ville traditionnelle, l'appel des centralités existantes ou nouvellement élaborées — ce droit chemine lentement. La revendication de la nature, le désir d'en jouir détournent du droit à la ville. Cette dernière revendication s'énonce indirectement, comme tendance à fuir la ville détériorée et non renouvelée, la vie urbaine aliénée avant d'exister « réellement ». Le besoin et le « droit » à la nature contrarient le droit à la ville sans parvenir à l'éluder. (Ceci ne signifie pas qu'il ne faille pas préserver de vastes espaces « naturels » devant les proliférations de la ville éclatée.)

Le **droit à la ville** ne peut se concevoir comme un simple droit de visite ou de retour vers les villes traditionnelles. Il ne peut se formuler que comme **droit à la vie urbaine,** transformée, renouvelée. Que le tissu urbain enserre la campagne et ce qui survit de vie paysanne, peu importe, pourvu que « l'urbain », lieu de rencontre, priorité de la valeur d'usage, inscription dans l'espace d'un temps promu au rang de bien suprême parmi les biens, trouve sa base morphologique, sa réalisation pratico-sensible. Ce qui suppose une théorie intégrale de la ville et de la société urbaine, utilisant les ressources de la science et de l'art. Seule la classe ouvrière peut devenir l'agent,

porteur ou support social de cette réalisation. Ici encore, comme il y a un siècle, elle nie et conteste, de par sa seule existence, la stratégie de classe dirigée contre elle. Comme il y a un siècle, bien que dans des conditions nouvelles, elle rassemble les intérêts (dépassant l'immédiat et le superficiel) de la société entière, et d'abord de tous ceux qui **habitent.** Les Olympiens et la nouvelle aristocratie bourgeoise (qui l'ignore?) n'habitent plus. Ils vont de palace en palace ou de château en château; ils commandent une flotte ou un pays à partir d'un yacht; ils sont partout et nulle part. De là vient qu'ils fascinent les gens plongés dans le quotidien; ils transcendent la quotidienneté; ils possèdent la nature et laissent les sbires fabriquer la culture. Est-il indispensable de décrire longuement, à côté de la condition des jeunes et de la jeunesse, des étudiants et des intellectuels, des armées de travailleurs avec ou sans col blanc, des provinciaux, des colonisés et semi-colonisés de toutes sortes, de tous ceux qui subissent une quotidienneté bien agencée, est-il nécessaire ici d'exhiber la misère dérisoire et sans tragique de l'habitant, des banlieusards, des gens qui séjournent dans les ghettos résidentiels, dans les centres pourrissants des villes anciennes et dans les proliférations égarées loin des centres de ces villes? Il suffit d'ouvrir les yeux pour comprendre la vie quotidienne de celui qui court de son logement à la gare proche ou lointaine, au métro bondé, au bureau ou à l'usine, pour reprendre le soir ce même chemin, et venir chez lui récupérer la force de recommencer le lendemain. Le tableau de cette misère généralisée n'irait pas sans le tableau des « satisfactions » qui la dissimulent et deviennent moyens de l'éluder et de s'en évader.

PERSPECTIVE OU PROSPECTIVE ?

Dès ses débuts, la philosophie classique, qui a pour base sociale et fondement théorique la Cité, qui pense la Cité, s'efforce de déterminer l'image de la Ville idéale. Le **Critias** de Platon voit dans la ville une image du monde ou plutôt du cosmos, un microcosme. Le temps et l'espace urbains reproduisent sur la terre la configuration de l'univers telle que la découvre le philosophe.

Aujourd'hui, si l'on veut une représentation de la ville « idéale » et de ses rapports avec l'univers, ce n'est pas chez les philosophes qu'il faut chercher cette image, encore moins dans la vision analytique qui découpe en fractions, en secteurs, en rapports, en corrélations, la réalité urbaine. Ce sont les auteurs de science-fiction qui l'apportent. Dans les romans de science-fiction, toutes les variantes possibles et impossibles de la future réalité urbaine ont été envisagées. Tantôt les anciens noyaux urbains — les Archépoles — agonisent, recouverts par le tissu urbain qui prolifère et s'étend sur la planète, plus ou moins épais, plus ou moins sclérosé ou cancérisé par plaques; dans ces noyaux voués à la disparition après un long déclin, vivent ou végètent des ratés, des artistes, des intellectuels, des gangsters. Tantôt des villes colossales se reconstituent et portent à un niveau plus élevé les luttes antérieures pour le pouvoir. A la limite, dans l'œuvre magistrale d'Azimov, « La Fondation », une ville géante couvre une planète

entière, Trentor. Elle possède tous les moyens de la connaissance et de puissance. C'est un centre de décision à l'échelle d'une galaxie, qu'elle domine. A travers des péripéties gigantesques, Trentor sauve l'univers et le mene vers sa fin, c'est-à-dire vers le « règne des fins », joie et bonheur dans la démesure enfin maîtrisée, dans l'espace cosmique et le temps du monde enfin appropriés. Entre ces deux extrêmes, les visionnaires de la science-fiction ont situé des versions intermédiaires : la ville régie par un puissant computeur, la ville très spécialisée dans une production indispensable et qui se déplace entre les systèmes planétaires et les galaxies, etc.

Est-il besoin d'explorer si loin en avant, d'explorer l'horizon des horizons? Elle se profile devant les yeux, la Ville idéale, la Nouvelle Athènes. New York et Paris en proposent déjà une image, sans compter quelques autres villes. Le centre de décision et le centre de consommation se réunissent. Basée sur leur convergence stratégique, leur alliance sur le terrain crée une centralité exorbitante. Ce centre de décision, on le sait déjà, comprend tous les canaux de l'information ascendante et descendante, tous les moyens de la formation culturelle et scientifique. La contrainte et la persuasion convergent, avec le pouvoir de décision et la capacité de consommation. Fortement occupé et habité par les nouveaux Maîtres, ce centre est tenu par eux. Ils possèdent, sans en avoir nécessairement la propriété entière, cet espace privilégié, axe d'une programmation spatiale rigoureuse. Surtout, ils ont le privilège de posséder le temps. Autour d'eux, répartis dans l'espace selon des principes formalisés, il y a des groupes humains qui ne peuvent plus porter le nom d'esclaves ni de serfs, de vassaux, ni même de prolétaires. De quel nom les appeler? Asservis, ils ont en charge de mul-

tiples « services » à l'usage des Maîtres de cet Etat solidement assis sur la Ville. Pour ces Maîtres, autour d'eux, tous les plaisirs culturels et autres, des boites de nuit aux splendeurs des Opéras, sans exclure quelques Fêtes téléguidées. N'est-ce pas véritablement la Nouvelle Athènes, avec une minorité de libres citoyens, possesseurs des lieux sociaux et en jouissant, dominant une énorme masse d'asservis, libres en principe, authentiquement et peut-être volontairement serviteurs, traités et manipulés selon des méthodes rationnelles? Les savants eux-mêmes, les sociologues au premier rang, bien différents en ceci des anciens philosophes, ne tombent-ils pas parmi ces serviteurs de l'Etat, de l'Ordre, du fait accompli, sous couleur d'empirisme et de rigueur, de scientificité? On peut même chiffrer les possibilités. Un pour cent de la population active parmi les Directeurs, les Chefs, les Présidents de ceci ou de cela, les Elites, grands écrivains et artistes, grands Amuseurs ou Informateurs. Soit un peu moins d'un demi-million de nouveaux notables pour la France du XXI[e] siècle. Avec leur famille et leur suite, chacun ayant sa « maison ». La domination de/par la Centralité n'interdit en rien la possession de domaines secondaires, la jouissance de la nature, de la mer, de la montagne, des villes anciennes (qui peuvent leur être réservées de par le jeu des prix, voyages, hôtel, etc.). Ensuite quatre pour cent environ d' « executive-men », administrateurs, ingénieurs, savants. Après sélection, les plus éminents sont admis au cœur de la Cité. A cette sélection suffisent peut-être les revenus et les rites mondains, sans qu'il soit besoin de contraintes. Les autres, subordonnés privilégiés, ont aussi des domaines répartis selon un plan rationnel. Avant d'atteindre à cette réussite, le capitalisme d'Etat l'a soigneusement préparée. Sans omettre l'aménagement des

divers ghettos urbains, il a organisé pour les savants et la science un secteur sévèrement concurrentiel; dans les laboratoires et dans les universités, savants et intellectuels se sont affrontés de façon purement compétitive, avec un zèle digne d'un meilleur emploi, pour le plus grand bien des Maîtres de l'économique et du politique, pour la gloire et la joie des Olympiens. D'ailleurs, ces élites secondaires, on les assigne à résidence dans des cités scientifiques, des « campus » universitaires, des ghettos pour intellectuels. La masse, elle, pressée par de multiples contraintes, se loge spontanément dans les villes satellites, dans les banlieues programmées, dans les ghettos plus ou moins « résidentiels »; elle n'a pour elle que de l'espace mesuré avec soin; le temps lui échappe. Elle mène sa vie quotidienne astreinte (sans peut-être même le savoir) aux exigences de la concentration des pouvoirs. Mais qu'il ne soit pas question d'univers concentrationnaire. Tout ceci peut très bien se passer de l'idéologie de la liberté sous couvert de la rationalité, de l'organisation, de la programmation. Ces masses qui ne méritent pas le nom de peuple, ni de populaire, ni de classe ouvrière, vivent « relativement bien », mis à part le fait que leur vie quotidienne est télécommandée, et que pèse sur elle la menace permanente du chômage, qui contribue à la terreur latente et généralisée.

Si quelqu'un sourit de cette utopie, il a certainement tort, mais comment le lui prouver? Quand ses yeux s'ouvriront, il sera trop tard. Il réclame des preuves. Comment démontrer la lumière à un aveugle, comment montrer l'horizon à un myope, même s'il connaît la théorie des ensembles, celle des « clusters », les finesses des analyses de variances, ou les charmes précis de la linguistique?

Depuis le moyen âge, chaque époque, dans la

civilisation européenne, a eu son image du possible, son rêve, son imaginaire paradisiaque ou infernal. Chaque période et peut-être chaque génération a eu sa représentation du meilleur des mondes ou d'une vie nouvelle, partie importante sinon essentielle des idéologies. Pour accomplir cette fonction, le XVIII[e] siècle, qui passe pour si riche, n'avait que l'image un peu pauvrette du Bon Sauvage, des Iles bienheureuses. A cet exotisme certains hommes du XVIII[e] siècle joignirent sans doute une représentation plus proche mais passablement enjolivée de l'Angleterre. Par rapport à eux, **nous** (ce terme ici désigne une foule mal déterminée, un groupe informel et difficile à rassembler de gens vivant et pensant en France, à Paris et hors de Paris, au début de la seconde moitié du XX[e] siècle, généralement des intellectuels) nous sommes richement pourvus. Nous avons, pour imaginer l'avenir, de multiples modèles, de nombreux horizons et des avenues qui ne convergent pas : U.R.S.S. et Etats-Unis, Chine, Yougoslavie, Cuba, Israël. Sans omettre la Suède ou la Suisse. Sans oublier les Bororos.

Et pendant que s'urbanise la société française, alors que Paris se transforme, alors que certains pouvoirs sinon le Pouvoir modèlent la France de l'an 2000, personne ne songe ni à la ville idéale ou à ce que devient autour de soi la ville réelle. L'utopie s'attache à de multiples réalités, plus ou moins lointaines, plus ou moins connues, inconnues, méconnues. Elle ne s'attache plus à la vie réelle et quotidienne. Elle ne naît plus dans les absences et lacunes qui trouent cruellement la réalité environnante. Le regard se détourne, quitte l'horizon, se perd dans des nuées, ailleurs. Telle est la puissance de détournement des idéologies, à l'instant exact où l'on ne croit plus à l'idéologie, mais au réalisme et au rationalisme!

En réfutant les ambitions des disciplines partielles et aussi des tentatives interdisciplinaires, l'on a précédemment affirmé que **la synthèse appartient au politique** (c'est-à-dire que toute synthèse de données analytiques concernant la réalité urbaine dissimule sous une philosophie ou une idéologie, une **stratégie**). S'agirait-il de remettre aux mains des hommes de l'Etat la décision? Certes non. Pas plus qu'aux experts et spécialistes. Le terme **politique** n'a pas été pris dans cette acceptation restreinte. Une telle proposition doit s'entendre dans un sens opposé à celui qui vient d'être énoncé. La capacité de synthèse appartient à des forces politiques qui sont en réalité des forces sociales (classes, fractions de classes, regroupements ou alliances de classes). Elles existent ou n'existent pas, elles se manifestent et s'expriment ou non. Elles prennent ou ne prennent pas la parole. A elles d'indiquer leurs besoins sociaux, d'infléchir les institutions existantes, d'ouvrir l'horizon et de revendiquer un avenir qui sera leur œuvre. Si les habitants des diverses catégories et « strates », se laissent manœuvrer, manipuler, déplacer ici ou là sous prétexte de « mobilité sociale », s'ils acceptent les conditions d'une exploitation plus raffinée et plus étendue que jadis, tant pis pour eux. Si la classe ouvrière se tait, si elle n'agit pas, soit spontanément soit par la médiation de ses représentants et mandataires institutionnels, la ségrégation continuera avec des résultats en cercle vicieux (la ségrégation tend à interdire la protestation, la contestation, l'action, en dispersant ceux qui pourraient protester, contester, agir). La vie politique, dans cette perspective, contestera le centre de décision politique ou le raffermira. Cette option sera, en ce qui concerne les partis et les hommes, **critère de démocratie.**

Pour l'aider à déterminer son trajet, l'homme poli-

tique a besoin d'une **théorie.** Il semble que l'on tourne autour de grandes difficultés. Comment peut-il y avoir théorie de la société urbaine, de la ville et de l'urbain, de la réalité et des possibilités, sans synthèse?

Deux hypothèses dogmatiques ont été écartées : la systématisation philosophique, la systématisation à partir des analyses parcellaires (sous couvert de telle « discipline » ou de la recherche dite « interdisciplinaire »). Une voie s'ouvre, celle qui passe justement par l'ouverture. Il ne peut être question d'une synthèse accomplie, dans le cadre de la connaissance. L'unité qui se profile se définit par une convergence que seule une pratique peut réaliser entre :

a) les objectifs échelonnés dans le temps de l'action politique, passant du possible à l'impossible, c'est-à-dire de ce qui est possible « hic et nunc » à ce qui, impossible aujourd'hui, deviendra possible demain au cours de cette action elle-même;

b) les éléments théoriques apportés par l'analytique de la réalité urbaine, par l'ensemble des connaissances mises en jeu au cours de l'action politique, ordonnées, utilisées, dominées par cette action;

c) les éléments théoriques apportés par la philosophie, celle-ci apparaissant dans une nouvelle lumière, son histoire s'écrivant dans une autre perspective, la méditation philosophique se transformant en fonction de la réalité ou plutôt de la réalisation à accomplir;

d) les éléments théoriques apportés par l'art, conçu comme capacité de transformer la réalité, **d'approprier** au niveau le plus élevé les données du « vécu », du temps, de l'espace, du corps et du désir.

De cette convergence, on peut définir les conditions préalables. Il est essentiel de ne plus considérer séparément l'industrialisation et l'urbanisation

mais de percevoir dans l'urbanisation le sens, le but, la finalité de l'industrialisation. En d'autres termes, il est essentiel de ne plus viser la croissance économique pour la croissance, idéologie « économiste » qui couvre des desseins stratégiques : le surprofit et la surexploitation capitalistes, la maîtrise de l'économique (d'ailleurs manquée de ce seul fait) au profit de l'Etat. Les concepts d'équilibre économique, de croissance harmonieuse, de maintien des structures (les rapports structurés-structurants étant les rapports de production et de propriété existants) doivent se subordonner aux concepts plus puissants virtuellement de développement, de rationalité concrète émergeant des conflits.

En d'autres termes, il s'agit **d'orienter la croissance.** Des formulations répandues et qui passent pour démocratiques (la croissance pour le bien-être de tous, ou « dans l'intérêt général ») perdent leur sens : le libéralisme comme l'idéologie économiste aussi bien que la planification étatique centralisée. Une telle idéologie, nommée ou non prospectiviste, réduit la perspective à des augmentations de salaires, à une meilleure répartition du revenu national, quand ce n'est pas à l'association « capital-travail » plus ou moins revue et corrigée.

Orienter la croissance vers le développement, donc vers la **société urbaine,** cela veut dire d'abord : prospecter les **besoins nouveaux,** en sachant que de tels besoins se découvrent au cours de leur émergence et se révèlent au cours de la prospection. Ils ne préexistent pas comme des objets. Ils ne figurent pas dans le « réel » que décrivent les études de marché et de motivations (individuelles). Cela veut dire par conséquent substituer une planification sociale, dont la théorie n'est guère élaborée, à la planification économique. Les besoins sociaux condui-

sent à la production de nouveaux « biens » qui ne sont pas tel ou tel **objet,** mais des objets sociaux dans l'espace et le temps. L'homme de la société urbaine est **déjà** un homme riche en besoins : l'homme de besoins riches qui attendent l'objectivation, la réalisation. La société urbaine dépasse l'ancienne et la nouvelle pauvreté, tant la misère de la subjectivité isolée que le pauvre besoin d'argent avec ses symboles tardifs : le « pur » regard, le « pur » signe, le « pur » spectacle.

L'orientation ne se définit donc pas par une synthèse effective, mais par une convergence, virtualité qui se profile mais qui ne se réalise qu'à la **limite;** cette limite ne se situe pas à l'infini, et cependant on l'atteint par avances et bonds successifs. Impossible de s'y installer et de l'instaurer comme une réalité accomplie. Tel est le trait essentiel de la démarche déjà envisagée et dénommée « transduction », construction d'un objet virtuel approché à partir de données expérimentales. L'horizon éclaire et appelle la la réalisation.

L'orientation réagit sur la recherche des données. La recherche ainsi conçue cesse d'être recherche indéterminée (empirisme) ou simple vérification d'une thèse (dogmatisme). En particulier, la philosophie et son histoire, l'art et ses métamorphoses apparaissent dans cette lumière transformés.

Quant à l'analytique de la réalité urbaine, elle se modifie du fait que la recherche a déjà trouvé « quelque chose » au départ et que l'orientation influence les hypothèses. Il n'est plus question d'isoler les points de l'espace et du temps, de considérer séparément des activités et fonctions, d'étudier à part les uns des autres des comportements ou des images, des répartitions et des rapports. Ces divers aspects d'une production sociale, celle de la ville et de la

société urbaine, se situent par rapport à une **perspective** d'explication et de prévision. La méthode consiste dès lors à dépasser aussi bien la description (œcologique) que l'analyse (fonctionnelle, structurale) sans d'ailleurs les abolir, pour tendre vers la saisie du concret — du drame urbain —, les indications formelles provenant de la théorie générale des formes. Selon cette théorie, il y a une forme de la ville : rassemblement, simultanéité, rencontre. La démarche intellectuelle liée à ces opérations, qui les codifie, ou qui les appuie méthodologiquement, a été nommée : transduction.

Scientifiquement parlant, la distinction entre les **variables stratégiques** et les **variables tactiques** semble essentielle. Les premières, dès qu'on les distingue clairement se subordonnent les secondes. Augmentation des salaires? Meilleure répartition du revenu national? Nationalisation de ceci ou de cela? Très bien. Mais ce sont des variables tactiques. De même qu'en ce qui concerne l'avenir de la société urbaine la suppression des servitudes frappant les terrains à bâtir, leur municipalisation, étatisation, socialisation. Très bien. D'accord. Mais dans quel but? L'augmentation des taux et rythmes de croissance entre dans les variables stratégiques, car l'accroissement quantitatif pose déjà des problèmes qualitatifs, ceux qui concernent la finalité, le développement. Il ne s'agit pas seulement des taux de croissance de la production et du revenu, mais de la répartition. Quelle part de la production accrue et du revenu global augmenté sera attribuée aux besoins sociaux, à la « culture », à la réalité urbaine? La transformation de la quotidienneté ne fait-elle pas partie des variables stratégiques? On peut le penser. Pour prendre un exemple, l'étalement des horaires (journaliers, annuels) n'est pas sans intérêt. Ce n'est

qu'une minuscule action tactique. La création de réseaux nouveaux concernant la vie des enfants et des adolescents (crêches, terrains de jeux et de sport, etc.), la constitution d'un appareil très simple de pédagogie sociale, qui informerait aussi bien sur la vie sociale elle-même que sur la vie sexuelle et l'art de vivre et l'art tout court, une telle institution aurait beaucoup plus de portée; elle marquerait le passage du tactique au stratégique dans ce domaine.

Les variantes des projets élaborés par les économistes dépendent ainsi de stratégies, généralement mal explicitées. Contre les stratégies de classe qui utilisent des instruments scientifiques souvent très puissants et qui tendent à abuser de la science (non : de la scientificité : d'un appareil idéologique de rigueur et de contrainte) comme d'un moyen pour persuader et imposer, il s'agit de retourner la connaissance en la remettant sur ses pieds.

Le socialisme? Bien sûr, c'est de cela qu'il est question. Mais de quel socialisme? Selon quel concept et quelle théorie de la société socialiste? La définition de cette société par l'organisation planifiée de la production suffit-elle? Non. Le socialisme ne peut aujourd'hui se concevoir que comme production orientée vers les besoins sociaux et par conséquent vers les besoins de la société urbaine. Les objectifs empruntés à la seule industrialisation sont en voie de dépassement et de transformation. Telle est la thèse ou l'hypothèse stratégique ici formulée. Les conditions, les préalables? On les connaît : un haut niveau de production et de productivité (en rompant avec l'exploitation renforcée d'une minorité relativement décroissante de travailleurs manuels et intellectuels hautement productifs) — un haut niveau technique et culturel. Plus l'institution de rapports sociaux nouveaux, notamment entre gouvernants et

gouvernés, entre « sujets » et « objets » des décisions. Ces conditions sont virtuellement réalisées dans les grands pays industrialisés. Leur formulation ne sort pas du **possible,** même si ce possible semble loin du réel et s'il est réellement lointain.

Les possibilités relèvent d'un double examen : **scientifique** (projet et projection, variantes des projets, prévisions) et **imaginaire** (à la limite : la science-fiction). Pourquoi l'imaginaire entraînerait-il seulement hors du réel au lieu de féconder la réalité? Lorsqu'il y a perte de la pensée dans et par l'imaginaire, c'est que cet imaginaire est manipulé. L'imaginaire est aussi un fait social. Les spécialistes ne réclament-ils pas l'intervention de l'imagination et de l'imaginaire lorsqu'ils acclament « l'homme de synthèse », quand ils sont disposés à recevoir le « nexialiste » ou le « généraliste »?

L'industrie, pendant deux siècles, a accompli la grande relance de la marchandise (qui lui préexistait mais **limitée** à la fois par les structures agraires et les structures urbaines). Elle a permis une extension virtuellement illimitée de la valeur d'échange. Elle a montré dans la marchandise non seulement une façon de mettre les gens en rapports mais une logique, un langage, un monde. La marchandise a emporté les barrages (et ce processus n'est pas terminé; l'automobile, objet-pilote actuel dans le monde des marchandises tend à emporter ce dernier barrage : la ville). Ce fut donc l'époque de l'économie politique et de son règne avec les deux variantes : économisme libéral, économisme planificateur. Aujourd'hui s'esquisse le dépassement de l'économisme. Vers quoi? Vers une éthique ou une esthétique, un moralisme ou un esthétisme? Vers des « valeurs » nouvelles? Non. Il s'agit d'un dépassement par et dans la pratique : **d'un changement de pratique sociale.** La valeur

d'usage, subordonnée à la valeur d'échange pendant des siècles, peut reprendre le premier rang. Comment? Par et dans la société urbaine, en partant de cette réalité qui résiste encore et conserve pour nous l'image de la valeur d'usage : la ville. Que la réalité urbaine soit destinée aux « usagers » et non point aux spéculateurs, aux promoteurs capitalistes, aux plans des techniciens, c'est une version juste mais affaiblie de cette vérité.

Ici l'on peut envisager une variable stratégique : limiter l'importance de l'industrie automobile dans l'économie d'un pays et la place de l'objet « auto » dans la vie quotidienne, dans la circulation, dans les moyens de transport. Substituer à l'auto d'autres techniques, d'autres objets, d'autres moyens de transport (publics, par exemple). C'est là un exemple un peu simple et trivial mais démonstratif de subordination du « réel » à une stratégie.

Le problème des **loisirs** oblige à penser plus clairement encore une stratégie. Pour le poser dans toute son ampleur, il convient d'abord de détruire quelques fantasmes mêlés d'idéologie. L'imaginaire social aménagé (par l'idéologie, par la publicité) aussi bien que la triste réalité des « hobbies » et de la « créativité » miniaturisée bouchent l'horizon. Ni les départs en vacances, ni la production culturelle industrialisée — ni les loisirs dans la vie quotidienne, ni les loisirs hors de la quotidienneté, — ne résolvent le problème. Leurs images empêchent de le poser. Le problème, c'est d'en finir avec les séparations : « quotidienneté-loisirs » ou « vie quotidienne-fête ». C'est de restituer la fête en transformant la vie quotidienne. La ville fut espace occupé à la fois par le travail productif, par les œuvres, par les fêtes. Qu'elle retrouve cette fonction au-delà des fonctions, dans la société urbaine métamorphosée. Ainsi se formule un des objectifs

stratégiques (qui d'ailleurs consiste seulement en la formulation de ce qui se passe aujourd'hui, sans grâce ni splendeur, dans les villes où festivités et festivals tentent maladroitement de recréer la Fête).

Chaque grand type de société, en d'autres termes chaque mode de production, a eu son type de ville. La discontinuité (relative) des modes de production jalonne l'histoire de la réalité urbaine, encore que ce jalonnement n'ait rien d'exclusif et que d'autres périodisations soient possibles. En particulier celle qui montre de plus près la succession des types urbains et qui ne coïncident pas complètement avec la périodisation primordiale. Or chaque type urbain a proposé et réalisé une **centralité** spécifique.

Raison et résultat du mode de production asiatique, la ville de l'Orient propose aux rassemblements et rencontres sa voie triomphale. Par cette voie s'en vont et reviennent les armées qui protègent et oppriment le territoire agricole qu'administre la ville. Sur la voie triomphale se déploient les défilés militaires et processions religieuses. Point de départ et d'arrivée; le centre du monde, dans le Palais du Prince (l'ombilic, l'omphalos). L'enceinte sacrée capte et condense la sacralité diffuse sur l'ensemble du territoire; elle manifeste le droit éminent du souverain, possession et sacralisation inséparables. La voie triomphale pénètre dans l'enceinte par une Porte, monument parmi les monuments. C'est la Porte le véritable centre urbain, le centre du monde n'étant pas ouvert aux rassemblements. Autour de la Porte se réunissent les gardes, les caravaniers, les errants, les voleurs. Là siège le tribunal urbain et se retrouvent les habitants pour des colloques spontanés. C'est le lieu de l'ordre et du désordre urbains, des révoltes et des répressions.

Dans la ville antique, grecque et romaine, la cen-

tralité s'attache à un espace vide : l'agora, le forum. C'est une place, un lieu préparé pour la réunion. Différence importante entre l'agora et le forum : des interdits marquent ce dernier; des édifices le couvriront vite, lui ôtant le caractère de lieu ouvert; il ne se disjoint pas du centre du monde : le trou (le « mundus ») sacré-maudit, lieu d'où sortent les âmes, où l'on précipite les condamnés et les enfants en surnombre. Les Grecs n'ont pas mis l'accent sur l'horreur, sur la liaison entre la centralité urbaine et le monde souterrain des morts et des âmes. Leur pensée comme leur cité se rattache au Cosmos, distribution lumineuse des lieux dans l'espace, plutôt qu'au Monde, passage, couloir de ténèbres, errance souterraine. Sur l'Occident, plus romanisé qu'hellénique, pèse le poids de cette ombre.

La ville médiévale, elle, a vite intégré les marchands et les marchandises. Elle les installe bientôt en son centre : la place du marché, centre commercial que marque d'une part le voisinage de l'église, d'autre part l'exclusion (l'hétérotopie) du territoire par l'enceinte. Le symbolisme et les fonctions de cette enceinte diffèrent de ce qu'atteint l'analyse de la ville orientale ou antique. Le terroir appartient aux seigneurs, aux paysans, aux errants, aux pillards. La centralité urbaine accueille les produits et les gens. Elle interdit son accès à ceux qui menacent sa fonction essentielle, laquelle devient économique, annonçant et préparant le capitalisme (c'est-à-dire le mode de production dans lequel prédominent l'économique et la valeur d'échange). Cependant, la centralité ainsi fonctionalisée et structurée reste l'objet de tous les soins. On l'orne. La moindre bourgade, la moindre « bastide » possèdent des arcades, une halle monumentale, des édifices municipaux aussi somptueux que possible, des lieux de plaisir. L'église bénit les

affaires et donne bonne conscience aux citadins affairés. Entre l'église et le marché, sur la place, ont lieu les assemblées qui participent de ce double caractère : religieux, rationnel (dans les bornes de la rationalité commerciale). Comment s'allient en se heurtant, entrant en combinaison ou en conflit ces deux caractères? C'est une autre histoire.

La ville capitaliste a créé le centre de consommation. La production industrielle n'a pas constitué de centralité propre, sauf dans les cas privilégiés — si l'on peut dire — de l'importante entreprise autour de laquelle une cité ouvrière s'édifie. On connaît déjà le double caractère de la centralité capitaliste : lieu de consommation et consommation du lieu. Les commerces se densifient au centre, qui attire les commerces rares, les produits et denrées de luxe. Cette centralité s'installe avec prédilection dans les noyaux anciens, sur les espaces appropriés au cours de l'histoire antérieure. Elle peut s'en passer. Dans ces lieux privilégiés, le consommateur vient aussi consommer l'espace; le rassemblement des objets dans les boutiques, vitrines, étalages, devient raison et prétexte de rassemblement des gens; ils voient, ils regardent, ils parlent, ils se parlent. Et c'est le terrain de rencontre, à partir du rassemblement des choses. Ce qui se dit et s'écrit, c'est avant tout le monde de la marchandise, le langage des marchandises, la gloire et l'extension de la valeur d'échange. Elle tend à résorber la valeur d'usage dans l'échange et la valeur d'échange. Pourtant l'usage et la valeur d'usage résistent opiniâtrement : irréductiblement. Cette irréductibilité du centre urbain joue un rôle essentiel dans l'argumentation.

Le néo-capitalisme, lui, superpose au centre de consommation (qu'il ne dément ni ne détruit) le centre de décision. Il ne rassemble plus les gens ni les

choses, mais les informations, les connaissances. Il les inscrit dans une forme éminemment élaborée de simultanéité : la conception de l'ensemble, incorporé dans le cerveau électronique, utilisant la quasi-instantanéité des communications, surmontant les obstacles (les pertes d'information, les accumulations insensées d'éléments, les redondances, etc.). Dans un but désintéressé? Certes pas. Ceux qui constituent la centralité spécifique visent le pouvoir ou en sont les instruments. Dès lors le problème se pose politiquement. Il ne s'agit plus seulement de « maîtriser la technique » en général, mais des techniques bien déterminées avec leurs implications socio-politiques. Il s'agit de maitriser les maitres potentiels : ceux dont la puissance s'empare de toutes les possibilités.

Pourquoi cette argumentation reprise et poussée vers de nouvelles conclusions? Pour proposer et justifier une autre centralité. La société urbaine dont s'expose ici la possibilité ne peut se contenter des centralités passées, même si elle ne les détruit pas mais les utilise et se les approprie en les modifiant. Que projeter? La centralité culturelle a quelque chose d'ingrat. Elle se laisse facilement organiser, institutionaliser et par la suite bureaucratiser. Rien n'égale, dans la dérision, le bureaucrate de la culture. L'éducatif attire mais ne séduit pas et n'enchante guère. La pédagogie implique des pratiques localisées et non une centralité sociale. D'ailleurs rien ne prouve qu'il y ait « une » ou « la » culture. Soumis à cette entité, « la culture », et à son idéologie, le « culturalisme », le plus grand des jeux, le Théâtre, se voit menacé par l'ennui. Les éléments d'une unité supérieure, les fragments et aspects de la « culture », l'éducatif, le formatif et l'informatif, peuvent se rassembler. D'où tirer le principe du rassemblement et son contenu? Du **ludique.** Le terme doit ici se prendre

dans son acceptation la plus étendue et dans son sens le plus « profond ». Le sport est ludique; le théâtre également, de façon plus active et plus participante que le cinéma. Les jeux des enfants ne sont pas à dédaigner, ni ceux des adolescents. Foires, jeux collectifs de toutes sortes persistent dans les interstices de la société de consommation dirigée, dans les trous de la société sérieuse qui se veut structurée et systématique, qui se prétend technicienne. Quant aux lieux de rassemblement anciens, ils ont en grande partie perdu leur sens : la fête, qui se meurt ou s'en écarte. Qu'ils retrouvent un sens n'interdit pas la création de lieux appropriés à la fête renouvelée, liée essentiellement à l'invention ludique.

Que la société dite de consommation esquisse cette direction, cela ne fait aucun doute. Centres de loisirs, « sociétés de loisirs », villes de luxe et de plaisirs, lieux de vacances, le montrent avec éloquence (avec une rhétorique particulière, lisible dans la publicité). Il s'agit donc seulement de donner forme à cette tendance, encore soumise à la production industrielle et commerciale de culture et de loisirs dans cette société. Rassembler en subordonnant au jeu au lieu de subordonner le jeu au « sérieux » de la culturalité et de la scientificité, ainsi se définissent la proposition et le projet. Ce rassemblement n'exclut en rien les éléments « culturels ». Au contraire. Il les réunit en les restituant dans leur vérité. C'est tardivement et à travers les institutions, que le théâtre devient « culturel » pendant que le jeu perd sa place et sa valeur dans la société. La Culture, ne serait-ce pas l'accommodement de l'œuvre et du style à la valeur d'échange? Ce qui permet sa commercialisation, avec la production et la consommation de ce produit spécifique.

La centralité ludique a des implications : restituer

le sens de l'œuvre qu'apportèrent l'art et la philosophie — donner la priorité au temps sur l'espace, non sans considérer que le temps vient s'inscrire et s'écrire dans un espace — mettre l'appropriation au-dessus de la domination.

L'espace ludique a coexisté et coexiste encore avec des espaces d'échanges et de circulation, de l'espace politique, de l'espace culturel. Les projets qui perdent ces espaces qualitatifs et différents au sein d'un « espace social » quantifié, réglé seulement par des comptages et de la comptabilité, ces projets relèvent d'une schizophrénie qui se couvre sous les voiles de la rigueur, de la scientificité, de la rationalité. L'on a précédemment montré en de tels projets l'aboutissement inévitable d'une pensée analytique qui se veut globale sans précautions. La globalité ainsi retrouvée, c'est l'espace formalisé de la pathologie sociale. Du concept **d'habitat** à l'espace schizophrénique projeté comme modèle social, il y a trajet continu. L'orientation ici envisagée ne consiste pas à supprimer les différences historiques déjà constituées et instituées, les espaces qualifiés. Au contraire : ces espaces déjà complexes peuvent s'articuler, en accentuant différences et contrastes, en poussant vers la qualité qui implique et surdétermine les quantités. A ces espaces on peut appliquer des principes formalisés de différences et d'articulation, de superposition dans les contrastes. Ainsi conçus, les espaces sociaux se rattachent à des temps et rythmes sociaux qui passent au premier plan. On comprend mieux comment et jusqu'où, dans la réalité urbaine, les événements se répartissent dans une durée tout en jalonnant des parcours. Cette vérité du temps urbain reprend son rôle, lucidement. L'habiter retrouve sa place au-dessus de l'habitat. La qualité promue se représente et se présente comme **ludique.**

En **jouant** sur les mots, on peut dire qu'il y aura **jeu** entre les pièces de l'ensemble social — plasticité — dans la mesure où **le jeu** se proclame comme valeur suprême, éminemment grave sinon sérieux, dépassant en les rassemblant l'usage et l'échange. Et si quelqu'un s'écrie que cette utopie n'a rien de commun avec le socialisme, on lui répondra qu'aujourd'hui seule la classe ouvrière sait encore vraiment jouer, a envie de jouer, en deçà et au-delà des revendications et programmes, ceux de l'économisme et de la philosophie politique. Qu'est-ce qui le montre? le sport, l'intérêt suscité par le sport, et de multiples jeux, y compris les formes dégradées de la vie ludique, à la télévision et ailleurs. D'ores et déjà le centre urbain apporte aux gens de la ville du mouvement, de l'imprévu, du possible et des rencontres. C'est un « théâtre spontané » ou ce n'est rien.

La ville future, pour autant qu'on réussisse à en esquisser les contours, se définirait assez bien en imaginant le renversement de la situation actuelle, en poussant à la limite cette image inverse du monde à l'envers. Actuellement, on tente d'établir des structures fixes, des permanences dites « structures d'équilibre », des stabilités soumises à la systématisation, donc au pouvoir existant. En même temps, l'on mise tactiquement sur le vieillissement accéléré (l'obsolescence) et la disparition rapide des biens de consommation, ironiquement dits « durables » : les vêtements (que font disparaître l'usure morale et la mode), les objets quotidiens (meubles), les automobiles, etc. La ville idéale comporterait obsolescence de l'espace : changement accéléré des demeures, emplacements, espaces préparés. Ce serait la **ville éphémère,** œuvre perpétuelle des habitants, eux-mêmes mobiles et mobilisés pour/par cette œuvre. Le temps y reprend sa place, la première. Que la

technique rende possible la ville éphémère, apogée du ludique, œuvre et luxe suprême, cela ne fait aucun doute. Qu'est-ce qui le montre? Par exemple la dernière Exposition universelle, celle de Montréal. Entre autres exemples!

Mettre l'art au service de l'urbain, cela ne signifie pas du tout enjoliver l'espace urbain avec des objets d'art. Cette parodie du possible se dénonce elle-même comme caricaturale. Cela veut dire que les temps-espaces deviennent œuvre d'art et que l'art passé se reconsidère comme source et modèle **d'appropriation** de l'espace et du temps. L'art apporte des cas et des exemples de « topiques » appropriés : de qualités temporelles inscrites dans des espaces. La musique montre comment l'expression se saisit du nombre, comment l'ordre et la mesure véhiculent le lyrisme. Elle montre que le temps, tragique ou joyeux, peut absorber et résorber le calcul. De même la sculpture ou la peinture, avec moins de force et plus de précision que la musique. N'oublions pas que les jardins, les parcs et paysages firent partie de la vie urbaine autant que les beaux-arts. Et que le paysage autour des villes fut œuvre de ces villes, entre autres le paysage toscan autour de Florence, lequel, inséparable de l'architecture, joue un rôle immense dans les arts classiques. Quittant la représentation, l'ornement, la décoration, l'art peut devenir **praxis** et **poièsis** à l'échelle sociale : l'art de vivre dans la ville comme œuvre d'art. Revenant au style, à l'œuvre, c'est-à-dire au sens du monument et de l'espace approprié dans la Fête, l'art peut préparer des « structures d'enchantement ». L'architecture prise à part ne saurait ni restreindre les possibilités ni à elle seule les ouvrir. Il y faut plus, mieux, autre chose. L'architecture comme art et technique a besoin elle aussi d'une orientation. Nécessaire, elle ne saurait se suffire, ni

l'architecte fixer ses buts et déterminer sa stratégie. Autrement dit, l'avenir de l'art n'est pas artistique, mais urbain. Parce que l'avenir de « l'homme » ne se découvre ni dans le cosmos, ni dans le peuple, ni dans la production, mais dans la société urbaine. De même que l'art, la philosophie peut et doit se reconsidérer en fonction de cette perspective. La problématique de l'urbain renouvelle la problématique de la philosophie, ses catégories et méthodes. Sans qu'il y ait lieu de les briser ni de les rejeter, ces catégories **reçoivent** quelque chose d'autre et de neuf : un autre sens.

Le droit à la ville se manifeste comme forme supérieure des droits : droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. Le droit à **l'œuvre** (à l'activité participante) et le droit à **l'appropriation** (bien distinct du droit à la propriété) s'impliquent dans le droit à la ville.

En ce qui concerne la philosophie, trois périodes se discernent. Et c'est là une périodisation particulière parmi celles qui jalonnent le continuum du devenir. Dans la première époque, la philosophie médite sur la Cité comme tout (partiel) au sein de la totalité, cosmos et monde. Dans la seconde, la philosophie réfléchit une totalité transcendante à la ville : l'histoire, « l'homme », la société, l'Etat. Elle accepte et même entérine au nom de la Totalité plusieurs séparations. Elle consacre la saisie analytique en croyant la réfuter ou la surmonter. Dans la troisième période, elle concourt à une promotion de la rationalité et de la pratique, qui se transforment en rationalité urbaine et pratique urbanistique.

LA RÉALISATION DE LA PHILOSOPHIE

Le fil conducteur de cette étude, qui l'a menée jusqu'à ses conclusions, reprenons-le en montrant sa continuité. La connaissance se trouve dans une situation intenable. La philosophie voulait atteindre le total et passait à côté; elle ne parvenait pas à le saisir, moins encore à le réaliser. Elle mutilait à sa manière la totalité, n'en donnant qu'une représentation systématisée, spéculative, contemplative. Et cependant, seul le philosophe avait et a encore le sens du total. Les connaissances partielles et parcellaires prétendent atteindre des certitudes, des réalités; elles ne livrent que des fragments. Elles ne peuvent se passer de synthèse mais ne peuvent légitimer leur droit à la synthèse.

Dès ses débuts la philosophie grecque se lia à la cité grecque, avec ses grandeurs et ses misères, avec ses limitations : l'esclavage, la subordination de l'individu à la Polis. Deux mille années plus tard, Hegel annonça la réalisation de la rationalité philosophique dégagée par ces siècles de réflexion et de méditation, mais dans et par l'Etat.

Comment sortir de ces impasses? Comment résoudre ces contradictions?

La **production industrielle** a bouleversé les notions concernant la capacité sociale d'agir, de créer du nouveau, de maîtriser la nature matérielle. La philoso-

phie ne pouvait maintenir sa mission traditionnelle, ni le philosophe sa vocation : définir l'homme, l'humain, la société, le monde et du même coup prendre en charge la création de l'homme par son effort, son travail, sa volonté, sa lutte contre les déterminismes et les hasards. La science et les sciences, la technique, l'organisation et la rationalisation de l'industrie entraient en scène. Deux mille ans de philosophie allaient-ils au tombeau? Non. L'industrie apporte des moyens nouveaux. Elle n'a pas sa fin et son sens en elle-même. Elle lance dans le monde des **produits.** La philosophie, œuvre par excellence (avec l'art et les œuvres d'art) dit ce qui est **appropriation** et non maîtrise technique de la nature matérielle, productrice de produits et de valeur d'échange. Au philosophe donc de parler, de **dire le sens** de la production industrielle, à condition de ne pas spéculer sur elle, de ne pas la prendre comme thème en prolongeant l'ancienne manière de philosopher, mais de la prendre comme **moyen pour réaliser la philosophie,** c'est-à-dire le **projet philosophique** de l'homme dans le monde : désir et raison, spontanéité et réflexion, vitalité et mise en forme, domination et appropriation, déterminismes et libertés. La philosophie ne peut se réaliser sans que l'art (comme modèle d'appropriation du temps et de l'espace) ne s'accomplisse pleinement dans la pratique sociale et sans que la technique et la science, en tant que moyens, ne soient pleinement utilisés, sans que se dépasse la condition prolétarienne.

Cette révolution théorique commencée par Marx s'est obscurcie par la suite, la production industrielle, la croissance économique, la rationalité organisatrice, la consommation des produits, devenant fins au lieu de moyens subordonnés à une fin supérieure. Aujourd'hui, **la réalisation de la philosophie** peut reprendre

son sens, c'est-à-dire donner un sens à l'histoire comme à l'actualité. Le fil interrompu depuis un siècle se renoue. La situation théorique se débloque et l'abîme se comble entre le total et le partiel ou parcellaire, entre l'ensemble incertain et les fragments trop certains. A partir du moment où la société urbaine révèle le sens de l'industrialisation, ces concepts jouent un rôle nouveau. La révolution théorique continue et la révolution urbaine (le côté révolutionnaire de la réforme urbaine, de la stratégie urbaine) passe au premier plan. La révolution théorique et la transformation politique vont de pair.

La pensée théorique vise la réalisation d'une autre humanité que celle de la société peu productrice (celle des époques de la non-abondance, ou plutôt de la non-possibilité de l'abondance), et que celle de la société productiviste. Dans une société et une vie urbaines délivrées des anciennes limites, — celles de la rareté et celles de l'économisme, — les techniques, l'art, les connaissances passent au service de la quotidienneté pour la métamorphoser. Ainsi se définit la réalisation de la philosophie. Il ne s'agit plus d'une philosophie de la ville et d'une philosophie historico-sociale à côté d'une science de la ville. La réalisation de la philosophie donne un sens aux sciences de la réalité sociale. Ceci réfute à l'avance l'accusation de « sociologisme » qui ne manquera pas de survenir contre les hypothèses et les thèses ici exposées. Ni philosophisme, ni scientisme, ni pragmatisme. Ni sociologisme ni psychologisme ni économisme. Ni historicisme. Quelque chose d'autre s'annonce.

THÈSES SUR LA VILLE, L'URBAIN ET L'URBANISME

1. Deux groupes de questions ont masqué les problèmes de la ville et de la société urbaine, deux ordres d'urgence : les questions du logement et de « l'habitat » (relevant d'une politique du logement et de techniques architecturales) — celles de l'organisation industrielle et de la planification globale. Les premières par en bas, les secondes par en haut ont produit en le dissimulant à l'attention un éclatement de la morphologie traditionnelle des villes, alors que se poursuivait l'urbanisation de la société. D'où une contradiction nouvelle s'ajoutant aux autres contradictions non résolues de la société existante, les aggravant, leur donnant un autre sens.

2. Ces deux groupes de problèmes ont été et sont posés par la croissance économique, par la production industrielle. L'expérience pratique montre qu'il peut y avoir croissance sans développement social (croissance quantitative, sans développement qualitatif). Dans ces conditions, les changements dans la société sont plus apparents que réels. Le fétichisme et l'idéologie du changement (autrement dit : l'idéologie de la modernité) couvrent la stagnation des rapports sociaux essentiels. Le développement de la société ne peut se concevoir que dans la vie urbaine, par la réalisation de la société urbaine.

3. Le double processus d'industrialisation et d'ur-

banisation perd tout sens si l'on ne conçoit pas la société urbaine comme but et finalité de l'industrialisation, si l'on subordonne la vie urbaine à la croissance industrielle. Celle-ci fournit les conditions et les moyens de la société urbaine. Que l'on proclame la rationalité industrielle comme nécessaire et comme suffisante, l'on détruit le sens (l'orientation, le but) du processus. L'industrialisation produit l'urbanisation d'abord négativement (éclatement de la ville traditionnelle, de sa morphologie, de sa réalité pratico-sensible). Après quoi l'on est à pied d'œuvre. La société urbaine commence sur les ruines de la ville ancienne et de son environnement agraire. Au cours de ces changements, le rapport entre l'industrialisation et l'urbanisation se transforme. La ville cesse d'être le contenant, le réceptacle passif des produits et de la production. Ce qui subsiste et se raffermit de la réalité urbaine dans sa dislocation, le **centre de décision,** entre dès lors dans les **moyens de la production et les dispositifs de l'exploitation du travail social** par ceux qui détiennent l'information, la culture, les pouvoirs de décision eux-mêmes. Seule une théorie permet d'utiliser les données pratiques et de réaliser effectivement la société urbaine.

4. Pour cette réalisation, ni l'organisation de l'entreprise, ni la planification globale, nécessaires, ne suffisent. Un bond en avant de la rationalité s'accomplit. Ni l'Etat ni l'Entreprise ne fournissent les modèles de rationalité et de réalité indispensables.

5. La réalisation de la société urbaine appelle une planification orientée vers les besoins sociaux, ceux de la société urbaine. Elle nécessite une science de la ville (des relations et corrélations dans la vie urbaine). Nécessaires, ces conditions ne suffisent pas. Une force sociale et politique capable de mettre en

œuvre ces moyens (qui ne sont que des moyens) est également indispensable.

6. La classe ouvrière subit les conséquences de l'éclatement des morphologies anciennes. Elle est victime d'une ségrégation, stratégie de classe permise par cet éclatement. Telle est la forme actuelle de la situation négative du prolétariat. L'ancienne misère prolétarienne s'atténue et tend à disparaître dans les grands pays industriels. Une nouvelle misère s'étend, qui touche principalement le prolétariat sans épargner d'autres couches et classes sociales : la misère de l'habitat, celle de l'habitant soumis à une quotidienneté organisée (dans et par la société bureaucratique de consommation dirigée). A ceux qui douteraient encore de son existence comme classe, la ségrégation et la misère de son « habiter » désignent sur le terrain la classe ouvrière.

7. Dans des conditions difficiles, au sein de cette société qui ne peut complètement s'y opposer et cependant leur barre la route, se fraient leur chemin des droits, qui définissent la civilisation (**dans,** mais souvent **contre** la société — **par** mais souvent **contre** la « culture »). Ces droits mal reconnus deviennent peu à peu coutumiers avant de s'inscrire dans les codes formalisés. Ils changeraient la réalité s'ils entraient dans la pratique sociale : droit au travail, à l'instruction, à l'éducation, à la santé, au logement, aux loisirs, à la vie. Parmi ces droits en formation figure le **droit à la ville** (non pas à la ville ancienne mais à la vie urbaine, à la centralité rénovée, aux lieux de rencontres et d'échanges, aux rythmes de vie et emplois du temps permettant **l'usage** plein et entier de ces moments et lieux, etc.). La proclamation et la réalisation de la vie urbaine comme règne de l'usage (de l'échange et de la rencontre dégagés de la valeur d'échange) réclament la maîtrise de l'éco-

nomique (de la valeur d'échange, du marché et de la marchandise) et s'inscrivent par conséquent dans les perspectives de la révolution sous hégémonie de la classe ouvrière.

8. Pour la classe ouvrière, rejetée des centres vers les périphéries, dépossédée de la ville, expropriée ainsi des meilleurs résultats de son activité, ce droit a une portée et une signification particulières. Il représente pour elle à la fois un moyen et un but, un chemin et un horizon; mais cette action virtuelle de la classe ouvrière représente aussi les intérêts généraux de la civilisation et les intérêts particuliers de toutes les couches sociales d' « habitants », pour qui l'intégration et la participation deviennent obsessionnelles sans qu'ils parviennent à rendre efficaces ces obsessions.

9. La transformation révolutionnaire de la société a pour terrain et pour levier la production industrielle. C'est pourquoi il a fallu montrer que le centre urbain de décision ne peut plus se considérer (dans la société actuelle : le néo-capitalisme ou capitalisme monopolistique lié à l'Etat) en dehors des moyens de production, de leur propriété, de leur gestion. Seule la prise en charge de la planification par la classe ouvrière et ses mandataires politiques peut modifier profondément la vie sociale et ouvrir une seconde ère : celle du socialisme, dans les pays néo-capitalistes. Jusque-là, les transformations restent en surface au niveau des signes et de la consommation des signes, du langage et du métalangage (discours au deuxième degré, discours sur les discours antérieurs). Ce n'est donc pas sans réserves que l'on peut parler de révolution urbaine. Toutefois, l'orientation de la production industrielle sur les besoins sociaux n'est pas un fait secondaire. La finalité ainsi apportée aux plans les transforme. La réforme urbaine a donc une

portée révolutionnaire. Comme au cours de ce XXe siècle, la réforme agraire, qui peu à peu disparaît de l'horizon, la réforme urbaine est une réforme révolutionnaire. Elle donne lieu à une stratégie qui s'oppose à la stratégie de la classe aujourd'hui dominante.

10. Seul le prolétariat peut investir son activité sociale et politique dans la réalisation de la société urbaine. Seul également, il peut renouveler le sens de l'activité productrice et créatrice en détruisant l'idéologie de la consommation. Il a donc la capacité de produire un nouvel humanisme, différent du vieil humanisme libéral qui achève sa course : celui de **l'homme urbain** pour qui et par qui la ville et sa propre vie quotidienne dans la ville deviennent œuvre, **appropriation,** valeur d'usage (et non valeur d'échange) en se servant de tous les moyens de la science, de l'art, de la technique, de la domination sur la nature matérielle.

11. Cependant la différence persiste entre **produit** et **œuvre.** Au sens de la production des produits (de la maîtrise scientifique et technique sur la nature matérielle) doit s'ajouter pour ensuite prédominer le sens de **l'œuvre,** de **l'appropriation** (du temps, de l'espace, du corps, du désir). Et cela dans et par la société urbaine qui commence. Or la classe ouvrière n'a pas spontanément le sens de l'œuvre. Il s'est estompé, il a presque disparu avec l'artisanat et le métier et la « qualité ». Où se trouve ce précieux dépôt, le sens de l'œuvre? D'où la classe ouvrière peut-elle le recevoir pour le porter à un degré supérieur en l'unissant à l'intelligence productrice et à la raison pratiquement dialectique? La philosophie et la tradition philosophique entière, d'une part, et d'autre part l'art tout entier (non sans critique radicale de leurs dons et présents) contiennent le sens de l'œuvre.

12. Ceci appelle à côté de la révolution économique (planification orientée vers les besoins sociaux) et de la révolution politique (contrôle démocratique de l'appareil d'Etat, autogestion généralisée) une révolution culturelle permanente.

Il n'y a pas d'incompatibilité entre ces niveaux de la révolution totale, pas plus qu'entre la stratégie urbaine (réforme révolutionnaire visant la réalisation de la société urbaine sur la base d'une industrialisation avancée et planifiée) et la stratégie visant la transformation de la vie paysanne traditionnelle par l'industrialisation. Bien plus : dans la plupart des pays, aujourd'hui, la réalisation de la société urbaine passe par la réforme agraire et l'industrialisation. Qu'un front mondial soit possible, cela ne fait aucun doute. Qu'il soit impossible aujourd'hui, c'est également certain. Cette utopie, ici comme souvent, projette sur l'horizon un « possible-impossible ». Par malheur ou par bonheur, le temps, celui de l'histoire et de la pratique sociale, diffère du temps des philosophies. Même s'il ne produit pas de l'irréversible, il peut produire du difficilement réparable. L'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre, a écrit Marx. Certains pensent aujourd'hui que les hommes ne se posent que des problèmes insolubles. Ils démentent la raison. Toutefois, il y a peut-être des problèmes faciles à résoudre, dont la solution est là, toute proche, et que les gens ne se posent pas.

Paris, 1967 (Centenaire du **Capital**)

TABLE DES MATIÈRES

Achevé d'imprimer le 28/2/1970
Imprimerie Sérifloc - 16, Cité Canrobert, Paris
Dépôt légal 1e trimestre 1970 N° 92
Editions Anthropos
Dépôt légal 1e trimestre 1970 N° 91

A la fin de la décennie 90, près de la moitié de la population des pays en développement vivra dans les villes. Une mobilisation exceptionnelle de moyens et de savoir-faire est nécessaire, à court terme, pour assurer une production considérable de logements et d'équipements, mais également pour conserver et entretenir le patrimoine bâti existant. L'amélioration des outils d'intervention dont nous disposons et l'optimisation des ressources disponibles ne sauraient se réduire à une simple adaptation des méthodes et des techniques, mises au point dans les pays du Nord, aux réalités des pays en développement. Comment, dès lors, construire le développement sur la diversité ?

A partir de ce questionnement, c'est à une réflexion approfondie sur le rôle que joue la culture en tant qu'articulation fondamentale entre développement et organisation spatiale que nous invite, dans cet ouvrage, une équipe d'architectes et d'autres spécialistes du cadre bâti, praticiens, enseignants et chercheurs.

Cette réflexion novatrice et stimulante est développée sur divers plans thématiques ; à quelles logiques obéit la croissance des villes ? quelles sont les voies et les moyens d'une maîtrise de cette croissance ? de quelles techniques la gestion des villes suppose-t-elle la mise en œuvre ? de quels projets culturels les acteurs urbains, dans leur diversité, sont-ils porteurs ? le projet d'architecture peut-il — et à quelles conditions — constituer un projet de développement ?

Si l'histoire nous enseigne que les villes peuvent déboucher sur la barbarie, l'exclusion et l'oppression, elle nous montre aussi que le projet scientifique et technique peut avoir un autre destin, que l'architecture peut faire le choix du développement comme culture, plutôt que celui de l'accumulation comme norme de comportement.

Villes et citadins

Collection dirigée par Alain Durand-Lasserve et Émile Le Bris



ISBN : 2-86537-296-0

Couverture : Francis Bordet

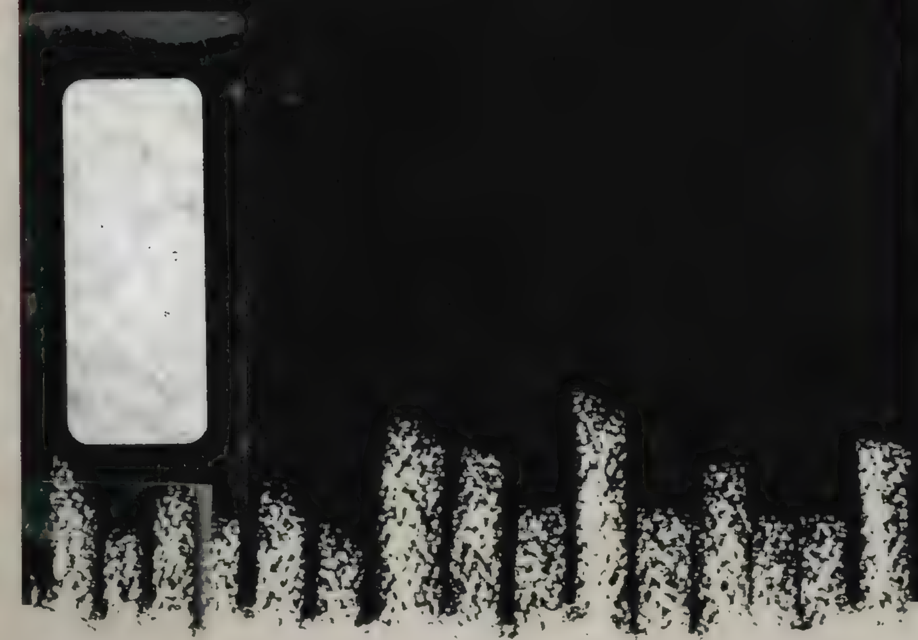
LA CAMBRE

VILLES ET ARCHITECTURES

LA CAMBRE

VILLES ET ARCHITECTURES

essai sur la dimension culturelle du développement



KARTHALA

L'HOMME ET LA VILLE : UNE MUTATION DU REGARD

La ville n'est plus faite pour les hommes,
mais les hommes pour la ville.
L'espace urbain devient l'expression de non-sens".

Chombart de Lauwe

La réflexion sur les villes et leurs architectures, en tant que problématiques culturelles, essentielles pour le développement, amorcée par Marc Gossé, architecte et urbaniste -mais aussi poète- et prolongée par son équipe, dans le cadre des Stages Internationaux organisés par l'Institut Supérieur d'Architecture de la Cambre à Bruxelles, représente une contribution majeure à la transformation du regard sur les enjeux de ce double phénomène dont la ville est un noeud idéal d'interaction: là culture et le développement.

La culture doit être désormais reconnue comme non seulement le résultat de l'interaction entre l'homme et l'environnement (physique, naturel, artificiel, social, religieux), mais comme cette interaction elle-même.

Dans cette perspective, au-delà du pluralisme des cultures, la culture doit être envisagée comme concept fondateur d'une capacité de réflexion critique et auto-critique sur l'interdépendance solidaire entre les éléments constitutifs et intégratifs d'une dynamique d'invention et de rénovation.

A ce moment particulier de l'histoire universelle, le processus culturel du développement concerne le Nord aussi bien que le Sud. Pour le Tiers Monde, il doit être vécu prioritairement comme l'affranchissement de toute forme de domination politique, économique, sociale, en un mot culturelle.

---

(1) Ambassadeur de l'Ile Maurice à Bruxelles, Secrétaire Général de la Fondation pour la Coopération Culturelle ACP-CEE, Professeur Honoraire de l'Université de Port-Louis, à Maurice, R. Chasle a joué un rôle éminent dans les négociations et la mise en oeuvre des Conventions de Lomé, où il a notamment fait prévaloir l'indispensable prise en compte de la dimension culturelle du développement.

Il convient donc de récuser toute notion de développement entachée d'évolutionnisme linéaire, qui connote et érige en valeurs suprêmes l'accumulation matérielle, la comptabilité du produit social global, de refuser la soumission à l'ordre industriel et technologique occidental et la reproduction du prétendu modèle universel de la modernité, responsable de tant de pertes de sens et de dérives.

Le problème de l'identité et de la culture se pose dès lors en termes non seulement de préservation, d'ajustement, mais de capacité de changer, ce qui est l'expression la plus légitime de la fidélité à soi-même.

De même, la tradition doit être perçue comme un dépassement des acquis culturels, une médiation intégrative dans les conditions évolutives du contexte culturel, des expériences et inventions nouvelles, une réactivation des valeurs essentielles, une réactualisation des aspirations profondes des individus et des populations. Dans cette optique, la tradition est porteuse de modernité endogène.

Les problèmes de l'urbanisme, qui font des villes des foyers d'affrontements entre diverses forces antagonistes les imposent comme centres stratégiques des changements sociaux et culturels, comme nous le montre l'équipe de la Cambre.

La révolution industrielle a entraîné des formes d'industrialisation de l'architecture qui ont eu pour conséquence une architecture de répétition. Celle-ci a eu raison des premières résistances et a confirmé l'hypothèse d'architecture nouvelle avancée dès 1875 par Théophile Gauthier.

La transposition de la perfection des objets manufacturés au domaine de l'industrie naissante de l'architecture a été carctérisée par le soucis de standardisation des composantes architectoniques et l'utilisation uniforme des matériaux. Standardisation et uniformisation ne seront pas perçus comme obstacles, mais comme des conditions préalables au "développement de la civilisation" (Gropius).
Le Corbusier tentera même de légitimer les standards pour aborder la problématique de la perfection: "Tous les hommes ont les mêmes organismes, mêmes fonctions, tous les hommes ont les mêmes besoins". Il ira jusqu'à menacer: "Poussés par la nécéssité, ils obéiront".

S'il est vrai que les usines, les zones industrielles, ont contribué d'une certaine manière au renouvellement des idées architecturales, on sait aussi à quelles aberrations ont conduit ces idéologies éthiques et esthétiques, ainsi que le cortège de misères humaines qui en ont découlé et que renforcent les mécanismes significatifs de l'opposition ville-campagne et capitales-villes provinciales.
Une rupture s'est installée dans la représentation du phénomène urbain et la ville européenne est devenue depuis le XVIII ème siècle, lieu de questionnement sur l'occupation de l'espace, la répartition territoriale des activités, les équipements, les voies de circulation qui prennent le pas sur les bâtiments.

Le passage à l'état de société industrielle qui implique un accroissement de la circulation des idées, des hommes et des biens, a renforcé l'idéologie du progrès qui fait de la ville la condition du changement. Cette transition toutefois, au lieu d'intensifier la vie collective et sociale, de faire de la ville un cadre privilégié d'échanges, n'a fait qu'amplifier les flux migratoires des campagnes vers les villes, les migrations alternantes entre lieux de résidence et de travail, entraîner l'appauvrissement des ruraux, alimenter le prolétariat des bidonvilles.

La localisation des activités dans les secteurs secondaire et tertiaire et les zones d'implantation des entreprises industrielles ont exercé de trompeuses attirances. Le gigantisme des monuments dressés à la gloire des forces temporelles et du collectivisme totalitaire n'ont fait que vulnérabiliser les plus faibles, précariser davantage leurs modes d'existence culturels, en confondant "masses agglomérées" et "communautés".

Les techniques nouvelles, par le biais du leurre de la permissivité et de la considération sociale, n'ont fait que renforcer leur emprise sur la société et sur la vie quotidienne.

En Afrique, par exemple, les structures sociales, familiales, politiques, les visions cosmologiques et cosmogoniques, en particulier la conception évolutive qui assimile la Maison à l'Univers en représentant les étapes de la vie humaine et familiale, la répartition mythique de l'espace, la nature des matériaux de construction, la pratique de l'activité collective et du sens communautaire, ont longtemps constitué ce que l'on a appelé "l'architecture sans architecte".

La découverte des vestiges des cités anciennes révélées par l'archéologie, les nombreux sites de l'Afrique Australe, dont le plus impressionnant est l'ensemble du Grand Zimbabwé, la redécouverte des anciens Palais Royaux, des joyaux de l'architecture soudano-sahélienne, des divers habitats tels la case bamiléké, dont la construction est acte communautaire, sont là pour attester d'une culture architecturale et urbaine séculaires, authentiquement africaine.

Ce patrimoine et les apports positifs de la science et de la technique, assimilés par les jeunes générations d'architectes, la créativité et les nouvelles formes d'architecture et de culture urbaines, la prise en compte des valeurs, aspirations authentiques, des orientations culturelles nouvelles, prioritairement par la libre participation des collectivités aux choix essentiels, *sont autant de facteurs qui contribueraient au respect de l'unité fondamentale entre la société et le façonnement de son cadre, à la défaite de l'arbitraire et de l'anarchique, en un mot à la conciliation des exigences de l'imaginaire social et de l'inventivité individuelle.*

Les contributions qu'a rassemblées Marc Gossé sont hautement illustratives d'une volonté de dialogue interculturel, soucieux du respect mutuel des différences, des idéaux et des originalités propres à chaque culture, des liens entre les attitudes spirituelles et les réalisations esthétiques, sociales et matérielles au sein de chaque culture.

*Parodiant ce qu'écrit Pierre Kendé à propos de la révolution dans son introduction à "L'abondance est-elle possible?", nous pourrions dire de l'architecture qu'elle est devenue trop sérieuse pour l'abandonner à ses professionnels; à moins de s'inspirer de la distinction augustinienne entre le "tektonicos" incapable de remonter la filiation des causes -n'a t'on pas été jusqu'à avancer l'idée que Dieu en concevant l'univers avait imité par avance l'architecte- et l'"archè-teknicos" qui construit à partir de l'initial, et de faire en sorte que chacun des agents impliqués dans le développement organisé de la ville soit un nouveau "architekton" qui rétablisse la jonction entre l'*archè *et l'*architecture, *entre la forme et la fonction, entre les structures de l'utilisation de l'espace et celles de communication interpersonnelles, en somme entre l'architecture et le sens de l'existence.*

INTRODUCTION
par Marcel Pesleux (1)

Les textes rassemblés ici représentent l'"état d'avancement" d'une réflexion, ou plutôt de plusieurs réflexions sur les problèmes du développement, menées avec des spécialistes de disciplines très diverses, dans le cadre des Stages annuels où sont accueillis, à la Cambre, des responsables administratifs, techniques et scientifiques des problèmes d'aménagement de l'espace.

La problématique du développement est complexe, chaque champ d'approche recoupe les autres; le développement est aussi, en soi, un phénomène polymorphe et changeant.

C'est dire que cet "état d'avancement" charrie inévitablement des contradictions. D'une part à cause de la volonté initiale d'organiser les Stages autour de plusieurs thèmes, au risque de disperser la réflexion, et d'autre part, parce que les Stages ont une finalité opérationnelle et qu'on ne peut éliminer d'une phrase les contradictions des systèmes du développement. Les procès de planification et ceux de participation, par exemple, sont contradictoires, voire antagonistes et on les retrouve cependant, côte à côte, dans les discours des politiques et des techniciens.

Une autre source de contradictions apparentes, provient du fait que dans ce travail, les problèmes culturels sont présentés comme centraux; relativement indépendants des phénomènes économiques et sociaux.
C'est une démarche très éclairante et très pertinente, maintenant éprouvée, mais difficile à concilier avec les analyses classiques du développement, dont les dimensions sociales et surtout économiques sont encore très largement dominantes.

Cet effort de réflexion, de compréhension des mécanismes du développement est né de l'intérêt que la Cambre a porté très tôt aux architectures des pays en développement, à la formation des architectes de ces pays et pour ces pays, et que très tôt est apparue la nécéssité de fonder cette démarche sur une connaissance des rapports entre le développement et la culture, entre les formes des établissements humains et les formes sociales.

De même, nous est apparu également l'intérêt de ces études en ce qui concerne les problèmes d'architecture en général: les rapports tradition-modernité, tels qu'ils s'expriment aujourd'hui dans les revendications de certaines sociétés, ou tels qu'ils peuvent être analysés dans ces morceaux urbains de grandes dimensions que le système colonial a réalisés, sont des champs d'analyse exemplaires, dont l'équivalent ne se retrouve pas chez nous; par exemple aussi le fait qu'il nous est possible de vérifier la pertinence et l'universalité des concepts et des outils d'analyse développés en Europe, lorqu'ils sont utilisés ou adaptés, à l'étude des phénomènes urbains extra-européens.
C'est au cours d'un travail sur la médina de Fès, présenté dans le cadre de nos Stages, que Walter BARBERO a développé le concept de "séries typologiques", concept opérationnel plus efficace que le concept de "type", dont il est pourtant issu.

Nous ne concevons pas cet enseignement intégré dans un seul sens - l'Europe dispensant son savoir et ses méthodes à un Tiers Monde récepteur passif.

Quelque chose se passe dans ce Tiers Monde, qui se fait sans nous, dans le secteur gauchement qualifié d'informel, il se construit partout et concerne l'héritage du modernisme.
C'est l'émergeance d'une culture mixte, métisse, qui ressemble aux photos que rapporte Ettore SOTTSASS de ses voyages au Yemen ou en Inde et qui nous montrent toutes les déclinaisons d'un langage architectural inventif, sans complexes culturels, sans discours pédant, qui nous apprend que, pour le plaisir, <u>notre</u> architecture peut être récupérée et triturée comme nous l'avions fait avec les arabisances ou l'art nègre.

J'emprunterai ma conclusion à un éditorial récent de Jean Daniel adressé à un "ami arabe":
"...tous les brassages, quoi que nous fassions, nous attendent. Vous avez le nombre et l'espace. Vous aimez la tradition, l'honneur, et vos sociétés oscillent constamment entre les raffinements de la volupté et les exigences de la foi: c'est ce que je suis souvent allé chercher sur vos rivages. C'est en somme notre passé qui nous attire chez vous. Mais je ne veux pas pour autant retourner en arrière. Et je voudrais que notre bien longue expérience nous conduise à répandre le reflet des lumières qui restent, plutôt qu'à nourrir les flammes qui passent".

AVERTISSEMENT
par M.H. Gossé

"Maintenant, je le sais, la véritable question est :
l'un ou le plusieurs"

J.M.G. Le Clezio
"Le livre des fuites"
Gallimard, 1969, p. 151

Cet essai a été rédigé par les membres de l'équipe organisatrice des Stages internationaux de formation groupée intitulés "Développement-Aménagement-Constuction" (DAC), confiés à La Cambre - Institut Supérieur d'Architecture de la Communauté Française, à Bruxelles, par la coopération belge. (1)

L'essai est composé des contributions de chacun, coordonnées et amplement discutées, mais sans volonté d'homogénéiser ce qui nécessite nuances et éclairages différents.

Un ouvrage sur les villes et les architectures du Tiers Monde est-il possible sans illustrations ? Il aurait fallu en présenter l'infinie diversité, en exclure l'épaisseur historique, politique et culturelle. Et puis les livres d'architecture sont trop souvent des livres d'images inhabitées, statiques, scénographiques, abstraites... Nous avons donc choisi de nous passer d'images, nous situant entre conception et usage de l'architecture, de la ville, dans le domaine culturel et mouvant du développement.

Notre essai a pour territoires de référence dans le Tiers Monde essentiellement les continents africain et amérindien, notamment du fait de la provenance des participants à nos Stages.

Conçu d'abord comme un syllabus destiné aux stagiaires, cet outil de travail pédagogique s'est transformé progressivement en ouvrage de réflexion d'intérêt plus général concernant les relations qu'entretiennent ou devraient entretenir le développement, la ville et l'architecture. Il s'est fixé pour but de critiquer et d'éclaircir -autant que faire se peut- les concepts et les méthodes qui sont utilisés en ces domaines, d'en expliciter la pertinence et d'en fixer les limites. Il a

---

(1) Financés par le Ministère belge de la Coopération au Développement et soutenus par la Commission des Nations Unies pour les Etablissements Humains (Habitat) de Nairobi. **Voir aussi note annexe.**

pour ambition de marquer des repères pour l'analyse et des pistes pour l'action et la recherche, dans les limites propres aux spécialistes de l'aménagement spatial, de l'architecture et de la production du cadre bâti. Nulle recette, nulle solution toute faite n'y sera proposée . On y cherchera en vain la solution miracle pour tous les maux du sous-développement, de la crise urbaine ou de l'habitat. Nous ne proposons pas non plus l'impossible synthèse et la méthode infaillible pour traiter un problème aussi complexe et global que celui du développement social, économique et culturel, fusse dans sa dimension spatiale, spécifiquement urbaine.

Ce qui est proposé ici, c'est d'envisager l'exceptionnelle croissance urbaine, telle qu'elle se présente pour le Tiers Monde, dans son rapport à l'architecture de la ville, c'est à dire dans un *rapport culturel.*

Cette approche nous semble poser une question dont l'enjeu dépasse celui de la ville et de l'architecture; elle débouche sur une définition du développement, sous son angle culturel, susceptible de contribuer à un dépassement de la crise qui affecte le concept-même de développement et des politiques ou modèles qu'il a inspiré. En même temps, le "détour" (2) par les problématiques du Tiers Monde permettra peut-être un regard neuf sur les disciplines concernées -l'urbanisme et l'architecture- au-delà de leurs avatars stylistiques à la mode, dans un monde occidental de plus en plus narcissique.

Quelques semaines seulement après l'écroulement du mur de Berlin, l'Europe des Douze s'est mise à mobiliser sa puissance économique et commerciale pour reconstruire et développer l'Europe Centrale et l'Europe de l'Est, enfin revenues dans le giron occidental. Quasi en même temps, l'on signait dans la presque indifférence la quatrième Convention de Lomé qui lie la CEE aux pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique).
Le Tiers Monde s'inquiète de voir l'Europe distraite des problèmes du Sud pour regarder vers l'Est. Cette inquiétude nous pouvons la partager car déjà la Coopération Nord-Sud nous parait insuffisante.

C'est qu'à l'échelle de la planète, nous sommes persuadés que les grands défis de demain se trouvent dans le Tiers Monde. Nous en détourner serait non seulement condamnable sur le plan humanitaire ou politique mais irresponsable sur le plan économique et culturel. Au milieu du

(2) "Le détour, pouvoir et modernité", Georges Balandier, Fayard, Paris, 1985.

siècle prochain, les deux tiers des habitants de la terre habiteront le Tiers Monde. De pays ruraux, les pays du Tiers Monde deviendront des pays urbains. Les plus grandes villes seront situées sur son sol. Elles se font sous nos yeux.

C'est dans ce contexte que se créeront les méthodes, les techniques, que s'inventeront les conceptions urbaines du XXIème siècle. C'est pour celà aussi que nous devons nous y intéresser : pour ne pas être distancés dans notre discipline.

C'est cette conviction, entre autres, qui a fait se développer dans un Institut comme La Cambre les recherches et un enseignement tournés vers le Tiers Monde. Nous voyons les Stages Internationaux que nous organisons comme un laboratoire d'échanges d'expériences, un forum de discussion sur les villes de demain, sur les villes de la planète en voie d'être unifiée.
Unité complexe qui doit gérer des différences contextuelles, économiques, géographiques, climatiques, culturelles. Cette unité-diversité finira par avoir raison des aspects négatifs de la "modernité-monde" occidentale uniformisatrice et dominatrice.

Peut-être l'architecture est-elle en train d'en montrer la voie. Le mouvement moderne internationaliste -faisant table rase du passé et des différences culturelles- est désormais largement dépassé et l'architecture ne boude plus sa propre histoire. Mais cette modernité-là, qu'on peut appeler post-moderne, qui n'hésite pas à utiliser les éléments de son passé (même moderniste), n'est plus le modèle universel auquel la modernité triomphante prétendait : ses références sont clairement européennes. Il s'agit d'un fait majeur sur le plan théorique : chaque civilisation peut désormais concevoir la modernité à partir de sa propre mémoire, inventer sa propre modernité. Sans doute y recourt-on à des opérations quelque peu cosmétiques, mais toutes les révolutions esthétiques et culturelles n'ont-elles pas pris naissance dans une période d'eclectisme et de crise d'identité?

La ville post-moderne peut ne présenter que le spectacle du développement, simulacre proche du médiatique qui ne résoudrait rien au mal-développement réel.
Mais le problème du développement urbain ne peut en tout cas faire l'économie d'une réflexion sur la forme urbaine, sur l'architecture de la ville.

La ville est parole autant que geste, langage autant que pratique sociale. Elle produit des formes matérielles, dont la morphologie indique le sens des mutations sociales, du développement; car développer c'est transformer sans renoncer à la culture commune. Le développement est un concept qui englobe dans sa dynamique l'ensemble des manières d'être, de penser, d'innover, de faire d'une société et de ses membres, c'est-à-dire la culture.

La question que nous posons dans nos Stages est celle du rapport authentique, je dirais fonctionnel, entre l'architecture de la ville et le développement urbain.

Comment faire pour qu'un travail sur l'architecture de la ville - à partir d'une discipline appelée architecture - puisse *contribuer au développement* de la ville ? Processus qualitatif non seulement lié à la croissance urbaine (exponentielle) mais lié à l'évolution de son substrat culturel, le développement ne peut être que respectueux des droits de l'homme et du citoyen. Droits bafoués s'ils ne se réalisent pas dans l'espace, dans le droit d'habiter. Un milliard de sans-abri -demain bien davantage- nous amènent à cette exigence.

L'architecture est encore largement produite, dans les pays du Tiers Monde, à travers des pratiques vernaculaires et artisanales. Ces pratiques sont malheureusement confrontées à la pénurie des ressources et à l'érosion du savoir-faire traditionnel, dû au déracinement culturel et environnemental de larges populations, particulièrement en milieu urbain récent. La production populaire, si elle reste la seule parade à l'impuissance et au désengagement des promoteurs publics ou privés, souffre cependant de handicaps importants et de disfonctionnements qui ne pourraient être surmontés que par une mobilisation du savoir-faire de tous, y compris celui des spécialistes. Ceux-ci doivent renouveller en conséquence leurs méthodes et leurs pratiques pour faire face aux problèmes posés par la "planète des bidonvilles".

Les professionnels qui posent les questions relatives à leur discipline en ces termes sont encore trop rares, ils font figure de "dissidents", en rupture avec les pratiques professionnelles, traditionnelles et institutionnelles. Gageons que leur lucidité sera un jour reconnue, comme à l'Est; mais quel que soit leur avenir, les urbanisateurs et édificateurs n'ont cependant d'autre choix que de revenir aux sources de la discipline architecturale et urbanistique.

S'agissant de maîtriser les processus morphologiques du développement urbain, ils utiliseront des outils multiples et complémentaires, mais spécifiques : *géométriques, visuels, fonctionnels, symboliques, spatio-anthropologiques, ...*

Ces outils permettent de cerner les types architecturaux qui sont les synthèses vivantes, sérielles, évolutives, en développement, propres à chaque culture locale, fut-elle transculturelle, de l'*habiter*.

Mais l'architecture est aussi *édification*, c'est-à-dire réalisation matérielle. Là aussi il s'agit d'identifier les filières et les systèmes de production, techniques et matériaux, appropriables, indissociables de la mise en forme architecturale et des "séries typologiques" (3), susceptibles de développer la ville dans sa logique profonde, culturelle. Les enjeux du développement dans ses dimensions spatiales apparaissent ainsi clairement comme culturels, si l'on entend par là aussi bien la pensée que le faire, le savoir que la création, le matériel et l'imaginaire.

Nous sommes donc condamnés, comme le propose Jacques Attali (4) à développer indissolublement l'*offre technique* et la *demande* - je dirais l'exigence - *culturelle*. Celle-ci doit s'exprimer avec une sorte de conscience "anthropologique et démocratique" la mettant à l'abri des tentations de domination ou d'exclusion, y compris culturelles.

---

(3) Walter Barbero, Quaderni du Politecnico de Milan, n° 9, 1988.

CHAPITRE I

CONTEXTES, QUESTIONS ET HYPOTHESES

par M. H. Gossé

1 L'AIR DU TEMPS

De nombreuses questions sont présentes, explicites ou sous-jacentes dans nos propos. Elles ne pourront être toutes traitées au niveau qu'elles méritent; certaines pourraient à elles seules faire l'objet d'un ou plusieurs essais.

Ainsi la question du *rôle des villes dans le développement* par rapport à la campagne, principale protagoniste du développement agricole et garantie de l'autosuffisance alimentaire.
Ce débat nous le tranchons provisoirement en traitant essentiellement des villes, sur base de l'hypothèse que le développement rural lui-même ne peut se concevoir sans le concours des villes, du marché urbain et des modes de consommation de la population urbaine.

Ainsi la question de l'*universel* et du *local*, liée à celle de l'*uniformité* et de la *diversité* contextuelle autant qu'à la *modernité* et à la *tradition.*

Il ne s'agit plus d'opposer ces notions dans un débat idéologique stérile ni d'en neutraliser la charge politique dans un paradigme à l'éclectisme habile, mais d'en cerner la signification à l'intérieur du seul rapport architecture de la ville - développement.

Quant à la question de l'*autonomie de la discipline architecturale*, concept hérité de la Renaissance occidentale, nous en admettons d'emblée la nécessité méthodologique pour les spécialistes, sans renoncer à la relation indispensable avec la culture en général, comme nous l'avons définie. Nous ne sommes pas de ceux qui revendiquent l'autonomisation intégrale de l'architecture, s'il s'agit de décontextualiser totalement l'oeuvre architecturale et de l'exclure - justement dans le *contexte* du Tiers Monde- de tout processus de développement. Nous constatons qu'une autonomie relative est nécéssaire pour que l'architecture existe en tant que discipline; nous savons en même temps que toute autonomie se construit "dans la

dépendance écologique"(1), comme sous-système d'un système de relations plus complexe et plus complet. Nous constatons que chaque fois qu'une discipline revendique son autonomie, c'est pour se protéger de sa crise. Une discipline "en bonne santé" ne cesse d'annexer des éléments extérieurs et de jeter des ponts avec les autres disciplines.

Ceci dit, nous pensons que l'architecture nécessite, au même titre que d'autres disciplines, un traitement spécifique, une démarche heuristique, formelle, d'une grande rigueur, tout en étant d'une autre nature que celle des sciences dites humaines, exactes ou expérimentales.

La question de *la forme matérielle,* en particuler urbaine, est ainsi posée également, par rapport aux structures urbaines d'ordre fonctionnel, économique ou psycho-affectif. La dynamique morphologique de la ville nous paraît un outil indispensable à la connaissance du phénomène urbain et à l'action volontaire sur la ville, même s'il n'a pas un pouvoir explicatif, opératoire, exhaustif ou total.

Le pluralisme de pensée de cette fin de siècle, en architecture comme en d'autres domaines, qui débouche sur un nouvel éclectisme, le collage (2) , le déconstructivisme (3) et le post-moderne, comble néo-baroque du décontextualisme moderne, ne peut nous faire oublier les pièges que recèle cette apparente liberté.

"Les imaginaires coloniaux comme ceux d'aujourd'hui pratiquent la décontextualisation et le réemploi, la destructuration comme la restructuration des langages." (4)
Techniques renouvellées de la domination culturelle, de l'architecture occidentale comme langage de l'architecture internationale ...

Mais en même temps nous reconnaissons la nécessité, pour la maîtrise urbaine, de comprendre la complexité des processus de "déconstruction", de syncrétisme culturel et formel qui sont à l'oeuvre dans les bidonvilles et les secteurs urbains qualifiés improprement d'"informels", dans la mesure où ils sont désormais une partie majoritaire des villes du Tiers Monde et un enjeu pour le développement urbain dans sa globalité.

(1) Edgar Morin " Pour sortir du XXe siècle" Nathan 1981 p 162
(2) "Collage City", Colin Rowe et Fred Koetter, M.I.T Press, Cambridge, 1978.
(3) "Deconstruction", A. Papadakis, C. Cooke, A. Benjamin, Academy Editions, London, 1989.
(4) "La guerre des images", Serge Gruzinski, Fayard, Paris, 1990, p. 335.

2. LE GRAND DEFI

En cette année 1990, des événements qualifiés d'historiques -et assurément, ils le sont- se déroulent dans ce qu'il est convenu d'appeler l'Europe de l'Est et l'on voit se dessiner un mouvement de solidarité sans précédent tant au niveau populaire qu'au niveau des institutions politiques et économiques de l'Europe des Douze. Un véritable "plan Marshall" se met en place pour reconstruire cette autre Europe, que d'aucuns, non sans insistance, appellent "centrale", comme pour dire qu'elle est encore plus proche du "Nous" européen. Dans le même temps, la 4ème Convention de Lomé, qui organise la coopération de la CEE avec les pays ACP (Afrique, Caraibes, Pacifique) , a été signée dans la morosité et le "plan Marshall pour l'Afrique" est tombé dans l'oubli. La dette du Tiers Monde n'est pourtant pas effacée, la faim y règne toujours et un milliard de sans-abri attendent un toit . Le gouffre s'élargit entre les Nations riches du Nord -y compris celles qui le sont moins, à l'Est- et les Nations pauvres du Sud. Cette disparité concerne le Nord, pas seulement sur le plan humanitaire ou politique, mais sur les plans économique, social et culturel: son propre développement sera fragile tant que cette situation perdurera.

Devant l'ampleur du problème de l'habitat, d'ici la fin du siècle, les Nations Unies ont proclamé 1987 "Année internationale du logement des sans-abri" et appellé à une mobilisation pour "un habitat pour tous en l'an 2000". Actuellement, plus d'1 milliard de personnes (un quart de la population mondiale), "habite" dans des conditions catastrophiques: logements, eau potable, assainissement, infrastructures de santé et d'éducation sont insuffisants. D'ici l'an 2000, si les tendances actuelles [5] se prolongent, la population mondiale augmentera encore de près de 2 milliards d'individus, dont plus de la moitié probablement en ville, qui souvent ne trouveront à se loger que dans un habitat précaire ou taudifié. En effet, même si des programmes de grande ampleur sont menés au niveau des campagnes, celles-ci ne pourront offrir, compte tenu de la croissance de la productivité, et de la démographie, un emploi à toute la population en âge de travailler et l'émigration vers les villes continuera.

A l'aube du 21 ème siècle, près de la moitié de la population des pays en développement (PED) sera urbaine (en Amérique Latine elle le sera de

(5) Source: United Nations: urban and rural population projections 1950-2025: the 1984 assessment

différences et la pratique de solidarités, sous peine d'inverser le sens du développement.

Le développement n'est-il pas à ce prix, celui de la diversité à l'oeuvre, comme le montre l'aventure occidentale elle-même, notamment européenne, dans sa multiplicité et ses infinies nuances? Le "grand marché de 92" et l'internationalisation des médias européens n'annulleront pas de sitôt des identités locales séculaires; peut-être même les amplifieront-ils.
"*Peut-on construire le développement sur la diversité?*": telle est la question posée et l'enjeu pour l'Europe, mais sans doute aussi pour les pays qui ont à gérer leur propre diversité culturelle et ethnique, comme c'est le cas pour la plupart des pays du Tiers Monde.

La question est alors aussi : la diversité est-elle porteuse d'une avancée de la modernité positive, de progrès, ou reste-t-elle un obstacle à cette dernière; et la diversité peut-elle être distinguée de l'inégalité? L'inégalité engendre évidemment une diversité dont les conditions d'injustice sont inacceptables. Mais la reconnaissance de la diversité n'est-elle pas une condition nécéssaire pour lutter contre les inégalités, tout comme la légitimité de l'opposition dans le pluralisme politique, c'est à dire la démocratie, est une condition du progrès social? Ne faut-il pas continuer à "revendiquer le droit à la différence, tout en déjouant la ruse de ceux qui s'en servent comme instrument de ségrégation, d'exclusion ou d'assimilation, et donc comme moyen de dépossession et de domination"? (8)

L'architecture actuelle est entrée dans la *post-modernité* et la ville post-moderne a au moins l'avantage de rendre évidents deux faits majeurs:
1- la modernité, en tant que mouvement architectural, a cessé d'être moderne, c'est à dire de maintenant, du fait même de l'émergence du mouvement post-moderne
2- alors que la modernité prétendait à l'universalité de son langage, arguant de son absence de passé et de géographie, de sa "table rase", la post-modernité ne peut plus prétendre à l'universalité. Elle se conçoit comme une néo-renaissance et puise abondamment ses citations dans le supermarché de l'histoire occidentale. Le style post-moderne affiche franchement -colonnes, frontons néo-classiques et géométries

(8) Raymond Chasle "Un pari de toutes les audaces" Catalogue du concert "L'Europe à la rencontre de l'Afrique" Fondation pour la Coopération Culturelle ACP-CEE - Bruxelles 3O avril 1990

palladiennes- son ethnocentrisme européen et ne peut de ce fait être proposé au monde comme modèle universel. S'il veut s'imposer à la Modernité-Monde, il va falloir qu'il compose avec les cultures locales, proposant ici des références néo-classiques, là des arabisances, là encore des orientalismes ou préhispanismes, s'adaptant au contexte comme un caméléon à la couleur locale. Le post-modernisme est donc peut-être une modernité travestie, mais qui révèle ses contradictions.

La Modernité-Monde est par nature uniformisatrice, plus qu'universelle; elle poursuit un projet de domination des cultures locales -elle a peut-être trouvé dans le style post-moderne le moyen de dominer sans anéantir, de changer de look pour que rien ne change- pour mieux asseoir, à travers sa puissance internationale, la suprématie économique et politique de ses promoteurs. Mais il manque désormais à la Modernité-Monde un style architectural et urbain clair et limpide, évident, sans couleur ni odeur locales (comme l'argent) susceptible de le représenter. De cette contradiction, transformée en résistance culturelle à l'uniformisation et revendication de la différence, c'est à dire *critique*, peut naître une Modernité plurielle, endogène, différentielle, particulière, locale.

Cette problématique montre également que le développement est aussi et peut-être d'abord culturel. Par rapport à cet enjeu, on proposera ici de définir et d'aborder le concept de développement, habituellement à forte connotation économique, comme étant fondamentalement de nature culturelle. Le développement n'est pas seulement croissance économique, il n'est pas non plus simple modernisation. Le développement est moteur de l'évolution culturelle, il fait désormais partie intégrante de la culture, au Nord comme au Sud.

Dès lors il convient d'examiner en quoi l'aménagement de l'espace et la production du cadre bâti en tant que pratiques "professionnalisées" -l'organisation spatiale étant l'un des déterminants de la culture- peuvent contribuer au développement, en général. On peut pressentir que dans cette question, la culture joue un rôle d'articulation fondamental entre développement et organisation spatiale.

4. UNE NECESSITE PROFESSIONNELLE: L'APPROCHE CULTURELLE

Si la culture locale est à l'oeuvre dans la ville et en assure la reproduction vernaculaire, les spécialistes de l'aménagement, de la

production et de la gestion urbaine doivent s'appuyer sur une bonne connaissance des processus de croissance urbaine spécifiques à chaque sphère culturelle, à la fois au niveau de leurs *causes* (socio-économiques et culturelles) et au niveau de leurs *formes* (mécanismes de production et de "mise en formes" de l'espace et du cadre bâti).

Face aux défis énoncés plus haut, il est du devoir des professionnels - architectes, urbanistes, scientifiques, gestionnaires...- d'optimiser les ressources disponibles ou mobilisables et d'améliorer leurs outils conceptuels et opérationnels. Cette amélioration ne passe pas par une simple adaptation -encore moins un transfert- des outils du Nord vers le Sud, ni même entre pays du Sud, eux-mêmes écologiquement et culturellement trop différents entre eux , mais dans l'approfondissement et le développement de spécificités culturelles -qui sont fondées sur les connaissances et le savoir-faire des peuples, quotidiennement vécues- tout en intégrant des composantes nouvelles, dans une conscience universelle du "divers".

L'architecture fonctionne toujours par analogie, sinon par imitation. En organisant une formation qui se veut critique et innovante, nous sommes amenés à poser la question des modèles (objets, concepts ou méthodes) et de leur imitation, de leur transmission et de leur transgression, de leur invention et de leur acceptation (culturelle).

Nous nous emploierons donc à montrer l'importance des modèles et pratiques culturelles dans l'étude des formes urbaines -et des processus qui les génèrent- spécifiques aux structures urbaines des pays en développement.

Les grandes agglomérations, dont l'explosion est née de la croissance démographique et de l'exode rural, obéissent à d'autres logiques - largement culturelles- que les villes nées de l'industrie et de la polarisation urbaine créée par l'offre d'emploi, différence que caractérise encore la diversité culturelle. Leur croissance est très rapide et prend des formes particulières à chaque contexte et à chaque culture locale; elle est peu maîtrisée par les pouvoirs publics et les spécialistes et encore moins planifiée par ceux-ci.
On ne pourra d'ailleurs éviter de se poser des questions en amont de la pratique: faut-il *maîtriser la croissance urbaine*, pourquoi et comment? Faut-il abandonner ces villes à leur croissance aveugle, à une "régulation" spontanée, basée en réalité sur les rapports de force qui se

du "marché" en économie)? Il y a sans doute place pour une maîtrise appropriée de la croissance urbaine, qui permette à la société civile de s'exprimer librement quant à son habitat, tout en faisant intervenir le pouvoir institutionnel pour limiter les disfonctionnements et les injustices de ce "libre" processus et en prenant en charge les aspects (infrastructures et équipements) proprement collectifs, processus dont aucune société n'a jamais pu faire l'économie. La question du pouvoir et de sa structuration dans l'espace est ici posée. Nous tenterons d'en analyser les instruments et d'en identifier les acteurs habituels.

5. METHODOLOGIE D'UN ESSAI

Pour répondre aux questions que soulève la *croissance urbaine* dans le Tiers Monde, il est indispensable d'analyser les causes profondes de la croissance dans le contexte du (sous)-développement, à l'échelle du territoire, dans les relations d'attraction et de complémentarité qu'entretient la ville avec la campagne, à l'échelle de la ville elle-même et des économies d'agglomération qu'elle génère en son centre, à l'échelle du quartier et de la sous-intégration qu'il connait dans la périphérie urbaine. Les formes urbaines, relatives à des modèles et des mécanismes culturels spécifiques, appellent des politiques coordonnées pour la maîtrise de leur croissance, leur conception et leur gestion, *à chaque échelle d'intervention.*

Les principaux domaines de conception, de réalisation et de gestion, permettant d'atteindre une certaine maîtrise de la croissance urbaine, sont, rappelons-le:
- l'aménagement du territoire et l'urbanisme
- l'architecture : typologie et morphologie urbaines et les processus d'édification
- l'organisation institutionnelle,
- la politique foncière et immobilière
- la gestion des ressources (humaines, matérielles, financières).
- les projets d'aménagement urbains.
- les filières de production (des matériaux et des techniques).

Nous examinerons les techniques de la *gestion* institutionnelle, foncière, immobilière ou financière, leurs contraintes et potentialités, et leurs rapports dialectiques à travers les luttes de pouvoirs qui les sous-tendent. Nous développerons plus particulièrement une approche qui

contexte du sous-développement, comme le moyen d'optimiser, suivant un modèle -culturellement déterminé et déterminant- adapté à chaque contexte, les ressources humaines, matérielles et financières locales. Les méthodes elles-mêmes ne sont pas culturellement neutres, comme nous tenterons de le montrer.
Mais la compréhension du jeu des *acteurs urbains* et de leurs méthodes, ne peut à elle seule expliquer l'organisation spatiale: au "jeu des acteurs" se superpose un "jeu de formes" qui met en rapport l'architecture de la ville et le développement urbain. Des processus proprement formels (de genèse de formes) ou spatiaux, d'une relative autonomie, sont à l'oeuvre dans la croissance et la transformation des villes.

C'est notamment à travers l'"architecture" de la ville que se réalise, dans le temps et dans l'espace, le développement urbain. Les méthodes de lecture (typologique et morphologique) et de génération des *formes urbaines* (morphogenèse) seront examinées en tant qu'outils "culturels", pour la compréhension des processus spatiaux par lesquels la ville se met "en formes". La nature culturelle et l'objet -lui aussi d'ordre culturel- des méthodes d'analyse et de projetation des formes de la ville amène à se poser à nouveau la question du rapport entre développement et organisation spatiale.

Le *projet* d'architecture ou le projet d'aménagement urbain, peut-il être un projet de développement, dans quelles conditions et à quel titre en est-il un? L'approche pratique du projet de développement recouvre-t-elle celle du projet d'aménagement? Pour y répondre on montrera les similitudes et les liens entre méthodes et pratiques.
Au niveau des projets d'aménagement urbain, des outils opérationnels de l'urbanisme et de l'architecture, des méthodes d'intervention des spécialistes, nous mettrons en évidence des méthodologies relativement différentes, et sans doute complémentaires: ce que nous pourrions appeller une planification urbaine "intégrale" et une planification "sélective", ainsi que l'"édification urbaine" ou la production du cadre bâti. A chacune de ces approches correspondent une politique, des pratiques et des techniques spécifiques, à des échelles d'intervention adaptées.

A une planification intégrale correspondrait le "plan" urbain, instrument classique de l'urbanisme. Une planification "sélective"

soutient de l'habitat. L'analyse de l'édification urbaine s'intéressera, quand à elle, au caractère instrumental du projet d'architecture, comme outil de conception, inscrit dans le processus de production du bâti (matériaux et techniques).

Laquelle de ces approches, ou quelle combinaison, est capable de mieux contribuer à la maîtrise souhaitée de la croissance urbaine et à une dynamique de développement? Quelle est leur échelle d'application la plus adaptée et quels sont leurs outils les plus appropriés? Quel est le rôle de la projetation architecturale -et ses limites- dans la maîtrise des faits urbains? Telles sont les questions auxquelles nous tenterons également de répondre.

Après avoir analysé les principaux déterminants de la croissance urbaine, après avoir examiné les mécanismes de l'organisation spatiale, dans sa dimension socio-économique et sa réalité architecturale, ainsi que les conditions de sa conception et de sa gestion, du point de vue des spécialistes, il importera de dépasser la parcellisation des problèmes liée à la forme de présentation de ce recueil.

La conclusion tentera de poser sur la problématique proposée le regard synthétique et critique nécessaire, face aux défis du sous-développement, pour qu'une approche plus pertinente, compatible avec le développement, soit possible. Cette approche, pour nous, ne peut faire l'économie de la culture, des cultures, comme instruments par lesquels les sociétés et les individus maîtrisent leur devenir. Elle s'oppose à la fois aux approches réductrices des sciences et des techniques, faussement réputées neutres, et au conditionnement culturel occidental implicite que cache cette prétendue neutralité.

Si le développement est *transformation du réel et de l'imaginaire*, il n'en est pas pour autant occidentalisation. Développer c'est transformer le monde, non pas "dé-former" le monde et encore moins "changer de" monde. Transformer signifie "former au-delà de": il contient une idée de dépassement, d'amplification, d'amélioration. Le développement est un épanouissement qui ne peut coexister avec l'aliénation, l'absence de liberté, la perte d'identité des communautés et des individus, la pauvreté et l'exploitation, et révélatrice de toutes les privations, la privation d'architecture ou de la capacité "d'habiter et de bâtir le monde"(9).

renouvellement de ses ressources (du sol, du sous-sol et de la biosphère), l'héritage culturel, scientifique, technique et artistique, dans sa perspective historique. Les potentialités résident dans les contraintes elles-mêmes et dans la volonté de voir en elles des ressources matérielles et spirituelles à mettre en valeur. Contraintes et potentialités sont variables, différentes, spécifiques à chaque entité et chaque échelle considérée. Cet éco-développement, harmonisant notamment des objectifs socio-économiques, culturels et écologiques, s'il ne peut se passer d'une dimension universelle, emprunte des voies de *"développement différentiel"*, au-délà des limites traditionnelles des idéologies réductrices et des pouvoirs unificateurs, entre entités originales, différentes mais solidaires (non indifférentes, dans un double sens : l'indifférencié et l'indifférence). Un tel développement ne peut s'exercer qu'à partir d'une conscience aigüe de sa propre identité et de l'élaboration intellectuelle et politique de son propre modèle culturel. L'aliénation culturelle prépare bien souvent la domination politique, sociale et économique venant de l'extérieur. Il ne s'agit bien sûr nullement de préconiser une prétendue "autarcie culturelle", tout aussi impossible et sans doute néfaste que l'autarcie économique, mais d'un développement dont le centre est volontairement situé en soi-même, au sein de la collectivité concernée, d'un développement qui transcende les différences et reconnait l'identité des sociétés et de leurs membres.
Développer, c'est transformer et transformer c'est rendre différent, non pas pour ressembler, pour réaliser l'identique, mais le divers, qui est source d'enrichissement et d'échange.

"Le développement restitué dans sa plénitude implique un enrichissement, une complexification non réduite des rapports sociaux; il est, il ne peut se dire que qualitatif, il supose création de formes de la vie sociale, de valeurs, d'idées, de façons de vivre, de styles, en un mot de différences".
Et encore: "La méthode, c'est rassembler pour situer; elle rapproche ce qui se sépare; par contre elle écarte ce qui se rapproche exagérément et discerne ce qui tend vers la confusion" (20).

Ce développement "différentialiste", défini dans sa dimension culturelle fondamentale et sa méthode, peut se retrouver dans les principales définitions ou doctrines actuelles ayant trait au développement: développement "intégré", "auto-centré",

(20) H. Lefebvre in "Le manifeste différentialiste" NRF 1970, p. 186.

"codéveloppement". Le développement intégré affirme le caractère multisectoriel et global du développement; il propose de réunir et de coordonner, autour d'objectifs d'ensemble communs, des acteurs différents, des secteurs interdépendants, de zones géographiques ou de groupes de populations déterminés. Il s'agit de provoquer un effet démultiplicateur, cumulatif, complémentaire à partir de l'"intégration" d'actions diverses exercées en des lieux géographiques, institutionnels ou informels trop souvent séparés par l'expertise, la discipline, le pouvoir ou l'incapacité de gérer un processus complexe. Le développement intégré s'adresse à une société considérée comme un tout, où aucune dimension de son histoire, de ses aspirations et de son territoire ne peut être laissée à l'écart.
Le développement intégré, c'est la systémique en action.

E. Pisani (21) a écrit: "Le développement auto-centré, c'est le développement qui part d'une expression autonome du besoin et qui , à partir du besoin exprimé et du besoin progressivement élaboré, aboutit à la détermination des voies suivant lesquelles ce besoin peut être satisfait"

C'est là une définition excellente de l'autonomie mise en pratique et de l'identité légitimement exprimée par une collectivité responsable. Cette définition pose, plus encore que pour le développement "intégré", le problème des structures de pouvoir, de décision ou de participation. E.Pisani lui-même soulève la question du rôle de l'Etat, comme forme occidentale du pouvoir, exportée dans les pays en développement et se demande si ces pays, après avoir découvert l'indépendance et l'Etat, ne devraient pas inventer leur "société civile". L'idée de développement auto-centré suggère des actions de développement endogènes, entreprises localement, à partir des ressources et potentialités locales, mais aussi une coopération avec l'extérieur, dont les critères et les conditions seraient fixées localement et souverainement. Ceci peut remettre en cause les mécanismes de coopération, trop souvent les reflets de rapports de domination, non seulement d'autres pays, mais aussi des organismes supra et internationaux de développement et des bailleurs de fonds.

Dernier-né des concepts de développement, le co-développement suggère le développement conjoint entre deux ou plusieurs partenaires,

(21) Communication au Colloque "Le développement auto-centré dans le monde"-CUNIC Charleroi 1983

à égalité de droits - c'en est l'idée morale ou éthique- mais aussi met en perspective historique le caractère universel du développement. Tous les pays sont en développement, ce qui implique qu'aucun n'est définitivement "développé"; il n'est aucune société qui ne soit en développement, qui n'ait son histoire, son passé et ses projets. Dès lors, *coopérer au développement*, c'est se développer conjointement, accepter que le vecteur "développement" n'aille pas dans un seul sens (du développé vers le sous-développé) mais contribue au développement partagé. Dire les choses comme elles sont -la coopération profite à tous les partenaires- met fin non seulement à une hypocrisie politico-économique mais ouvre des perspectives historiques nouvelles. Le codéveloppement est, parmi les concepts de développement, celui qui allie le mieux l'idée d'autonomie et d'identité des partenaires et l'idée de leur coopération. Il accepte explicitement le dialogue des cultures, puisqu'il n'y a pas de coopération ou de dialogue possibles sans un pluralisme culturel.

4. ESPACE-DEVELOPPEMENT: UN RAPPORT CULTUREL

La relation entre développement et organisation spatiale n'est-elle pas d'abord culturelle, dans la mesure où elle est fondamentalement un lien de nature existentielle entre les hommes et leur environnement? Si tel est le cas, les disciplines de l'organisation spatiale ne pourront pas plus longtemps être considérées que comme de simples techniques, elles devront être analysées et développées dans leur dimension culturelle. Sous prétexte d'urgence, on prétend trop souvent aménager ou construire en faisant l'économie de la culture. Or on ne construit pas sans architecture, manifestation essentiellement culturelle. On n'aménage pas l'espace sans aménager aussi la vie. L'aménagement, la construction sont indissociables d'une pratique culturelle, implicite ou explicite. Il n'y a pas de techniques, de méthodes qui ne portent le code "génétique" d'une culture; il n'y a pas de construction neutre, idéologiquement ou culturellement "insignifiante". L'absence de signification est en elle-même une signification, celle d'une absence.

Le développement de l'humanité -du fait humain- est pour nous la finalité de l'organisation spatiale à laquelle se livre l'Homme. Nous tenterons d'examiner comment les pratiques d'aménagement, l'urbanisme et l'architecture peuvent contribuer à un processus de développement, étant entendu qu'il ne s'agit nullement d'un objectif, un projet assigné au Tiers Monde ou aux pays dits "en développement".

Le développement est aussi une finalité pour les sociétés dites "développées", comme le montre cette appellation (malgré son caractère impropre, comme nous l'avons indiqué plus haut).

Mais quel peut être le rôle instrumental de l'architecture et de l'aménagement spatial comme vecteurs de développement ? Comment le développement d'un pays, d'une région, d'un terroir organisés en collectivités humaines, se concrétise-t-il dans l'espace, dans son patrimoine bâti? Pour en saisir les mécanismes, il nous faut arriver à cerner l'articulation fondamentale, les rapports organiques, sans doute dialectiques, entre problématiques de développement et aménagement spatial. Le développement étant un concept et une réalité essentiellement culturels, comme nous l'avons montré, ce lien est lui-même culturel.
Edgar Morin (22) écrit que "la culture n'est ni une superstructure, ni une infrastructure, mais le circuit métabolique qui joint l'infrastructure à la superstructure" . A partir de là, il donne la définition suivante: "la culture est une sphère informationnelle/organisationnelle qui assure et maintient la complexité humaine, individuelle et sociale, au-delà de la complexité spontanée qui naîtrait de la société, si elle était privée de ce capital informationnel/organisationnel acquis". La culture est un rapport aux choses et aux autres, une "manière" d'être, de penser, d'agir dans la société et dans l'environnement. Cette manière a été acquise à la fois par l'éducation, le conditionnement social et par l'expérimentation personnelle, la découverte individuelle. Elle est le résultat d'une longue adaptation-négociation individuellle et collective au milieu, tant physique qu'humain. La culture est dans ce sens, comme l'a écrit R. Barthes (23), la recherche d'une unité dans toutes les manifestations vitales d'un peuple, "ce qui implique un dépouillement toujours plus rigoureux de l'accessoire, la recherche d'une unité de style" Il remarque que la culture comme oeuvre, la création culturelle ne peut naître que "s'il y a dans le peuple une culture profonde, une communion de style entre la vie et l'art". L'art est par essence créateur de formes culturelles.

Nathan Silver (24) a raison de dire que pour commencer à comprendre les mécanismes de la formalisation, la notion de forme doit être

(22) in "Sociologie" Fayard 1984
(23) in "Culture et tragédie" Le Monde 4-4-86
(24) in "Le sens de la Ville" ouvrage collectif sous la direction de F. Choay Seuil 1972

étendue au domaine culturel, anthropologique (Suzanne Langer, citée par N. Silver, utilise la notion de "domaine ethnique"): un repas, une messe, un concert sont des "formes anthropologiques". Elles s'organisent suivant des rituels, des comportements culturels déterminés. La salle à manger, une église, un kiosque à musique sont les "formes architecturales" correspondantes. L'organisation spatiale et architecturale réalise toujours une relation fonctionnelle entre la forme et l'idée de forme (culturellement marquée) contenue dans les pratiques culturelles, dans les rapports sociaux d'une époque. Ce rapport est complexe, mais les civilisations, ces grandes aires (ères) culturelles cherchent à en assurer la cohérence, l'unité de style, l'identité culturelle dans le temps. L'histoire se charge de trans-former ce rapport culturel de l'espace avec l'évolution des pratiques sociales et des idées, par l'entremise de la mémoire. La culture s'approprie les espaces de son passé, elle les actualise, les remet à neuf, les gère. La gestion doit ici être comprise dans le sens de maîtriser, piloter, réaliser, au-delà de la gestion administrative ou économique. En ce qui concerne la ville, la gestion urbaine implique l'identification et la mobilisation des ressources humaines, matérielles et économiques pour la satisfaction des besoins et des aspirations de la polulation urbaine. Cette capacité de gérer est le produit d'une culture dont sont crédités tant les individus que la collectivité urbaine. Dans ce sens, la ville, trop souvent considérée aujourd'hui comme une entreprise, comme un capital à accroître, est avant tout un patrimoine à gérer et à transmettre. On ne peut pas mettre une ville en faillite et licencier ses habitants- une entreprise, on peut la mettre en faillite, ce qui montre bien la différence essentielle entre la gestion d'une entreprise et la gestion d'une ville. Un habitant en effet, n'est pas seulement un consommateur ou un producteur, il est un acteur "fondé et fondateur" de la ville.

Habiter une ville, c'est accepter d'une certaine manière d'être façonné par elle et revendiquer de la transformer, c'est-à-dire de l'habiter au sens anthropologique du terme. L'habitant produit l'habitat autant qu'il est produit par lui. Et c'est dans ce sens que le couple habitat/habité dont parlent les anthropologues est important et que sa rupture, dans la production d'un cadre de vie par procuration, confié à des spécialistes, apparaît comme une rupture culturelle très importante. Les pays du Sud, à la suite des pays du Nord, d'ailleurs, sont passés très rapidement, et en particulier en milieu urbain, de l'habitat dit vernaculaire, conçu et réalisé par leurs habitants à l'intérieur d'un système d'artisanat, à un habitat planifié, conçu et

réalisé par des spécialistes, coupés des utilisateurs, de leurs traditions culturelles et institutionnelles. Les outils de la gestion urbaine, de l'urbanisme, ce qu'on pourrait appeler les modèles urbains des spécialistes d'aujourd'hui ne sont plus en rapport avec les processus morphologiques et typologiques historiques et vernaculaires, issus des cultures locales. Leur intervention s'est étendue depuis la fin du 19ème siècle, - c'est donc relativement récent -, des éléments singuliers, exceptionnels, publics, (les monuments, les tracés urbains), de l'ancien art urbain à l'ensemble des espaces publics et privés urbains. Ils sont en quelque sorte entrés jusque dans l'intimité des logis, jusque dans l'intimité des familles. Et les outils de conception et de gestion urbaine sont à ce niveau-là, particulièrement responsables d'une intrusion, d'une dépossession culturelle. Les modèles urbains, technocratiques, véhiculent des modèles culturels qui ne sont pas neutres. Généralement ils sont exogènes, le plus souvent étrangers aux cultures des habitants, aux cultures locales, aux oeuvres communes. Ils sont des objets à consommer.

Selon Annah Arendt (25) , les activités humaines peuvent être classées en trois catégories: le *"travail"* comme activité vitale qui permet la survie de l'espèce, l'*"oeuvre"* comme création non-naturelle, culturelle, d'objets artificiels qui survivent à l'individu et l'*"action"* comme activité d'échange sans l'intermédiaire des objets. Le "travail" est d'ordre privé; l'"oeuvre" est du domaine public. Si l'on considère nos sociétés de consommation, dont le crédo est de consommer les objets, de les "manger" en quelque sorte, pour s'en "nourrir", pour leur survivre, nous devons admettre qu'y dominent les processus du "travail", ceux de la survie biologique, même si le niveau de "consommation" est très élevé. Paradoxalement, nos sociétés de consommation sont des sociétés de survie- au même titre que les sociétés de pénurie du Tiers Monde. Les sociétés occidentales contemporaines fondées sur la consommation individuelle produisent ainsi des villes qui ne sont que des agglomérations de domaines privés, où le caractère public de l'oeuvre est nié, où l'architecture comme oeuvre collective, permanente, transmissible, tend à disparaître. Ce paradigme de la modernité, la dissolution de la "communauté" au profit (mais est-ce réellement positif?) de l'"individu", n'est toutesfois pas un schéma culturel universel. Si le rapport entre l'idée de développement, telle que nous l'avons cernée de manière générale -

(25) A. Arendt, "Condition de l'homme moderne" traduit par G.Fradier, Calmann-Lévy 1961

transformation du monde et de la société en vue de l'épanouissement individuel et collectif- et l'organisation spatiale -ici la ville- est culturel, la culture de ceux-là même qui en traitent est déterminante.

Ni l'idée de développement et de sa mise en oeuvre, ni celle de ville, de sa conception et de sa gestion ne sont identiques dans le monde: les cultures locales structurent les idées et les méthodes suivant des schèmes particuliers par lesquels elles assurent la maîtrise de leurs membres sur l'environnement et la cohésion-même du groupe. Que ces schèmes appartiennent aux mythes religieux, à la croyance ou à l'imaginaire psychique, ils sont un héritage continuellement recommencé et actualisé, génération après génération, à travers des comportements constitués de réflexes, de sensations, d'images, d'attitudes qui interviennent dans les motivations et les informations constitutives de la culture. Ce processus est un fait "local", qui passe par l'individu et par le groupe, en un lieu et un temps historique qui leur appartient (temps quotidien, temps de vie et temps social). Les attitudes et les valeurs acquises au cours de l'enfance et de l'adolescence, notamment dans la famille, même refoulées par l'éducation scolaire et les interdits sociaux, ne disparaissent pas et resurgissent spontanément dans la vie d'adulte et la vie sociale, de manière symbolique ou réelle. Ainsi les stratégies ou comportements des "acteurs urbains" correspondent à ces systèmes complexes, à la fois individuels et collectifs, de significations et d'usages propres aux habitants (producteurs, transformateurs et utilisateurs) de ce lieu qu'on appelle ville. Ce que nous avons qualifié de développement est donc essentiellement et en dernière instance un fait local et historiquement situé qui concerne d'abord le Moi, le Nous, l'Ici et le Maintenant.

Si sur le plan économique, les pays du Tiers Monde sont trop souvent le théatre de processus apparemment économiques et finalement dépourvus d'économicité, parce qu'à l'analyse il s'y forge des économies artificiellement développées, résultant du transfert des surplus des pays dominants, c'est sur le plan culturel que cette illusion est la plus visible, à travers des comportements de consommation et d'échange qui n'ont rien à voir avec la réalité économique locale et dont ne jouit d'ailleurs qu'une catégorie sociale limitée. L'importation (dans une région ou un pays) d'un produit n'est qu'un substitut au *transfert de la technologie* qui aurait été nécéssaire pour le produire localement; c'est en quelque sorte un non-transfert qui entretient l'idée que l'on peut "acheter le développement". La maîtrise technologique nécessite une pédagogie dont le spécialiste -dont l'architecte- doit "se faire l'artisan", au-delà de ce qu'on a appelé l'"auto-construction" dans le Tiers Monde, le "do-it-yourself" dans les pays industrialisés: il s'agit de développer une culture technologique, partagée par tous, accessible à tous et à chacun. L'habitat, cette coquille quotidienne de la vie est un enjeu technologique fondamental: l'habitat fait l'homme autant qu'il est fait par lui. La dépossession technologique est aussi une perte culturelle. Ainsi en est-il aussi pour la gestion urbaine: chaque habitant gère, à sa manière, suivant sa culture, la ville qu'il habite et contribue à produire. Privé de sa capacité de gérer -de "faire"- l'habitant est "fait" lui-même, il est "administré", ce qui suppose de sa part une attitude passive et dépendante, soumise à un ordre administratif et/ou technique, au service d'intentions et de pratiques politiques qui lui sont pour le moins étrangères. Lorsque les spécialistes parlent de "démocratiser" la gestion urbaine, ils sous-entendent souvent qu'il s'agit d'une pratique spécialisée, séparée, dont ils sont les détenteurs et proposent d'en céder une part de monopole à ceux qui n'ont pas de projets sur la ville et sur leur habitat, comme s'il existait un peuple sans génie urbain, sans architecture. Face à cette approche d'une consommation urbaine et architecturale, il faut saluer les politiques d'auto-construction, non pas de manière opportuniste, pour se débarrasser en tant que pouvoir public ou spécialiste d'un problème, mais pour donner sa chance à la culture, à la créativité, à la démocratie, c'est-à-dire, à l'inverse de la démocratisation par le haut. Aucune urgence, nous semble-t-il, ni aucune pénurie ne peut justifier de renoncer à la démocratie urbaine, au droit à la cité, au droit à "l'habiter". Aucune dépossession, même provisoire, de la capacité d'initiative et du savoir-faire traditionnel d'un peuple, n'a pu faire la preuve qu'elle pouvait substituer aux ressources édificatrices populaires un système planifié plus efficace. Et son efficacité relative s'est toujours réalisée au prix de destructions culturelles importantes et globalement inefficaces en termes de développement.

Dans le domaine urbain, la croissance est à la ville ce que le développement est à la cité. La cité suppose une ville qui appartienne à ses citoyens, des citoyens à part entière à qui l'on reconnaisse le droit de mener des stratégies individuelles et collectives, diversifiées sinon opposées.

Explicitement, ou implicitement, ces stratégies recherchent -comme alternative aux luttes ouvertes- une forme de pacte ou de contrat consensuel sur la ville, qui accepterait de subordonner les rapports de forces à une rationnalité urbaine dans laquelle chacun trouverait un intérêt. Gérer une ville, c'est peut-être d'abord rechercher ces

consensus, éloigner les systèmes de pouvoir autoritaire, d'opposition et d'exclusion, chercher à "exclure l'exclusion". Il y a là un nouveau rôle et une nouvelle attitude pour les gestionnaires et les urbanistes, dans l'animation urbaine, dans la concertation inlassable, permanente, entre acteurs institutionnels et non-institutionnels dans la ville. Si l'on considère les formes et mécanismes urbains actuels dans le Tiers Monde, le rôle et la pratique des gestionnaires et des urbanistes, doivent y être fondamentalement revus par rapport à la problématique globale des villes de demain. Si nous observons les formes actuelles d'urbanisation dans le Tiers Monde, nous constatons qu'elles sont majoritairement "populaires". Elles ont nom habitat spontané, irrégulier, bidonvilles, barriadas, favellas, elles ne sont en fait irrégulières d'ailleurs que par rapport au programme planifié pris comme norme abusive de normalité et de légitimité.
L'histoire des villes (26) nous montre que leur morphologie est constituée d'éléments singuliers et d'éléments ordinaires. Les éléments singuliers sont le site (une colline, une rivière, la mer...), les grands tracés et les monuments, les équipements à vocation publique. Les éléments ordinaires constituent essentiellement l'habitat : logements, petits équipements d'accompagnement, lieux de travail intégrés. Eléments singuliers et ordinaires se reproduisent par types. L'urbanisme et l'architecture, même dans la période moderniste sont des processus imitatifs, ce qui est très différent de la répétition ou du mimétisme. Les types sont imités parfois par transgression mais toujours dans un système référentiel. Les spécialistes se doivent de connaître et observer ces mécanismes spatiaux constitutifs de l'imaginaire et du patrimoine culturel urbain. Gérer une ville, c'est aussi permettre la reproduction et l'évolution de ces mécanismes typologiques et morphologiques qui se concrétisent dans l'architecture de la ville.

5. LA PLACE DE L'ARCHITECTURE

Dans l'organisation spatiale, l'architecture occupe une place privilégiée: elle détermine l'espace par l'édification, la réalisation physique de formes bâties, qui en quelque sorte englobent des espaces, les structurent et les limitent. Cette formalisation-géométrisation de l'espace donne sens et réalité à ce dernier, par un double processus de *mise en forme de la matière* et de *mise en matière de la forme*.

(26) Aldo Rossi "L'architecure de la ville" L'Equerre 1981

L'architecture n'est donc pas "l'art d'embellir les constructions", mais de construire, de transformer l'environnement, suivant sa culture et sa conception du monde, pour réaliser dans des formes habitables et représentatives le nécéssaire/rêvé, l'utile/inutile et l'agréable/désagréable, qu'implique l'image complexe et diverse que l'homme a de lui-même et de sa place dans l'univers. Cette activité, qui nécéssite de "penser le monde", est sans aucun doute l'une des composantes majeures de l'humanité de l'homme: *habiter le monde, c'est le penser et le bâtir*. De ce fait, l'architecture, ainsi définie, est fondatrice de l'identité de chaque individu et de chaque collectivité qui en partage l'histoire.

Jusqu'à ce jour, la majorité de la production architecturale a été le fait de l'activité de l'habitant créant son propre habitat, les ouvrages et les édifices nécéssaires à la communauté, suivant un processus qualifié de vernaculaire. Elle peut aussi être l'oeuvre, dans une société qui organise une certaine division du travail, d'artisans polyvalents ou répartis en corps de métiers, auxquels sont confiés à la fois la conception et la réalisation des ouvrages. A ce stade, la division du travail manuel et intellectuel ou artistique n'est pas encore consommé. Jusque là, l'architecture est encore une "architecture sans architectes": celle-ci est encore largement dominante dans le Tiers Monde, comme elle l'est pour l'essentiel du patrimoine bâti ancien dans les pays industrialisés. Le mode de conception qui régit la production vernaculaire et artisanale passe par l'imitation des types, ceux-ci étant des modèles idéels dont la réalité est présente , sous forme de variations, dans tous les édifices qui relèvent du même type et dont la tradition s'inspire pour concevoir chaque édifice dans sa particularité. D'origine locale ou extérieure, le type constitue le mode de conception de l'architecture sans architectes, populaire.
L'architecture savante, comme discipline spécifique et spécialisée, confiée aux architectes, ne prend son essort qu'à partir de la Renaissance en Occident, par une séparation de la pratique artisanale. "Artisan parmi les artisans" au Moyen-Age, l'architecte se range désormais dans la catégorie des artistes et des intellectuels et sa discipline, constituée en corpus théorique, notamment en "traités", s'élabore dans les académies, ancêtres de toutes les écoles où aujourd'hui s'"enseigne" l'architecture. Ce qui devient central dans cet enseignement, c'est la "projetation", l'élaboration du "projet", processus analogique où se représente, à échelle réduite et suivant un code géométrique et graphique précis, la réalité du futur ouvrage. L'architecture devient "projet" représentant un objet final et idéal, lui-

même spectacle des motivations et des intentions qui l'auront inspiré, au delà de sa réalité matérielle. A la limite, l'autonomisation contemporaine de la représentation architecturale aboutit même à considérer l'édifice comme la représentation de sa représentation. (27) Comme partie des sciences et de l'art d'organiser l'espace par le bâti, l'architecture, dans le contexte du développement, comme intention de transformation, tient ainsi à la fois du spectacle du développement, de sa représentation et de sa réalité vécue.

Paraphrasant Alain Liepietz (28), on peut définir le système de l'architecture comme "*produit, enjeu, symbole et moyen* " de la culture, celle-ci étant entendue comme l'ensemble des rapports, modes de penser et de faire d'une entité humaine. Le cadre bâti a toujours été le *produit* d'une société, des rapports sociaux et de production d'une époque. On ne crée que l'espace correspondant à une pratique sociale, l'espace d'une pratique sociale. Le bâti est produit d'un travail, de moyens de production, d'exploitation et de transformation de matières et de forces de travail: l'architecture est production de biens matériels "habitables" et généralement durables. Elle a besoin d'un sol pour les poser et d'un espace pour se déployer. Elle est à ce titre déterminée par l'ensemble des rapports de production et par le régime de propriété foncière d'une société. Espace et bâti font l'objet d'une appropriation: ils sont l'*enjeu* d'une lutte sociale et individuelle, d'une lutte pour le pouvoir, pour la possession ou la jouissance d'un droit, pour l'exercice d'un devoir socialement légitimé. Au centre de cet enjeu se trouve la contradiction social/privé. Espace et bâti sont les *symboles* concrets d'un système économique et social. Ils sont en quelque sorte les reflets des idéologies, leur mise en scène spatiale. La structuration de l'espace et la production du bâti renforcent les rapports sociaux induits par un mode de production dominant ou qui cherche à l'être. L'architecture est à cet égard un *moyen* de (re) production des structures sociales et de la profession.
Cette définition à quatre volets interdépendants rend compte de la complexité du processus de production architecturale. L'ensemble de ce processus s'inscrit dans une dynamique historique, généalogique, car tout espace, toute architecture sont largement déterminés, donnés, hérités du passé. Le projet d'architecture lui-même prend raçine dans les modèles et les pratiques véhiculés par la société. Il est clair qu'il n'y

(27) Jean Pierre Le Dantec, "Déconstructivisme, ou les (més)aventures architecturales de la philosophie de Derrida".
(28) A. Liepietz, "Le capital et son espace" Maspéro 1977

a pas d'espace "en soi", une "unité de lieu" théatrale, autonome par rapport à une réalité socio-économique, historiquement située, qui serait le "cadre" neutre et le décor permanent où se déroulerait et viendrait "s'inscrire" l'activité humaine. L'architecture est constamment modifiée par son usage et sa perception, son appropriation, même lorsque cette modification n'entraine aucune transformation physique (utilisation d'espaces existants - urbains ou ruraux- ou de bâtiments anciens).

L'architecture, en ayant sa place dans la catégorie des arts, n'échappe pas à une certaine ambiguité, née de sa complexité et de ses méthodes analogiques, mais qui semble propre à l'oeuvre d'art en général: celle-ci est "un message fondamentalement ambigu, une pluralité de signifiés qui coexistent en un seul signifiant" (29).
Le projet architectural est dans cette perspective aussi un travail sur le code architectural, au sens sémiologique du terme, susceptible de porter le message du développement. Le développement s'exprimera particulièrement, dans sa dimension culturelle par la *conceptualisation* architecturale, cette idée de l'architecture avant qu'elle ne soit formalisée, dessinée. La conceptualisation se trouve à la charnière entre programmation et architecture. En réalité, le programme est déjà architecture dans la mesure où il ré-organise l'architecture. Nous avons vu, en effet, que toute architecture est partiellement donnée, héritée du passé, de manière concrète, par les bâtiments qu'elle nous donne à voir ou à travers les modèles que nous véhiculons. La conceptualisation met en adéquation (en le dépassant) le programme "trivial" - locaux, fonctions, m2...- avec une idée, avec un système de valeurs, une hiérarchisation des éléments du programme, en une structure conceptuelle profonde qui sous-tendra la structure formelle apparente, visible: la forme. La composition est la technique de conceptualisation géométrique propre aux architectes. Cette technique met en action toutes les facultés intellectuelles et créatives, toutes les connaissances et l'expérience pratique (le vécu) du concepteur. *La composition* est un moment décisif dans la dynamique de production architecturale, mais l'acte architectural ne s'arrête pas là: le projet ne peut exister sans ce qui le précède et le suit. L'idée d'architecture peut ne jamais s'exprimer dans la forme si elle ne répond pas à des bases programmatiques complètes et n'est pas servie par une mise en oeuvre parfaitement maîtrisée. La conceptualisation se nourrit des phases en

(29) Umberto Eco in "L'oeuvre ouverte" Seuil 1965

amont et en aval du projet, dans la simultanéité des études. En amont, s'élabore l'identification et la formulation du projet: c'est l'architecture attendue avant d'être formellement proposée, c'est la *demande* d'architecture, avant la *commande* d'architecture. La tradition a résolu le problème de la demande et de la commande consécutivement, par la transmission et l'évolution des modèles ou des types.
Dans le processus de production architecturale moderne, à travers le spécialiste-architecte, la commande, aussi précise soit-elle au niveau de la formulation du "maître de l'ouvrage", ne dispense pas d'une réflexion sur la demande, en particulier dans le système de la promotion immobilière publique ou privée, où le maître de l'ouvrage ne coïncide pas avec l'utilisateur. La formulation du programme en termes de besoins ou de fonctions ne suffit pas. La création architecturale n'est pas plus fondée sur des "besoins" - aussi idéologiques qu'imprécis - que sur des "désirs" : elle est dépassement des modèles qui sont sensés les rencontrer. Les "modèles" sont des schèmes transcendantaux -des types- d'organisation, de construction et de communication, avant d'être des bâtiments. Or, la complexité du processus de production architecturale, où concepteurs, producteurs et utilisateurs sont impliqués dans une dynamique, nécéssite une méthodologie spécifique. Cette méthodologie ne peut s'appuyer sur un processus linéaire. Elle doit faire appel - sur le modèle-même de notre cortex - à une méthodologie associative, comparative, dialectique. Le projet - moment privilégié pour les architectes - est une synthèse qui doit assumer des contradictions, concilier les contraires et permettre le changement. La conception architecturale doit résoudre en effet des contradictions fondamentales : affirmer l'identité structurelle de l'espace et permettre son évolution dans l'usage, intégrer la structure externe du bâti (l'environnement) et affirmer sa structure interne - "un monde dans le monde". Nous pouvons cerner les ingrédients de la synthèse - les modèles, types ou schèmes - mais il nous faut élucider les lois qui la réussissent.

A la manière de la persistance rétinienne qui donne naissance à l'image en mouvement, ou aux strates géologiques qui induisent l'organisation du sol à la surface, le projet se présente comme la forme ultime résultant de la superposition de couches successives d'autant d'esquisses différentes les unes des autres, amenant l'esquisse première à maturation. Chaque esquisse vient restructurer la précédente et se restructure elle-même, elle crée une différence. La solution dernière résulte des choix opérés au cours du processus : ces choix, pour

échapper à l'arbitraire doivent être argumentés. Cette argumentation ne peut se fonder que sur l'histoire de l'architecture, ses formes et ses raisons, sur l'expérience et sur l'étude, sur la culture. Comme en droit, elle a sa jurisprudence, ses règles et ses transgressions: le précédent joue un rôle primordial dans l'argumentation (30). L'argumentation architecturale est fondée sur des références, par rapport auxquelles on apprécie les similitudes et les différences. Cependant, pas plus que l'espace géographique - qui a trop longtemps été réduit par la géographie à un déterminisme des climats et des ressources- l'organisation architecturale de la ville n'est règlée par un déterminisme morphologique entièrement hérité de l'histoire. L'espace est généalogique, chronologique et diachronique à la fois: *mémoire et projet* se télescopent dans la pratique urbanistique et architecturale, afin de permettre l'émergeance de faits urbains, d'architectures. Aucun projet ne peut espérer sa concrétisation, en dehors d'une demande sociale, économique, culturelle arrivée à maturation: les sociétés gardent comme en réserve les projets inutilisés. Ces stocks de projets, au même titre que l'architecture visible, constituent la mémoire - versant architectural - de la culture.

6. LE ROLE DES SPECIALISTES

Toute société a sa culture, sa mémoire et ses projets. Dans toute culture, il y a un projet; toute société se "projette" socialement, culturellement. Le projet social -ce que l'on désire- se réalise par un projet technique, un moyen de réaliser le projet social. Au fur et à mesure que les projets sociaux deviennent plus grands et plus complexes, hors d'échelle et d'entendement par rapport au groupe qu'ils concernent, plus les moyens techniques s'éloignent du groupe et échoient à des spécialistes qui prétendent les maîtriser et auxquels on les confie. Dans cette tâche, les architectes et les aménageurs doivent donc être, pour échapper à cet éloignement, à cette "dé-localisation" qui est négation du développement, autre chose qu'un petit collège de gens qui s'attribuent eux-mêmes les subsides et empêchent les autres d'entrer, autre chose qu'une nouvelle corporation d'experts qui se taillent un nouveau marché.

Quelles sont donc les compétences et quelle est l'éthique qui amènent des professionnels à se consacrer et à se croire utiles au développement

(30) Ch. Perelman in "Le champs de l'argumentation" Presses de l'ULB 1970

local? Pourquoi et comment travailler avec les communautés de base en Amérique Latine, en Afrique et en Asie qui, devant la démission de l'Etat, des architectes et du secteur de production moderne en matière d'habitat, ont pris leur sort en main en produisant, avec une créativité parfois étonnante malgré les faibles moyens, leur habitat en auto-construction , grâce au secteur informel? Comment travailler avec les "bidonvillards", les "informels" *sans les détruire*, leur permettre d'améliorer leurs conditions d'habitat sans leur imposer les nôtres, sans institutionnaliser leur dynamisme au profit du pouvoir, d'une nouvelle ségrégation sociale et culturelle? Quel est l'avenir des professionnels et celui des bénévoles, celui des experts et des militants du Tiers Monde? Sans "démocratie culturelle", la situation engendrera une nouvelle sectorialisation corporatrice, la légitimation d'une "contre-culture" qui ne sera jamais qu'une culture dominatrice, comme la "contre-culture" de toutes les avant-garde, de toutes les intelligenzia, y compris, en son temps, la moderniste. Le rôle dominateur contemporain du "modernisme" est bien là pour nous en convaincre. L'échec des tentatives de "démocratisation" de l'architecture et de l'urbanisme modernistes, dont on ne peut nier le projet généreux d'avoir cherché à rendre accessible la ville et son architecture "au plus grand nombre" (comme si celui-ci ne disposait pas de sa propre architecture), mais qui ne "loge" que 10% au plus de la population de la planète, l'échec que constitue la tentative d'uniformisation culturelle sous couvert de démocratisation, ces échecs ne doivent-ils pas nous amener à modifier notre point de vue, nos méthodes et nos actions, si nous voulons avoir quelqu'efficacité?

L'architecture est encore largement produite, dans les pays du Tiers Monde, à travers des pratiques vernaculaires et artisanales. Ces pratiques sont malheureusement confrontées à la pénurie des ressources et à l'érosion du savoir-faire traditionnel, dû au déraçinement culturel et environnemental de larges populations, particulièrement en milieu urbain récent. L'éclatement des liens de solidarité et d'entraide traditionnels, incluant l'apprentissage de l'édification, la relative dispersion des communautés dans l'anonymat urbain, les mécanismes marchands (spéculation fonçière et immobilière) et les modèles de comportements individualistes d'inspiration occidentale des sociétés urbaines, empêchent la résolution des problèmes collectifs, par les collectivités elles-mêmes, à l'échelle du quartier comme à l'échelle de la ville. La production populaire, si elle reste la seule alternative à l'impuissance et au désengagement des promoteurs publics ou privés, souffre donc de handicaps importants

qui ne pourraient être minimisés que par une mobilisation du savoir-faire de tous.

Dans ce contexte, les architectes ne doivent-ils pas disposer d'une aptitude à l'animation et à la concertation, de qualités d'assistants et de conseillers pour les auto-constructeurs? Actuellement, rien dans leur formation ne les prépare à ce rôle. Toute profession porte en elle la possibilité de donner naissance, par rupture, à un *animateur*. Il s'agit de faire son métier d'une autre manière, de jouer autrement le rôle social traditionnel attribué à un métier. Devant l'ampleur du problème des sans-abri et des mal-logés, devant l'explosion urbaine et démographique, devant les besoins et aspirations planétaires en matière d'habitat, les aménageurs, les architectes sont au seuil de cette rupture. Cette dimension nouvelle de la "commande architecturale", née de l'exigence démocratique et consensuelle, ne dispense nullement l'architecte, ni l'aménageur, de posséder les compétences premières de son métier: celles qui permettent de concevoir et organiser avec intelligence et talent la production du cadre bâti, dans la mesure où cette tâche lui a été confiée.

Nous avons vu que la priorité, vu l'économie nécéssaire des compétences, eu égard à l'ampleur du défi et à l'état de pénurie qui caractérie le Tiers Monde, devrait sans doute aller à la maîtrise des faits et des besoins collectifs, que l'initiative individuelle ne peut règler seule, sachant qu'une oeuvre collective est davantage que la juxtaposition de ses parties. Mais ce n'est qu'en renversant le postulat "consommatoire" de la primauté de l'objet sur les pratiques sociales, culturelles, que l'urbanisme et l'architecture pourront prétendre à de nouveaux développements. Dans cette perspective, l'habitant doit être vu autrement que comme un "ayant-droit" sur quelque chose qui a été produit en dehors de lui. Aucun développement véritable n'est concevable dans une logique de simple consommation. Nous réaffirmons qu'au-delà des définitions réductrices du développement, limitées à la croissance économique, au progrès technique ou au changement social, le développement est essentiellement culturel; il engage la totalité de l'être des individus, des groupes et des sociétés: il est constitutif de leur culture quotidienne, populaire et savante.

La relation entre la culture populaire et celle des "spécialistes" est ici essentielle. Aucun engagement de l'intellectuel , du scientifique, du technicien ou de l'artiste ne peuvent évidemment justifier un nivellement par le bas de leur activité, ramenant la culture à une "soupe

populaire". Le rôle du spécialiste est au contraire de "développer" la culture commune par des avancées personnelles. Mais aucune création ou innovation n'a la moindre chance de survivre, d'avoir une utilité sociale, ni même d'apparaître, si elle ne trouve pas à s'enraçiner, à s'intégrer dans la structure de son époque et de sa société, ne fusse que comme expérience ou comme révolte. L'évolution procède ici comme dans la nature: par "hasard et nécessité". La nature "révolutionnaire", mutationnelle, "progressiste" de certaines innovations intellectuelles, artistiques ou techniques n'y change rien: leurs auteurs y sont à la croisée d'un itinéraire individuel et collectif, local et universel, historique et intemporel. Le sort des inventions et des oeuvres d'arts novatrices est là pour en témoigner, elles qui ne trouvent le chemin du succès et de l'application que souvent plusieurs décades ou siècles après leur apparition et peuvent retomber dans l'oubli ou dans l'indifférence.

Le développement étant "trans-formation", il faut constater que les peuples, les Nations, les groupes sociaux et les individus en développement sont engagés dans une dynamique "d'auto-modernisation". Le rejet de toute philosophie unitaire de l'histoire, de toute idéologie du progrès continu, de modèle ou de tendances générales de développement à l'échelle universelle, n'est nullement contradictoire d'une théorie du développement si on la définit comme "différentialiste". Le développement, suivant cette conception polycentrique, résulte de l'adaptation optimale d'une société à son milieu, à sa culture et son organisation interne propres et de sa capacité à intégrer des éléments extérieurs ou à coopérer avec des partenaires. L'imaginaire du développement permet donc autant l'emprunt ou l'échange culturel que la recherche en soi-même de cet "ailleurs" qui sera susceptible de générer le nouveau, le changement, le mouvement constitutifs d'une modernité.

"Les mouvements de la modernité font paraître l'"exotique" au-dedans de nos propres sociétés; c'est à dire des secteurs mal définissables, mal connus du plus grand nombre" (31).
Mais aucune innovation ne s'explique sans le support et la préparation d'un contexte géographique, social et historique favorable. La science elle-même propose aujourd'hui une "nouvelle alliance" (32) avec la société: la science n'est pas extérieure, objective et absolue, mais contextuelle et partie prenante du monde qu'elle étudie ou

(31) G.Balandier in "Le détour" Fayard 1985 p166.
(32) Ilya Prigogine et Isabelle Stengers "La nouvelle alliance" Gallimard Paris 1979.

expérimente. Malgré la certitude scientifique du "temps irréversible", la pensée complexe rejette tout déterminisme simpliste et établit des inter-relations complexes entre passé, présent et avenir. Nous savons dès lors que la vieille opposition "tradition-modernité" qui a nourrit les batailles des Anciens et des Modernes est dépassée: tradition et modernité font partie de la même réalité. Simplement, la décision implique des choix constants entre ces deux termes en continuelle tension: préservation des acquis et innovation. Il est impossible de bâtir une société sur un seul de ces termes à l'exclusion de l'autre: ni pétrification, ni table rase. Dialectique de la mémoire et du projet, le développement est transformation du monde et des rapports entretenus avec lui, en son sein, pour améliorer l'existant. Trans-former signifie bien le passage d'une forme à une autre, inventer une différence. Victor Bourgeois a écrit: "invente une différence, celui qui améliore en *développant*, pour dépasser rien qu'en prolongeant un peu"(33).

7. CONCLUSION PROVISOIRE

La plupart des concepts et des commentaires proposés dans cette contribution seront repris dans les chapitres ultérieurs, suivant l'éclairage et le point de vue nécessaire à la problématique particulière à laquelle ils seront consacrés.
Le but de ce premier "dépouillement" aura été de proposer une série de définitions, à la fois précises (pour permettre un entendement commun) et ouvertes (pour éviter la réduction sémantique et idéelle), dont nous connaissons les limites et les insuffisances, mais que nous nous proposons de suivre comme axe de réflexion et de recherche.

En conclusion, nous dirons que pour nous, le développement, posé comme finalité de l'organisation spatiale et de la production du cadre bâti, doit être compris comme un processus de transformation du milieu physique et social, voulu, produit ou induit par l'activité humaine, tant individuelle que collective, en vue de l'amélioration du bien-être, par la satisfaction des besoins sociaux et personnels et l'épanouissement de l'être individuel et collectif. Comme processus de transformation, il est créateur de différences. La volonté d'amélioration, de jouissance et d'épanouissement contenue dans cette idée du développement est d'ordre moral, éthique, esthétique, autant

(33) V. Bourgeois, "L'architecte et son espace" Sept Arts 1955.

qu'instrumental, technique, scientifique. Elle s'exerce sur une matière physique et intellectuelle, matérielle autant qu'immatérielle. Les moyens du développement appartiennent ainsi à l'ensemble des domaines constituants de la culture, comme objet et comme pratique.

Si l'organisation volontaire de l'espace et la production du cadre bâti, dans une phase de conception comme dans celle de la gestion, est un moyen de réaliser ou d'accompagner le développement ainsi défini, le rapport qu'entretiennent les formes urbaines (espaces et édifices) avec le développement est culturel, à la fois dans ses méthodes, ses idées et ses pratiques. La nature et la qualité de ce rapport appartiennent à un ensemble de manières d'être, de faire, d'inventer relatif à une collectivité (de même qu'à une profession), dans laquelle l'individu (comme le professionnel) pensant, imaginant, agissant, dispose d'une *liberté limitée* par le respect de règles sociales et de contraintes environnementales qui sont pour lui une "seconde nature", c'est à dire une mémoire et un projet culturel commun auquel l'individu apporte sa contribution ou sa révolution, mais dont il est imprégné, fait, issu .

Alors l'architecture, comme oeuvre organisant l'espace concret, physiquement tangible par la forme du bâti, est bien autre chose qu'un dispositif/processus de production fonctionnel ou technique, elle est témoignage et instrument de culture, non pas au sens conservateur du terme, mais de développement, si celui-ci, comme nous l'avons posé, est transformation du monde par et pour l'épanouissement humain.

CHAPITRE III

PROCESSUS ET FORMES DE LA CROISSANCE URBAINE

par A. Pichvaï

O. PRELIMINAIRES

Ce chapitre est consacré à l'analyse des facteurs socio-économiques et culturels à l'origine de la croissance des villes primaires et secondaires dans le contexte du développement, ainsi qu'à l'analyse des formes de cette croissance. Il tente de mettre en évidence l'intérêt et la nécessité de la maîtrise de la croissance urbaine et de dégager des orientations qui rendraient possible cette maîtrise.

Les limites de cette analyse sont dictées par le caractère général de l'étude. La remarque essentielle qui s'impose à ce niveau, est que le caractère général des descriptions proposées ne se veut nullement réducteur de la diversité des situations. Il a pour but de poser le problème dans ses traits les plus caractéristiques. En examinant les cas spécifiques, le lecteur pourra évaluer la méthode et la grille d'analyse proposées.

La tâche semble plus aisée en ce qui concerne l'analyse des villes primaires appelées également les métropoles. En effet, bien qu'issues de contextes historique, politique, économique et social différents, la croissance des métropoles urbaines en Afrique et en Amérique Latine du fait de leur rôle international, manifestent quelques caractéristiques communes que nous allons évoquer ci-après.

Les villes secondaires, du fait de leur plus grande imprégnation des caractéristiques régionales et locales, et de leur relation plus intense avec le monde rural et donc avec divers types d'activités agricoles sont moins sujettes à une explication générale. D'autant plus que les recherches sur l'expansion démographique et urbaine des villes secondaires sont peu nombreuses; les métropoles de par l'importance vitale qu'elles ont sur le plan politique et économique, et l'ampleur explosive de leur croissance, ont quasi monopolisé l'attention et l'intervention des milieux concernés. Toutefois, nous allons également

Les interventions, à défaut de prévoir, canaliser et harmoniser l'ensemble de l'agglomération, se bornent aux dits "projets urbains" qui consistent à restructurer les quartiers spontanés ou de prévoir la réalisation de quelques trames assainies qui aussitôt créées posent le problème de la croissance spontanée un peu plus loin.

Bien que les interventions sur les quartiers précaires que nous appelons de 3ème degré (par rapport à l'échelle territoriale qui est le 1er degré) soient nécessaires, il est grand temps de réfléchir aussi sur les modes et les moyens d'une gestion globlale et non au coup par coup de la croissance urbaine.

CHAPITRE IV

ARCHITECTURE DE LA VILLE ET DEVELOPPEMENT URBAIN

par D. Deremiens

1. INTRODUCTION

Pour tous ou presque, le mot "architecture" se rapporte au domaine des édifices humains dont il suggère les principes et la composition. Il prend cependant au gré des discours de chacun des acceptions si diverses qu'elles en deviennent souvent incompatibles. La notion de "croissance urbaine" est elle aussi fort incertaine; outre l'idée d'augmentation qu'elle évoque, il n'y a pas, hors la qualité ou le caractère "urbain", de catégorie reconnue que par définition elle recouvrirait. Tantôt économique, tantôt démographique, physique parfois, aussi globale qu'indéfinie bien souvent, c'est une notion relativement fugace et indéterminée. Que dire des significations diverses dont s'assortit le vocable "développement", les controverses doctrinales dont il est le siège en éclate quasiment la compréhension; la question a déjà été débattue dans les chapitres précédents (voir chapitre II), et il est peu probable qu'elle soit jamais épuisée. Quant à l'idée de "développement urbain", apparemment plus précise, hors les nomenclatures stéréotypées des bailleurs de fonds internationaux, elle se prête elle aussi au malentendu des interprétations contraires.

Or, aussi incertains soient-ils, nous ne pouvons nous priver d'évoquer des termes tels qu'"architecture", "croissance urbaine" ou "développement". Pour comprendre les phénomènes urbains dans le Tiers Monde, réagir à ceux-ci et élaborer des interventions visant à les modifier, il nous faut bien traiter des catégories qu'ils recouvrent et engager ces dernières dans nos raisonnements, courant dès lors le risque de construire des paralogismes sur des indéfinitions ou des contresens. Aussi, afin de préserver les spéculations de ce chapitre des erreurs d'interprétation, nous devrons prendre ou rappeler certaines précautions; notamment celle de préciser la terminologie que nous utilisons, celle aussi de reconnaître les antécédents sur lesquels cette dernière s'appuie et d'en évaluer la force symbolique autant que la portée logique et pratique.

Le propos des paragraphes suivants concernera l'architecture, ses liens supposés au développement et son rôle imaginable dans la croissance urbaine. Il ne pourra donc se priver d'une compréhension à la fois analytique et dialectique de ladite architecture. Son développement se référera principalement à la notion d'"architecture de la ville" (1); il puisera au corpus des théories qui lui sont liées, s'inspirant notamment des analyses habituellement qualifiées de "typo-morphologiques".

Quand ci-après nous parlerons d'architecture, nous entendrons pour l'essentiel la forme des édifices des établissements humains, la forme de la ville matérielle et de ses parties, celle -acceptons le barbarisme- de l'"édifice-ville". Une telle définition de l'architecture paraîtra réductrice à certains, déplacée peut-être ou même choquante dans le cadre d'une réflexion touchant aux difficultés du Tiers Monde. Rares en effet sont les spécialistes de l'urbain, les responsables et les techniciens qui avouent accorder aux formes de l'espace édifié, du "cadre bâti", une qualité en-soi digne d'intérêt dans la problématique du développement. Et pourtant. Même ceux d'entre eux qui négligent ou refusent la valeur de la relation sensible que l'homme entretient avec l'architecture telle que nous la définissons ici, rencontrent face à cette architecture, plus d'une préoccupation. Pensons aux questions d'édilité: la gestion des transports urbains, par exemple, ne peut être indifférente ni aux configurations principales des villes ni à leurs tracés de voierie. Pensons de même à l'économie de la construction : la maximisation, autre exemple, du rendement des facteurs de production du bâtiment ne peut s'acquérir sans un travail sur l'architectonique des édifices projetés, ni donc sur l'architecture de ceux-ci, sur leur forme tangible. En réalité c'est une multitude d'intentions sociales, économiques, culturelles ou techniques liées tant à l'urbain qu'au développement qui sont susceptibles de trouver leurs répondants dans les formes architecturales. Tout bien considéré ces simples "formes" sont au concours de la plupart des faits urbains, de même qu'elles rencontrent bien des objectifs liés au développement. Remarquons d'autre part que de nombreuses opérations dites de "développement urbain" aboutissent à des projets d'édification et dès lors à un travail d'architecture, à une projetation architecturale ou du moins à des choix architecturaux (voir chapitre VI). Aussi ne nous semble-t-il pas erroné ni exagéré de centrer le propos d'un chapitre sur l'architecture définie comme un jeu de formes.

(1) L'expression est empruntée ici au traducteur d'Aldo Rossi, "L'architecture de la ville", traduction de Françoise Brun, L'Equerre, Paris, 1981.

Il se développe depuis quelques années une idéologie de l'urbain et de la ville dans le Tiers Monde qui tend à réduire ceux-ci, l'urbain comme la ville, à la simple matière d'une gestion. L'emprise grandissante des bailleurs de fonds internationaux sur les politiques urbaines locales n'est certainement pas étrangère aux tentatives de certains spécialistes qui visent à soumettre la ville extra-occidentale à une logique en soi de la gestion et de la programmation, à y faire prévaloir les impératifs du rendement comptable et des techniques de contrôle. L'ensemble de ces tentatives ne répond que trop bien aux contraintes pratiques de l'investissement financier pour que l'on puisse en douter. Il est tout à fait compréhensible d'ailleurs que le banquier, devenu acteur inéluctable de la production de la ville du Tiers Monde, fasse prévaloir par l'intermédiaire de ses consultants, la logique de sa propre mission (et celà même, bien qu'il ne soit en réalité concerné que par une part minime de cette production). L'arraisonnement de l'urbain et de la ville aux logiques de la gestion et de la programmation, réclame ses théories et ses doctrines. Aussi, sous l'égide des experts et de certains chercheurs, s'élabore-t-il actuellement une manière de "Grand Parler" (2) technico-doctrinaire chargé à la fois d'étayer et de justifier les pratiques de soumission de la production de l'espace urbain aux impératifs méthodologiques de gestion et de programmation. Ce Grand Parler, technocratique par nature, quoiqu'il se mâtine souvent d'humanitarisme, voile largement les dimensions sociales, politiques et culturelles des faits urbains de même qu'il élude l'ensemble des faits ayant trait à l'architecture de la ville. Mais ses résonances pragmatiques et utilitaires séduisent, il attire à ses auteurs la reconnaissance et les gratifications des décideurs; son apparente objectivité lui rend de l'écoute et lui ouvre le marché des études et des projets. Ne peut-on dès lors s'étonner qu'il domine le débat sur la ville dans le Tiers Monde ? Nous voudrions toutefois y échapper, ne serait-ce qu'ici sur le papier.

S'il n'y a pas à regretter que la problématique urbaine soit abordée sur les plans de l'économie et de la gestion, que du contraire; il est peu raisonnable toutefois que la réflexion et les interventions sur l'urbain se livrent au réductionnisme d'une vulgate gestionnaire et que la pensée de la ville se limite à une scolastique technicienne. Nous ne pouvons croire qu'un domaine quelconque puisse en dépit de ses impératifs propres

(2) Expression reprise ici à René De Vos, "Les capitaines d'industrie, figure techno-mythique", n° 33 de la revue Millieux, Le Creusot, 1988, p. 36, qui lui-même l'a tiré de chez Pierre Clastres.

être maîtrisée par une logique purement gestionnaire. Nous ne pouvons croire non plus que l'urbanisation du Tiers Monde n'ait aucun répondant architectural ni qu'elle ne pose, à qui s'en préoccupe, pas la moindre question ayant trait à l'architecture. Dès lors que nous adoptons une idée un tant soit peu humaniste du développement, il nous est plus difficile encore de penser que le travail sur l'architecture des villes et de leurs parties puisse être aléatoire ou quelconque. Aussi, peu nous importera-t-il ici que la réflexion architecturale échappe aux préoccupations de simple gestion ou qu'elle soit en porte-à-faux des rationalités strictement techniciennes; ni l'architecture, ni le développement ne peuvent se maîtriser considérations faites de ces seuls points de vue.

A priori, l'architecture d'un édifice unitaire ou d'une ville est liée à toutes sortes d'autres choses. Parmi les plus couramment évoquées : les matériaux de construction mis en oeuvre, l'économie et les techniques des modes de construction pratiqués; le climat et l'ensemble du donné physico-géographique local, l'usage auquel l'édifice est destiné, ... le régime foncier et le marché immobilier dans lequel celui-ci intervient, la demande sociale à laquelle il répond. Ces choses et tant d'autres probables n'étant certainement pas elles-mêmes tout à fait indifférentes les unes aux autres, il y a, dirons-nous, tout un "champ" (3) relativement vaste et complexe dans lequel s'inscrit (ou pourrait s'inscrire) l'architecture. Nombreux sont les spécialistes, architectes, urbanistes ou autres, qui confondent plus ou moins sciemment l'architecture et le champ de l'architecture, ou du moins certains de ses éléments; la spécificité de l'architecture et ses conditions d'existence. Pour certains, l'architecture et la construction seraient du pareil au même. Pour d'autres, il n'y aurait pas lieu de faire la distinction entre la forme des édifices et la fonction univoque qu'ils leur supposent satisfaire dans l'organisme urbain. En ce qui nous concerne, nous nous méfions des visions trop synthétiques et de l'idée préconçue que tout est d'emblée naturellement dans tout. Dans sa pratique de projeteur, le spécialiste-architecte sait trop combien la réflexion lui est nécessaire et à quels artifices il doit recourir pour parvenir à maîtriser, ne serait-ce qu'en partie, l'ensemble des tenants et aboutissants que la forme de l'objet architectural qu'il élabore met en jeu. Au chantier autant qu'à la table de dessin ou devant l'ordinateur, il mesure combien la

(3) Le sens que nous accordons ici à ce vocable est tout au plus métaphorique, toute parenté avec le concept sociologique auquel Pierre Bourdieu a donné le même nom est en réalité quasi inexistante.

correspondance entre les formes architecturales et leur contexte est peu naturelle; alors que, dans le regard du géographe ou de l'économiste, la même correspondance semble souvent aller de soi. Et rien ne permet de penser, qu'une architecture qui ne soit pas l'oeuvre d'un spécialiste, qu'une "architecture sans architecte", en soit pour autant plus "naturelle" ou plus "organique", ni même plus "spontanée" ou plus "informelle". En confondant l'architecture et son champ, en assimilant à priori les objets architecturaux à l'une ou l'autre catégorie de fonctions qu'ils satisfont, nous nous interdirions la compréhension d'un ensemble de faits et de phénomènes auxquels la conception des espaces urbains (du moins si elle n'est pas tout à fait aveugle) est immanquablement confrontée. Prétendre que l'architecture n'entretient aucune correspondance avec son contexte est certes insoutenable. Toutefois, en préjugeant de correspondances (dont on ne peut exclure que certaines soient fort aléatoires, circonstancielles ou tout simplement forfuites) et en donnant d'emblée celles-ci pour des rapports de cause à effet, en les assimilant à des fonctions, nous oblitérerions bien des aspects de la réalité. Notons trois de ces aspects qui intéressent directement la problématique de cet ouvrage.

Premièrement : supputer l'existence de tel ou tel rapport (pourvu qu'il existe) entre l'architecture et le donné de son contexte est une chose; en reconnaître la nature, les modalités ou les méditations en est une autre. En spéculant sur des rapports pris à priori, nous nous interdirions en fait de comprendre par quel procès l'architecture se trouve en correspondance avec les différents faits extra-architecturaux.

Secondement : en confondant l'architecture et son champ, nous voilerions le fait que cette architecture est une oeuvre humaine et nous dénierions ainsi le rôle déterminant que jouent les auteurs de l'architecture (qu'ils soient ou non spécialistes-architectes). Or ces auteurs - acteurs inéluctables de l'édification - sont pourtant bien les seuls "facteurs" qui sur le plan pratique produisent et reproduisent les formes architecturales. Or, en outre, ils sont bien les premiers "agents" de la mise en correspondance de l'architecture avec son contexte (rôle qu'ils partagent bien évidemment avec les usagers des objets architecturaux, usagers avec lesquels assez souvent, dans la ville du Tiers Monde, ils se confondent).

Troisièmement : en assimilant l'architecture à un jeu de causes et d'effets extra-architecturaux, nous nierions la réalité intrinsèque de l'architecture de la ville, laquelle - nous le montrerons bientôt -

manifeste un peu comme tout artefact et tout art (pensons aux langues et aux musiques) une cohérence qui lui est propre quoique variable de culture à culture. Ce faisant, nous nous interdirions de comprendre que l'architecture de la ville a en soi ses propres impératifs et que dès lors, elle n'est pas manipulable à merci.

Une architecture qui se laisserait saisir sans résistance comme cause d'effets et comme effet de causes, simple terme dans un système d'interrelations, serait fort intéressante pour le technocrate et le décideur politique. Ceux-ci pourraient en faire le simple instrument de leur action : tantôt instrument de l'hygiène publique, ou celui de la rationalité économique, tantôt celui des équlibres sociaux ou de l'acculturation des masses. Pourquoi, en ce qui nous occupe plus précisément, ne pas en faire l'instrument de la maîtrise de la croissance urbaine et idéalement même celui du développement ? Dans une conception qui saisit l'architecture de l'extérieur et la donne simplement pour le terme de relations causales tout cela est possible; et l'urbanisme -nous parlons ici de la discipline qui s'est donnée ce nom vers 1910 - s'est en grande partie construit sur cette idée. Toutefois cette conception reste sujette à caution; les modèles explicatifs ou opérationnels, strictement fonctionnels ou systémiques, qu'emprunte le plus souvent l'urbanisme ne saisissent en réalité que la frange des faits urbains. La nature intrinsèque de ces faits leur échappe alors que pourtant seules les conditions internes des faits et des phénomènes permettent à ceux-ci d'entrer mutuellement en correspondance et d'entretenir des relations. Il en va notamment ainsi pour l'architecture, face aux éléments et aux phénomènes qui constellent ou traversent son champ. Les approches synthétiques habituelles, dites "pluridisciplinaires", laissent le plus souvent l'architecture pour le résultat final des nécessités de son contexte (en analyse) ou pour la simple "concrétisation" des impératifs d'un programme (en projétation). Bref pour elles, l'architecture est un dernier terme; ou tout au plus un terme parmi d'autres. Nous qui ici tentons de mettre en lumière le jeu des correspondances liant l'architecture de la ville au développement urbain sommes amenés à adopter le point de vue directement contraire, c'est-à-dire, placer l'architecture au centre de notre propos. Aussi emprunterons-nous une perspective qui part des conditions internes de l'architecture de la ville (la ville du Tiers Monde outre ses singularités n'en est pas moins une ville), de son "comment" en tant que forme et jeu de formes évoluant. Nous nous inquiéterons aussi de son "pourquoi" à ce propos; mais dans la mesure seulement ou ce "pourquoi" (influences, causes et effets extra-architecturaux) marque réellement ledit "comment". Nous ne nous priverons pas pour autant de déboucher sur une problématique plus vaste allant jusqu'aux questions posées aux spécialistes par la croissance urbaine et par le développement. Mais nous considérerons ce vaste domaine du point de vue du projeteur : de celui qui intervient dans une réalité urbaine complexe à travers la fabrication et la manipulation des formes architecturales, de celui qui a partie prenante dans le jeu des formes de la ville matérielle. Nous prendrons en fait la place de celui qui, pensant développement, doit néanmoins faire oeuvre d'architecte.

2. CHOIX ARCHITECTURAUX ET IDEES DE DEVELOPPEMENT

2.1. *De l'idée de développement et de son application au projet d'architecture*

Le sens du mot "développement" comporte une charge lyrique qui, d'emblée lui donne une valeur positive et un fondement ontologique incontestable. En effet, le mot "développement" évoque d'emblée, l'image même de la vie : celle de l'épanouissement du vivant et de la réalisation de l'être par le devenir. Et personne, sauf le nihiliste le plus irréductible, ne peut se soustraire à la séduction poétique de ce "mot" qui avant même de fonctionner comme simple vocable s'impose par une valeur en soi, par un sens quasi sacré. Qui oserait défier l'idée de développement sachant que d'emblée il mettrait en cause le principe même de la vie. Le mot développement est donc un mot tabou. Aussi, suffit-il de lui faire désigner une notion quelconque, plus ou moins abstraite ou pragmatique, ayant trait à l'idée générale de changement pour que cette notion en devienne fascinante et acquière une force de conviction certaine. Si certains spécialistes se permettent de mesurer le développement par un indicateur tel que le P.N.B./hab., c'est que pour eux il est devenu un matériau des plus sommaires. Mais s'ils arrivent si facilement à convaincre de la valeur de leurs critères, c'est que malgré tout l'idée de développement n'a rien perdu de son pouvoir évocateur et de son caractère fascinant.

L'honnêteté intellectuelle réclamerait sans doute que le sens que nous accordons au vocable développement ne trahisse pas l'image qui en forme le paradigme, celle de l'épanouissement de l'être, de l'être dans sa totalité. Le "développement" pris en ce sens a pour contraire l'aliénation, la réification, la perte d'identité, notamment des sociétés locales et des individus, le viol de leurs valeurs et la réduction de leur

pouvoir d'élaborer et de mener leurs propres "projets". Il s'oppose entre autres à la disparition "des" architectures en tant qu'oeuvres produites par ces mêmes sociétés, lesquelles pouvant en faire la médiation de leur être et y trouver un des principaux facteurs de leur identité. Cette acception du vocable développement fait la part belle à la culture, au sens anthropologique du terme, sachant que cette culture est un bien commun qui permet à ceux qui le partagent de maîtriser leur univers (voir chapitre II). Une telle compréhension du "développement" butte à la fois contre la partialité des sciences et des techniques et contre le socio-centrisme qui conjointement supportent la dominance culturelle de l'Occident et de ses relais locaux. Car en fait, les impératifs de ce développement-là ne trouvent de répondant que pour les sociétés ou les groupes sociaux qui dans leurs échanges ne sont pas dominés par d'autres. Le développement identifié à un épanouissement universel est en grande partie "utopique". En général, en effet, l'émancipation des uns se fait aux dépens de la force des autres, l'emploi de ressources à ceci en prive cela, le pouvoir de transformer les choses suppose celui de contraindre les hommes, ... bref, la réalité des évolutions et donc du développement ne va pas sans contradiction ni sans antagonisme, sans pertes ni sans déchirement, sans phénomènes d'acculturation ni de déculturation. Une réflexion un tant soit peu dialectique détruit très tôt l'idée d'épanouissement universel, l'idée de développement dans l'harmonie. L'histoire le montre à souhait. Au reste, le processus même de toute évolution, de tout développement requiert quasi obligatoirement la création de différences, l'émergence d'inégalités, la production de déséquilibres capables de générer une dynamique de changement. L'harmonie se suffit à elle-même, elle est pérenne, mais c'est le disfonctionnement, le dérèglement, qui appelle les évolutions. C'est bien ainsi que l'on peut comprendre le processus d'industrialisation par "liaisons amont et aval", préconisé par certains économistes (4). Le concept instrumental de "pôle de développement" en aménagement du territoire ne trouve-t-il pas d'ailleurs son principe dans l'exploitation des déséquilibres provoqués par la création volontaire de disparités régionales ? Et à l'inverse, qui jamais ne pourra prétendre assurer que la réalisation d'un projet même qualifié de développement ne puisse finir par favoriser tel groupe d'individus aux dépens de tel autre, incapable (économiquement, socialement ou culturellement) de s'approprier les rentes qui en sont issues ?

(4) Voir à ce propos Albert Hirsman, "Les effets de liaison dans le développement économique", chapitre II de "Vers une économie polémique élargie", Les Editions de Minuit, Paris, 1986.

L'espace du développement est le lieu de déséquilibres, il est parcouru de conflits : conflits plus ou moins localisés, violents ou diffus, soutenus ou épisodiques. Le temps du développement suppose une crise que certains considèrent comme un mal nécessaire. Toutefois les vertus du déséquilibre sont relativement limitées; il n'est pas nécessairement le parfait aiguillon du développement au sens d'un épanouissement. Il est probable même qu'au-delà de certains seuils, le déséquilibre ne génère rien d'autre qu'un déséquilibre accru. Cette redoutable dynamique n'est-elle pas en effet celle du cercle vicieux du sous-développement qui entraîne plus d'une région du Tiers Monde dans la sujétion ou la misère?

Liée aux faits de culture et engagée dans le champ politique, la notion de développement voyage donc entre l'image d'un épanouissement harmonieux et celle d'une crise bénéfique. Synonyme du changement positif, elle se risque, dans le discours de quelques uns, à définir sans réserve la création d'une simple dynamique transformatrice. Nous mettrons donc de côté les abus de langage qui identifient le développement à des ratios sociométriques ou économétriques, à des faits de simple croissance ou encore à l'adoption de tel ou tel type de technique). La notion revêt ainsi les a priori de différentes approches, chacune plus ou moins marquée idéologiquement.. Or ces approches ont leurs répondants dans la discipline architecturale. La sempiternelle évocation du double thème "tradition-modernité" traverse aussi bien la critique d'architecture que les débats sur le développement : qui d'un côté en appelle aux vertus de la tradition, qui de l'autre réclame la modernité; qui encore propose très raisonnablement l'alliance de l'une et de l'autre. Les mots "tradition" et "modernité" sont eux-aussi chargés de lyrisme, puisant pour l'un au mythe du passé édénique et pour l'autre à celui, très prométhéen, du progrès. Dans la pratique de l'analyse ou du projet, tant de développement que d'architecture, ils sont souvent peu fiables car ils ne correspondent que trop souvent à des images-guides et à des simplifications abusives. La condition "post-moderne" - au sens de Jean-François Lyotard - vécue par tous aujourd'hui, a d'ailleurs enlevé à ces deux catégories, si l'on peut dire, tout leur mordant. N'empêche qu'elles orientent toujours bien des choix et sous-tendent bien des démarches. Vu de l'extérieur, le rapport de l'architecture au développement semble effectif. De nombreuses modifications sociologiques (démographiques, culturelles, sociales ou technologiques) qui traversent l'urbain entraînent la transformation de l'architecture de la ville (croissance, modifications typologiques du parc d'édifices, changements stylistiques ...). A l'inverse,

l'introduction de formes architecturales nouvelles provoque souvent une modification des réalités sociologiques urbaines; à mettre sur le compte soit du développement, soit d'un simple dérèglement. Dès lors, recourant tantôt au répertoire des formes architecturales du lieu ou à l'architectonique propre à l'art de bâtir local (ce qui peut être compris comme un respect de la tradition), usant tantôt d'innovations ou s'inspirant des modèles internationaux dominants (ce qui peut valoir pour un fait de modernité); les spécialistes peuvent-ils ainsi imaginer orienter le cours du développement des sociétés locales; à savoir : tantôt vers un épanouissement endogène, tantôt vers une crise conçue dans sa capacité de produire un changement attendu. De tels stratagèmes sont chéris plus ou moins consciencieusement par de nombreux architectes. Il n'est pas interdit de penser que duement conduits et bénéficiant de contextes favorables ceux-ci puissent parvenir à leurs objectifs. L'idée est séduisante et elle représente sans doute la seule ligne générale de conduite que puisse emprunter l'architecte qui par sa projetation - même veut donner l'une ou l'autre sens au développement. Toutefois, de célèbres échecs laissent l'idée sous bénéfice d'inventaire.
Recours à l'innovation : les "condensateurs sociaux", ces habitations communautaires, cercles ouvriers, ou théatres, imaginés par les Constructivistes soviétiques dans les années 20 comme autant de dispositifs architecturaux capables de créer chez leurs usagers des états psycho-sociaux spécifiques, n'ont finalement jamais vu l'avènement de la société collectiviste, dégagée notamment de l'emprise de la religion et de la famille, qu'ils étaient susceptibles d'engendrer.
Recours à la tradition : l'admirable village de Gourna dessiné dans les années 40 par Hassan Fathy dans le but premier de faire de pauvres villageois pilleurs de tombeaux une communauté d'agriculteurs auto-subsistante, a été assez tôt déserté par ses habitants (et pourtant, dans ce cas, l'architecte accompagnait son travail de projétation d'un réel travail de "développement-intégré" - dirait-on aujourd'hui dans le milieu de la coopération).

L'alliance de l'architecture au développement est, c'est certain, tout autre chose qu'une simple relation de contenant à contenu. Seule une analyse suffisamment fine peut escompter en reconnaître les linéaments, inspectant toutes les influences mutuelles possibles quasi au cas par cas. Aussi ne peut-on que se défier des doctrines partisanes qui les unes attribuent à l'architecture dite sans trop savoir "traditionnelle" toutes les vertus qui les autres donnent l'architecture désignée péremptoirement "moderne" pour l'équivalent du progrès.

2.2. *Du rapport entre l'architecture des spécialistes et le développement volontaire*

Les rapports qu'entretiennent l'architecture et le développement - nous venons de l'entrevoir - ne se donnent vraiment pas d'évidence.
Paradoxalement, c'est peut-être ce que l'architecture a de plus superficiel qui joue pour le développement, le rôle le plus puissant. En ce qu'elle conduit à une évolution des choses, l'architecture paie surtout par ses apparences : par son esthétique, par son style, par les signes qu'elle offre à la perception, par les références du discours visuel qu'elle tient. Qu'elle soit vernaculaire ou savante, oeuvre ou marchandise, l'architecture, surtout celle des nouveaux édifices, a la faculté de promouvoir l'une ou l'autre idée du devenir, l'une ou l'autre interprétation morale ou doctrinaire donnée au principe de développement. Par leur présence qui advient d'une érection et qui a la force du fait accompli, mais aussi et surtout par leur expressivité, par le spectacle qu'ils donnent et la manière dont ils le donnent, les objets architecturaux n'illustrent-t-ils pas, "aussi vrai que nature"; ce qu'est, ce que peut ou doit être la réalité tangible du développement ?

"La Révolution - notait Jean Baudrillard -, pour advenir, doit nous séduire, elle ne peut le faire que par les signes - elle est dans le même cas que le dernier des hommes politiques en mal d'élection" (5). Le développement, du moins le développement volontaire - lequel d'ailleurs n'est autre dans la plupart des pensées politiques que le succédané ou le côté plaisant de la révolution - est lui aussi dans ce même cas. Que l'architecture donne le spectacle du développement tel qu'il le pressent, c'est bien souvent tout ce qu'en attend l'homme politique. Il n'est pas le seul cependant. Le propos cynique du Rivarol cité par Baudrillard : "Le peuple ne voulait pas vraiment la Révolution, il n'en désirait que le spectacle", n'est pas non plus sans vérité et il illustrerait tout aussi bien le destin du développement volontaire (6). Que ses auteurs, ses commanditaires et ses promoteurs, l'acceptent ou qu'ils le nient (ce qui curieusement est très courant chez les architectes), l'architecture comporte une grande part d'expressivité, laquelle lui donne de séduire, de convaincre et même de subjuguer. La séduction de l'architecture n'est pas nécessairement de l'ordre du plaisir esthétique, elle tient plutôt, plus fondamentalement, de la fascination

(5) Jean Baudrillard, "Stratégies fatales", Editions Grasset et Fasquelle, le Livre de Poche, Paris, 1983, p. 84.
(6) Jean Baudrillard, op. cit. note 5.

morale, de la sollicitation des valeurs éthiques par la manipulation de leurs signes. La séduction des objets architecturaux est fort opérante; notamment dans les choix concernant les moyens techniques de développement. L'autoroute et les thèmes formels qui s'y rapportent (échangeurs, viaducs, bermes, ... , rangées de luminaires) ainsi que son esthétique particulière fondée sur la théâtralisation du savoir-faire technico-industriel, cette autoroute est-elle un facteur de développement ? Certes, elle ne l'est pas en soi, mais elle évoque avec tant de complaisance une certaine idée de la force du développement que nombreux sont ceux qui acceptent de payer le prix de son spectacle prométhéen. En matière de développement volontaire, ce que l'objet architectural-autoroute a de plus opérant, n'est-ce pas en fait la force suggestive de son expression, combien rustre pourtant ?

L'architecture des architectes est tout aussi bien placée pour cela que celles des ingénieurs. La controverse en grande partie surfaite qui dans les cénacles d'architectes, oppose -comme nous venons d'en voir quelques aspects dans le paragraphe précédent - "tradition" et "modernité" trouve en effet son principal enjeu - et cela n'a rien de futile - dans le contrôle du langage architectural et de son matériel d'expression (matériaux mis en oeuvre, façon de construction ... et tout ce qui a trait à l'architectonique). L'architecture communément appelée aujourd'hui "moderne", celle qui exploite avec plus ou moins de licence les thèmes stylistiques introduits par les Avant-gardes du début du siècle, a tenu depuis la seconde guerre mondiale jusqu'à ces dernières années, l'emblême de la "modernité" sur la scène du développement, principalement dans le Tiers Monde. Issue du Mouvement Moderne déjà réduit à un style, le Style International, cette architecture vulgarisée, par son refus du conformisme culturel et par son universalisme qui la rendait indifférente aux lieux et à l'histoire a bientôt été amenée à donner le spectacle obsédant de la prolifération des choses et de la dépersonnalisation des êtres. Elle était contemporaine d'une pensée prospective qui notamment concevait le développement à travers l'universalisation des techniques industrielles et se plaisait à l'idée d'un avènement des masses. Conception bien particulière du développement qui aujourd'hui fait date, à laquelle un style architectural banalisé donna le visage le plus subjugant. Or ce style fut un style exigeant. Certains de ses thèmes privilégiés, notamment celui de la "barre" isolée, interdit nombre de dispositions spatiales typiques, parmi lesquelles "la rue-corridor" (on se souvient des foudres qu'elle s'était attiré du Corbusier) laquelle pourtant, à travers ses multiples variantes, reste bel et bien un des éléments fondamentaux de la

morphologie de la plupart des villes par le Monde. Sa diffusion quasi universelle a abouti à de nombreux mésusages et généré des disfonctionnements de toutes sortes : prix élevé pour un spectacle, fut-il celui du développement.

La mise en scène du développement, créée par les architectes modernistes, n'a cependant pas toujours été aussi indigente, violente ou vulgaire que ne le prétendent leurs détracteurs les plus empressés. L'histoire à peine écrite de l'architecture des architetes dans le Tiers Monde, rassemble déjà quelques oeuvres des précédentes décennies qui se distinguèrent des poncifs du modernisme. Dans le Maghreb en fin de période coloniale, le Timgad de Roland Simounet (1958-61), les "Cent Colonnes" de Fernand Pouillon à Alger (1954-56) et surtout les "reconstructions" de l'équipe de Jacques Marmey en Tunisie (1943-47), sont parmi d'autres moins connues représentatives d'un "modernisme tempéré" - suivant la belle expression de Bernard Huet - qui a recoupé toute l'histoire du Mouvement Moderne (7). Ces oeuvres maghrébines, signées par des architectes français, répondirent largement aux critères de l'esthétique moderniste. Elles n'en reprenaient pas moins cependant les formes des architectures locales qu'elles synthétisaient et régularisaient dans une ordonnance semblable à celle élaborée par les premières Avant-gardes. L'économie de composition des "cités musulmanes", nombreuses parmi ces oeuvres n'est pas sans faire penser aux transpositions de l'ilot typique européen dessinées par Ernest Mey à la fin des années 20. Il y avait dans le travail de ces architectes une sorte de double retour aux sources : référence aux exigences de régularité, de simplicité et d'authenticité qui présidèrent à l'émergence du Mouvement Moderne et référence au jeu des formes de l'architecture vernaculaire du lieu. Il parvinrent à une alliance fort originale entre "tradition et modernité". En "rationalisant" la syntaxe et la typologie de l'architecture locale, en donnant une tournure réglée à son répertoire stylistique, il la firent en quelque sorte "parvenir à la modernité"; comme s'il n'y avait là que le produit abouti d'un "génie du lieu". Manière de "faire de l'architecture" dont plus d'un architecte aimerait aujourd'hui retrouver l'habilité et l'assurance. Manière aussi de faire tenir aux édifices les plus courants le spectacle rassurant d'un développement "endogène" -dirait-on actuellement- alors qu'à l'époque - n'oublions pas tout à fait l'histoire - le régime colonial français assistait à la naissance d'un nationalisme maghrébin de plus en plus vif.

(7) Bernard Huet, Préface de "Rationalisme et Tradition. Le cas Marmey", sous la directions de Marc Breitman, Pierre Mardaga éditeur et I.F.A., Liège 1986, p. 7 à 12.

Artificielle par excellence, l'architecture est particulièrement favorable aux artifices d'expression, de simulation même. Fait du projet, elle offre à ses maîtres d'oeuvre et maîtres d'ouvrage, la faculté de faire valoir telle ou telle idée du devenir; en d'autres termes, de donner l'une ou l'autre directive de développement; ou du moins, selon le pouvoir de chacun d'être suggestif à ce propos. Et pourtant, force est de constater l'ambiguïté avec laquelle la plupart des professionnels du développement considèrent l'architecture en soi et plus encore son expression. Leurs études et leurs programmes et plus fondamentalement leurs discours tiennent généralement l'architecture pour le quelconque moyen de fins utilitaires alors que leur pratique de l'édification est parcourue de choix architecturaux dont la portée évocatrice est loin d'être neutre. Au delà de l'argumentation technique, économique ou sociologique par laquelle ils justifient ces choix, l'observateur un brin perspicace reconnaîtra dans les objets architecturaux qui en résultent des signes trop lisibles pour être fortuits. Effets de grandeur ou de familiarité, de richesse ou de sobriété, usage de thèmes stylistiques culturellement distinctifs, référence à des modèles architecturaux idéalisés, emprunts à des architectures sociologiquement marquées ou historiquement datées, simulation de types vernaculaires consacrés, mise en évidence des impératifs architectoniques de tel ou tel type de technique de construction ... ne serait-ce que dans leur facture, les objets architecturaux exhibent, l'un par exemple, les marques d'une méthode de production (pensons aux si explicites leçons de construction traduites par les édifices conçus par les adeptes des "technologies appropriées"), un autre, les indices d'une procédure de décision (que ne donnent-ils pas à voir leurs bricolages, les édifices dont s'enorgueillit la doctrine de la "participation"). Marques, indices ... : signes bien visibles toutefois de ce que chaque école de pensée fait valoir comme la voie privilégiée du développement. Il ne sont pas sans prétentions à la vérité, sans ostentation, ni sans volonté de séduire, les objets architecturaux dont le développement volontaire fait ses instruments. Toutefois, quand la réflexion architecturale est refusée, quand les questions de formes architecturales sont éludées, quand la connaisance architecturale est tenue pour superfétatoire, que reste-t-il au jugement des commanditaires et au génie des projeteurs (peu importe alors leur savoir-faire techno-scientifique), si ce n'est des lieux communs en guise de concepts et des clichés pour seule référence ? En serait-il ainsi que le spectacle du développement tenu par la production architecturale des spécialistes deviendrait bien souvent risible parce qu'impertinent, à moins qu'il ne révolte par ses supercheries ou son impudence.

L'évocation architecturale des partis pris du développement volontaire est toujours en passe de trahir une chimère, ou une imposture. La Bucarest de Nicolae Ceausescu, tant épinglée par la presse internationale voici quelques mois, nous vient immédiatement à l'esprit et les "événements d'Alger" d'une année à peine plus anciens le montraient déjà eux aussi sans équivoque. Les émeutiers d'octobre 1988 s'en sont pris à des édifices, notamment à ceux qui n'exprimaient que trop vainement (les Souq-el-Fellah) ou trop orgueilleusement (le centre Riad-el-Feth) les orientations désavouées de la politique nationale de développement de ces dernières années. "Le peuple" - pour reprendre les mots de Rivarol - ne semble guère apprécier parfois, un "spectacle" du développement de trop mauvais aloi. L'alliance sémantique entre la production architecturale des spécialistes et les doctrines de développement est inéluctable et, elle se noue - oserait-on dire - pour le meilleurs et pour le pire. Le pire étant pour l'architecture d'être contrainte à l'ostentation, à la simulation ou à une inflation de ses signes aux dépens de la "nécessité", de la "commodité" et du "plaisir" qui restent quoiqu'on dise ses premières justifications.

2.3. *De la "maîtrise" de l'architecture et du développement local*

Certes, même si dans son alliance au développement, ses "effets de surface" jouent un rôle "pragmatique" - comme dit la sémiologie - indéniable, l'architecture ne se laisse pas réduire à un art de l'expression. Il existe de nombreuses autres correspondances entre l'architecture, son champ somme toute très large -nous l'avons entrevu- et le processus éminemment social du développement (nous ne parlons plus ici du seul développement volontaire). Toutefois ces correspondances peuvent être parfaitement aléatoires ou tout au moins contextuelles.

L'avènement en Vénétie de la Villa palladienne, fait architectural s'il en fut (et dont les dérivés se sont succédés jusque dans les architectures du Tiers Monde actuel), en donne le bon exemple, puisque, en bonne logique causale, il fut la conséquence du "développement" ... de la civilisation ottomane à l'autre rive de la Méditerranée. On sait en effet des livres d'histoire que le perfectionnement des institutions ottomanes au XVe - XVIe siècle fut accompagné d'une expansion territoriale en Méditerranée orientale. Dès lors l'économie vénitienne alors essentiellement maritime, privée d'une part importante de son monopole marchand, déclina. Le patriciat de Venise confronté à la

diminution de ses ressources et à un excès de main-d'oeuvre s'orienta vers l'économie agraire. Il organisa la colonialisation de l'arrière-pays vénitien, dont les villas, conçues par les grands architectes d'alors (Palladio, Scamozzi et d'autres) devinrent autant de centres de commandement (nous tairons comme d'entendu ici leur référence à la villa antique et leur inspiration dans les types vernaculaires locaux). Les géographes comme les historiens se plaisent assez à retracer ce genre de suites causales tout aussi longues parfois que détournées. Mais qui raisonnablement pourrait prétendre produire ou maîtriser à priori de telles suites qui plus est dans les régions du Tiers Monde actuel, si soumises qu'elles le sont, aux aléas des décisions de pouvoirs étrangers? La prétention scientifique, technique ou même artistique de vouloir maîtriser la globalité des interférences (on peut difficilement parler à ce titre de réelles relations, moins encore d'articulations) entre les faits architecturaux et les phénomènes de développement, est largement illusoire; et cela d'autant plus que l'on ne traite que de généralités.

Néanmois, à l'échelon local, à celui du territoire de sociétés singulières, la correspondance entre les faits architecturaux et les phénomènes attribuables au développement n'est pas totalement quelconque : ces faits et ces phénomènes étant les uns et les autres du ressort des sociétés locales. Du moins en partie et pour autant bien sûr que les sociétés considérées ne soient pas privées de l'essentiel du pouvoir sur ce qui les concernent en propre. Un déterminant commun dès lors des unit : la culture de chacune desdites sociétés. Le développement - processus culturel; l'architecture - produit culturel : ce double lien au fait culturel a déjà été énoncé en début de cet ouvrage (voir chapitre II - Marc Gossé - ci avant). Celà étant, nous ne pouvons traiter de culture sans nous engager pleinement dans les questions de "formes". "Il y a UNE VERTU PROPRE DE LA FORME. Et la maîtrise culturelle est toujours une maîtrise des formes" note en soulignant Pierre Bourdieu. "... et inversément" pourrions-nous ajouter sans trop trahir - je crois - la pensée de l'auteur . (8)

Inscrit dans le processus de développement et dans une production de l'espace global correspondant à celui-ci, engagé dans la pratique édificatrice liée à cette production, le travail architectural proprement dit n'a cependant pas d'autre raison d'être que la "maîtrise des formes" de l'espace concret, de l'espace édifié. Qu'elle soit issue de la "projétation" des architectes et des autres spécialistes qui travaillent en

(8) Pierre Bourdieu, "Choses dites", Editions de Minuit, Paris, 1987, p. 96.

chambre ou qu'elle provienne des schèmes et références, principes et conventions véhiculés par les acteurs de l'édification vernaculaire, la mise en forme de l'espace concret des établissements humains procède bel et bien de la "maîtrise culturelle" de ses auteurs.

Anthropologues et critiques d'art le montrent à suffisance; l'architecture comme objet (comme produit ou comme oeuvre) est elle-même parfaitement culturelle. Elle l'est non seulement sur le plan de son expressivité mais aussi et plus fondamentalement sans doute, sur le plan de sa morphologie proprement dite. Le fait que l'architecture soit culturellement déterminée, le fait que la maîtrise des formes de la ville et de ses parties soit une maîtrise culturelle n'est pas sans portée pour notre réflexion. Architectes et spécialistes de l'urbain, notre culture architecturale d'origine occidentale savante n'est ni celle des usagers de la ville dont nous manipulons les formes, ni celle des édificateurs vernaculaires (souvent dits : "auto-constructeurs", mais cette dénomination exprime trop le dédain du spécialiste pour que nous l'utilisions, nous-mêmes) avec lesquels nous sommes amenés à partager le travail de mise en forme de la ville. Aussi notre culture de spécialiste se confronte-t-elle à la culture ou plutôt, en milieu urbain, aux cultures des populations locales; confrontation qui sur le plan de l'architecture et de son champ (mais partout ailleurs aussi n'en doutons pas : pensons entre autres à l'opposition entre nos méthodes gestionnaires et les pratiques locales) provoque de nombreuses interférences d'ordre culturel lesquelles s'illustrent comme autant de rapports de force sinon de conflits :

- Confrontation intellectuelle entre notre conception des formes architecturales et celle des populations locales;
- Confrontation physique entre nos objets architecturaux et les leurs;
- Confrontation entre nos projets architecturaux et les pratiques édificatrices locales;
- Confrontation entre nos objets architecturaux et les pratiques habitantes locales;
- Emprunts que nous faisons aux architectures locales;
- Modèles architecturaux que nous proposons aux populations locales;

... aculturantes ou déculturantes, les interférences sont multiples et il y a fort à parier que les conflits qui en résultent marquent aussi bien la maîtrise de la formation de la ville, de l'architecture de la ville, que la conduite globale du développement.

3. ARCHITECTURE DE LA VILLE ET CROISSANCE URBAINE

3.1. *Le jeu des formes de la ville*

Chaque ville, chaque "édifice-ville" - pour être plus précis - et plus généralement l'espace concret de chaque établissement humain, est l'"oeuvre commune" de ses nombreux édificateurs. Elle a sa propre histoire parallèle à celle de la société qui l'habite, à celle de la "cité" en son sein, l'économie de celle-ci, ses institutions, son ordre. Ainsi qu'il en va pour tout bien partagé socialement, pour tout bien culturel -la langue, le droit ou la musique par exemple-; la forme, les formes, le jeu des formes de la ville ne peuvent être quelconques La correspondance entre le jeu des formes de la ville, autrement dit sa morphologie, et la société qui l'habite est un peu semblable à celle qui existe entre les sociétés et leurs langues respectives. Rien ne permet trop de comprendre pourquoi un collectif de personnes use de chaque forme verbale inscrite dans la cohérence, les principes et les conventions d'un tout : sa langue. Or pourtant ce tout issu de l'histoire et qu'il modifie lentement, est bien l'instrument commun, sans lequel les membres de ce collectif ne pourraient maîtriser le réel ni par la pensée ni la parole.

Les recherches connues sous la dénomination vulgarisée d'"analyses typo-morphologiques" permettent de saisir la nature particulière du "jeu des formes" propre à l'architecture de la ville.

Présenté brièvement et au risque d'un trop grand systématisme, le principe du jeu, si l'on peut dire, est grosso modo le suivant. La ville est un tout fait de parties : quartiers morphologiquement isolables, ilots, rues, places, rangées d'édifices, édifices unitaires, murs, colonnes, baies,... (pour reprendre la désignation française des composantes des villes européennes). Les unités constitutives de sa forme faits de pleins et de vides alternés, elles-mêmes de différents niveaux, sont autant de variations sur un ensemble de types architecturaux caractéristiques (typologie). Ces unités s'associent entre elles suivant un ensemble de règles, ou plus exactement de régularités syntaxiques (morphologie) elles aussi caractéristiques et qui allient la rigueur et l'à peu près que requiert la maîtrise des contingences de l'édification. Les types architecturaux (semblablement aux mots d'une langue) sont des donnés culturels d'une grande pérennité; ils sont relativement indépendants de leurs conditions de production (notamment des matériaux et des techniques de construction), et même assez sensiblement de leurs conditions d'usage.

Il y a bien sûr un rapport de convenance, de convenance culturelle - doit-on dire -, une sorte d'affinité, entre la forme des édifices et les pratiques qui s'y déroulent, mais ce rapport ne s'établit que très exceptionnellement terme à terme comme voulait le croire la doctrine du Fonctionnalisme (à chaque activité particulière, une forme architecturale spécialisée, ergonomiquement déterminée), mais au contraire, ainsi que le défendait la branche du Rationalisme (9) qui lui fit concurrence. La grande majorité des unités architecturales typiques, en effet, parties intégrantes d'un tout, offrent chacune leur conformation physique, non pas à un ensemble de gestes et de parcours définis une fois pour toutes, mais bien, plus exactement, aux multiples stratagèmes que requièrt au gré des circonstances, la conduite (à la fois technique et symbolique) de toute pratique habitante qui y trouve et y reconnaît un lieu privilégié.

Il pourrait d'ailleurs difficilement en être autrement, étant donné que la pratique, quoique régie elle aussi par son propre formalisme (culturellement déterminé), n'en est pas moins capable de répondre à la part d'indétermination inhérente aux conditions nécessairement variables de son exercice. Dans son usage, l'objet architectural est l'instrument fixe, invariable et permanent, du moins à plus ou moins long terme, d'une pratique qui sans lui être indifférente, n'en est pas moins naturellement changeante. Entre le "jeu des formes" architecturales et le jeu convenu (socialisé) des acteurs de la pratique, autrement dit entre les édifices et leur usage, il n'y a pas de solution de continuïté mais seulement une relation de compatibilité mutuelle, compatibilité non seulement mécanique mais aussi et surtout culturelle. Ceci expliquant cela, au cours de l'histoire d'un établissement humain, la pratique habitante (son organisation, ses techniques ou ses significations) peut évoluer sensiblement sans que les types architecturaux établis ne perdent de ce fait leur pertinence, ni que les édifices anciens ne deviennent obsolètes pour autant. Le développement, qui pourtant procède du changement, notamment sur le plan de la pratique, n'est pas nécessairement inconciliable avec la permanence qui caractérise les édifices, pas plus qu'il ne l'est avec la pérennité de leurs types. Le développement pouvant s'opérer, du moins en partie, sans nécessiter un surplus de "travail d'édification", on peut reconnaître là une économie singulière; laquelle économie

(9) Nous pensons tout particulièrement ici à la très explicite défense du Rationnalisme comparé au Fonctionnalisme rédigée par Adolf Behme dans "Der Moderne Zweckbau" en 1923 et reprise en prologue de "Rationnalisme et tradition, le cas Marmey", op. cit.

provient de l'étendue de l'aptitude à accepter un usage variable propre aux formes architecturales; aptitude qui n'est autre en fait qu'une de leurs premières "vertus".

Mais encore. Totalité de parties, la ville peut être transformée partie après partie et son répertoire typologique peut être enrichi d'éléments nouveaux sans être bouleversé pour autant. De même qu'un type donné peut - suivant l'expression d'Henri Raymond (10) - "transmuter" c'est à dire, accepter quelques modifications sensibles, mais n'altérant pas ses traits d'espèce ni ses propriétés associatives. La ville enfin, peut être agrandie de proche en proche, par parties semblables successives, se substituant quant à elles bien souvent aux éléments des découpages voyer et parcellaire des terroirs agraires environnants. Le "jeu des formes" de la ville est non seulement "synchronique", il est également "diachronique". La capacité de transformation de la ville, de l'édifice-ville, n'a pas d'autre origine que certaines "vertus" de la forme de ses parties, notamment les propriétés associatives et substitutives inhérentes aux types dont ces dernières sont les occurences. L'évolution formelle de la ville est suffisamment autonome dans ses principes pour qu'il soit permis d'y voir une réelle morphogénèse. N'empêche cependant que la transformation de la ville s'accorde aux évolutions de la "cité" en son sein (ce qui suppose des changements institutionnels et organisationnels au moins), tout comme elle répond sensiblement aux impératifs numériques de la croissance de sa population. L'"architecture de la ville" s'harmonise de proche en proche au développement de la cité grâce à un "travail d'édification" minimum et échelonné dans le temps. Il convient de reconnaître en cela aussi, une économie singulière, favorable au développement en général et tout particulièrement au "développement urbain".

L'architecture de la ville, en somme, à la fois par la "vertu" de ses formes et par la nature de leur "jeu" tant synchronique que diachronique, est en soi -si l'on peut dire- "favorable au développement". Cette qualité de l'architecture de la ville - soit dit en passant - n'est que trop inconnue des théories urbaines à orientation économique alors que pourtant elle porte largement à conséquence sur l'economie urbaine elle-même.
Gageons que sa prise en compte permettrait outre les concepts d'"économies d'échelles" et d'"économies d'agglomération",

(10) Henri Raymond, "Commuter et transmuter : la sémiologie de l'architecture", p. 108 à 111, Sémiotique de l'espace, n° 27 de la revue Communications, Le Seuil, Paris, 1977.

d'expliquer le rôle moteur joué par la ville dans les processus globaux de développement (voir chapitre III). Soit. Toutefois la ville ainsi décrite est un "idéal-type". Décontextualisée, épargnée par les antagonismes politiques et insensible aux aléas de l'histoire, si cohérente, elle n'a probablement jamais eu d'existence sous cette forme "idéale" à moins qu'elle ne fut produite par des sociétés urbaines culturellement indépendantes et dont les groupes constituants partageaient complètement un savoir architectural commun. Pourrait-on en découvrir les parfait exemples que depuis longtemps déjà ils auraient été altérés par la conception fonctionnaliste de l'espace largement appliquée par l'urbanisme d'inspiration techno-scientifique et le gros de la production architecturale qui s'y est raillée. Toutefois, le principe de son "jeu de formes" subsiste et se reconduit ici et là fragmentairement, avec plus ou moins de continuité et de cohérence. Il persiste notamment là où l'"idée de ville" est toujours socialement prégnante, mais là également où, par force ou par raison, il est inconcevable de pratiquer la technique de la "table rase". Le jeu des formes de la ville se perpétue, particulièrement vivace, dans l'édification vernaculaire qui contribue pour la plus grande part à la formation non seulement des nouvelles mégapoles, mais aussi des bourgs et des bourgades du Tiers Monde. Les banlieues de Lima, les faubourgs du Caire, les quartiers de Kinshasa et de Douala, S.Y.B.A. aux portes de Marrakech ou encore la transformation des villages de Kabylie en bourgades, en offrent l'exemple. Chacune de ces oeuvres édifiées, parmi tant d'autres, est issue d'un ensemble d'initiatives locales, plus ou moins concertées selon les cas. Certains de leurs habitants et de petits promoteurs locaux, qui le sont devenus par la force des choses (financement de la construction), en sont les maîtres d'oeuvre. Chacune en son lieu et selon ses propres modalités procède d'un "jeu de formes" qui pour ne pas en avoir la totalité, la cohérence ou la richesse, n'en est pas moins dans le principe, celui de la ville idéal-typique. Chacune présente une morphologie caractéristique, il s'y multiplie des variations sur les types locaux, il y apparaît des types locaux nouveaux et des types étrangers, rendus conformes à sa syntaxe, y sont intégrés. La "mise en forme" de l'espace concret qui est celle-là, bien qu'elle trahisse assez souvent quelques éléments d'emprunt, ressortit toutefois bel et bien aux cultures des populations locales.

C'est pour l'essentiel l'édification vernaculaire qui engendre les mégapoles du Tiers Monde (voir chapitre III). Elle est rapide et massive. Elle se réalise en grande partie en dehors et souvent contre les interventions des pouvoirs publics et des spécialistes auxquels l'ampleur

et la vitesse, et plus encore, la nature même du phénomène échappent. Par leur métamorphose, les villes du Tiers Monde se dérobent autant aux techniques "développementalistes" de la planification et de l'aménagement du territoire, qu'aux méthodes de projétations architecturales qui ont habituellement cours. Il n'y a peut-être en cela que le malin génie de la ville, fait de culture et réalité matérielle oubliée comme telle, qui, confondue avec la "cité" dans l'"urbain" des approches pluri-disciplinaires, considérée comme matériau amorphe par l'urbanisme à prétention techno-scientifique, prendrait en toute ironie sa revanche en se métamorphosant ... jusqu'à échapper à la mainmise des spécialistes de l'urbain et de l'édification. Faisant bon coeur contre mauvaise fortune, nous, spécialistes, pourrions rire de notre déconvenue.

Toutefois, du moins dans les mégapoles, l'édification vernaculaire génère elle aussi un mésusage de l'espace et un gaspillage des ressources. Elle est souvent l'enjeu de spéculations peu avouables (sur le marché du sol, le marché locatif ou le marché des matériaux) qui la contraignent de toute part. L'espace concret qui en résulte ne va pas toujours, dans son usage, sans disfonctionnement ni sans diséconomie. Issu d'une initiative privée prenant des formes communautaires plus ou moins affirmées selon les cas, une telle édification ne satisfait pas nécessairement l'intérêt commun le plus large. Résultant en partie des expédiants qu'impose la pauvreté, elle hypothèque dans bien des cas l'avenir à plus ou moins long terme. Quelque doctrine ou quelqu'idéal que l'on partage, on ne peut vraiment trop croire aux vertus d'une "Main Invisible" ou d'une "Providence" qui veillerait à la bonne métamorphose des villes du Tiers Monde.

Le spectacle que donnent à voir les oeuvres de l'édification vernaculaire, reste parfois fort pur et très cohérent; souvent cependant, fait comme un sabir, il affiche le caractère tragi-comique de l'acculturation. L'architecture vernaculaire urbaine peut difficilement voiler un dénuement souvent bien réel, ni moins encore travestir une misère parfois trop flagrante. Pourtant elle joue, elle aussi, immanquablement le jeu des "effets de surface". Elle exprime et même simule, sacrifiant tantôt au folklore, tantôt aux preuves de modernité. Elle aussi se donne en spectacle et elle en réclame le prix. Elle est revêche au dogme de la théorie des besoins, à l'utilitarisme, comme elle l'est à celui de la fonction. Fait de culture, elle se refuse à n'être que l'effet de causes extra-architecturales. Or si les spécialistes et les pouvoirs publics locaux veulent maîtriser les effets néfastes et le

gaspillage de ressources produits par la métamorphose de la ville (qu'elle soit ou non d'origine vernaculaire) ils en arrivent très vite à tenter de maîtriser la forme - même de celle-ci : son architecture générale et jusqu'à un certain niveau de détail, celle de ses parties. Ils sont ainsi amenés à intervenir sur une "oeuvre commune" dont ils ne seront auteurs qu'après et parmi tant d'autres. Ils doivent dès lors introduire leur propre production architecturale (tracés voyers, tracés parcellaires, édifices divers, ...) dans le "jeu des formes" collectif particulier à cette oeuvre. Aussi peut-on difficilement imaginer que des spécialistes puissent intervenir à bon escient dans un jeu dont ils ne connaitraient ni les éléments ni les règles; dont ils ne souscriraient que mal au "comment" ?

3.2. *Compétences architecturales et urbanistiques*

Certes, la "mise en forme" de l'espace concret d'un établissement humain ne résulte pas seulement des principes morphologiques qui la régissent. La formation et les transformations d'une ville répondent plus ou moins sensiblement à certains phénomènes extra-architecturaux : faits sociaux, économiques ou politiques, ... mouvements démographiques également, lesquels dépassent bien souvent le cadre du contexte local. De même, le partage du pouvoir urbain et ses conflits, la logique de localisation des activités liées aux "économies d'agglomérations", les phénomènes de territorialité inhérents à la distinction sociale, ... le régime foncier, et en général tout ce qui concerne l'ordre de la cité, ne va pas sans influencer la mise en forme de la ville, notamment la distribution à travers son aire des différents types d'édifices. Dans une certaine mesure également, l'économie et les techniques de construction, par la marge de possibilités qu'elles offrent à l'architectonique ou les contraintes qu'elles lui imposent peuvent fort bien jouer un rôle à ce propos. Mais dans tout cela et bien d'autres choses encore, il n'y a que motifs externes et conditions indirectes de l'architecture de la ville. Il n'y a en cela qu'une constellation indéfinie de donnés; laquelle constellation n'a rien en soi d'un système. En réalité, les donnés du contexte n'ont d'effets sur la mise en forme de la ville, et sur l'architecture en général, que dans la seule mesure où les "acteurs de l'édification" les font intervenir (directement ou indirectement) dans la conduite de leur pratique édificatrice et plus précisément dans leur travail proprement architectural. La ville, de même que la mégapole qui provient de sa métamorphose, n'a rien d'assez "naturel" pour n'être que la simple

conséquence d'un ensemble de supposés "facteurs". Faut-il le rappeler? La ville est une oeuvre humaine, sa mise en forme provient de la volonté et du travail de nombreux acteurs successifs. Ce sont ces seuls acteurs qui, face aux donnés du réel s'offrant à eux, répondent par tel ou tel artifice d'édification, par tel ou tel autre stratagème architectural. Et, c'est en vertu de leurs "dispositions à la pratique édificatrice", en vertu de leurs compétences architecturales et donc en fin de compte, de leur seule "maîtrise culturelle" que ces acteurs donnent forme à l'espace concret de leur établissement. En tentant de maîtriser, de provoquer ou du moins d'accommoder la réalité (si ce n'est les dieux) au moyen de l'édification, ils pratiquent nécessairement le "jeu des formes" architecturales qui est celui de leur intelligence. Ils usent et abusent de ce jeu, ils en forcent les règles sans en transgresser la règle et obéissent ainsi à la fois à la "logique pratique" et au "sens pratique" -dira Pierre Bourdieu (11) - qui culturellement leur appartiennent. Autrement dit : c'est tout en reproduisant des types architecturaux particuliers et en usant d'une syntaxe morphologique caractéristique qu'ils accordent l'espace concret de leur établissement aux données du réel : qu'il contreviennent à ce réel afin de le domestiquer. Mais c'est seulement aussi en modifiant ces types, en faisant évoluer le répertoire, en travaillant leur aspect et ainsi sur leurs significations qu'ils peuvent le faire. Pourrait-on dès lors, spécialistes visant le développement ou du moins l'endiguement des effets de la croissance, prétendre "gérer" l'urbanisation, sans tenir compte ni de la réalité morphologique singulière de l'espace concret des établissements humains, ni des compétences architecturales des auteurs de l'édification vernaculaire ? Nous avons toutes les bonnes raisons d'en douter.

4. PROJETATION ARCHITECTURALE ET MAITRISE DES FAITS URBAINS

4.1. *Spécificité de la projétation architecturale*

L'urbanisation que connaît depuis quelques décennies le Tiers Monde présente à la projétation architecturale un contexte, un champ - disions-nous au début de ce chapitre - qui, sous bien des aspects, est neuf pour elle. Ce contexte lui-même a largement été décrit lors des premiers chapitres de cet ouvrage, nous n'y reviendrons pas ici. Au delà des objectifs circonstantiels auxquels chacun tente de les faire répondre, les

(11) Pierre Bourdieu, "Esquisse d'une théorie de la pratique", Librairie Droz, Genève-Paris, 1972.

projets engageant l'architecture de la ville et celle de ses parties peuvent varier sensiblement selon la nature des considérations que leurs auteurs prennent en compte. Face à une réalité fort complexe : la ville, la ville et son usage, ... l'urbain dans ses multiples aspects; différents auteurs de projets seront susceptibles de se construire des "représentations" quelque peu différentes; chacun d'eux ne pouvant en effet retenir de cette réalité complexe qu'un nombre maîtrisable, et donc limité, d'éléments. L'élaboration du projet d'architecture : la "projétation", s'opère essentiellement dans le champ de telles "représentations" et non pas - Henri Lefebvre s'est plu à le répéter - directement dans le domaine du réel (12) . L'histoire mouvementée des théories d'architecture et d'urbanisme laisse comprendre en outre que les bases et les moyens de la projétation sont relativement changeants, sujets à débat si ce n'est à controverse. Par les connaissances auxquelles elle se réfère, par les éléments qu'elle prend en compte, par les objectifs qu'elle s'assigne comme dans les méthodes qu'elle emprunte, la projétation de la ville et de ses parties peut s'engager dans des modalités fort diverses. Modalités plus ou moins opérantes, plus ou moins appropriées à leur contexte et à leurs fins selon les cas. Sachant combien la ville du Tiers Monde échappe aux spécialistes-projeteurs, nous ne pouvons qu'être persuadé de la nécessité pour ceux-ci de reconstruire leur approche du projet urbanistique et architectural.

Pour être efficace, un mode de projétation doit être partie prenante du processus de production de la ville. Pour être pertinent, il doit s'élaborer dans le champ d'une représentation de la réalité la plus fiable et la plus adéquate. Pour être rentable, il doit s'accommoder d'une relative économie de moyens. Pour être favorable au développement enfin, la projétation doit sans doute receler une bonne part de créativité. Mais en somme, la validité et la portée des différents modes de projétation sont en grande partie liés aux contextes dans lesquels cette dernière s'exerce.

Il serait illusoire cependant de vouloir reformuler les modalités et les méthodes de projétation architecturale sans reconnaître ce que cette dernière a de spécifique. L'élaboration d'un projet d'architecture est un acte intellectuel original. Il tient à la fois de la création artistique et de la démarche scientifique, sans pouvoir se réduire ni à l'une, ni à

(12) Henri Lefebvre : "Le Droit à la Ville", Editions Anthropos, Points civilisation, Paris, 1972,
p. 66 à 73.

l'autre. Le projet d'architecture doit en fait répondre aux nécessités issues de deux modes d'existence de l'objet architectural : celui de ses "conditions internes" ou celui du jeu de ses formes et celui de ses "conditions externes" autrement dit celui du jeu de ses causes et de ses effets, soit, comme dit plus exactement ci-avant, celui de sa correspondance avec les faits extra-architecturaux.

L'objet architectural (qu'il s'agisse d'une habitation, d'un tracé voyer ou de toute autre composante de l'architecture de la ville) est un objet relativement finalisé. Du moins à sa conception, il vise à satisfaire un ensemble de déterminations extra-architecturales explicitement ou implicitement reconnues. Ce sont surtout des déterminations de cet ordre qui sont formulées dans le "programme" à partir duquel -suivant le schéma canonique- un maître d'ouvrage commande tel "projet" à un maître d'oeuvre. En outre, l'objet architectural projeté doit répondre aux possibilités techniques, économiques et organisationnelles de sa fabrication, de sa réalisation; ou encore, entre autres exemples, aux caractéristiques du milieu physico-géographique où il sera réalisé. Ainsi le projet architectural est dépendant d'un ensemble d'objectifs et de contraintes plus ou moins déterminants.

Pour bien faire, l'objet architectural projeté doit donner une réponse synthétique à l'ensemble des "conditions externes" (objectifs et contraintes) qu'il est sensé satisfaire. De ce point de vue, la projétation peut être perçue comme une activité de synthèse et dans l'idéal comme un processus de "maximisation sous contrainte" - ainsi que diraient les méthodologues.

Remarquons ici que le courant d'architecture qui se réclame des "technologies appropriées" développe une conception de la projétation réduite à ce point de vue. Il tente en effet de limiter la projétation à une maîtrise rationnelle des causes et des effets de l'objet architectural et qui plus est en adoptant une perspective quasi essentiellement "techno-logique".

L'élaboration du projet architectural ne consiste cependant pas en une simple synthèse. L'objet architectural ou plus précisément la représentation qu'en donne le projet, ne peut pas, stricto sensu, être "déduit" logiquement de l'ensemble de ses conditions externes. La projétation consiste aussi et surtout en une mise en forme, en une "composition", de l'objet destiné à être réalisé; elle s'élabore dans un espace de représentation particulier que les théoriciens nomment

"espace architectural". Cela, qui à priori semble bien banal, ne va pourtant pas sans conséquences. Les modalités de cette mise en forme (13) sont en effet assez particulières. Dans la pratique, le projecteur se trouve confronté au départ à une quasi-infinité de configurations possibles des unités élémentaires de l'architecture (tracé de limite, rue, parcelle, pièce, mur, colonne...). Face au grand nombre de combinaisons architecturales faisables, il est amené à choisir. La composition du projet consiste en grande partie en une suite de choix successifs. Ces choix peuvent être facilités par des contraintes formelles : contraintes données à priori (comme par exemple la forme et la position de la parcelle où sera bâti un édifice unitaire projeté) ou contraintes que le projeteur délibérement s'impose à la manière de règles de l'art (usage d'un code stylistique établi ou de tracés régulateurs par exemple). Le travail de composition inhérent à la projétation peut ainsi être, lui aussi, considéré à la manière d'une maximisation sous contrainte, la recherche d'une excellence en architecture étant en quelque sorte une maximisation. Toutefois, ce que le travail de composition architecturale a de plus caractéristique est, à travers les choix successifs dont il procède, la référence qu'il fait, consciente ou non, à des modèles : entendons ici à des modèles d'architecture. A un certain niveau de maîtrise, la composition architecturale correspond à un art savant de l'imitation. Le projeteur possédant suffisamment son savoir-faire, joue et se joue de tout un matériel de modèles, lequel matériel appartient à la culture de sa discipline, laquelle sur le plan individuel provient des recherches qui lui ont permis de former son savoir. La composition, jeu de mise en forme s'appuyant sur un jeu de modèles, procède par transposition et par analogie, par variation sur des références formelles, architecturales. La projétation architecturale met en oeuvre un double processus : elle amène une réponse globale à un ensemble d'objectifs et de contraintes extra-architecturaux, tout en aboutissant à une mise en forme de l'espace concret, ou plus exactement de sa représentation à priori.

Elle suppose donc une sorte de démarche dialectique lors de laquelle la forme architecturale qui s'élabore est sans cesse évaluée au critère des antécédents et des conséquents extra-architecturaux qu'elle engage. Antécédents ou conséquents que sont par exemple les impératifs liés aux

(13) Dans ces quelques lignes, nous sommes largement redevables à Jan Elster, "Le laboureur et ses enfants", traduit de l'anglais par Abel Gerschenfeld, Editions de Minuit, Paris, 1986.

procédés de construction qui ont cours ou encore les possibilités d'exercice qu'elle offre à des usages spatiaux culturellement marqués et sociologiquement déterminés. L'évaluation incessante que comporte la démarche de projétation dépasse bien souvent la compétence du seul projeteur, elle réclame qu'il dialogue avec les différents partenaires du projet si ce n'est avec d'autres spécialistes. Notons au passage que la doctrine de la "participation" en architecture, se base par principe sur les vertus du dialogue entre le projeteur et l'usager potentiel. Dans la pratique cette approche se révèle cependant fort ambigüe : la capacité de persuasion du projeteur-spécialiste, son habilité à composer, sa connaissance du droit et de la construction lui réserve quoi qu'on en dise l'essentiel des choix architecturaux. Aussi l'"architecture participative" n'est-elle bien souvent qu'une fiction. Si le projeteur l'évoque, c'est avant tout pour acquérir de la part des usagers un pouvoir de délégation, notamment auprès des pouvoirs publics. C'est aussi parce qu'elle crée avec lesdits usagers des conditions de prise de parole, où tout puisse prendre l'apparence de la complicité, si bien que - comme l'on dit vulgairement - le "projet passe" sans grandes

Quoiqu'elle soit déterminée par la synthèse d'impératifs extra-architecturaux dont elle est le moyen, la mise en forme du projet architectural garde toujours une relative indépendance. Pour le projeteur, pour l'architecte, la question du choix des modèles reste toujours posée. Toutefois, quand le spécialiste considère que par son projet il collabore à l'oeuvre commune qu'est une ville, laquelle est une totalité de parties, laquelle recèle une typologie et une morphologie particulière, son travail de composition architecturale ne peut être quelconque. La partie ou le fragment de ville qu'il compose est amené à s'inscrire dans un jeu de règles morphologiques déterminées : celles de cette ville qu'il ne peut trop transgresser. Les modèles auxquels il se réfère et qu'il transpose dans son projet sont puisés, du moins en partie, dans le répertoire typologique local. Dans les configurations d'unités architecturales qu'il met en place, il ne rompt pas avec la syntaxe générale sachant qu'il risque de pervertir celle-ci. Un tel procédé de composition du projet, une telle projétation est bien sûr difficilement pensable pour un projeteur qui ne connaîtrait pas suffisamment l'architecture de la ville sur laquelle il intervient.

4.2. *Projétation de la ville*

Mises à part les villes d'utopie qui (pensons aux villes idéales conçues par Ledoux ou par Le Corbusier après celles des théoriciens de la

Renaissance) ne parviendront jamais telles quelles au réel, les villes ne peuvent être le fait d'un seul projet, l'oeuvre personnelle d'un projeteur unique. Tout au plus un architecte-urbaniste peut-il concevoir le tracé général d'une ville nouvelle. La forme de chaque ville a une histoire, ou du moins est-elle appelée à en avoir une. L'espace concret d'une ville se constitue à travers un grand nombre d'opérations successives menées à plusieurs niveaux relativement indépendants (grand tracé voyer, ... découpage parcellaire, ensemble tel que la rue, ... édifice unique, partie d'édifice) (14).

En cela, la réalité de la production et de la formation de la ville est sensiblement différente de celle de l'édifice unitaire. Même si ce dernier est amené à être transformé, le nombre d'opérations qui historiquement déterminera sa mise en forme restera malgré tout peu élevé. Du point de vue de sa production, la ville est le résultat des apports et des transformations successifs imposés ou réclamés par les différents acteurs urbains, lesquels sont souvent très inégaux en pouvoir. A la réalité culturelle de l'architecture de la ville se superpose une réalité politique. Chaque moment de l'histoire, l'architecture de la ville est l'enjeu des stratégies des différents acteurs sociaux qui se la partagent tout en tentant chacun de la conformer à leurs visées. Au-delà et à travers sa morphologie, la formation de la ville dépend des rapports politiques qu'entretiennent les différents acteurs urbains, rapports qui, on le sait, varient au cours de l'histoire. Et, même s'ils ne peuvent prendre l'initiative du projet, les groupes sociaux dominés représentent souvent malgré tout une force politique suffisante pour faire valoir leur demande architecturale (la demande de certains types d'habitations, par exemple). En corollaire, les acteurs urbains dominants, capables d'initier les transformations majeures de la ville sont quelque peu limités dans leurs pouvoirs pour le faire. Aussi l'élaboration par un spécialiste d'un projet touchant à l'architecture de la ville se confronte ainsi à une double nécessité :

- s'inscrire, en tant que préalable à une intervention partielle, dans un processus de transformation de l'espace concret où d'autres acteurs (spécialistes ou non) interviendront certainement et cela, en pratiquant le jeu des formes architecturales qui est le leur;
- participer au jeu des stratégies spatiales que mènent les différents acteurs urbains, les stratégies foncières jouant sans doute à ce propos un rôle déterminant.

---

(14) Voir notamment : Christian Devillers et Bernard Huet, "Le Creusot, naissance et développement d'une ville industrielle 1782-1914", Champ Vallon, Seyssel, 1981.

Aussi, une projétation totalisatrice de la ville, laquelle ferait nécessairement fi de toute évolution historique et de tout rapport de force politique s'avérerait-elle en grande partie illusoire. Cela est particulièrement vrai pour une ville qui comme celle du Tiers Monde actuel présente une formation et une transformation rapides, issues pour l'essentiel d'une édification vernaculaire qui provient de multiples initiatives individuelles non instituées et peu ou pas hiérarchisées.

Si la ville ne peut être projetée dans sa totalité, elle peut toutefois l'être partie par partie et cela à différents niveaux. Aussi, la maîtrise de la formation de la ville passe-t-elle nécessairement par une projétation menée de proche en proche. Remarquons toutefois que quelques composantes de l'architecture de la ville plus que d'autres, jouent un rôle prépondérant dans le processus de transformation que celle-ci connaît. Le tracé voyer et le découpage parcellaire notamment, manifestent une grande perennité quoique l'édifice-ville se transforme. En général, les voies d'accès à la ville jouent le rôle de support de sa croissance. Mais il y a d'autres composantes de l'architecture de la ville qui sont déterminantes de ce point de vue. Certains édifices publics, les monuments, les lieux liés dans leur signification à l'histoire de la cité, quelques ouvrages d'art parfois, un élément naturel comme un fleuve peut-être, jouent souvent un rôle majeur dans la dynamique de formation de la ville : celui de pôle ou de ligne de formation, celui de centre des phases successives de transformation des aires de la ville banale ... Ce sont là les "éléments singuliers" mis en évidence par Aldo Rossi et qui du fait notamment de leur plus grande perennité commandent en quelque sorte la morphogénèse de la ville banale qu'elle soit ou non de production vernaculaire (15). Pour le projeteur qui connaît suffisamment la typologie et la morphologie mise en oeuvre par les différents édificateurs de la ville, pour celui qui saisit les principes morphologiques de la genèse de celle-ci et le rôle moteur de certains phénomènes extra-architecturaux, il est possible par une projétation minimale de maîtriser ou du moins d'orienter la formation de la ville. Les architectes municipaux, ingénieurs voyers et géomètres arpenteurs du XIXe siècle européen ne faisaient guère autrement. Un connaisseur sait prévoir que tel découpage parcellaire sera capable d'accepter tel type d'édifice vernaculaire et exclura nécessairement tel autre. Il comprend que telle localisation de tel type d'élément singulier entraînera tel mouvement de croissance de la ville banale ... Bref,

(15) Aldo Rossi : "L'architecture de la ville" (traduction), Editions L'Equerre, Paris 1981, p. 53 à 129.

quoique conscient de son impuissance face aux causes lointaines de la croissance urbaine (voir 2.3. ci-avant) il peut agir sur la formation locale de la ville concrète, à la manière d'un stratège tacticien .

4.3. *Pouvoirs et compétences du projeteur*

Certes, une semblable composition architecturale de la ville ne peut se conduire en toute autonomie, simple jeu formel dans un pur jeu de formes. Certes elle ne peut se mener en dépit de la logique foncière et des rentes de localisations dues aux économies d'agglomération par exemple. Nous aurions tort toutefois, pour reprendre cet exemple, de croire que la valeur du sol ou les rentes de localisation relèvent d'une logique absolue, laquelle commanderait totalement l'architecture de la ville. C'est au contraire en effet en grande partie les formes constitutives de la ville qui créent les rentes de localisation et qui influencent la valeur et le coût du sol. Ainsi, telle parcelle à bâtir n'a de valeur économique que pour autant que sa conformation morphologique permette l'érection de tel type d'édifice, lequel dans son usage permettra d'extraire telle rente. Telle activité de production ou d'échange ne bénéficiera d'une rente de localisation qu'à partir du moment où le jeu des formes de la ville à l'endroit qui maximise ladite rente accepte l'insertion de tel type d'édifice pouvant l'accueillir. Il en va semblablement pour la localisation des résidences des différents groupes sociaux basée sur la distinction sociale ou la ségrégation culturelle; chaque type d'habitation socialement reconnaissable étant généralement lié à un ensemble de caractéristiques morphologiques particulières. Ne devrions-nous donc pas plutôt penser que le projeteur qui contrôlerait la mise en forme de base de la ville bénéficierait par la même occasion d'un redoutable instrument de maîtrise des phénomènes économiques et sociaux ayant trait à l'ordre urbain ? Toutefois qui dit instrument de cette sorte suppose le pouvoir de le mettre en oeuvre. La projétation de la ville on le voit ici encore n'échappe pas à la sphère politique. Deux cas extrêmes sont possibles :
- ou le projeteur acquièrt le pouvoir de maîtriser la mise en forme de la ville et par là même limite la libre initiative des différents acteurs urbains;
- ou bien ladite mise en forme est laissée sans maîtrise au libre jeu des stratégies édificatrices intéressées de ses différents auteurs.

Selon une des thèses remises à l'honneur par Aldo Rossi, la ville est indissociablement à la fois "chose publique" et "chose privée". Les

"éléments singuliers" étant à la sphère publique ce que les "aires de résidences", la ville banale, sont à la sphère privée (16). Du point de vue sociologique, la ville idéal-typique suppose d'ailleurs un ordre politique suivant lequel lesdits "pouvoirs publics", garants du bien commun, se réservent la tâche de donner forme à l'élément public de l'espace concret, tandis que la mise en forme de l'élément privé de ce même espace, grosso modo l'habitat, revient de droit aux citoyens. Dans cet ordre des choses, les architectes (et les spécialistes qui font oeuvre d'architecture, peu importe ici les titres), par leur savoir érudit et par leur maîtrise savante des formes, se trouvent assez naturellement associés aux pouvoirs publics; l'architecture privée, banale, ne réclamant pas plus que des compétences édificatrices ordinaires. N'y a-t-il pas dans ce schéma (il s'agit bien sûr là d'une vue sommaire des choses), une division du travail et des compétences à la fois légitime et raisonnable, du moins pour les processus de production dans lesquels la part de l'édification vernaculaire reste très importante, comme ce sera très probablement encore le cas un peu partout dans le Tiers Monde des prochaines décennies ? Il ne sera toutefois pas applicable tant que les architectes et les spécialistes de l'urbain ou du développement n'auront pas constitué leur savoir et leur savoir-faire en conséquence. Comment en effet, oeuvrer à la chose publique sans connaître une chose privée qui en est indissociable ? Comment intervenir favorablement dans la mise en forme d'un espace concret dont la morphogénèse est incomprise ? Comment vouloir maîtriser ou tout au moins contenir la métamorphose de la ville sans même supposer les stratagèmes architecturaux développés par le plus grand nombre des acteurs de son édification ? Certes, il faudrait plutôt, pour parvenir à cela, une intelligence perspicace, savante et malicieuse des pratiques locales du jeu des formes de la ville. Comment en outre, en n'intervenant que fort partiellement, circonvenir, orienter ou règler, compléter et enrichir le jeu commun des formes architecturales ? Assurément, il faut pour cela user de méthodes de projétation aptes à une conduite tactique de l'édification, des méthodes tenant véritablement de la stratégie.

Dans la plupart des cas, la projétation architecturale est loin de cela. Depuis la fin du Mouvement Moderne, la discipline architecturale, sauf quelques trop rares analyses, est pratiquement exclue du débat théorique sur la ville dans le Tiers Monde. Les architectes eux-mêmes, plus ou moins contraints, plus ou moins consentants, consacrent l'essentiel de leurs préoccupations à tout ce qui a trait au champ de

(16) Aldo Rossi : op. cit. p. 82.

l'architecture sauf à l'architecture elle-même. La projétation architecturale qui trouve commande (qu'elle soit ou non le fait d'architectes) se cantonne le plus souvent dans des "projets d'aménagement urbains" relativement ponctuels et dont la logique en tant qu'opérations, finies sur elles-mêmes, prime sur toutes autres considérations. Ou encore est-elle réservée aux édifices somptuaires que se font bâtir les acteurs sociaux qui s'imposent aux processus locaux de développement. L'analyse critique de cet état de faits dépasse la matière de ce chapitre et même celle de cet ouvrage, car elle relève largement de la socianalyse si ce n'est de l'économie politique marxienne. Qu'elle soit ou non un jour menée, ne peut toutefois nous priver de remettre en cause la qualité du savoir-faire que les projeteurs-architectes tiennent de connaissances et de méthodes qui pour peu discutées qu'elles soient aujourd'hui n'en sont pas moins discutables. "Architecture de la ville et développement urbain", mais également : "architecture des spécialistes et développement humain" : qu'une manière logique de poser la question du rapport entre l'architecture et le développement ne nous voile toutefois pas trop les termes de la mission professionnelle qui justifie notre pouvoir d'action.

CHAPITRE V

SECTEURS ET INSTRUMENTS DE LA PRODUCTION DE L'ESPACE URBAIN

par X. Nuttin

0. PRELIMINAIRES

La production de l'espace urbain procède d'une multitude de choix, pas toujours volontaires, qui relèvent à la fois des domaines techniques, financiers, économiques et culturels; elle vise à répondre au besoin d'extension du cadre spatial créé par la croissance de la ville et le développement des activités urbaines qui y est liée. Mais cette production procède aussi, dans une large mesure, d'un autre rapport : celui qui existe entre les différents secteurs de la production de la ville. Car la ville est aussi le terrain favori de la lutte entre les différents pouvoirs : pouvoir central et pouvoirs locaux; pouvoirs privés et publics, etc. Se limiter aux aspects techniques de la production de l'espace urbain, c'est accepter d'intervenir après que les choix politiques qui déterminent la façon d'aménager la ville et de structurer la société qui l'habite aient été faits. C'est éviter ainsi la réflexion sur les choix et les options d'aménagement.

"On technicise au maximum la ville (de la planification physique à l'organisation des finances municipales en passant par le système de financement de l'habitat), on naturalise les problèmes sociaux urbains (on part de la croissance démographique comme d'une donnée, sans la problématiser ni la relier au contexte spécifique du sous-développement), et on évite toute interrogation sur les causes des problèmes, sur la portée et l'impact des choix techniques. Plus généralement les alternatives sont présentées comme telles, selon une argumentation technique, et pas en fonction de choix alternatifs de développement".(1)

---

(1) A. Osmont "Gestion de la croissance urbaine par projet et projet de la gestion de la croissance urbaine", Document de travail des Journées d'Etudes de Marly-le-Roi, jan. 1985.

La question première est donc : quelle politique d'aménagement du territoire et quelle politique urbaine? C'est là un débat primordial, bien souvent évacué faut-il le dire, pour faire place aux discussions technicistes masquant les véritables enjeux : les mêmes dispositifs techniques peuvent en effet être au service de politiques différentes, suivant l'organisation, l'institution ou l'administration qui les contrôle.

Débat souvent évacué par les détenteurs du pouvoir pour limiter la participation des autres secteurs aux décisions d'intérêt pourtant général et conserver ainsi la maîtrise des choix de développement et de leurs impacts.

Il faut donc, en préalable, tenter d'identifier les secteurs qui interviennent dans la production de l'espace urbain et comprendre les mécanismes et stratégies qui sous-tendent leurs rapports. Ces rapports peuvent être imaginés en tant que jeu de pouvoir et nous les étudierons sous cet angle : sur quel terrain le jeu se situe-t-il; quels en sont les participants ("secteurs"); quelles sont les règles du jeu ainsi que les cartes ("instruments") dont ils disposent ? Finalement nous essaierons de comprendre comment se déroule "le jeu" (stratégies de mise en oeuvre).

Ici, il nous semble indispensable, pour étudier le rôle de chacun d'eux ainsi que leurs rapports, de déterminer plus précisément , en termes spatiaux, les niveaux d'intervention : de l'îlot à la région, en passant par le quartier, la ville et l'agglomération.

De même, il importe d'analyser plus finement les différents secteurs intervenant dans l'espace urbain : la hiérarchie du secteur public; les aspects formels et informels du secteur privé, enfin les organisations existantes au sein du secteur populaire. Et ceci afin de rechercher un meilleur équilibre entre les différents niveaux d'action. Le but n'étant pas de systématiser, sous forme de grille ou de tableau, des schémas relationnels ou décisionnels, mais bien de tenter de voir qui est le mieux à même de remplir telle tâche particulière, pour réaliser une économie véritable des ressources utilisées et conserver une maîtrise relative de son environnement.

Dernier point qu'il nous faudra préciser : les instruments de la gestion urbaine. Chaque secteur ou sous-secteur, contrôle une part des

ressources nécessaires au développement et cherche à acquérir, ou à conserver, certains instruments pour pouvoir affecter ces ressources en fonction de ses objectifs : politique foncière, sources de financement, législation, filières de production du cadre bâti, localisation des services et équipements urbains, etc.

1. L'ESPACE URBAIN : LE TERRAIN DE JEU

L'espace dans lequel se déroule le jeu a ses limites et ses caractéristiques : il peut être appréhendé et délimité sous un angle géographique (par ses limites physiques), morphologique (par sa forme urbaine spécifique), démographique (par sa population, les migrations qui l'affectent ou sa structure sociale) ou encore économique (par ses activités). Sa taille est bien sûr variable suivant "l'enjeu du jeu" : rue, quartier, ville ou région.

Sans nier l'indispensable nécessité d'une approche cohérente, et donc coordonnée, on comprendra aisément qu'une intervention visant à "produire de l'espace" ou à aménager un espace existant requiert différentes structures décisionnelles, conceptuelles et d'exécution suivant son échelle : aménagement d'un îlot urbain, organisation d'un quartier, axes de développement prioritaires d'une ville, étude de planification régionale, ...

On peut même penser que si ces structures (secteurs) étaient les mêmes, elles seraient inefficaces, du moins en termes d'adaptation des actions aux circonstances et lieux.
"L'économie et l'exploitation des ressources font ressortir la relativité du pouvoir dans le domaine de l'habitat. Alors que les organisations centrales ont des pouvoirs indiscutables pour employer certaines sortes d'outils et de ressources -ainsi, ceux de la production industrielle-, elles peuvent n'en avoir que peu, ou pas du tout, sur d'autres prestations ou modalités -ainsi, du soin que les occupants prennent de leur habitation. Il faut donc, pour commencer, situer la concordance entre les niveaux d'action et les niveaux de pouvoir qui établissent le cadre institutionnel au sein duquel doit être considérée toute politique." (2)

(2) John F.C. Turner, "Le logement est votre affaire", éditions du Seuil, Paris, 1979.

Nous essaierons de voir, ultérieurement, ce qu'il en est en réalité, de cette "concordance entre niveaux d'action et niveaux de pouvoir" pour ce qui est des secteurs que nous identifierons. La question fondamentale qui apparaît de suite étant "Quel est l'espace de liberté accordé par les détenteurs du pouvoir ?"

D'autre part, la connaissance des limites de l'espace démographique et économique est également un élément majeur pour la compréhension des rapports sociaux entre les différents acteurs agissant dans cet espace, puisque la place de ceux-ci dans la hiérarchie économique et socio-culturelle déterminera leurs poids décisonnel dans les modes et les formes de production de l'espace urbain. Or comme "... le bien foncier et immobilier doit être considéré comme le prétexte et le support des rapports sociaux particuliers qui se développent spécifiquement à cet endroit ..." (3) on voit tout de suite l'importance de comprendre ces relations pour comprendre les actes et les processus de cette production.

2. IDENTIFICATION DES SECTEURS

Qui produit, organise et gère l'espace urbain ? Dans certains milieux, l'on tente encore de réserver ces activités aux seuls secteurs public (administration) et privé (capitaliste de toutes échelles). Or, "la ville" du Tiers-Monde s'étend principalement par la création spontanée de quartiers d'habitat populaire. L'ampleur de ce phénomène étant due en grande partie à l'incapacité des secteurs formels de l'économie (public et privé) de répondre seuls aux besoins quantitatifs liés à la croissance démographique et aux phénomènes migratoires, et encore moins à un certain type de demande (voir chap. III : La croissance urbaine dans le contexte du développement) :

"...par exemple, la production de logements sociaux, c'est-à-dire d'un coût d'achat, ou de location, accessible au niveau de revenu de l'ensemble de la population, est proportionnellement dérisoire comparée au taux de croissance de la population... Cette inadéquation de la réponse à la demande laisse face à face, d'une part, la masse de ceux qui voudraient se voir reconnus un droit de citoyen à part entière dans la ville, et d'autre part, deux acteurs d'une politique du logement :

les services technico-administratifs de l'urbanisme et de la construction ainsi que le Gouvernement qui décide des options de développement urbain, des règlementations ou tolérances." (4)

Il existe donc un "troisième secteur" qui contrôle des ressources d'une importance critique, qui produit son environnement, et sur lequel les offices publics ou sociétés commerciales n'ont que peu, ou pas du tout, de contrôle effectif : le secteur populaire. Hétérogène par nature, car constitué d'une foule d'acteurs autonomes, mais agissant parfois de manière regroupée (famille, quartier, associations, ...) et bien que largement majoritaire, il vit une relation de dépendance par rapport au capital (prix des matériaux de construction et du terrain, par exemple) et à l'Etat (menaces de déguerpissement).

Notons que ces différents secteurs (public, privé, populaire) ne forment pas des touts monolithiques mais qu'on retrouve au sein de chacun d'eux des individus ("acteurs") qui appartiennent à des groupes d'intérêt différents. Ceci complexifie les stratégies effectives, affichées ou non, de ces différents acteurs qui tiennent en partie à la position qu'ils occupent dans la structure globale de la société, ainsi que dans leur structure sectorielle interne. Leurs rapports de force varient également suivant les différents niveaux d'intervention.

L'existence des limites territoriales, d'un cadre institutionnel et de réglementations place tous les secteurs dans un tableau général qui leur sert de référence commune d'intervention. Il y a donc lieu d'étudier le comportement, les objectifs et les stratégies de ces différents secteurs afin de déterminer lesquelles de ces stratégies sont les plus favorables au développement.

D'autre part, le "spécialiste" (architecte, urbaniste, ingénieur, ...) joue un rôle important dans la production de l'espace urbain du fait de la maîtrise qu'il a de l'information et des techniques, du fait aussi de son crédit auprès des secteurs.

publique, privée et d'auto-promotion. Voilà qui répond à la question: "Qui édifie le cadre bâti ?".

Enfin, il nous faudra analyser la production des matériaux de construction nécessaires au processus d'édification, à la matérialisation des concepts d'architecture. Ils sont produits à grande, moyenne ou petite échelle par des filières très proches des filières de construction.

Ces trois niveaux de production (espace urbain, cadre bâti, matériaux de construction), sont en rapport constant et correspondent à des niveaux de décision qui s'interfèrent l'un l'autre, et de ce fait limitent l'éventail du choix ouvert à l'ensemble des acteurs, ou même le dirige. Par exemple, si les tuiles en terre cuite ne sont pas disponibles sur le marché, l'architecte n'aura d'autre alternative que de se rabattre sur l'éternelle tôle ondulée galvanisée à moins qu'il n'intègre dans son travail la mise au point du processus de production du matériau qu'il estime le plus adéquat.

De même, des normes d'usage de l'espace ou des codes et spécifications techniques proscriptives, élaborés par les pouvoirs publics vont inciter ou décourager le développement de nouveaux matériaux.
Ou encore, le choix d'une industrialisation lourde (cimenteries, acieries, ...) fait par un économiste planificateur, peut faire disparaître les petites unités de production locales et modifier indirectement l'offre en matériaux de construction.

3.2. *Critères d'aide à la décision*

Face au problème du choix à effectuer, parmi une panoplie, vaste en théorie, de matériaux et de techniques, les décideurs, qu'ils soient donc promoteurs, concepteurs ou constructeurs, vont recourir à un ensemble de critères pour guider leur jugement.
Ces critères sont autant d'ordre financier que technique, économique que culturel. Dans un premier temps, ils seront ici passés en revue avant de tenter de suggérer des approches compatibles avec les objectifs du développement.

Un premier critère qui s'impose d'évidence est celui des performances techniques : durabilité de la construction, résistance aux sollicitations, adaptation au climat, besoins en maintenance et entretien.

Le niveau de performance recherché varie au cas par cas et ce n'est donc pas le lieu ici de passer en revue tous les cas de figure envisageables. Ce qui nous semble important est de rappeler que chaque matériau dispose de ses propres caractéristiques qui sont, ou ne sont pas utilisées à bon escient. Le gaspillage des ressources en ce qui concerne les parpaings de ciment est par exemple largement connu : alors que pour des constructions à rez de chaussée, largement majoritaires dans les Pays en Développement, une résistance à la compression de 25 Kg/cm^2 suffit, des blocs d'une résistance de 150 Kg/cm^2, soit 6 fois trop, sont quotidiennement utilisés. Chaque matériau, correctement mis en oeuvre, a un potentiel dont la connaissance permet d'optimiser les conditions de son utilisation.

Le problème des ressources, particulièrement pointu dans les Pays en Développement prend toute son ampleur, lorsque l'on analyse les éléments du deuxième critère : le coût.
Le coût d'un matériau à la vente s'accompagne en effet d'un coût économique, faisant appel dans des proportions variables, à de nombreuses ressources : le capital, la main d'oeuvre, les devises étrangères, l'énergie, les équipements de production, les moyens de transport.
Pour un matériau donné, le ciment par exemple, quel sera le capital à investir pour créer une unité de production et combien d'emplois cette unité de production va-t-elle offrir ? On pourra automatiquement en déduire le coût de création d'un emploi et, si l'on suit Schumacher ("Small is beautiful"), classer le matériau et sa technologie en "high" ou "low technology", la distinction se faisant par rapport au capital investit pour créer un emploi.
La production de ce même matériau va-t-elle requérir une part importante de devises étrangères, pour acheter des équipements, les matières premières, l'énergie nécessaires pour financer une assistance technique liée à des technologies sophistiquées ou pourra-t-elle compter principalement sur des ressources localement disponibles ?
Enfin, l'échelle de production, conséquence d'un choix de répartition spatiale des unités de production (centralisation ou dispersion), aura des effets directs sur la technologie utilisée, sur le développement du réseau de transport et sur l'exploitation des matières premières.

D'autres critères interviennent encore, ceux-là bien moins quantifiables et qui ont trait à *la culture des utilisateurs* : l'architecture

Très souvent, le coût d'un projet et, parfois, l'importance de son emprise au sol ou de son occupation de l'espace déterminent essentiellement l'ampleur du projet.

Nous considérons qu'il s'agit là d'éléments importants certes, mais qui ne sont pas prioritaires dans la détermination de l'ampleur et de l'échelle d'un projet d'aménagement urbain.

L'élément primordial qui doit être pris en compte est *l'impact* qu'aura le projet sur la vie économique, sociale et culturelle de la ville et donc, entre autre sur le nombre d'habitants concernés et leur appartenance à un groupe socio-économique.

L'impact d'un projet d'aménagement doit être estimé d'abord à l'intérieur du projet de développement dans lequel il s'inscrit, c'est-à-dire dans toutes les relations internes, et ensuite dans toutes les incidences externes entraînées par sa réalisation : il est assez évident que le projet doit entraîner une amélioration de la qualité de la vie, les modifications engendrées sont nombreuses et certaines peuvent être néfastes; on sait, par exemple, qu'un simple changement de sens unique de voierie, donc très petit "projet" et peu coûteux, peut modifier non seulement les circulations automobiles mais aussi perturber les habitudes et cheminements des riverains et parfois, provoquer le déclin complet d'un quartier commerçant.

La connaissance et l'estimation des impacts divers vont nous permettre d'établir l'échelle des projets dans toutes les relations qu'ils comportent, dans les modifications qu'ils engendrent et enfin de situer l'intervention des divers acteurs, intervention qui doit être appropriée au projet, afin d'en assurer la cohérence et si possible la réussite.

Nous proposons ci-après, en ordre décroissant de leur impact, une classification globale des échelles d'interventions et quelques exemples de projets d'aménagement s'y rapportant; rappelons que la diversité des cas oblige à ne considérer ce classement que d'une manière générale, chaque cas particulier pouvant le modifier de manière plus ou moins sensible.

a) Les projets urbains à incidence nationale ou régionale

Il s'agit principalement des projets dits de grande infrastructure, surtout de transport, ainsi que des projets d'équipement à usage national et, accessoirement, de projets de type économique liés à la position de la ville.

Globalement donc, on retrouve dans cette catégorie les projets directement liés au statut et au rôle que la ville, et surtout la capitale, doit jouer à l'échelle régionale et souvent nationale; autrement dit, des projets dans lesquels la situation de la ville semble "fonctionnelle" et logique et d'autres qui sont plutôt les conséquences du rôle de la ville, de sa population, de sa taille.

Parmi tous ces projets, on peut citer, à titre d'exemple : l'aéroport national, les grands axes ferrés et gares terminales, les éventuels ports, les grands axes routiers de dessertes (y compris rings, pénétrantes, etc.) pour les grandes infrastructures de transport. Pour les projets d'équipements à usage national, on peut trouver l'Université et d'éventuels autres centres de formation concentrés et à vocation unique, le centre hospitalier le plus important et le plus spécialisé, éventuellement le complexe sportif national de démonstration, ainsi que certains équipements particuliers dans les domaines de la culture et de l'information (siège T.V., radio, centres nationaux de spectacles, etc.). Les bâtiments publics tels que Parlement, Ministères, éventuel palais présidentiel ou royal, entrent dans cette même catégorie, mais ont, en plus du rôle de service des autres exemples cités, une valeur symbolique ou représentative qui en font une catégorie particulière, à traiter à chaque fois selon le cas présenté. Enfin, certains cas de projets de type économique peuvent être cités, tels que grandes installations portuaires ou zones de concentration industrielles, mais ces projets, qui doivent être pris en compte dans l'aménagement urbain, constituent cependant des cas particuliers car plus liés aux vocations des secteurs primaires et secondaires, avec leurs caractéristiques propres, entre autre, en tant que pourvoyeurs d'emplois particuliers, alors que les projets d'aménagement urbains évoqués ici concernent essentiellement le secteur tertiaire touchant aux services que la capitale doit rendre.

Dans cette catégorie, on pourrait ajouter certaines concentrations de commerces ou de bureaux ou groupes privés mais leur situation dans la capitale n'est pas démontrée et il faut, à l'intérieur de ces types de

projets, déterminer avec plus de finesse, ceux qui sont réellement des projets d'aménagement urbain, ceux qui doivent se trouver dans la capitale et les autres, ceux qui ont un impact régional ou national.

Les exemples cités ci-dessus risquent d'être mal interprétés si nous ne rappelons pas d'une part la diversité des cas et donc des villes, et d'autres part et surtout la *finalité* des projets d'aménagement urbain et l'absolue nécessité qu'il y a de les penser à chaque fois dans leur *contexte culturel* propre; si l'on se rappelle que chaque projet d'aménagement urbain est destiné à améliorer la qualité de la vie en ville, pour le plus grand nombre, et dans un processus de développement axé sur sa conception culturelle, on comprendra que les exemples cités ne sont que des outils, énumérés ici de manière neutre car sortis de leur contexte et donc vidés de leur contenu véritable. Pour illustrer ceci rapidement, nous prendrons deux exemples :

1) d'abord les grands axes routiers de dessertes : si l'accès du reste du pays vers la capitale (et vice-versa) constitue dans de fréquents cas une priorité, il se peut que cet accès privilégie le transport par fer, ou, ce qui est logique, tout type de transport en commun; ceci entame sérieusement la validité et l'importance des axes routiers. D'autre part, la perception du déplacement automobile par une population à majorité piétonne peut perturber profondément celle-ci, physiquement et psychiquement (en plus de l'effet du "modèle de réussite" que peut engendrer la possession d'un véhicule automobile). Enfin, les habitudes liées à l'automobile, telles que l'apparition ou le renforcement de l'individualisme, ou la notion de puissance, ou encore les notions de vitesse entraînant gain de temps et meilleure rentabilité, sont autant de concepts variant selon les cultures. Autrement dit, dans le cadre du développement tel que nous le concevons, il se peut que des dessertes routières soient inutiles et même contraires au développement d'une ville, dans certains cas, et il est évident d'autre part qu'à chaque ville où ces dessertes s'imposeraient, celles-ci seraient différentes non tant pour des raisons techniques que culturelles, les notions évoquées ci-dessus n'étant pas identiques à Valpareiso, à Kinshasa ou à Singapour; ces différences se marqueraient tant au niveau des circuits, de la forme (longue droites, courbes répétées, etc.), de la largeur, des revêtements, des bas côtés, etc. Chacune de ces routes prenant alors sa juste place dans un contexte culturel précis et marquant même dans l'espace les caractéristiques culturelles de la zone et de la ville.

2) Un autre exemple peut être pris dans le domaine du centre hospitalier national, donc important et comportant de nombreuses spécialités. Ici aussi, il s'agit de situer au mieux le problème dans son contexte. Le but de ce centre est de prodiguer des soins de santé, de guérir des malades. S'il est bien un concept particulier et différencié selon les cultures, c'est celui de la maladie, de l'attitude du patient face à celle-ci mais aussi de sa famille, élargie aux amis souvent, et d'autres encore. Selon les cas, ces attitudes varient complètement de Valpareiso à Singapour et le grand hôpital peut être la pire ou la meilleure des choses; très souvent s'il peut guérir "techniquement" un individu, il peut aussi inconsciemment le tuer, lui et ses proches, dans ce qu'il a de plus précieux tels que ses habitudes, ses conceptions de la vie, de la mort, du mal, vécues seul ou en groupe, en bref dans ce qui fait son authenticité culturelle. D'autre part, et bien souvent, ne vaut-il pas mieux commencer par établir une politique de santé publique basée sur les habitudes culturelles d'un pays en pensant par exemple à la prévention des maladies infantiles dans le milieu familial par une meilleure formation de la mère, l'utilisation des réseaux locaux pour la mise en place de campagnes d'information ou de vaccination, la multiplication de petits dispensaires (ou antennes ambulantes) près des lieux de concentration habituels (marché, culte ou autre), l'organisation appropriée de dispensaires moyens, de pharmacies, de groupes d'aides soignants ambulants, etc. plutôt que d'imposer, et souvent à un coût énorme, un grand hôpital inadapté aux habitudes culturelles d'un pays en matière de santé ? Nous ne pousserons pas l'exemple plus loin, car il faudrait envisager aussi le type de médecine, de traitement et de médications qui eux aussi font partie du patrimoine culturel à prendre en compte en priorité, mais nous avons voulu montrer par ces deux exemples combien il est important de remettre en question des grilles d'équipements (ou de projets) qui semblent logiques, en commençant par poser le problème dans sa globalité et surtout dans son contexte culturel, à chaque fois différent. Rappelons donc aux concepteurs que l'outil, le projet parfois, n'est pas une fin en soi et qu'il ne sera valable, et alors outil de développement, que s'il est culturellement pensé et intégré à la vie et à l'espace culturel où il se trouve.

Après cette parenthèse indispensable, nous reprenons la description des projets urbains à incidence régionale et nationale.

Par leur nature même, ces projets concernent à la fois le pays ou la région et la ville; autrement dit, leur *impact*, mesure prioritaire à nos

yeux, doit être estimé sur une *population importante* et souvent *hétérogène*. En effet, ces lieux vont voir se fréquenter aussi bien des étrangers au pays, des populations rurales, de petites villes et purement citadines, en plus des populations en transit ou en situation intermédiaire. De plus, la majorité de ces lieux accueillera tous les types et toutes les classes de la population, par nécessité ou par polarisation.

Il s'agira donc de faire de ces projets, de par leur situation, leur implantation et leur projetation des outils les mieux adaptés à ce nombre mais surtout à ces caractéristiques de population, sans pour autant, sous prétexte qu'ils sont destinés à un tout difficilement identifiable, d'en faire des réalisations neutres ou passe-partout.

Au contraire, il faut se rappeler qu en plus de leur vocation fonctionnelle, ces projets ont une haute valeur symbolique pour tous et qu'il appartiendra donc au projeteurs d'en faire des oeuvres où se concentrent et se synthétisent les diverses cultures du pays (appelées par certains, un peu rapidement et sans références fondées, "l'identité culturelle nationale") ou, au moins, la culture de la ville ou de la région.

Trop souvent hélas, il faut constater que ces réalisations, sous prétexte de leur coût et surtout de la valeur de "prestige" que certains pouvoirs leur attribuent, sont non seulement inadaptés à leurs usages et utilisateurs mais surtout culturellement inappropriés et donc modèles d'aculturation pour un pays, la désolante confusion entre développement, croissance, "modernité" et occidentalisme, entretenue consciemment ou non par les responsables divers, organismes payeurs, concepteurs et autres, entraînant une production d'espaces bâtis d'une rare banalité de type "international" et d'où toute démarche basée sur un véritable développement d'essence culturelle est absente, entraînant donc souvent ce que, dans la conception de ces stages, nous pourrions appeler des projets d'anti-développement.

Après cette remarque, il nous faut aborder l'impact de ce type de projets sur la ville-même.

Contrairement à ce que certains pensent, ce type de projet n'a selon les cas, qu'un impact relatif au niveau de la population urbaine; si certains d'entre eux, tels le centre hospitalier et, peut-être l'Université ou plus probablement le stade national, concernent un nombre relativement

important, on peut considérer que la majorité de ces projets ne touche directement qu'une minorité de la population, plus préoccupée à subsister ou plus concernée par un projet local d'aménagement tels l'école ou l'adduction d'eau, que par l'aéroport, un ministère ou une voie expresse.

Précisons, pour être clair, que les utilisateurs de ces équipements, tel l'aéroport, proviennent quasi à 100 % de la capitale ou de l'étranger vers la capitale, ce qui pourrait faire croire à un impact important au niveau de celle-ci; quand nous parlons d'un impact relatif, il faut simplement se rappeler que le nombre d'utilisateurs de l'aéroport ne représente qu'un très faible pourcentage de la population urbaine.

Il s'agit plutôt d'effets indirects, ou induits par ces grands projets, qui concernent la majorité de la population urbaine (par exemple, ministères engendrant des concentrations de bureaux donc de nombreux employés, tout ceci nécessitant des services tels que préparation de repas, personnel d'entretien, etc.). L'impact se situe donc au niveau indirect et se traduit quasi toujours en termes d'emplois, ou du moins de possibilités de revenus. On entre là dans les phénomènes d'économie au niveau urbain plus que d'impact direct, spatial, de ce type de projet.

Les faits urbains ont leurs avantages et leurs inconvénients. On ne peut nier que les grands projets ont la propriété d'accroître les caractéristiques urbaines des agglomérations et méritent de ce fait l'extrême attention des responsables et concepteurs.

Mais on peut constater aussi que l'impact spatial direct a parfois plus d'effets négatifs que positifs. Les nuisances bioclimatiques, de bruits,de déplacements, d'insalubrité et autres ajoutées aux inconvénients de l'occupation des sols, de leur coût, des loyers, etc. constituent autant d'inconvénients que la majorité des habitants de la ville, surtout des classes les plus défavorisées, doivent supporter pour survivre en ville.

Cette constatation pose donc immédiatement la question de la programmation de ce type de projets et surtout celle de leur bonne situation dans l'aire urbaine.

Mis à part certains impératifs techniques (aéroport, port, relief, etc.), rien ne prédispose, à priori, tel site à recevoir tel projet. Mais certaines

règles économiques, comme le prix des sols ou "les économies de proximité" ou encore la rentabilisation pour la concentration d'équipement ou d'activités, peuvent, dans de nombreux cas, régir ces implantations.

Il appartient là à un pouvoir cohérent et conscient du bien de tous d'établir des règles souples permettant une bonne localisation de ces projets, afin d'en assurer le meilleur usage tout en évitant au maximum les nuisances.

On peut donc dire, en première conclusion, que les *projets d'aménagement urbain de ce type* n'on qu'un *faible impact direct* sur la majorité de la population urbaine mais doivent être judicieusement implantés d'une part pour éviter les nuisances directes et indirectes et d'autre part et surtout, étant donné leur importance à la fois symbolique et souvent structurante de l'ensemble de l'espace urbain et dès lors, sinon directement utiles à tous, du moins ressentis éléments importants par tous.

Nous aborderons enfin quelques aspects urbanistiques fondamentaux directement liés à ce type de projets et qui doivent être présents à l'esprit, pour tous les responsables mais surtout pour les techniciens et projeteurs.

a) Le principe d'une affectation projetée trop précise, contraignante et restrictive a fait les preuves de son inefficacité, compte tenu de l'évolution constante de la ville ou de sous-ensemble de celle-ci. Il est donc préférable de fixer des lignes directrices d'aménagement seulement, en y incluant globalement les projets importants.

b) Dans le même esprit, la mono-fonctionalité des quartiers a montré ses limites et souvent ses échecs. Il semble donc préférable de ne pas concentrer certains des projets abordés ici et leurs projets annexes (par exemple, ministère + cité administrative + bureaux, etc.) en un seul lieu, ceci nuisant à la vie sociale de l'ensemble urbain, provoquant de délicats problèmes de transit ainsi que l'apparition de quartiers saturés le jour et vides la nuit. De plus, les techniques contemporaines de communication ne justifient plus aujourd'hui la proximité immédiate de ces projets.

c) Si les projets urbains à incidence nationale ou régionale ne concernent, en règle générale et "fonctionnellement" parlant qu'une minorité de la population urbaine, ils peuvent au contraire occuper une place importante dans la structuration de l'espace urbain. Ces grands équipements marquent fortement l'espace non tellement par leur ampleur que par les phénomènes de polarisation qu'ils engendrent ainsi que par les effets qu'ils induisent sur leur proximité, au niveau des activités qui s'y développent et donc du bâti. Ces effets sont difficiles à mesurer avec exactitude mais il est évident que la réalisation d'un projet de ce type va engendrer des modifications profondes en tous cas dans son environnement immédiat et peut-être dans plusieurs quartiers ou même dans toute la ville. Il faut accepter que l'évolution de la ville et de ses quartiers n'obéisse pas à des règles scientifiques précises et qu'elle n'est donc pas programmable; mais il faut, dans la mesure du possible, prendre en compte les effes induits par ces projets et tenter donc de les situer, dans l'espace urbain, dans des sites épars, donc non concentrés, et pouvant orienter éventuellement l'évolution du bâti de la ville, soit dans un sens d'extension, soit au contraire de dissuasion. A titre d'exemple, on peut rappeler le fréquent développement d'activités diverses et de construction le long de la route reliant l'aéroport à la ville, alors qu'au contraire la présence de casernements militaires importants provoque l'apparition de zones non bâties aux alentours.

Mais autant ces projets peuvent être polarisants et judicieusement implantés, autant, en cas de mauvaise situation ou de non prise en compte de paramètres humains importants, ils peuvent devenir des éléments de destructuration complète de quartier ou de la ville; ce fait apparaît surtout lors de la réalisation d'infrastructures de transport.

Ce dernier point entraîne deux remarques importantes :

1) Tout projet d'aménagement urbain entraînant une déchirure ou un accident dans le tissu urbain existant devrait être évité. Il y va non pas tant d'une agression à un bâti présentant éventuellement des qualités architecturales que d'un coup qui peut être mortel porté à la vie même, donc aux habitants, d'un quartier ou de la ville. Des années ou des générations ont été nécessaires pour que se développe une vie sociale complexe, aux multiples ramifications, et où chacun et tous trouvent un équilibre parfois fragile, où l'évolution, et souvent le développement, se fait à partir de l'intérieur, par l'apport de chacun à un système culturel et social propre à chaque quartier ou à chaque ville, et ne

pouvant supporter des apports exogènes que s'ils sont sollicités et appropriés; une intervention brutale, extérieure et importante, même expliquée, ne pourrait être supportée par ce corps social à la fois fragile et indispensable à la continuité culturelle urbaine.

2) Comme dit précédemment, tout projet urbain important comporte des effets induits dont certains peuvent être prévus. Mais les capacités d'imagination et de création d'une population, surtout relativement déshéritée, sont souvent supérieures à celles des projeteurs et techniciens. Un projet urbain, et surtout ses abords, peut être remarquablement et rapidement approprié par une population à la recherche d'un revenu ou d'un abri. Chacun sait, par exemple, que le tablier d'un pont d'une voie expresse constitue une très bonne "toiture" pour un habitat spontané s'établissant dessous, ou encore les usages multiples que l'on peut faire d'espaces verts entourant un bâtiment important, d'auvents ou recoins divers ou autres hangars de chemin de fer. Il est illusoire et inutile de vouloir lutter par l'interdit et la force contre ce type de comportement, somme toute légitime et enrichissant parfois. Il nous semble donc préférable d'évaluer, avec les populations concernées, ce type d'effets induits et dans une certaine mesure, de le structurer et de l'organiser sommairement en en rendant la population "propriétaire" responsable de manière à ne pas devoir, quelques années plus tard, mener des opérations soit de répression, soit d'aménagement coûteux.

Pour terminer ce paragraphe, nous évoquerons rapidement le rôle des acteurs dans les projets urbains à incidence régionale ou nationale.

Comme dit en début de chapitre dans la proposition de mise en place d'un réseau de coordination et de hiérarchie des projets urbains, il est inutile de faire agir tout le monde à tous les niveaux.

Pour ce type de projet, il nous paraît logique de travailler à deux niveaux qui peuvent sembler naturellement très éloignés l'un de l'autre : d'une part, au niveau national et de décision supérieure de la ville et d'autre part au niveau de la population proche du projet.

Les projets traités dans ce paragraphe concernent la ville et le pays; il est donc normal que les responsables nationaux et municipaux collaborent à la mise au point de leur programmation, dans le temps et l'espace, et bien entendu dans le cadre des projets de développement du

pays et de la ville. Il paraît souhaitable de "décloisonner" les habituels pouvoirs ou administrations (Santé publique pour le grand hôpital, Transport pour les voies diverses, etc.) car les interférences sont nombreuses et les risques sont grands que des paramètres autres mais fondamentaux n'échappent à des spécialistes d'un département. Comme dit dans le premier paragraphe, il semble utile que des groupes ou commissions représentant les diverses forces en présence soient constitués, autour des responsables politiques municipaux et nationaux et que les projeteurs, capables de synthèse et surtout de propositions spatialisées et non seulement écrites, soient associés dès le début aux travaux préparatoires.

Rappelons encore la nécessité d'informer clairement, par les moyens appropriés, tous les organismes et groupes concernés par les projets de la ville et surtout d'écouter et de tenir compte de leurs remarques.

Au niveau des projeteurs et techniciens, il sera sans doute utile de consulter dès que nécessaire les spécialistes d'autres disciplines, principalement ceux des sciences humaines.

Nous avons vu plus haut les incidences localisées que pouvaient avoir ce type de projet sur la population des îlots ou des quartiers proches du projet.

Il est nécessaire non seulement de les informer de manière adéquate mais de les associer, au niveau de leur quartier, aux décisions qui sont induites par le projet. Il s'agit là d'un travail délicat qui doit être mené par des techniciens et projeteurs doublés de capacités d'animateur et parfois de sociologues. Il s'agit d'un travail permanent, à mener sur le terrain et où toutes les réactions et évolutions doivent être prises en compte. Rappelons qu'il s'agit plus d'écouter et d'interpréter que de convaincre par des explications abstraites ou techniques. Enfin, il est évident que ce travail de terrain doit être régulièrement matérialisé par des notes et croquis et transmis au groupe ville/pays. Il va de soi cependant qu'il n'est pas question de demander à tous les projeteurs d'accomplir ce travail d'animation, avant tout d'ordre social; la capacité de la majorité des projeteurs se situe avant tout au niveau de leur savoir-faire professionnel, c'est-à-dire de l'analyse et de la synthèse des divers paramètres et ensuite et surtout dans la réflexion et l'acte même de la projétation et de la bonne mise en forme de l'espace urbain.

Le rôle du spécialiste-projeteur-animateur, profession à découvrir peut-être, est cependant primordial dans ce genre de projets, au niveau des travaux à mener sur le terrain.

Signalons enfin que l'information et la coordination entre les deux groupes (ville/pays et terrain) doit être constante et responsable, aucun n'ayant la prééminence sur l'autre étant donné l'importance égale de leurs responsabilités.

b) Les projets urbains à incidence municipale, ou macro-urbaine

Il s'agit ici de projets d'aménagement ayant un impact sur toute la ville, donc, principalement les projets d'infrastructures de transports et de viabilisation urbains, ainsi que les projets d'équipements à usage urbain en général et, éventuellement, les grandes opérations de logements.

On trouvera donc dans cette catégorie les projets directement liés à la taille et aux caractéristiques de l'ensemble de la ville et aux services qu'elle doit normalement rendre à toute sa population, prise dans son ensemble, donc à l'exception des sous-ensemble constitués par les îlots et les quartiers.

Parmi tous ces projets, nous pouvons citer, à titre d'exemple : toutes les infrastructures de transport urbain, aussi bien routières que ferrées ou autres ainsi que leurs gares et parkings, les réseaux urbains principaux d'adduction et d'évacuation des eaux, d'électricité et éventuellement de gaz, les équipements de santé publique (hôpitaux, grands dispensaires, etc.) d'éducation (collèges, lycées, instituts techniques, etc.) de loisirs et de sports (cinémas, centres pour jeunes, stade communal, etc.) d'administration (mairie, services communaux, etc.) et éventuellement de culte, tous ces équipements étant censé desservir la population urbaine prise dans son ensemble. On peut y ajouter toutes les opérations importantes ou générales de restauration du patrimoine bâti ou de constructions d'ensembles de logements, ainsi que des équipements liés à ces opérations ou à l'assainissement de zones entières.

Rappelons tout d'abord les remarques faites au paragraphe précédent concernant les projets urbains à incidence régionale ou nationale et qui restent valables ici : les projeteurs et responsables divers devront avoir avant tout à l'esprit la *finalité* des projets d'aménagement et l'absolue

nécessité de les penser dans leur *contexte culturel* propre, compte tenu de la diversité des cas et des villes. Les exemples cités ci-dessus ne seront donc que des outils vidés de sens et inappropriés s'ils ne sont pas destinés à améliorer la qualité de la vie en ville, pour le plus grand nombre, et dans un processus de développement axé sur sa conception culturelle, ceci donc dans un espace culturel urbain précis et dans chaque cas différent.

Les projets à incidence municipale doivent, eux aussi, être mesurés par l'*impact* qu'ils auront sur la population de la ville et la structuration de l'espace.

De nombreuses grilles ont été élaborées afin de déterminer l'importance des voies de communication et les équipements à réaliser dans les villes, grilles théoriques basées sur les chiffres de population. Les urbanistes connaissent ces diverses grilles et recommandations qui peuvent, schématiquement et théoriquement, être utilisées pour quelques premières estimations globales.

L'inconvénient de ces grilles est de deux ordres : d'une part il s'agit souvent de moyennes calculés par des spécialistes occidentaux pour les pays industrialisés et d'autre part, de par leur globalité, elles ne tiennent pas compte des spécificités locales et donc des diverses sphères culturelles dans lesquelles elles s'inscrivent, ce qui est tout à fait contradictoire d'avec les thèses que nous défendons au stage.

Il est donc nécessaire d'établir, dans chaque cas de ville, une *programmation* d'équipements et d'infrastructures correspondant aux caractéristiques socio-culturelles de l'ensemble urbain et s'inscrivant dans la politique et les projets de développement du pays et surtout de la ville concernée. Cette programmation ne peut être trop rigide, étant donné les évolutions rapides de la ville et de ses populations, et doit d'autre part être accompagnée d'un calendrier d'exécution, s'inscrivant dans les hiérarchies et priorités expliquées en début de chapitre.

S'il est donc impossible de généraliser ici les recommandations, il est indispensable, comme dans les autres cas, de bien situer le projet d'aménagement urbain dans ses *finalités* qui tendent à améliorer le cadre de vie pour le plus grand nombre des citadins : telle ville mettra l'accent sur les équipements d'éducation ou de santé publique (d'où intégration de ces équipements dans un projet de développement

incluant peut-être d'autres actions) une autre ville mettra en priorité les travaux d'assainissement ou d'adduction d'eau (à inscrire aussi dans un projet de développement); mais ces priorités ne peuvent faire oublier tous les autres problèmes qui se posent, les autres projets à entreprendre, etc. d'où la nécessaire coordination entre les services et actions, la nécessité de garder à l'esprit les grandes lignes et buts du développement de la ville et de s'informer constamment des modifications ou questions intervenant régulièrement, comme proposé en premier paragraphe (inventaire, décloisonnement, coordination, finalité, information, etc.).

L'*impact* des projets urbains à incidence municipale est *très important* au niveau de la ville, beaucoup plus en tout cas que les projets à incidence régionale ou nationale. En effet, ce type de projet concerne, du moins en principe, toute la population de la ville, traverse, toujours en principe, tous les quartiers et toutes les couches socio-culturelles et économiques de la cité et, de plus, constitue un élément très susceptible de polariser des zones ou quartiers et donc même de favoriser l'exode de populations rurales vers la ville. On mesure donc l'importance que prennent ces projets dans la politique de développement de la ville et ceci tant dans leur conception, que dans leur programmation et situation dans le périmètre urbain.

Si nous reprenons quelques exemples de ce type de projets cités en début de paragraphe, nous illustrerons peut-être mieux l'importance de ces projets :

a) le problème des infrastructures de transport urbain par exemple; comment situer ce problème, pouvant structurer ou destructurer une ville, sans connaître la politique des transports proposée et sa finalité ? Les voieries routières importantes ne servent à rien si tout est axé sur les transports en commun; si ceux-ci prévoient des autobus, on étudiera plutôt leurs horaires et fréquences pour satisfaire le plus grand nombre, on verra ensuite leurs zones de passage obligé, ce qui déterminera en partie l'importance des voieries; mais en parallèle, ou veillera à ce que celles-ci n'avantage pas la circulation automobile privée, ce qui serait contraire à l'option de départ; si on décide plutôt d'une solution de métro léger, l'incidence des voieries sera quasi nulle, mais par contre tous les problèmes de correspondances et de circulations piétonnes seront déterminants, en plus des problèmes techniques et des incidences urbanistiques sur les pénétrations ou

coupures dans le tissu urbain (à éviter en règle générale). Et même si la politique des transports est définie, encore faut-il déterminer les axes principaux, les quartiers à desservir en priorité, etc. Il est évident que ceci aura une incidence directe sur les formes et la répartition de la croissance urbaine par exemple si tous les axes convergent vers le centre ou si tel faubourg est mis en relation directe et rapide avec tel quartier où sont concentrés des entreprises ou des bureaux; les conséquences seront aussi importantes sur les regroupements éventuels de classes socio-économiques semblables (quartier d'affaires = employés = éventuellement quartier d'habitation à forte concentration d'employés) ou au contraire sur leur mixité.

On pourrait développer l'exemple plus longuement mais ceci nous semble suffire pour montrer l'importance des choix de politiques et de projets de développement et les interrelations entre les divers secteurs et spécialistes souvent trop autonomes (urbanistes, sociologues, économistes, etc. + ministères ou autorités diverses).

b) Un autre exemple peut être pris dans le domaine de l'assainissement et des adductions. Brièvement, chacun sait qu'on touche là à un vaste problème concernant les conditions de vie, l'hygiène et la santé publique. S'il s'agit là d'une priorité dans les projets de développement urbain, il faut situer chacune des actions à entreprendre dans ce contexte général. D'autre part, la notion de santé, de soins, d'usage de l'eau, etc. sont autant de notions d'ordre culturel variant d'une région à une autre. Rappelons aussi que chaque ville présente des caractéristiques morphologiques, techniques, de croissance ou autres différentes selon les cas. Enfin et surtout un projet important d'assainissement urbain peut accroître le rôle attractif d'une ville et rendre son réseau inapproprié après peu de temps (Nous ne voulons pas dire pour autant qu'il ne faut pas assainir afin de limiter la croissance urbaine !). Ceci permet, comme dans l'exemple précédent, d'estimer les conséquences de décision et de projets et les nombreux impacts et interrelations.

Il nous faut donc insister, surtout dans le cas de ces projets où des problèmes se posent journellement, sur la nécessité de les intégrer dans des actions de développement cohérentes, où les finalités sont claires pour tous, et où chaque projet doit être bien placé dans son contexte, mesuré dans ses conséquences et coordonné avec les autres actions et projets.

Un des problèmes fréquemment soulevé et concernant ce type de projets est de savoir s'ils doivent répondre directement à une situation ou des problèmes existants ou au contraire précéder et donc orienter le développement et la croissance de la ville. La première solution est la plus fréquemment utilisée mais la seconde l'a été quelquefois, dans des cas de planification très précise ou dans des buts relativement autoritaires (ne pas équiper la ville pour enrayer l'exode rural, par ex.). Nous dirons qu'aucune des deux solutions n'est infaillible et n'a fait véritablement les preuves de son efficacité. Nous continuons à croire aux avantages d'un aménagement du territoire, non trop contraignant, afin d'agir en amont au niveau régional et national, et à une planification urbaine souple, fixant les lignes directrices des actions de développement urbain et donc des projets, accompagnées d'une information permanente et adaptée permettant de tenir compte régulièrement des évolutions et d'éventuellement corriger les projets d'aménagement.

La localisation de ce type de projets d'aménagement urbain a autant d'importance, sinon plus, que les projets à incidence régionale ou nationale.

Ils interviennent en effet, dans la structure urbaine, comme éléments polarisants importants pour l'ensemble de la population. Celle-ci est relativement homogène, car entièrement urbaine, mais représente aussi tout l'échantillon de cette population, c'est-à-dire toutes les classes socio-économiques et culturelles, les sous-ensembles, les éventuelles ethnies et peut-être minorités diverses. Il appartiendra aux urbanistes d'éviter la mono-fonctionnalité des quartiers, et toute atteinte grave au tissu urbain tout en organisant au mieux la répartition de ces infrastructures et équipements sur le territoire urbain, en tenant compte avant tout des réalités humaines et urbaines d'ordre socio-culturelles. Pour les projeteurs et techniciens, la tâche est identique au niveau de la conception et de la réalisation de ces projets, le maximum d'éléments analytiques devant être connu puis synthétisé et ensuite le savoir-faire professionnel de chacun devant permettre l'interprétation de tous les paramètres afin d'apporter les solutions architecturales et techniques les mieux adaptées au contexte culturel urbain, compte tenu de ses traditions et des nécessaires évolutions et ceci dans le but de créer l'environnement bâti le mieux approprié aux caractéristiques de la ville et de la majorité de ses habitants.

A ce niveau de projets correspondent aussi des niveaux de décision et donc le rôle des divers acteurs, dans le cadre général des hiérarchies exposé en début de chapitre; nous retrouverons ici aussi deux niveaux directement concernés : d'une part celui des responsables municipaux, entourés des représentants des divers groupes actifs de la ville et des projeteurs, afin de fixer les grandes lignes de la politique urbaine de développement en la matière et les priorités, ceci sous forme de commissions ou groupes intersectoriels et pluridisciplinaires; d'autre part des groupes de travail agissant sur le terrain, proches des projets et des habitants, attentifs aux suggestions et évolutions mais capables surtout d'assurer l'animation et l'information adéquate. Il va de soi que les travaux à ces deux niveaux doivent être coordonnés et que l'information entre eux doit être constante afin d'assurer à la fois les finalités de développement souhaitées et leur adéquation aux réalités humaines et urbaines des quartiers concernés.

Nous citerons enfin pour mémoire le problème que pose la réalisation de grands ensembles de logements et d'aménagement de quartiers d'habitat sous-intégré ou informel. Ce sujet présente lui aussi des constantes valables quasi partout mais aussi énormément de diversité selon chaque cas, chaque ville, groupe et culture. Ce thème est trop vaste que pour être traité dans le cadre de cet ouvrage et nous renverrons le lecteur aux nombreuses publications ayant traité cette question.

c) Les projets urbains à incidence locale, ou micro-urbaine

Il s'agit dans ce cas de projets d'aménagement ayant un impact au niveau des quartiers ou de certains îlots urbains, donc essentiellement les petits travaux d'infrastructures et de viabilisation ainsi que les projets d'équipements de quartier dans tous les domaines et, éventuellement, les projets ponctuels en matière de rénovation, d'aménagement ou de réalisation de groupes de logements.

Parmi tous ces projets, nous pouvons citer, à titre d'exemple : les réseaux locaux d'adduction et d'évacuation des eaux, alimentation en électricité et gaz éventuel, peu d'infrastructures de transport mais une gamme importante et variée d'équipements de quartier en matière de santé publique, d'éducation, de loisirs, de formation, d'information diverses, de commerce, de sports et de vie communautaire, etc.

Si ces projets apparaissent ici en dernier lieu, ceci est dû uniquement à une volonté de clarté dans l'exposé; le fait qu'il s'agisse souvent de projets moins coûteux et moins "prestigieux" ne peut entraîner un jugement sur leur valeur ou leur importance.

Ces projets ont en effet un *impact très important* sur les populations car ils sont vécus quotidiennement et sont ressentis d'une manière proche et fondamentale par chaque habitant ou groupe concerné.

D'autre part, contrairement aux avis de certains responsables ou spécialistes, il s'agit là de projets particulièrement difficiles à programmer, à situer et surtout à réussir. Si, dans les deux catégories citées plus haut un certain droit à l'erreur est permis (que la mairie ou le lycée ne soient pas parfaitement appropriés constitue une erreur mais relativement supportable par l'ensemble de la population urbaine), il n'en est pas de même ici : une légère erreur dans le parcellaire, ou le fait de détruire quelques logements pour créer un petit équipement peut-être mal programmé ou non sollicité, ou exécuté d'une manière inappropriée peut provoquer l'échec complet de projet et les répercussions au niveau de la vie économique et socio-culturelle de l'îlot ou du quartier sont immédiates, néfastes ou favorables. On touche là en effet à des équilibres subtils et fragiles au niveau de la vie en communauté, où les interrelations sont nombreuses et souvent diffuses, où se mêlent les attitudes individuelles, familiales et de groupes, avec toutes leurs harmonies et solidarités mais aussi rejets et antagonismes, quartiers qui sont à la fois sources de la vie sociale et culturelle de la ville mais aussi microcosmes de toute une société, dans ce qu'elle peut avoir de plus noble et de plus sordide.

Les interventions sont donc délicates et nécessitent, plus que dans les autres cas, non seulement l'adhésion des habitants mais leur participation au niveau de l'initiative, de la décision et souvent même de la réalisation et de la gestion des projets.

Il ne peut donc y avoir de règle absolue de conduite, même au niveau d'une ville, étant donné la diversité des caractéristiques culturelles de ces quartiers. Chacun d'eux doit dégager le type de projet qui lui convient, les structures de décision et les personnes qui les représenteront, la manière de le réaliser et de le gérer. Cette *participation populaire ouverte est le seul garant de la réussite du*

populations, assureront l'intégration du projet dans les grandes lignes du développement urbain mais s'attacheront surtout à dynamiser à la fois les habitants et les responsables municipaux. Le rôle du spécialiste-animateur tel que décrit plus haut est certainement précieux mais il doit être sollicité et précisé dans ses tâches par la population et ses responsables, afin d'éviter tout heurt et surtout de faire bénéficier au mieux le projet et ses utilisateurs du savoir-faire du spécialiste. Celui-ci devra en outre assurer la coordination avec d'autres projets ainsi qu'avec d'autres niveaux décisionnels. Comme dans le cas précédent, les projets concernant l'habitat ne peuvent être développés ici et, en règle générale, chacun de ces projets, chacun de ces quartiers, constituent des cas particuliers demandant une solution appropriée. Il n'en demeure pas moins que toutes les expériences, bonnes ou mauvaises, doivent faire l'objet d'un bilan objectif, utile à d'autres responsables ou spécialistes, dans la ville ou ailleurs, tous les cas étant enrichissants et nécessaires à l'information et à la formation, principalement des animateurs et projeteurs.

3.3. *Méthodes et instruments d'intervention*

Les méthodes et instruments d'intervention ont été abordés brièvement dans les paragraphes et chapîtres précédents et développés dans divers ouvrages.

Nous n'en rappellerons donc ici que quelques éléments.

Les principaux problèmes qui apparaissent lors de la conception et de la réalisation de projets urbains tiennent à leur identification, expliquée en début de chapitre, mais surtout aux difficultés qu'il y a de faire coïncider des démarches apparement logiques avec les réalités rencontrées. Il est important de rappeler que celles-ci sont diverses, d'essence culturelles différentes qui doivent être prises en compte de manière prioritaire, que le projet d'aménagement urbain doit être projet de développement ou du moins inscrit dans celui-ci, encore est-il difficile de mettre en place les structures, les mécanismes et les instruments nécessaires au bon déroulement du projet d'aménagement; chaque pays, chaque ville, a ses propres caractéristiques et contraintes, sa politiques de développement, (ou non) et ses mécanismes propres.

Il nous faut insister ici sur la formation des spécialistes; trop souvent,

urbanistes et architectes, leur permettre une intervention à tous les niveaux, depuis la planification, jusqu'au travail sur le terrain, de manière à ce que chacun d'eux puisse utiliser et perfectionner son savoir-faire personnel de la meilleure manière et toujours dans l'intérêt du plus grand nombre.

CHAPITRE IX

CONCLUSIONS

par M.H. Gossé

Nous avons tenté de décrire la production urbaine, plus particulièrement dans les pays du Tiers Monde, à partir de trois points de vues principaux et selon trois approches : la première à partir des stratégies et des comportements des acteurs et producteurs urbains; la seconde, à partir des faits urbains et de leurs formes physiques, leur architecture; la troisième à partir des outils "techniques", théoriques et pratiques du développement et de l'aménagement.

Bien entendu, il est impossible de se passer de l'une ou de l'autre lecture pour comprendre la production urbaine, la production de la ville.

Mais la ville semble avoir une vie autonome, dans la mesure où sa totalité échappe à la responsabilité d'un acteur isolé, à la détermination d'un outil d'intervention particulier, aux seules règles constitutives de la forme urbaine.
Nous avons vu que c'est cette relative autonomie qui permet une réflexion et une action "rationnelle" du spécialiste sur la ville, légitimant ainsi son rôle et conférant à ses méthodes une certaine efficacité.

On a vu que la ville est l'espace d'un "jeu urbain", dont les conditions dépassent d'ailleurs largement les seules conditions et ressources locales et dont les règles elles-mêmes se modifient dans les *rapports de force entre les acteurs,* suivant leurs stratégies et en fonction des enjeux de la "partie".
En l'occurence, la partie s'inscrit dans l'évolution historique et l'espace généalogique de la ville; elle a pour enjeu la qualité de la vie, en particulier à travers celle de son cadre matériel bâti ou non bâti, que doit permettre le développement en général et le développement urbain en particulier.
La maîtrise sociale, collective et individuelle, de la conception et de la gestion urbaine, à chaque échelle considérée, nécéssite la

en oeuvre par les acteurs institutionnels ou non institutionnels, spécialisés ou profanes en présence.
L'exclusion d'un acteur des processus de décision, de conception, de gestion et de réalisation qui concernent la ville, sa propriété sociale et son usage, fait courir le risque d'une maîtrise illusoire de la ville dans son ensemble.

En même temps, le phénomène urbain a une ampleur et une complexité telles qu'elles empêchent l'acteur (individu ou groupe) isolément de le maîtriser; ce n'est que par un effet de masse, cumulatif, historique et holistique, que l'on peut qualifier de culturel, que la maîtrise s'exprime et se réalise.

Par conséquent, la maîtrise urbaine exige l'étude des mécanismes et des logiques "naturelles" de sa croissance et de son évolution. La ville comme éco-système, auquel appartient l'homme lui-même, nécessite une gestion "douce" aussi peu aggressive que possible et éternellement recommencée.

Pour Aldo Rossi, "les faits urbains ont leur vie propre, leur destin" (1) .

L'édifice nouvellement créé s'inscrit toujours dans la forme concrète préexistante de la ville, il n'existe que comme une partie de la ville. La ville est une réalité physique, autonome, collective que tentent d'aménager les individus et les groupes en fonction de leurs projets.

Evidemment, A. Rossi pose comme hypothèse que la ville est tout entière un artefact, une oeuvre d'art collective, un fait de culture, ce qui exclut tout "naturalisme" urbain. Sa distinction entre éléments "singuliers" et le reste de la ville, peut cependant suggérer l'idée d'une action particulièrement volontaire, plus interventionniste, à caractère collectif, démonstratif, par rapport à des pratiques traditionnelles vernaculaires, plus reproductives, plus implicites, L'intervention elle-même, son "projet" est l'élément singulier qui s'impose à l'évolution "normale" de la ville. Les projets entraînent des mutations irréversibles sur la structuration de la ville.

(1) in "L'architecture de la ville", Ed. l'Equerre, 1981, p. 126

Les parties de la ville sont définies par leur localisation et leur différenciation physique et historique. Les lieux de spécialisation, de polarisation, de monumentalisation urbaines n'embrassent pas la totalité de la ville, si ce n'est par induction, influence indirecte, relations complexes. La ville n'est pas une création que l'on peut ramener à une seule logique, à une seule idée. Elle est complexe, composée de parties qui ont des histoires et des caractéristiques formelles différentes, même si elles sont liées.

La ville comme globalité ou totalité absolue n'existe pas. La totalité impliquerait un espace et un temps historiques continus, eux-mêmes globaux, évolutionnistes et déterministes, plus idéologiques que réels. F. Braudel a montré la variété des rythmes historiques, à l'échelle temporelle de la vie quotidienne, du temps de la vie, du temps social. L'histoire de la ville, comme celui des sociétés, ne peut s'organiser qu'en séries, ayant leur temps et leurs espaces propres : ainsi pour l'habitat, les monuments, le foncier, l'économie, les institutions, l'industrie, la diffusion des matériaux et des techniques de construction, les moyens de communication, les moyens d'information, les types architecturaux, etc ...

Ces différentes histoires et leurs espaces n'ont pas de chronologie unique ou commune, synchroniques; ils sont diachroniques et n'ont entre eux que des points de convergences, de mutations, d'articulation ou de rupture. Ces convergences historiques sont locales et les sociétés cohabitent plutôt dans des temps et des espaces différents, structurellement liés mais non coordonnés.

De même, à la recherche d'une unité dans sa diversité, la culture urbaine est multiple, comme la société urbaine. Les grandes organisations fonctionnelles (L'Etat, la Santé, le système scolaire, les lieux de culte,...), les classes sociales et/ou les quartiers ont leurs cultures spécifiques, leurs typologies, leur mode de vie, leur histoire. Les édifices comme l'histoire, s'organisent également en séries, en types, suivant des morphologies particulières et leurs significations sociales ou esthétiques.

La transmission des types et la genèse morphologique appartiennent a des processus historiques de longue durée : la pérennité architecturale des édifices existants résiste aux changements historiques et sociaux, institutionnels ou politiques.

L'utopie ne change que le regard, même si c'est important. En ce sens la ville garde sa réalité propre. L'homme projette sur la ville les symboles et les signes nécessaires à la socialisation des espaces urbains. Il y a territorialisation de la culture, production de lieux humanisés, organisation d'un spectacle, ritualisé (organisé) ou spontané, surtout par ses décors quasi "scéniques", système symbolique ou analogique qui est en relation dialectique avec la ville matérielle.

L'architecture propose constamment de ces paysages artificiels dont s'empare la politique pour son spectacle ou l'économie pour son profit.

Mais elle n'est pas seulement un contenant, le décor d'une pièce, elle est aussi sa mise en scène et l'écriture spatiale de l'ordre (mythique, politique ou marchand) qui la régit, qui la transforme et se l'approprie. L'architecture est un objet matériel, une réalité physique. Au contraire, peut-être, de la planification urbaine ou de l'aménagement du territoire, dont il est difficile de cerner le degré de réalité physique (2), l'architecture est une réalité visible, observable, précise, concrète.

L'objectif de la pratique architecturale est en effet la *production de biens matériels habitables et généralement durables.* . Comme tout bien, l'objet architectural est le produit d'un travail, de moyens de production et de forces de travail. Il a de plus, besoin d'un sol pour les appliquer. Il est à ce titre marqué par l'ensemble des rapports de production et le régime de propriété d'une société déterminée.

Si l'on envisage la ville comme un ensemble d'architectures, il convient donc de la comprendre également sous cet angle de la production matérielle.

Secteurs et filières de production sont à cet égard fondamentaux : la production des matériaux de construction, le savoir-faire technique sont de nature à expliquer la logique de production de la ville et constituent un outil de sa maîtrise.

Mais ce qui fait de l'aménagement volontaire et de la production de l'espace, ainsi que de l'architecture, à la fois un outil et une finalité, un aboutissement concret du développement, c'est la mobilisation de toute la culture pour sa matérialisation.

(2) comme le souligne F. Choay in "Urbanisme, utopies ou réalités" Le Seuil 1968

La culture se matérialise dans l'architecture de la ville, de sorte qu'il n'y a pas de développement, c'est-à-dire d'amélioration de la qualité de la vie, sans architecture culturellement pertinente, sans cadre de vie en harmonie avec les aspirations humaines, avec les besoins et les capacités des habitants, des individus et des groupes concernés.

La modernisation en cours entraîne trop souvent la dépossession des collectivités et des individus de leur culture, c'est-à-dire des moyens conceptuels, techniques, organisationnels qui leur permettraient de maîtriser eux-mêmes leur vie et leur environnement.

Un processus de réappropriation culturelle s'avère donc nécessaire pour générer ou digérer les éléments de modernité et leur insertion dans la vie quotidienne : dans cette perspective seulement pourra se réaliser une modernité endogène, porteuse de développement véritable, durable, authentique, approprié, aux vertus ontologiques.

Il apparaît ainsi que la problématique posée dans les Stages D.A.C, à travers le thème de la conception et de la gestion urbaine, concernant les relations entre développement et aménagement de l'espace, entre développement et production du cadre bâti, mène à un constat non sans conséquences pour l'exercice des professions concernées.

Aucune politique, aucun projet d'aménagement, aucune technique de production ou de gestion urbaine ne peuvent échapper ni au contenu, ni à la détermination culturelle de leurs théories et de leurs pratiques, ni aux contraintes ou aspirations culturelles posées par les acteurs urbains et exprimées dans la réalité physique de la ville, ni au système (culturel) de la représentation de ces contraintes, aspirations ou réalisations.

Nous avons vu l'importance que revêt une bonne articulation entre culture "populaire" et culture "savante", culture en général et culture du spécialiste, dans le cadre du développement. Nous avons posé le spécialiste en "développeur" de la culture considérée comme l'ensemble des moyens humains, matériels et intellectuels dont disposent ou qu'inventent une société et ses membres; et non pas comme le dépositaire d'une culture élitaire à diffuser, à "démocratiser", à vulgariser. Participer à l'invention de nouvelles valeurs, à la création d'oeuvres nouvelles ne dispense pas de la responsabilité et de la recherche de l'utilité sociale de son activité.

L'efficacité-même de l'intervention professionnelle spécialisée dépend de sa pertinence culturelle, tant au niveau conception que gestion ou réalisation.
La rationalité dont peut se prévaloir le spécialiste, aménageur ou architecte, dans les outils, méthodes et pratiques de sa profession, ainsi que leur crédibilité en termes d'efficacité réelle, dans le cadre du développement, doivent être recherchées dans cette pertinence culturelle: ce n'est que si les outils utilisés sont appropriés aux pratiques, aux aspirations, aux réalités de la ville et de ses habitants, qu'ils pourront être pleinement efficaces.

Nous sommes convaincus que les échecs du développement, constatés ces dernières années, résultent non seulement d'erreurs économiques, technologiques ou politiques, dont nous n'établirons pas ici la paternité, mais de la non prise en compte du rôle de la culture, à la fois dans les outils , les pratiques et l'objet-même du développement.

De même que la lutte contre la mortalité ou une politique de santé ne peut être menée sans connaître ce que signifie la mort et comment cet événement est vécu dans chaque société donnée, de même la conception et la gestion urbaine ne peuvent espérer maîtriser l'espace urbain, sans connaître ce qu'il signifie dans l'imaginaire et le vécu des acteurs urbains. Ce signifié ne peut être compris indépendemment du signifiant que constitue la ville, dans sa réalité matérielle.

La connaissance de la forme urbaine et de sa production est indispensable aux stratégies des acteurs urbains, en particulier aux spécialistes, aux professionnels de la maîtrise urbaine, comme la connaissance du champ de bataille est indispensable au stratège militaire, car c'est la seule donnée non aléatoire.

Pour la ville, malgré cet "état des lieux", la partie reste ouverte, non seulement du fait du jeu imprévisible des acteurs, mais parce que la ville est une oeuvre collective, complexe, dont les "parties" ont des destins différents qui rendent une image imprécise de la ville comme globalité, elle-même différente de ses parties.

Cette analyse amène A. Rossi a définir la rationalité de la ville et de son architecture comme optimale lorsque les types qui la constituent sont capables de recevoir les fonctions les plus diverses et de subir les mutations d'usage les plus changeantes dans l'histoire.

Paradoxalement, cette théorie mène à la négation du pluralisme culturel et historique ainsi qu'à l'inutilité d'une réflexion sur le développement pour la ville: elle suggère qu'il y aurait des types rationnels universellement et intemporellement pertinents. En réalité, il s'agit là d'un idéal de rationnalité très culturellement marqué par la rationnalité occidentale.

Umberto Eco définit quant à lui l'"oeuvre ouverte" non pas à travers une telle rationalité en dehors de la fonctionalité, mais par la capacité de l'oeuvre à exprimer elle-même une pluralité de signifiés dans et par le même signifiant, comme les poèmes ou les partitions musicales à lectures multiples.

Le développement, c'est sans doute aussi cela : la transformation du monde, c'est-à-dire l'invention de différences, sans "changer de monde" - la mémoire plus le projet, dans l'ambiguïté du présent et du réel.

Quand on sait que le projet d'aménagement urbain ou d'architecture s'effectue par une représentation analogique, poétique -comme la définirait R. Barthes (3)- de la réalité effective et du projet, on mesure encore davantage l'ambiguïté caractéristique d'une sorte de poésie, qui préside à la concrétisation de l'oeuvre et à sa signification culturelle.

La conception et la gestion urbaine comme le développement, jouent de cette ambiguïté dans leurs relations dialectiques. En cela, elles n'échappent pas au fait qu'elles sont oeuvres humaines, conséquences et chemins de ce qui est humain en l'homme : sa culture.

Cette culture n'est pas un domaine autonome, à coté de l'économique, du scientifique ou du technique - il ne s'agit pas de la culture élitaire ou de l'industrie culturelle à l'occidentale - mais l'essence-même des comportements et des oeuvres, ce qui leur donne sens pour une société donnée.

La culture est ce par quoi l'identité humaine individuelle et collective s'exprime, notamment dans la conception et la gestion des villes. Le développement est le chemin qu'emprunte la culture pour transformer

(3) in Architecture d'Aujourd'hui sur "Les villes" n°153 - 1970

le monde et cette transformation passe par la culture; c'est elle qui la conçoit et la réalise.

C'est pourquoi il est permis de dire que le sous-développement est d'abord le résultat d'une domination culturelle, un appauvrissement culturel dont les causes peuvent être détectées dans l'oppression et la résignation. Aucun développement n'est possible sous l'emprise d'une domination culturelle (extérieure ou intérieure), si ce n'est au service de cette culture dominante et de ses maîtres.

"Pour pouvoir instrumentaliser un homme, exploiter sa force de travail et piller les richesses de sa terre, il faut d'abord soumettre son esprit"(4).

L'enjeu du combat culturel est énorme dans la lutte pour le développement. La prise en compte de la culture ne doit pas -comme elle l'a été trop souvent- servir à "faire passer" le développement; dans cette logique la culture était comprise comme obstacle au développement.

L'Europe "malade de sa culture" (5) n'a pas échappé à cette vision des choses; elle dont la diversité culturelle se trouve niée par la culture technico-économique dominante dans une Europe institutionnelle en formation, dans le même temps où apparaissent ou s'y renforcent des "déserts culturels", des régions en voie de sous-développement, des poches de pauvreté et d'aliénation, ce Quart-Monde qui n'est que l'image d'un Tiers Monde du Nord, nouveau Tiers-Etat surgissant des mirages de l'abondance.

Cette internationalisation d'un phénomène structurel -le développement mal compris entraînant le sous-développement- est en même temps le signe d'une solidarité nécessaire: toute action locale isolée de son contexte universel perd de son efficacité. Si le développement a valeur universelle, c'est parce qu'il se réalise dans la diversité des cultures *et* une conscience planétaire.

"Je ne veux pas que ma maison soit entourée de murs et de fenêtres closes. Je veux que les cultures de tous les pays soufflent aussi librement

(4) Jean Ziegler ,"La victoire des "vaincus", Seuil 1988, p. 242
(5) selon le dossier du journal Le Monde 1988

que possible dans ma maison, mais je refuse d'être emporté par elles" (6).

Dans cette résistance culturelle, qui n'est pas un replis frileux sur soi-même, ni l'adoption d'une culture étrangère, ni celle de la table rase, la recherche d'une relation dialectique entre les cultures, à partir de sa mémoire et de sa propre identité, est vitale pour le développement.
Dans cette perspective historique, les peuples et leurs citoyens, les communautés et leurs membres sont appelés à dépasser, chacun suivant ses propres voies et ses propres projets, les contradictions apparentes entre "tradition et modernité", "culture et liberté", pour inventer ses propres villes, diverses et uniques, libres et solidaires.

Pour réussir ce pari sur l'avenir, les spécialistes devront, à l'écoute de leur peuple, le regard fixé sur l'expérience concrète de *la ville marginale, en réalité majoritaire* dans l'explosion urbaine du Tiers Monde, adapter leurs outils, méthodes et pratiques à cette dynamique urbaine et ses constituants culturels, sous peine de leur propre marginalisation.
En même temps, il est de leur devoir -à la fois professionnel et éthique- de renverser le processus de dépossession culturelle qui caractérise les villes et l'habitat au profit de mécanismes techniques et gestionnaires dont les noms véritables -technocratie et bureaucratie- non seulement cachent des entreprises peu démocratiques, qu'elles soient le fait de pouvoirs locaux ou internationaux, cautionnés par l'expertise nationale ou étrangère, mais aussi leur incurie sociale et leur inefficacité culturelle, en un mot leurs échecs.

L'enjeu véritable du développement est la culture ; elle est la condition de sa maîtrise au service de l'homme.

La conception et la gestion des villes "en développement" n'échappent pas au débat culturel; à travers lui -et lui seul, car il s'agit du devenir de l'homme- peut se comprendre et se maîtriser la dynamique urbaine, *dans toutes ses dimensions,* pour le spécialiste comme pour l'habitant, dans une oeuvre commune.

L'architecture et l'urbanisme y trouveront peut-être, comme disciplines une pertinence nouvelle, comme oeuvres un nouveau style,

(6) Ghandi (souligné par nous)

comme histoire un "Nouvel-Age", dont l'expression admise sera *plurielle*, enfin ...

Nous partageons l'espoir et la conviction de Cl. MADEMBA SY (7) :

"C'est le *dialogue des cultures*, basé sur des différences lucidement assumées, qui permettra aux hommes de se connaître et de coopérer dans la fraternité des hommes. (...)
Cet humanisme intégral exige le développement de tout l'homme et le concours de tous les peuples sur un pied d'égalité; il s'agit d'établir un *nouvel ordre culturel* mondial qui soit à la fois le garant d'un nouvel ordre économique plus juste et plus humain et une étape de plus vers la civilisation de l'universel où chaque race, chaque nation, chaque continent apporteront leurs valeurs complémentaires parce que différentes".

(7) Ambassadeur du Sénégal à Bruxelles, rapporteur au colloque sur le "Nouvel ordre

NOTE ANNEXE

"DEVELOPPEMENT - AMENAGEMENT - CONSTRUCTION" STAGES INTERNATIONAUX DE PERFECTIONNEMENT

organisés par L'INSTITUT SUPERIEUR D'ARCHITECTURE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE - "LA CAMBRE" - BRUXELLES - BELGIQUE
Avec l'appui de l'ADMINISTRATION GENERALE DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT BELGE et DU CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES ETABLISSEMENTS HUMAINS - NAIROBI

OBJECTIFS DE FORMATION

La croissance massive et rapide des villes du Tiers-Monde pose des problèmes structurels et organisationnels nouveaux. La production de l'espace qui lui est liée rencontre des difficultés culturelles, techniques et économiques aiguës. Cette réalité, laquelle met en péril le développement, interpelle diverses disciplines et professions. Elle remet en cause leurs méthodes d'analyse, leurs conceptions et leurs techniques d'intervention.

Les stages DAC se fondent sur l'hypothèse d'une correspondance d'ordre culturel entre la problématique du développement et tout ce qui a trait à l'organisation et à la production de l'espace.
Quoi de plus normal que ce soit d'une école d'architecture que vienne une réflexion sur la dimension culturelle du développement ?

Les Stages se proposent d'offrir aux spécialistes d'Afrique (au Nord et au Sud du Sahara) et d'Amérique Latine, sans exclure l'Asie, la possibilité de revoir leurs connaissances et leurs instruments d'action, de les améliorer et de les compléter. Ils sont destinés aux professionnels et aux scientifiques ne pouvant se soustraire à leurs activités qu'une courte période.

Chaque session du stage, d'une durée de 10 semaines, construite sur un thème particulier, leur offre une formation accélérée et de haut niveau, immédiatement liée aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Elle leur permet en outre d'échanger mutuellement leurs expériences. La formation suivie complètement est sanctionnée par un certificat.

Le stage développe chaque année une thématique spécifique qui oriente l'ensemble des exposés et des travaux : l'habitat précaire (1984), les

LES AUTEURS

Marc H. Gossé
Diplômé architecte et urbaniste, ayant une longue expérience de la coopération, il enseigne actuellement à l'ISACF - La Cambre où il dirige une Unité d'enseignement du projet d'architecture et coordonne l'option Espaces et Développement. Professeur associé à l'Ecole de Santé Publique - Section Habitat et Environnement de l'Université Libre de Bruxelles. Déjà lauréat de concours internationaux d'urbanisme et d'architecture, il a été distingué en 1986 par le Centre de Recherches pour l'Histoire, l'Art et la Culture Islamique à Istamboul, pour son enseignement.
A publié de nombreux articles dans des revues spécialisées.

Marc Brunfaut
Il est architecte et urbaniste. Après plusieurs années de travail en Tunisie (Département Aménagement du territoire), il a été responsable des projets dans une importante ONG belge ayant réalisé de nombreux programmes principalement en afrique du Nord mais aussi en Afrique Centrale, en Asie du Sud Est et moins en Amérique du Sud. Enseignant du projet d'architecture à l'ISACF - La Cambre de 1982 à 1989.

Dominique Deremiens
Diplômé architecte et licencié en architecture urbaine. A enseigné l'architecture à l'IAUC et travaillé comme chercheur au CURER, l'un et l'autre à Constantine (Algérie). Il collabore aux projets d'agences d'architecture tant marocaines que belges et consacre ses recherches à la morphologie de la ville maghrébine.

Xavier Nuttin
Diplômé architecte, il se consacre à la planification et au développement des infrastructures éducatives depuis son expérience au Bureau Régional de l'UNESCO pour l'Asie et le Pacifique à Bangkok. Depuis son retour de Thailande, il partage son activité entre la formation des cadres des pays en développement, la pratique de l'architecture pour des maîtres d'ouvrage publics et privés, et les missions de consultant, principalement en Afrique, pour divers organismes internationaux (Banque Mondiale, UNESCO, Banque Africaine de Développement, Fonds de Développement de l'OPEP, ...).

Ahita Pichvaï
Diplômée architecte, elle s'est spécialisée dès ses études dans les problèmes de développement. Elle travaille sur la planification et la construction des équipements communautaires en Afrique dans le cadre de projets financés par la Banque Mondiale et la Commission des Communautés Européennes. Elle est membre d'ARCHITECHNA et de SYNERGY INTERNATIONAL, groupement de spécialistes en architecture, gestion et technologies appropriées.

Bibliographie commune

Cahiers de La Cambre-Architecture n° 5 "Architecture pour le développement", format 20 x 21, 191 pages, Editions La Cambre, Bruxelles, 1987.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE IV. ARCHITECTURE DE LA VILLE ET DEVELOPPMENT URBAIN par D. Deremiens

CHAPITRE V. SECTEURS ET INSTRUMENTS DE LA PRODUCTION DE L'ESPACE URBAIN par X. Nuttin

CHAPITRE VI. ACTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT par X. Nuttin

CHAPITRE VII. PROCESSUS D'EDIFICATION ET TECHNIQUES DE CONSTRUCTION par A. Pichvaï et X. Nuttin

CHAPITRE VIII. PROJETS D'AMENAGEMENT URBAIN par M. Brunfaut